



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXI^e Année

Tome I N^o 6 - Juin 1986

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique.**
- 47 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de mai 1986.**
- 1 **Statistiques.**
- 169 **Législation économique.**
- 181 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

FORMATION BRUTE
DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE
MANUFACTURIERE EN BELGIQUE :
TOUR D'HORIZON
DES SOURCES STATISTIQUES DISPONIBLES
ET APPORT SPECIFIQUE
DE L'ENQUETE SEMESTRIELLE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1)

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
I. Dispositif et méthodes de l'enquête-investissements de la Banque	6
1. Principes de base	6
2. Fréquence	6
3. Etendue et subdivision par branche du champ d'observation .	8
4. Echantillon	8
4.1 Constitution, extension et représentativité	8
4.2 Structure de l'échantillon	10
5. Organisation du questionnaire	11
5.1 L'enquête-investissements du printemps	12
5.2 L'enquête-investissements d'automne	13
6. Méthodes de calcul des résultats	15
6.1 Calcul des résultats établis sur la base de données chiffrées et incorporant une pondération de celles-ci	16
6.2 Calcul des résultats procédant d'une simple agrégation des réponses individuelles	18
6.3 Calcul des résultats qualitatifs	19
7. Interprétation des résultats	19

(1) Les passages du présent article consacrés à l'analyse des statistiques établies par l'Institut National de Statistique ont été rédigés en étroite collaboration avec ce dernier.

II. Analyse comparative des principales sources statistiques relatives aux dépenses d'investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	21
1. Champ d'observation	21
2. Définition et date d'enregistrement des investissements	22
3. Nature de l'information	24
4. Périodicité et délais de disponibilité des données	24
5. Confrontation des résultats chiffrés	27
5.1 Confrontation des résultats définitifs	28
5.2 Comparaison des résultats provisoires	29
III. L'utilisation de l'enquête-investissements de la Banque pour la prévision des dépenses d'investissement dans l'industrie manufacturière	30
1. Remarques préalables	30
2. Analyse de cohérence	30
2.1 Aperçu global	30
2.2 Caractéristiques propres des trois jeux de résultats prévisionnels	32
3. Synthèse	35
Conclusions	35
ANNEXE I : questionnaires utilisés dans le cadre de l'enquête-investissements	37
ANNEXE II : formation brute de capital fixe : notions, sources et méthodes d'estimation.	42

INTRODUCTION

Les informations statistiques relatives à la formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière suscitent généralement, dès qu'elles sont disponibles, un grand intérêt auprès des utilisateurs de l'information économique. Cet intérêt tout particulier tient davantage aux enjeux qui sont associés au comportement de l'investissement dans l'industrie manufacturière qu'à l'importance relative de celui-ci; la formation brute de capital fixe des industries manufacturières ne représente en effet que quelque 30 p.c. de la formation brute de capital fixe totale des entreprises, et moins de 3 p.c. du produit national brut. Mais elle n'en conditionne pas moins pour une large part le devenir de l'économie nationale : adaptation des structures de production à l'évolution des technologies et des marchés, allocation spatiale des ressources, arbitrage entre facteurs de production, effet multiplicateur sur l'activité et les revenus. Les enjeux politiques et sociaux associés au développement des investissements manufacturiers sont par ailleurs à la mesure des enjeux économiques :

- l'appréciation de la politique économique mise en œuvre par les pouvoirs publics dépendra en partie du tonus de l'investissement manufacturier ou encore du caractère plus ou moins équilibré de sa répartition spatiale;
- les relations sociales se ressentiront largement des retombées de l'investissement sur l'emploi.

On comprend dès lors combien il est utile de disposer d'une information pertinente, régulière et rapide sur les tendances de l'investissement dans l'industrie manufacturière.

Actuellement, celles-ci peuvent être estimées, pour la Belgique, en faisant appel à quatre sources statistiques; trois d'entre elles émanent de l'Institut National de Statistique :

- la statistique annuelle des investissements industriels;
- la formation brute de capital fixe, qui apparaît dans les comptes nationaux et dont l'élaboration se fonde en majeure partie sur la statistique précitée;
- la statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée, ci-après dénommée « statistique-TVA ».

L'enquête semestrielle qu'effectue la Banque en exécution d'un mandat que lui ont confié la Fédération des Entreprises de Belgique et les principales organisations représentatives des travailleurs, constitue la quatrième source.

Pour l'utilisateur, confronté à quatre sources de renseignements qui fournissent des chiffres parfois discordants, il importe de connaître les causes essentielles de ces discordances. Mais il importe davantage encore de savoir quand et comment utiliser les différentes sources. C'est la raison pour laquelle le présent article, s'il accorde une place prépondérante à l'enquête de la Banque, s'attache également à décrire les statistiques établies par l'Institut National de Statistique, de façon à faire clairement apparaître la place respective des quatre sources dans le processus d'information.

Structuré en fonction de cet objectif, l'article comprend trois parties :

- un exposé du dispositif actuel de l'enquête de la Banque et des méthodes utilisées pour l'élaboration des résultats ;
- une analyse comparative des quatre sources disponibles ;
- un examen de l'apport de l'enquête de la Banque en tant qu'instrument de prévision en matière d'investissements dans l'industrie manufacturière.

I. Dispositif et méthodes de l'enquête-investissements de la Banque.

1. Principes de base

Lancée en 1958, l'enquête-investissements s'appuie sur un certain nombre de principes communs à toutes les enquêtes de conjoncture organisées par la Banque :

- elle relève des techniques de sondage et est donc réalisée sur la base d'échantillons ; signalons d'emblée que l'unité statistique sondée est, en règle générale, l'entreprise ⁽¹⁾ et non l'établissement — comme c'est en général le cas pour les statistiques établies par l'Institut National de Statistique.
- l'enquête repose sur le principe de l'échange d'informations ; la participation aux enquêtes est bénévole mais le participant reçoit gracieusement en retour les résultats globaux de l'enquête ainsi que les résultats détaillés pour sa branche, ces derniers étant confidentiels et exclusivement réservés aux entreprises qui accordent leur participation effective et régulière. L'absence de contrainte quant à la participation à l'enquête, conjuguée au caractère confidentiel des réponses individuelles, constitue, en principe, une excellente garantie de sincérité des réponses fournies ;
- les questionnaires utilisés pour les besoins de l'enquête comportent des questions relatives au passé, au présent et au futur ; par ailleurs, une question appelle, comme on le verra plus loin, des réponses qualitatives consistant à choisir une des options.

2. Fréquence

Deux enquêtes sont effectuées chaque année, l'une au printemps, l'autre en automne. Les questionnaires relatifs à l'enquête du printemps sont envoyés aux entreprises à la fin de mars ; celles-ci sont invitées à les retourner à la Banque pour la *mi-mai* au plus tard ; les résultats sont disponibles dans le courant de la première quinzaine de juin. Les questionnaires relatifs à l'enquête d'automne sont, quant à eux, envoyés vers la fin du mois de septembre et doivent être retournés à la Banque pour la *mi-novembre* au plus tard ; les résultats correspondants sont disponibles dans le courant de la première quinzaine de décembre.

(¹) Cette règle générale souffre cependant quelques exceptions ; en effet, la Banque invite les entreprises qui disposent d'établissements dans plusieurs régions du pays, à remplir un questionnaire distinct pour chaque région. Une telle requête répond au souci de procéder à une répartition aussi fine que possible des dépenses d'investissement entre les régions.

Tableau 1

BRANCHES DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE COUVERTES PAR L'ENQUETE-INVESTISSEMENTS DE LA BANQUE NATIONALE

Dénomination de la branche	Code du (des) groupe(s) NACE ¹ correspondant(s)	Fédérations professionnelles correspondantes
Raffinage du pétrole	140	Fédération Pétrolière Belge
Sidérurgie	221, 222, 223 (partim)	Groupement de la Sidérurgie
Métaux non ferreux	212, 224	Fédération des Entreprises de Métaux non ferreux
Ciment	242	Fédération de l'Industrie Cimentière
Agglomérés de ciment et produits en asbeste-ciment	243 (partim)	Fédération de l'Industrie du Béton
Verre	247	Fédération de l'Industrie du Verre
Produits céramiques	248	Fédération des Industries Céramiques de Belgique et du Luxembourg (FEDICER)
Chimie et Transformation des matières plastiques	252 à 259 (partim), 483	Fédération des Industries Chimiques de Belgique (FECHIMIE)
Fabrications métalliques	311 à 374 (partim)	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (FABRIMETAL)
Alimentation et boissons	411 à 428 (partim)	Fédération des Industries Agricoles et Alimentaires
Produits textiles (à l'exclusion des produits de la bonneterie)	431 à 435, 437 à 439	Fédération de l'Industrie Textile Belge (FEBELTEX)
Cuirs et peaux	441, 442	Union de la Tannerie et de la Mégisserie Belge (UNITAN)
Chaussures et pantoufles	451, 452	Fédération Belge de l'Industrie de la Chaussure (FEBIC)
Vêtements et confection (y compris les produits de la bonneterie)	436, 453 à 456	Fédération Belge des Industries de l'Habillement
Bois	461 à 467	Fédération Belge des Entreprises de la Transformation du Bois (FEBELBOIS)
Production du papier et du carton	471	Association des Fabricants de Pâtes, Papiers et Cartons de Belgique (COBELPA)
Transformation du papier et du carton	472	Fédération des Industries Transformatrices du Papier et du Carton (FETRA)

¹ Nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes.

3. Etendue et subdivision par branche du champ d'observation de l'enquête-investissements.

Le champ d'observation de l'enquête-investissements est homogène depuis l'enquête du printemps de 1977. Il couvre l'ensemble des branches de l'industrie manufacturière reprises dans le tableau 1.

La nomenclature retenue pour les besoins de l'enquête est calquée sur les structures adoptées par les partenaires sociaux. La raison en est double. D'une part, les échantillons ont été constitués et régulièrement rajeunis en étroite collaboration avec les fédérations professionnelles; d'autre part, tenant son mandat des fédérations professionnelles et des organisations syndicales, la Banque a été tout naturellement portée à établir les résultats en fonction des structures que se sont données ces dernières. A titre d'information, le tableau 1 fournit le(s) code(s) des groupes d'activités établis selon la Nomenclature des Activités dans les Communautés Européennes qui correspondent aux différentes branches distinguées par l'enquête-investissements.

4. Echantillon

4.1 *Constitution, extension et représentativité*

A l'origine, les échantillons ont été constitués, comme on vient de le rappeler, en collaboration avec les fédérations professionnelles, qui se sont par là même portées garantes de leur représentativité. Par la suite, celle-ci a été sauvegardée par le maintien de contacts réguliers avec ces fédérations; ainsi, l'échantillon a-t-il été récemment élargi dans une demi-douzaine de branches, à la faveur de plusieurs campagnes de prospection et de la fusion d'enquêtes qui, jusque-là, étaient effectuées séparément par la Banque et par d'importantes fédérations professionnelles. Ces initiatives ont permis de recruter quelques 650 nouveaux participants au cours des trois dernières années écoulées. Au total, plus de 1.350 entreprises ont ainsi participé à l'enquête d'automne 1985.

Comme tel, ce chiffre ne donne toutefois guère d'indications sur la représentativité de l'échantillon. L'apprécier à l'aune de la population d'entreprises du Royaume n'est guère plus significatif : selon les données de l'Office National de Sécurité Sociale, l'industrie manufacturière ⁽¹⁾ comptait, au 30 juin 1983, 23.092 entreprises, dont 18.462 entreprises occupant moins de 20 travailleurs qu'il n'est pas possible pour des raisons matérielles évidentes, d'interroger dans une proportion significative. Aussi, évaluera-t-on de façon plus pragmatique la représentativité de l'échantillon en rapportant directement les dépenses d'investissement recensées dans le cadre de l'enquête de la Banque aux données correspondantes établies par l'Institut National de Statistique.

L'enquête-investissements de la Banque dans l'industrie manufacturière couvre l'ensemble des branches distinguées par l'Institut National de Statistique à l'exception des branches suivantes : tabac, caoutchouc, imprimerie et édition,

(1) Y compris l'industrie du raffinage du pétrole.

terre cuite, industries manufacturières non dénommées ailleurs ; différents indicateurs de représentativité sont présentés au tableau 2.

On constate tout d'abord que les branches couvertes par l'enquête-investissements de la Banque concentrent, selon la statistique établie par l'Institut National de Statistique, la quasi-totalité des investissements réalisés dans l'industrie manufacturière : 93,2 p.c., en moyenne, pour la période 1977-1983 ⁽¹⁾; le champ d'observation de l'enquête de la Banque est donc suffisamment étendu du point de vue des branches couvertes.

Tableau 2

REPRESENTATIVITE DE L'ECHANTILLON D'ENTREPRISES INTERROGÉES PAR LA BANQUE

	MONTANT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT RECENSEES					
	Enquête de la Banque	Institut National de Statistique ¹			Part des dépenses d'investissement recensées par la Banque	
		Ensemble des branches de l'industrie manufacturière couvertes par l'enquête de la Banque ²	Ensemble de l'industrie manufacturière ³	Part relative des branches couvertes par l'enquête de la Banque	dans l'ensemble des branches couvertes par les enquêtes	dans l'ensemble de l'industrie manufacturière
(a)	(b)	(c)	$\frac{(b)}{(c)} \times 100$	$\frac{(a)}{(b)} \times 100$	$\frac{(a)}{(c)} \times 100$	
1977	44,3	66,8	72,4	92,3	66,3	61,2
1978	40,9	65,7	71,6	91,8	62,2	57,1
1979	45,2	73,2	79,2	92,3	61,8	57,1
1980	59,3	91,7	97,8	93,7	64,7	60,7
1981	61,6	88,9	94,8	93,8	69,3	65,0
1982	71,4	104,2	110,8	94,0	68,6	64,5
1983	67,7	110,2	116,6	94,5	61,4	58,1
Moyenne pour l'ensemble de la période 1977-1983	—	—	—	93,2	64,9	60,5

¹ Statistique annuelle des investissements industriels. Cette statistique couvre les établissements en activité ayant occupé 20 personnes ou plus à un moment quelconque de l'année sous revue.

² Il s'agit des 17 branches énumérées au tableau 1.

³ Ensemble des branches de l'industrie manufacturière énumérée au tableau 1 + industries du tabac, du caoutchouc, de l'imprimerie et de l'édition, de la terre cuite et industries non dénommées ailleurs.

Quant à la représentativité globale de l'échantillon d'entreprises participantes, il ressort des chiffres du tableau 2 (deux dernières colonnes) que les dépenses d'investissement recensées par l'enquête-investissements ont, en moyenne, pour la période 1977 à 1983, atteint quelque 65 p.c. de celles recensées par l'Institut National de Statistique dans les branches correspondantes, soit quelque 60 p.c. du montant total des dépenses d'investissement recensées dans l'ensemble des industries manufacturières. A noter que ces chiffres n'incorporent pas encore l'in-

⁽¹⁾ La période considérée s'arrête en 1983, étant donné qu'il s'agit de la dernière année pour laquelle la statistique de référence est disponible.

cidence positive qu'a exercée, sur le taux de couverture, l'élargissement de l'échantillon qui est intervenu au cours des années 1983 à 1985.

4.2 Structure de l'échantillon

Comme l'illustrent les données figurant dans la partie gauche du tableau 3, la caractéristique majeure de l'échantillon est de réunir une proportion de moyennes et grandes entreprises de loin supérieure à celle que l'on rencontre dans l'ensemble de la population. Cette caractéristique n'est bien entendu pas fortuite : dès la constitution des échantillons, priorité a été donnée à la participation d'entreprises de grande taille étant donné qu'en termes relatifs, leur contribution à l'investissement dépasse largement leur importance numérique. A titre d'exemple, les 126 entreprises occupant 500 travailleurs et plus qui ont participé à l'enquête du printemps de 1983 ont réalisé 85,4 p.c. des investissements recensés alors qu'elles n'interviennent que pour 18,2 p.c. dans le nombre total d'entreprises interrogées lors de cette enquête. En d'autres termes, les résultats globaux de l'enquête-investissements reflètent essentiellement les tendances de l'investissement dans les grandes entreprises.

Tableau 3

STRUCTURE DE L'ECHANTILLON

Délimitation des classes	Répartition des entreprises de l'industrie manufacturière ¹ suivant leur taille				Répartition des investissements dans l'industrie manufacturière ¹ suivant la taille des unités statistiques	
	Echantillon ²		Population ³		Echantillon ⁴	Population ⁵
	en unités	en pour cent	en unités	en pour cent	en pour cent	en pour cent
Entreprises occupant :						
moins de 20 personnes ...	88	12,7	18.462	79,9	0,1	
de 20 à 49 personnes	127	18,4	2.574	11,1	0,5	7,0
de 50 à 99 personnes	96	13,8	918	4,0	1,4	7,4
de 100 à 199 personnes ..	127	18,4	544	2,4	4,6	27,0
de 200 à 499 personnes ..	128	18,5	373	1,6	8,0	
500 personnes et plus	126	18,2	221	1,0	85,4	58,6
Ensemble des entreprises .	692	100	23.092	100	100	100

¹ Y compris l'industrie du raffinage du pétrole.

² Etant donné que les derniers chiffres disponibles pour l'ensemble de la population statistique se réfèrent au 30 juin 1983, l'échantillon ici considéré est celui de l'enquête-investissements du printemps 1983.

³ Source : Office National de Sécurité Sociale ; données au 30 juin 1983.

⁴ La répartition des investissements est établie en fonction de la taille des entreprises ; elle se base sur les résultats définitifs pour 1982 qui ressortent de l'enquête-investissements du printemps 1983.

⁵ La répartition des investissements est établie en fonction de la taille des établissements occupant 20 personnes et plus ; elle se base sur les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels relative à 1982 (dernière statistique détaillée disponible).

Les chiffres reproduits dans la partie droite du tableau 3 permettent de vérifier qu'il ne s'agit pas là d'une caractéristique spécifique des résultats de l'enquête-investissements — auquel cas l'échantillon serait biaisé — mais bien d'une caractéristique propre à l'investissement manufacturier dans son ensemble.

La vérification est réalisée à partir des résultats détaillés de la statistique annuelle des investissements industriels, lesquels fournissent, entre autres, la

répartition des investissements par classes d'importance, non pas des entreprises, mais des établissements. Cette répartition n'est donc pas strictement comparable à celle qu'établit la Banque : les investissements des entreprises qui comptent plusieurs établissements sont imputés aux classes d'importance nécessairement moindre auxquelles se rattachent ces établissements, ce qui entraîne, toutes autres choses restant égales, un glissement des investissements vers les classes regroupant les unités de plus petite taille. En dépit de ce glissement, la constatation demeure : une part très large des investissements est réalisée par les établissements de grande taille.

On peut donc considérer que :

- l'échantillon qui sert de support à l'enquête-investissements est non seulement représentatif en termes quantitatifs globaux, mais qu'il rend en outre assez fidèlement compte de la répartition des investissements au sein de la population statistique. Les résultats peuvent donc a priori être considérés comme significatifs. Les vérifications empiriques seront effectuées dans la deuxième partie de l'article ;
- la tendance globale de l'investissement n'est pas nécessairement représentative du comportement de la majorité des entreprises, à savoir les petites et moyennes ; un bon diagnostic des tendances de l'investissement doit donc idéalement s'appuyer non seulement sur des données quantitatives globales, mais aussi sur une approche plus qualitative, centrée notamment sur la diffusion des comportements individuels. Cet aspect sera également développé dans la deuxième partie de l'article.

5. Organisation du questionnaire

La mise au point d'un questionnaire résulte traditionnellement d'un compromis entre, d'une part, les utilisateurs de l'information, lesquels sont naturellement portés à multiplier les questions et à en affiner la formulation et, d'autre part, ceux qui sont à la source de cette information, qui eux préconisent en règle générale des questionnaires sobres et dépouillés.

La révision du questionnaire de l'enquête-investissements, qui est intervenue en 1985, n'a pas failli à cette tradition. Le nouveau questionnaire est le produit d'un compromis entre les instances qui ont travaillé à sa révision : la Fédération des Entreprises de Belgique, les fédérations affiliées et la Banque Nationale.

Entre autres conséquences, le nouveau questionnaire de l'enquête-investissements présente dorénavant un visage différent, selon qu'il s'agit de l'enquête du printemps ou de celle d'automne.

L'enquête de printemps est assez limitée dans ses objectifs : elle vise simplement à obtenir certaines informations de base pour l'analyse de la conjoncture de l'investissement dans l'industrie manufacturière ; l'enquête d'automne est plus ambitieuse ; intervenant à une époque où l'on s'apprête traditionnellement à dresser le bilan de l'année, elle cherche à réunir, au-delà des données essentielles, un certain nombre d'informations qualitatives qui permettent d'asseoir un diagnostic plus fouillé du comportement et des déterminants de l'investissement dans l'industrie manufacturière au cours de l'année.

5.1 *L'enquête-investissements du printemps* (annexe I₁)

Le questionnaire comporte un seul volet ; il vise essentiellement à cerner l'évolution des investissements au cours de la dernière année écoulée et pendant l'année en cours. Pour chiffrer les évolutions au cours d'une année, il est nécessaire de connaître les investissements réalisés pendant l'année immédiatement antérieure ; aussi les entreprises sont-elles invitées à communiquer leurs dépenses d'investissement, exprimées en milliers de francs, pour trois années : les deux dernières années écoulées et l'année en cours. A des fins d'harmonisation, la notion d'investissement à prendre en compte est largement calquée sur celle qui sert de référence pour la statistique annuelle des investissements industriels, établie par l'Institut National de Statistique, laquelle s'inspire elle-même de directives de la Commission des Communautés Européennes. On en retiendra essentiellement que l'enquête porte sur les biens de capital fixe — les stocks sont donc exclus — neufs et usagés, d'une durée d'utilisation supérieure à un an, livrés (à livrer) à l'entreprise au cours de l'année considérée, et destinés à un siège d'exploitation établi en Belgique. Les frais de financement, la taxe sur la valeur ajoutée déductible, les acomptes à valoir et les paiements de biens d'investissement livrables ultérieurement ne doivent pas être compris dans les montants déclarés. Toutefois, cette dernière exclusion ne s'applique pas aux immeubles et autres constructions, pour lesquels il convient de déclarer toutes les dépenses engagées pendant l'année considérée, que les constructions soient déjà achevées ou non.

La question principale — la question 2.1 — porte sur l'évolution des investissements corporels, et distingue ceux qui portent sur des terrains et constructions, de ceux en machines, outillage, matériel roulant et mobilier.

Cette distinction est utile. La mise à disposition d'une information spécifique sur l'évolution des investissements en terrains et constructions des industries manufacturières fournit, en effet, une première indication des tendances concernant une des composantes ⁽¹⁾ de l'activité de la construction.

Par ailleurs, l'importance relative des investissements de cette nature fournit une première approximation du dynamisme relatif des investissements d'extension, aspect qui fait l'objet d'une question distincte lors de l'enquête d'automne.

Les montants déclarés en réponse à la question 2.1 doivent inclure les investissements obtenus en leasing et ce, à l'encontre des instructions susmentionnées de la Commission des Communautés Européennes et de l'Institut National de Statistique. A l'expérience, il est en effet apparu qu'il était plus simple pour les entreprises d'indiquer le montant des investissements financés par leasing, dans le cadre d'une question distincte : la question 2.2.

Rappelons que, dans son acception la plus courante, le leasing est une opération de financement à moyen ou long terme qui permet à une entreprise

⁽¹⁾ Selon les données non publiées de la Comptabilité Nationale, les investissements des industries manufacturières, sous forme de constructions, représentent quelque 10 p.c. de la demande finale en bâtiments non résidentiels et ouvrages de génie civil et quelque 5 p.c. de l'output total (demandes finale et intermédiaire confondues) en travaux de construction.

de disposer d'un bien d'investissement sans l'avoir acheté : le bien d'investissement est acheté par une société spécialisée selon les spécifications du futur utilisateur à qui elle le donne ensuite en location pendant une durée continue et moyennant la perception de redevances fixées par un contrat, lequel doit réserver au locataire une option d'achat sur le bien d'investissement à la fin de la période de location. Les législations comptable et fiscale prévoient dorénavant que c'est au locataire — et non plus au bailleur — d'enregistrer en immobilisations corporelles les biens d'équipement détenus en location-financement ; par contre, l'Institut National de Statistique continue de recenser ces biens d'équipement au niveau des bailleurs, à savoir les sociétés qui traitent les opérations de location-financement ⁽¹⁾. Cette façon de faire ne porte, en principe, pas à conséquence pour l'évaluation du montant global des dépenses d'investissement ⁽²⁾ ; par contre, la répartition des investissements entre branches perd beaucoup de sa signification puisque les biens d'investissement détenus en location-financement sont imputés aux branches propriétaires et non aux branches utilisatrices.

Or, selon différentes sources, le leasing connaît un essor non négligeable depuis quelques années ; certaines entreprises importantes en feraient même un mode de financement privilégié de leurs investissements. L'objet de la question est de cerner l'ampleur du phénomène. L'enjeu est important : s'il se confirmait, dans l'industrie manufacturière en particulier, qu'une part significative et croissante des investissements est détenue en location-financement, toute analyse des tendances de l'investissement dans cette industrie qui omettrait ceux-ci serait d'entrée de jeu faussée.

A noter encore que le questionnaire comprend une question — la question 1 — sur le personnel occupé au 31 décembre de la dernière année écoulée. Cette donnée doit permettre de calculer l'investissement par personne occupée, information utile pour jauger l'intensité en capital et son évolution.

5.2 *L'enquête-investissements d'automne* (annexe I₂)

Le questionnaire de l'enquête d'automne présente deux différences importantes par rapport à celui de l'enquête du printemps. En premier lieu, il est plus étoffé, raison pour laquelle il est scindé en deux volets : A et B. En second lieu, il est axé sur d'autres années. Les années visées sont l'année en cours — qui, à l'époque de l'enquête, est en voie d'achèvement —, et l'année suivante ; les entreprises doivent donc fournir une estimation de leurs dépenses d'investissement pour la dernière année écoulée, l'année en cours et l'année à venir.

Les questions 1 et 2.1 du volet A sont, aux périodes couvertes près, identiques aux questions de l'enquête de printemps portant la même numérotation.

⁽¹⁾ Le recensement du matériel et des bâtiments acquis en vue d'être donnés en location dans le cadre de contrats de leasing fait l'objet d'une rubrique distincte dans la statistique annuelle des investissements des entreprises et organismes de crédit et d'assurances.

⁽²⁾ Un problème se pose toutefois lorsque le bailleur est un non-résident, auquel cas il y a discordance entre la formation brute de capital fixe et la variation brute du stock de biens de capital fixe disponible dans l'économie.

La question 2.2 est formulée à la demande de la Commission des Communautés Européennes; elle s'inscrit dans le cadre du programme d'enquêtes de conjoncture harmonisées à l'échelle de la Communauté; il est demandé aux participants de répartir leurs investissements corporels, y compris les biens d'investissement obtenus en location-financement, suivant leur finalité économique : investissements d'extension ou investissements de remplacement. Comme un investissement de remplacement peut entraîner une extension des capacités de production et qu'inversement, un investissement d'extension peut entraîner la mise hors service de certains équipements, la notice explicative rédigée à l'attention des participants précise qu'il faut ignorer ces effets secondaires et procéder à la répartition des investissements sur la seule base du but principal poursuivi par la réalisation de l'investissement. On observera que la connaissance, même approximative, de l'importance respective des flux d'investissement d'extension et de remplacement est utile pour interpréter l'évolution des capacités de production telle qu'elle ressort des résultats de l'enquête trimestrielle sur ces capacités dans l'industrie manufacturière. De manière générale, la disponibilité d'une information spécifique sur les investissements d'extension facilitera, sans doute, la perception du lien entre le cycle de la production et celui de l'investissement.

La question 2.3 porte sur le financement des investissements corporels.

Quatre modalités de financement sont distinguées :

- le recours à l'épargne interne;
- l'augmentation de capital par émission d'actions;
- l'emprunt de fonds auprès de tiers;
- le leasing.

La connaissance rapide des modifications affectant les modalités de financement des investissements peut fournir d'utiles indications sur l'évolution de la structure financière des entreprises; elle permet d'autre part d'apprécier rapidement l'impact de mesures ponctuelles de politique économique visant à améliorer les conditions de financement des investissements. Enfin, sur une plus longue période, la connaissance entreprise par entreprise, secteur par secteur, des flux d'investissements et des modalités de financement correspondantes ouvre la voie à d'intéressantes investigations empiriques sur les relations entre situation conjoncturelle, politique économique, tendances de l'investissement, d'une part, et structure de financement des investissements, d'autre part. Rappelons que certains travaux théoriques ont mis en avant l'importance des conditions de financement comme déterminant de l'investissement. Les uns partent de la constatation selon laquelle les entreprises étant réticentes à recourir à des ressources empruntées, leurs investissements sont contraints par la capacité d'autofinancement. Les autres placent l'accent sur l'influence de la structure de financement sur le coût financier du capital et incidemment sur l'investissement.

La question 3 porte sur le montant des dépenses consacrées à des investissements incorporels : dépenses de recherche et de prospection, concessions, brevets,

licences, savoir-faire, marques ⁽¹⁾ etc., ainsi que goodwill et plus-values d'apport résultant d'opérations de fusion ou d'absorption. Il a paru intéressant de prendre dorénavant le pouls de ces investissements car ils peuvent constituer un bon indicateur des efforts consentis en vue de rajeunir le tissu industriel.

Le volet B comporte deux questions.

La première — la question 4 — porte sur l'incidence des investissements sur le nombre de postes de travail.

Jusqu'à présent, la relation investissement-emploi a toujours dû être analysée sur la base de statistiques macroéconomiques. L'originalité de la nouvelle question est de rechercher une information qui chiffre directement à la source la relation entre l'investissement et l'emploi puisque ce sont les entreprises qui sont invitées à indiquer pour chacune des années considérées, le nombre de postes équivalant à un temps plein créés et/ou supprimés en liaison avec les investissements. La faculté leur est aussi laissée d'exprimer l'avis que les investissements réalisés ou prévus n'ont aucune incidence sur l'emploi.

La seconde question du volet B — la question 5 — cherche à cerner les déterminants de l'investissement durant l'année en voie d'achèvement. Cette question se présente sous la forme d'un choix multiple. Sept facteurs susceptibles d'avoir incité l'entreprise à réaliser des investissements (autres que des investissements de remplacement) en Belgique sont proposés; le chef d'entreprise ou le cadre dirigeant appelé à répondre à cette question est invité à qualifier le degré d'importance qu'il accorde à chacun de ces facteurs: important ou pas important.

Dans la meilleure des hypothèses, les réponses à la question 5 permettront d'établir une hiérarchie des déterminants de l'investissement dans l'industrie manufacturière. Mais l'intérêt de la question résidera au moins autant dans l'évolution des réponses que dans leur structure de départ: la même question étant posée à intervalles réguliers, il sera possible de déceler rapidement la montée de l'un ou l'autre facteur comme stimulant ou à l'opposé comme frein à l'investissement.

6. Méthodes de calcul des résultats

Les réponses individuelles aux questions formulées dans le cadre de l'enquête-investissements appellent des traitements différents selon qu'elles se présentent sous la forme de données chiffrées ou sous celle de choix d'option(s).

Les méthodes de globalisation des données chiffrées diffèrent en outre selon qu'elles font appel ou non à un système de pondération.

⁽¹⁾ En vertu des conventions adoptées en comptabilité nationale, les dépenses de recherche ou de développement, de publicité, d'études de marché, etc., sont comprises dans la consommation intermédiaire, tandis que les actifs incorporels au sens strict — brevets, marques de fabrique, droits de concession — sont assimilés à des transferts en capital. Ces diverses catégories de dépenses n'entrent donc pas dans la formation brute de capital fixe.

C'est la raison pour laquelle, dans l'exposé qui suit, on distinguera trois groupes de résultats.

- Les résultats établis à partir de données chiffrées et qui incorporent une pondération de celles-ci ; il s'agit des résultats globaux qui se rapportent aux questions relatives à l'évolution des investissements corporels, à la répartition de ces investissements selon leur nature et leur finalité économique, ainsi qu'à leur structure de financement.
- Les résultats obtenus par simple agrégation de données chiffrées ; ce sont les résultats calculés à partir des réponses chiffrées aux questions qui portent sur l'évolution des investissements incorporels ainsi que sur l'incidence des investissements sur l'emploi.
- Les résultats en rapport avec la question formulée sous la forme de choix multiples : celle sur les déterminants de l'investissement.

6.1 *Calcul des résultats établis sur la base de données chiffrées et incorporant une pondération de celles-ci.*

Le calcul de ces résultats repose sur deux grands principes :

- a) les résultats sont calculés sur la base d'échantillons constants ;

Une fois le fichier des participants constitué, ce sont, à chaque enquête, les mêmes entreprises qui sont interrogées ; l'expérience a cependant montré que :

- l'échantillon effectif diffère toujours d'une enquête à l'autre étant donné que certaines entreprises disparaissent et que d'autres participent irrégulièrement ;
- à chaque enquête, des entreprises omettent de répondre à certaines questions ou pour certaines années, par exemple l'année de prévision.

Or, on ne peut confronter les résultats — par exemple, les dépenses totales d'investissement — pour deux années successives qu'à condition qu'ils soient établis à partir des réponses d'un même échantillon d'entreprises.

Pour répondre à cette exigence, on a adopté les règles suivantes :

- les résultats d'une enquête sont établis à partir des seules données collectées dans le cadre de cette enquête ;
- lorsqu'on compare les réponses à une question pour deux années différentes — par exemple, les montants d'investissement réalisés au cours des années $t-1$ et t — on ne prend en compte que les seules réponses des participants ayant répondu à cette question pour les deux années considérées.

Compte tenu de ce qui précède, cela signifie que les échantillons sur la base desquels les résultats de l'enquête sont établis, diffèrent non seulement d'une enquête à l'autre, mais aussi, pour une même enquête, selon les questions et les années considérées.

- b) Les résultats par branche sont pondérés par des coefficients qui reflètent le poids respectif de chaque branche dans l'ensemble couvert par l'enquête.

Comme on l'a déjà indiqué, la composition de l'échantillon se caractérise par la prédominance d'entreprises de grande taille. Par voie de conséquence, les branches qui regroupent une majorité de grandes entreprises, telles la sidérurgie, le raffinage du pétrole et les métaux non ferreux, sont proportionnellement mieux représentées dans l'échantillon que d'autres, telles les industries alimentaires et des boissons ou l'industrie textile, qui présentent un faible degré de concentration. Il convient donc de corriger les poids implicites attachés aux différentes branches au sein de l'échantillon de façon à restituer à celles-ci une importance relative conforme à la réalité.

Les pondérations utilisées à cet effet sont établies à partir de la statistique annuelle des investissements industriels établie par l'Institut National de Statistique; le coefficient de pondération affecté à une branche correspond à la part relative des investissements recensés dans cette branche dans le total des investissements recensés dans l'ensemble des branches observées par la Banque. Celles qui ont été utilisées pour le calcul effectué sur les données d'investissements corporels, à l'exclusion du leasing, issues de l'enquête d'automne 1985, sont reprises, à titre d'exemple, au tableau 4.

Tableau 4

**COEFFICIENTS DE PONDERATION ATTRIBUES AUX DIFFERENTES BRANCHES
DANS LA GLOBALISATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE-INVESTISSEMENTS**

	Coefficients relatifs à :		
	1983 ¹	1984 ²	1985 ²
Raffinage du pétrole	1,37	1,86	2,12
Sidérurgie	13,47	8,20	13,39
Métaux non ferreux	1,91	5,01	4,12
Ciment	1,09	0,99	1,63
Agglomérés de ciment et produits en asbeste-ciment	0,68	0,81	0,56
Verre	3,13	1,87	2,52
Produits céramiques	0,36	0,48	0,37
Chimie et transformation des matières plastiques	20,98	19,12	19,24
Fabrications métalliques	28,25	31,76	33,30
Alimentation et boissons	14,09	11,11	9,18
Produits textiles (à l'exclusion des produits de la bonneterie) .	7,30	9,55	6,98
Cuirs et peaux	0,07	0,07	0,05
Chaussures et pantoufles	0,04	0,04	0,10
Vêtements et confection (y compris les produits de la bonneterie)	1,48	1,41	1,12
Bois	2,42	2,18	1,76
Production de papier et de carton	1,83	2,62	2,26
Transformation du papier et du carton	1,53	2,92	1,30
Ensemble des branches observées	100	100	100

¹ Données calculées à partir des résultats de la statistique annuelle des investissements industriels de 1983.

² Données estimées en combinant les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels de 1983 et ceux de l'enquête-investissements de la Banque du printemps 1985.

Pour estimer le pourcentage de variation annuelle des investissements dans l'ensemble des branches observées, on calcule tout d'abord les pourcentages de variation par branche à partir des montants d'investissements, exprimés en milliers de francs, déclarés dans le cadre de l'enquête. On calcule ensuite la moyenne pondérée des pourcentages de variation par branche. Comme indiqué ci-avant, les coefficients de pondération sont établis à partir de la répartition par branche des investissements au cours de l'année précédente ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

Pour obtenir les résultats globaux relatifs aux questions de répartition — question 2.1 de l'enquête du printemps et questions 2.2 et 2.3 de l'enquête d'automne —, on procède mutatis mutandis de même à la seule différence que, s'agissant de structures et non plus d'évolutions, les coefficients de pondération sont ceux attachés à l'année sous revue et non plus ceux attachés à l'année précédente.

6.2 Calcul des résultats procédant d'une simple agrégation des réponses individuelles (questions 3 et 4 de l'enquête d'automne)

Comme les précédents, ces résultats sont établis sur la base d'échantillons constants.

Les réponses individuelles sont simplement additionnées pour l'ensemble des branches, sans qu'intervienne la moindre pondération intermédiaire.

Ce choix résulte des considérations suivantes :

- La proportion d'entreprises qui procèdent à des investissements incorporels (question 3 de l'enquête d'automne) est vraisemblablement assez faible ; sauf à interroger, par un heureux hasard, une proportion très élevée des entrepri-

⁽¹⁾ La justification arithmétique de cette méthode de globalisation est donnée ci-après.

Soit B_1, B_2, \dots, B_i les différentes branches de l'industrie manufacturière.

Soit $IB_{1,t-1}, IB_{2,t-1}, \dots, IB_{i,t-1}$ et $IB_{1,t}, IB_{2,t}, \dots, IB_{i,t}$, les montants des investissements recensés dans les branches B_1, B_2, \dots, B_i , respectivement au cours des années $t-1$ et t .

Le pourcentage de variation annuelle des investissements pour l'ensemble des branches au cours de l'année t est donné par la formule :

$$\frac{\sum_i IB_{i,t}}{\sum_i IB_{i,t-1}} \times 100 - 100$$

Cette formule peut s'écrire :

$$\sum_i \frac{IB_{i,t-1}}{\sum_i IB_{i,t-1}} \times \left[\frac{IB_{i,t}}{IB_{i,t-1}} \times 100 - 100 \right] \quad (1) \quad \text{où} \quad \frac{IB_{i,t-1}}{\sum_i IB_{i,t-1}}$$

représente la part relative des investissements recensés dans la branche B_i dans le total des investissements recensés dans l'ensemble des branches au cours de l'année $t-1$ (*).

Si l'on pose $\frac{IB_{i,t-1}}{\sum_i IB_{i,t-1}} = b_{i,t-1}$, la formule (1) devient : $\sum_i b_{i,t-1} \left[\frac{IB_{i,t}}{IB_{i,t-1}} \times 100 - 100 \right]$

Cette formule exprime bien que le pourcentage de variation des investissements, pour l'ensemble des branches au cours de l'année t , est égal à la moyenne pondérée des pourcentages de variation des investissements par branche, les coefficients de pondération étant calculés à partir des données relatives à l'année $t-1$ [cfr (*)].

⁽²⁾ Lorsque la répartition par branche des investissements au cours d'une année donnée ne peut pas encore être calculée à partir des résultats de la statistique annuelle des investissements industriels, faute de disposer de celle-ci, on l'estime en combinant les résultats de la dernière statistique annuelle disponible et ceux de l'enquête-investissements.

ses concernées par ces opérations, on ne peut prétendre obtenir une image représentative de leur évolution au niveau de chacune des branches ; il est dès lors exclu de procéder à une pondération des résultats par branche ; en vertu de la loi des grands nombres, l'ambition d'obtenir un résultat représentatif est par contre plus fondée à l'échelle de l'industrie manufacturière dans son ensemble.

- La prudence commande de globaliser purement et simplement les données relatives à l'incidence de l'investissement sur l'emploi (question 4 de l'enquête d'automne). En cette matière aussi, il serait en effet extrêmement périlleux d'extrapoler à une branche ou à l'ensemble des branches, des données fatalement partielles.
- A supposer que l'on ait opté pour une pondération intermédiaire, l'élaboration des coefficients aurait incorporé une part importante d'arbitraire ; la qualité des résultats globaux n'aurait donc pas nécessairement été meilleure ;
- le respect du caractère confidentiel des réponses individuelles, principe de base des enquêtes, exige le regroupement des dites réponses à un niveau suffisamment agrégé dès lors qu'elles sont relativement peu nombreuses.

6.3 *Calcul des résultats relatifs à la question qualitative* (question 5 de l'enquête d'automne)

Les réponses à la question 5 ne sont pas pondérées. Les résultats sont établis sous forme de fréquences relatives ⁽¹⁾.

De façon à faciliter la formulation d'un diagnostic précis, ils sont calculés non seulement pour l'ensemble des participants, mais aussi par branche et par classe d'importance des entreprises.

7. **Interprétation des résultats**

La plupart des résultats de l'enquête-investissements sont d'ordre quantitatif : ils donnent, par branche et pour l'ensemble des branches de l'industrie manufacturière, l'évolution annuelle des investissements, leur structure — suivant différents critères —, leur incidence sur le nombre de postes de travail ou encore l'investissement par personne occupée et les modalités de financement des investissements.

Dans le but de faciliter une interprétation nuancée de l'évolution annuelle des investissements, une attention particulière a été en premier lieu accordée à

⁽¹⁾ Les fréquences sont de la forme $\frac{a_{ij}}{n} \times 100$

où a_{ij} est le nombre de fois que le facteur i ($i = 1 \dots 7$) est cité avec le degré d'importance j ($j = 1$ ou 0) et n est le nombre d'entreprises qui ont répondu à la question.

A titre d'exemple, si pour la question 5, on a $a_{3,1} = 20$, cela signifie que 20 p.c. des entreprises qui ont répondu à la question 5 ont qualifié « l'introduction de nouvelles techniques de production » ($i = 3$) comme facteur « important » ($j = 1 =$ important) ayant incité l'entreprise à investir durant l'année sous revue.

l'élaboration d'une information plus qualitative centrée sur les déterminants des comportements en matière d'investissement (cf. point 5.2 ci-avant). En outre, une distribution de fréquence des pourcentages de variation annuelle des investissements par entreprises sera désormais établie.

Il s'agit en l'occurrence d'une distribution discrète qui répartit, pour l'année sous revue, les réponses individuelles en huit classes :

- investissements nuls ;
- pourcentages de variation négatifs compris entre $-\infty$ et -10 ;
- pourcentages de variations négatifs compris entre $-9,9$ et 0 (inclus) ;
- pourcentages de variation positifs compris entre $0,1$ et 10 ;
- pourcentages de variation positifs compris entre $10,1$ et 25 ;
- pourcentages de variation positifs compris entre $25,1$ et 50 ;
- pourcentages de variation positifs compris entre $50,1$ et 100 ;
- pourcentages de variation positifs supérieurs à 100 .

Ce résultat doit fournir un éclairage complémentaire sur le climat de l'investissement (cf. point 4.2) ; il dira si la tendance globale de l'investissement dans l'industrie manufacturière traduit ou non un comportement général.

Répondant à ce même objectif de permettre une analyse plus fine de l'investissement dans l'industrie manufacturière, des résultats seront dorénavant établis par classe d'entreprises ; deux systèmes de classes ont été établis, l'un sur la base du montant des dépenses d'investissement réalisées ou prévues, l'autre sur la base du volume de l'emploi. Deux classes seront distinguées en fonction de l'importance des investissements ; la première regroupera l'ensemble des entreprises qui ont déclaré des investissements supérieurs ou égaux à 500 millions de francs pour l'année sous revue ou l'année antérieure. La seconde regroupera les autres entreprises. Quant aux classes définies en fonction du nombre d'emplois, ce seront celles qui figurent au tableau 3.

Les résultats correspondant à ces deux systèmes de répartition par classe donneront une idée assez précise de l'influence exercée par les principaux investisseurs d'une part, par les grandes entreprises d'autre part, sur le résultat global. Ils permettront aussi de vérifier l'hypothèse selon laquelle les grandes entreprises industrielles ont un comportement plus stable⁽¹⁾ en matière de dépenses d'investissement en capital fixe et, si c'est bien le cas, en les éliminant de l'échantillon, de mieux mettre en évidence la composante conjoncturelle de l'évolution des investissements.

(¹) L'hypothèse est en l'occurrence que les grandes entreprises programment leurs investissements sur plusieurs années et poursuivent donc l'exécution de ces programmes à travers plusieurs phases conjoncturelles. Elle a déjà fait l'objet de premières investigations empiriques pour la Belgique à partir de résultats de l'enquête-investissements de la Banque sur la période 1967-1970 (« Étude comparative des dépenses d'investissement en capital fixe suivant la taille des entreprises industrielles ». Communication faite à la 10^e Conférence du CIRET par Etienne Coenen, Conseiller à la Banque Nationale de Belgique — Bruxelles — 1971).

II. Analyse comparative des principales sources statistiques relatives aux dépenses d'investissement en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière.

Comme on l'a rappelé dans l'introduction, on dispose d'un éventail assez large de données chiffrées sur les investissements dans l'industrie manufacturière : les résultats de l'enquête de la Banque d'une part, les trois statistiques établies par l'Institut National de Statistique d'autre part.

Ces quatre sources présentent des caractéristiques propres qui les différencient, parfois sensiblement, les unes des autres. Il existe avant tout une différence de fond entre le concept de formation brute de capital fixe retenu pour les besoins de la comptabilité nationale et les notions d'investissement retenues dans les trois autres statistiques. Cette différence tient au fait que pour obtenir la formation brute de capital fixe, l'Institut National de Statistique commence par déduire des investissements, les désinvestissements qui prennent la forme de ventes, démolitions ou mises hors service de biens de capital fixe, les uns et les autres étant recensés dans le cadre de la statistique annuelle des investissements industriels. La formation brute ⁽¹⁾ de capital fixe se présente donc, en fait, comme une donnée nette, par opposition aux investissements qui sont, à proprement parler, des données brutes. Par ailleurs, la formation brute de capital fixe se veut, par essence, exhaustive, prétention que n'ont pas les trois autres statistiques ; cette exigence ne peut être satisfaite qu'en faisant appel à plusieurs sources statistiques distinctes ainsi qu'à certains compléments méthodologiques dont l'incorporation éloigne davantage encore les données relatives à la formation brute de capital fixe de celles provenant des trois autres sources.

C'est la raison pour laquelle il a paru préférable de consacrer une annexe — l'annexe II — aux notions, sources et méthodes utilisées pour établir la formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière, et de limiter la comparaison dans le corps de cet article à l'enquête-investissements, la statistique-TVA et la statistique annuelle des investissements industriels, sur laquelle se fonde essentiellement l'élaboration des données relatives à la formation brute de capital fixe. La comparaison porte sur quatre points : champ couvert par la statistique, définition et dates d'enregistrement des investissements, nature de l'information fournie par chaque source, périodicité et délais de disponibilité des résultats. Vient ensuite une confrontation des résultats chiffrés.

1. Champ d'observation

Les trois sources de renseignements susmentionnées ne couvrent pas la même population statistique.

L'enquête-investissements de la Banque ne couvre qu'un échantillon d'entreprises ; bien que cet échantillon puisse être considéré comme représentatif, les résultats de l'enquête restent nécessairement entachés d'une certaine imprécision. C'est aussi le cas des résultats de la statistique annuelle des investissements

(1) Brut s'entend ici amortissements non déduits.

industriels; celle-ci, quoique plus complète, n'est pas non plus exhaustive; elle s'adresse aux établissements en activité qui à un moment quelconque de l'année sous revue ont occupé 20 travailleurs ou plus. Sortent donc de son champ d'observation : les établissements qui ont occupé moins de 20 travailleurs tout au long de l'année sous revue, les entreprises individuelles relevant du secteur artisanal, ainsi que les établissements nouveaux qui ont effectué des investissements au cours de l'année sous revue mais n'ont pas encore exercé durant cette année l'activité pour laquelle ils ont été créés.

Si l'on excepte cette dernière catégorie d'établissements, la statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée est elle, par contre, exhaustive puisque l'ensemble des activités manufacturières et artisanales, qu'elles soient exercées par une personne physique ou morale, concernent des opérations qui tombent dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

2. Définition et date d'enregistrement des investissements

Les définitions, règles d'évaluation et dates d'enregistrement adoptées par l'enquête-investissements, d'une part, et par la statistique annuelle des investissements industriels, d'autre part, ne présentent plus aucune différence, sinon mineure, puisque les premières sont dorénavant libellées comme les secondes, sous réserve de certaines simplifications concernant des points de détail.

Par contre, la statistique-TVA accuse un certain nombre de différences par rapport aux deux autres.

Ces différences ont, pour la plupart, une cause commune : les données à partir desquelles l'Institut National de Statistique établit la statistique-TVA ne sont pas collectées à des fins statistiques, mais bien à des fins fiscales; dès lors, la définition et la délimitation des opérations à déclarer comme investissements relèvent de textes juridiques et non de considérations économiques; une opération qui correspond à un investissement au sens économique du terme ⁽¹⁾, n'est déclarée comme investissement qu'à condition qu'elle donne lieu à la perception d'une taxe sur la valeur ajoutée ⁽²⁾. Echappent de ce fait à la statistique-TVA alors qu'ils sont, en principe, recensés par les deux autres sources : les achats de bâtiments existants, les acquisitions de terrains ainsi que celles de petit matériel ou petit outillage et fournitures de bureau lorsque leur prix n'atteint pas un montant de 1.000 francs par unité commerciale ⁽³⁾.

⁽¹⁾ On se référera utilement à ce sujet à la définition qui figure en première page de l'annexe II.

⁽²⁾ Depuis le 1^{er} juillet 1980, la taxe sur la valeur ajoutée sur les investissements est totalement déductible; les entreprises sont toutefois tenues de déclarer les investissements correspondants pour obtenir la restitution de la taxe payée.

⁽³⁾ Les acquisitions de petit matériel, de petit outillage et de fournitures de bureau de faible valeur unitaire ne doivent pas non plus, en principe, être déclarées à la statistique annuelle des investissements industriels; toutefois, vu l'absence d'instructions en ce sens, on ne sait si les établissements soumis à la statistique les déclarent ou non.

Les dates d'enregistrement des investissements constituent un autre facteur de discordance entre la statistique-TVA et les autres sources. La première recense les investissements sur la base des déclarations remises à l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée. Les déclarants y mentionnent, en principe, l'ensemble des investissements qui leur ont été facturés au cours de la période visée par la déclaration.

Par contre, les investissements recensés dans le cadre de la statistique annuelle des investissements industriels et de l'enquête-investissements sont ceux dont l'entreprise est entrée en possession au cours de la période sous revue, c'est-à-dire ceux qui lui ont été livrés au cours de cette période. En règle générale, les dépenses relatives à un investissement donné ne seront donc pas enregistrées à la même date dans les différentes statistiques : elles sont enregistrées, en partie, plus tôt dans le cadre de la statistique-TVA, à concurrence des acomptes à valoir et des paiements de biens d'investissement livrables ultérieurement — lesquels ne doivent pas être mentionnés dans le cadre des deux autres statistiques — et, en partie, plus tard à concurrence du solde, compte tenu des délais qui s'écoulent entre la livraison et la facturation d'un bien d'investissement. Ces discordances chronologiques ne prêtent pas à conséquence lors de la confrontation des résultats annuels si elles ne débordent pas du cadre de l'année-calendrier ; en revanche, elles peuvent fausser partiellement les comparaisons axées sur les données annuelles lorsqu'elles se traduisent par l'imputation d'un même investissement, en tout ou en partie, à deux années-calendrier différentes.

L'incidence des différents facteurs de discordance précités est difficile à évaluer. Diverses indications donnent à penser qu'elle serait assez faible ; les achats de terrains et de bâtiments existants ne représentent qu'une part très modeste des investissements réalisés dans l'industrie manufacturière : quelque 4 p.c. en moyenne au cours de la période 1977-1983 selon les données de la statistique annuelle des investissements industriels. Les investissements en petit matériel, petit outillage et fournitures de bureau dont le prix n'atteint pas un montant de 1.000 francs par unité commerciale usuelle, ne peuvent par définition pas non plus atteindre des montants élevés. Quant aux différences de dates d'enregistrement, facteur dont on pourrait penser qu'il constitue la source la plus importante d'écart entre les résultats des trois statistiques, elles ne jouent vraisemblablement, elles aussi, qu'un rôle limité : on constate, en effet, que les investissements recensés dans le cadre de la statistique-TVA présentent un profil saisonnier fort proche ⁽¹⁾ de ceux recensés dans le cadre de l'enquête-investissements de la Banque, ce qui suggère qu'il n'y a pas pour l'une des statistiques, imputation systématique au premier semestre d'une année, des investissements imputés pour l'autre au second semestre de l'année précédente.

⁽¹⁾ La moyenne des coefficients saisonniers, pour les années 1976 à 1984 s'établit respectivement à 0,86 pour le premier semestre et à 1,14 pour le second sur la base des données de l'enquête-investissements de la Banque (avant sa récente révision, l'enquête-investissements fournissait des résultats semestriels, en plus des résultats annuels). Les chiffres correspondants sont 0,89 et 1,11 pour la statistique-TVA.

3. Nature de l'information

Le type d'information que procurent les trois sources de renseignements n'est pas le même.

L'enquête-investissements de la Banque donne, comme on l'a vu, un éventail assez large de résultats. Elle fournit en particulier, à intervalles réguliers, des prévisions quant à l'évolution des investissements au cours d'une année donnée.

La statistique annuelle des investissements industriels livre, elle aussi, une gamme assez large de résultats. Par rapport à l'enquête-investissements, elle fournit une répartition plus détaillée des investissements selon leur nature, puisqu'elle distingue quatre grandes catégories :

- les machines, installations et véhicules neufs ou usagés (dont séparément, les véhicules pour les transports à l'extérieur);
- les constructions de bâtiments et autres ouvrages;
- les achats d'immeubles, de bâtiments existants et de terrains bâtis et non bâtis (dont séparément, les terrains non bâtis);
- les investissements sociaux.

Elle comporte, d'autre part, une statistique des désinvestissements et des amortissements dans l'industrie qui n'a pas de correspondant dans l'enquête-investissements. Pour le reste, elle est moins complète : la question sur le financement des investissements ne distingue que deux grandes modalités : ressources propres des entreprises et ressources autres que celles des entreprises. La statistique des dépenses d'investissements étant annuelle, elle ne fournit qu'une seule fois des données prévisionnelles (celles-ci concernent l'année qui suit l'année sous revue). Elle ne compte par ailleurs pas de question sur la finalité économique des investissements (extension, remplacement, etc.) ni sur l'incidence de l'investissement sur l'emploi, ni encore sur les déterminants de l'investissement.

Quant à la statistique-TVA, elle ne fournit que des résultats globaux : investissements en biens de capital fixe par branche et pour l'ensemble des branches.

4. Périodicité et délais de disponibilité des données ⁽¹⁾

La statistique des investissements industriels et les données relatives à la formation brute de capital fixe sont établies annuellement; l'enquête-investissements est organisée deux fois par an mais les données sont annuelles; quant à la statistique-TVA, elle est établie sur une base mensuelle; concernant cette dernière, l'Institut National de Statistique publie également des résultats annuels définitifs qui peuvent légèrement différer de l'addition des résultats mensuels correspondants. Les raisons en sont données dans la suite du texte.

⁽¹⁾ La matière s'y prêtant, la comparaison des caractéristiques propres de chaque source intègre ici celles de la formation brute de capital fixe.

La source la plus tardivement disponible est la statistique annuelle des investissements industriels. Celle-ci n'est définitivement clôturée qu'au printemps de la deuxième année qui suit l'année sous revue, soit à l'issue d'un délai de quelque 15 à 18 mois ; la longueur de ce délai s'explique en partie par le retard avec lequel certains établissements renvoient les questionnaires ; jouent également les délais qu'exigent les nécessaires vérifications et contrôles de cohérence ainsi que les demandes d'informations complémentaires et les rectifications qui font suite à ces vérifications et contrôles. Il en résulte que cette statistique ne permet que des analyses ex post des tendances et caractéristiques de l'investissement dans l'industrie manufacturière. La question sur les prévisions, en particulier, ne présente qu'un intérêt limité pour les conjoncturistes : les résultats n'en sont connus que trois à six mois après la fin de l'année sur laquelle portent les prévisions. Les données relatives à la formation brute de capital fixe sont disponibles plus tôt — en septembre de l'année qui suit l'année sous revue — quoiqu'elles se fondent sur les résultats de la statistique précitée. En fait, l'Institut National de Statistique établit une première estimation de la formation brute de capital fixe sur la base des résultats d'une clôture provisoire de la statistique annuelle, qu'il complète, le cas échéant, à l'aide des prévisions formulées dans le cadre de la statistique annuelle relative à l'année précédente. En pratique, les chiffres ne se stabilisent qu'à partir de septembre de l'année $t + 2$, soit après la clôture définitive de la statistique annuelle.

De ce point de vue, la statistique-TVA présente d'incontestables avantages. Ceux-ci découlent de la périodicité des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée qui sont, suivant l'importance du chiffre d'affaires annuel de l'assujetti ⁽¹⁾, mensuelles ou trimestrielles.

Les données provenant de ces déclarations sont publiées sous forme d'indices mensuels, dans un délai d'environ trois mois.

Il s'agit alors d'indices provisoires qui ont été corrigés par l'Institut National de Statistique pour tenir compte des déclarations trimestrielles non encore disponibles à l'époque de cette première publication ⁽²⁾. Les indices mensuels sont révisés de mois en mois au fur et à mesure que sont clôturées les statistiques relatives aux déclarations mensuelles d'une part, trimestrielles, d'autre part. Etant donné que la statistique des déclarations mensuelles relatives au mois t est clôturée à la fin du mois $t + 3$, que celle des déclarations trimestrielles relatives au trimestre dont fait partie le mois t est clôturée à la fin du cinquième mois qui suit la fin de ce trimestre, l'indice définitif d'un mois est publié dans le courant du sixième mois qui suit la fin du trimestre dont il fait partie. En vertu

⁽¹⁾ Sont astreints à remplir une déclaration mensuelle les assujettis dont le chiffre d'affaires annuel (hors taxe) dépasse 10 millions de francs (cette limite était fixée à 5 millions jusqu'au 31 mars 1973, puis à 7,5 millions entre le 1^{er} avril 1973 et le 31 décembre 1975). Les autres assujettis doivent remettre une déclaration trimestrielle. Quelque 85 p.c. des investissements sont recensés dans le cadre des déclarations mensuelles, contre quelque 15 p.c. dans le cadre des déclarations trimestrielles.

⁽²⁾ La correction consiste à multiplier les indices établis à partir des déclarations mensuelles par le dernier rapport trimestriel connu entre le montant total des déclarations mensuelles et trimestrielles et le montant des seules déclarations mensuelles.

de cet enchaînement chronologique, les résultats définitifs pour la dernière année écoulée sont disponibles en juin de l'année suivante. A l'occasion de leur publication, l'Institut National de Statistique y incorpore les déclarations mensuelles et trimestrielles qui lui sont parvenues après la clôture des statistiques correspondantes. Ceci explique la légère différence positive que l'on peut généralement constater entre le résultat annuel définitif et l'addition des résultats mensuels définitifs.

L'enquête-investissements fournit de son côté des chiffres sur l'évolution des investissements au cours d'une année déterminée à quatre reprises : dès le début

Tableau 5

**DATES DE DISPONIBILITE DES DONNEES RELATIVES A L'INVESTISSEMENT
DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE**

Dates de disponibilité	Enquête-investissements de la Banque	Statistique-TVA	Statistique annuelle des investissements industriels	Formation brute de capital fixe (comptes nationaux)
Décembre t - 1	premières prévisions pour l'ensemble de l'année t	—	—	—
Juin t	Deuxièmes prévisions pour l'ensemble de l'année t	trois premiers mois de l'année t : données provisoires	—	—
Septembre t	—	six premiers mois de l'année t : données provisoires (premier trimestre : données définitives ; deuxième trimestre : données provisoires)	—	—
Décembre t	troisièmes prévisions pour l'ensemble de l'année t	neuf premiers mois de l'année t : données provisoires (deux premiers trimestres : données définitives ; troisième trimestre : données provisoires)	—	—
Mars t + 1	—	année t : données provisoires (trois premiers trimestres : données définitives ; quatrième trimestre : données provisoires)	—	—
Juin t + 1	résultats définitifs pour l'année t	résultats définitifs pour l'année t	—	—
Septembre t + 1	—	—	—	premières estimations pour l'année t
Avril-juin t + 2	—	—	résultats définitifs pour l'année t	—
Septembre t + 2	—	—	—	estimations, en principe, définitives pour l'année t

décembre de l'année précédente, en juin et en décembre de cette année et en juin de l'année suivante; soulignons qu'il s'agit chaque fois d'estimations qui portent sur l'ensemble de l'année, et non de résultats partiels. Le tableau qui précède reprend les dates auxquelles les principales informations fournies par les quatre sources de renseignements considérées deviennent disponibles.

L'enquête-investissements est la seule source qui fournisse une première indication sur l'évolution des investissements au cours d'une année avant même que ne débute celle-ci; une deuxième indication est donnée en juin de l'année sous revue, époque où la statistique-TVA n'offre encore que des données provisoires pour les trois premiers mois; par contre en décembre, les deux sources fournissent des informations à peu près d'égal intérêt, puisque la statistique-TVA donne alors les réalisations provisoires sur neuf mois, tandis que l'enquête-investissements fournit une prévision pour l'année.

5. Confrontation des résultats chiffrés

On a montré au début de la deuxième partie que les données relatives à la formation brute de capital fixe et les résultats des trois autres statistiques n'étaient pas comparables.

Les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels n'en sont pas moins compatibles avec les données des comptes nationaux puisqu'ils fournissent le matériel statistique de base pour l'élaboration de celles-ci (cf. Annexe II). L'information fournie par les deux indicateurs rapides pourra donc elle aussi être considérée comme compatible avec les données de la comptabilité nationale si elle anticipe valablement les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels.

La réponse à cette question passe par la confrontation des résultats des trois statistiques; cette confrontation a été effectuée en trois étapes.

Elle a porté tout d'abord sur les résultats définitifs; rappelons que les résultats définitifs de l'enquête-investissements et de la statistique-TVA sont tous deux disponibles en juin de l'année suivant l'année sous revue, soit environ un an avant la clôture de la statistique annuelle des investissements industriels.

A un deuxième stade, on a comparé, aux résultats de la statistique annuelle, les prévisions fournies par l'enquête d'automne de la Banque — lesquelles sont disponibles au début décembre de l'année sous revue — ainsi que les résultats provisoires sur neuf mois dont on dispose à pareille époque pour la statistique-TVA.

Remontant plus loin dans le temps et limitant la confrontation aux résultats successifs de l'enquête-investissements, on a procédé ensuite, dans le cadre de la troisième partie de l'article, à une évaluation des premières prévisions formulées dans le cadre de l'enquête-investissements, qui sont respectivement disponibles en décembre de l'année précédant l'année sous revue et juin de celle-ci.

5.1 Confrontation des résultats définitifs

La comparaison porte sur les pourcentages de variation annuelle des investissements selon les trois sources pendant la période 1977-1983 ⁽¹⁾. Les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels constituent la norme de référence, pour les raisons exposées ci-avant.

Tableau 6

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE : COMPARAISON DES RESULTATS DEFINITIFS DE LA STATISTIQUE ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS, DE L'ENQUETE-INVESTISSEMENTS ET DE LA STATISTIQUE-TVA

(Sur la base de données à prix courants)

	Statistique annuelle des investissements industriels	Enquête-investissements de la Banque Nationale ¹		Statistique-TVA	
	Pourcentage de variation annuelle (a)	Pourcentage de variation annuelle (b)	Ecart absolu en points de pourcentage par rapport aux résultats de la statistique annuelle (a) - (b)	Pourcentage de variation annuelle (c)	Ecart absolu en points de pourcentage par rapport aux résultats de la statistique annuelle (a) - (c)
1977	- 7,0	- 3,7	3,3	- 13,9	6,9
1978	- 1,2	- 2,6	1,4	+ 3,5	4,7
1979	+ 10,7	+ 11,8	1,1	+ 12,1	1,4
1980	+ 23,4	+ 28,9	5,5	+ 14,6	8,8
1981	- 3,1	- 3,1	...	- 9,4	6,3
1982	+ 16,8	+ 18,1	1,3	+ 18,1	1,3
1983	+ 5,3	+ 3,8	1,5	...	5,3
Moyenne pour l'ensemble de la période 1977-1983 ..	—	—	2,0	—	5,0

¹ Résultats de l'enquête-investissements du printemps de l'année t+1.

Du tableau 6, il ressort que les résultats définitifs de l'enquête-investissements constituent une bonne approximation des résultats de la statistique annuelle des investissements industriels :

- l'écart absolu entre les résultats des deux statistiques n'a dépassé le seuil des quatre points de pourcentage qu'en 1980; encore convient-il de remarquer que l'année 1980 a été caractérisée par une forte reprise des investissements dans l'industrie manufacturière dont l'enquête de la Banque a fort bien rendu compte, en dépit d'une certaine surestimation.
- la marge d'erreur moyenne — mesurée par l'écart absolu moyen entre les résultats des deux statistiques sur la période 1977-1983 — n'a été que de 2 points de pourcentage.

⁽¹⁾ Rappelons que la confrontation des résultats doit nécessairement s'arrêter à 1983, étant donné que la statistique des investissements industriels n'est pas encore disponible pour 1984 et 1985.

Par contre, les résultats définitifs de la statistique-TVA divergent davantage des résultats de la statistique annuelle :

- l'écart absolu entre les deux jeux de résultats dépasse cinq fois sur sept le seuil des quatre points de pourcentage et culmine en 1980 à 8,8 points de pourcentage ;
- l'écart moyen absolu s'établit à 5 points de pourcentage, soit plus du double de celui enregistré pour les résultats définitifs de l'enquête-investissements.

La confrontation directe des résultats définitifs de l'enquête-investissements et de la statistique-TVA plaide donc en faveur des premiers ; ils ont systématiquement mieux anticipé les résultats de la statistique annuelle, exception faite de l'année 1982 où les résultats des trois statistiques ont remarquablement convergé.

5.2 Comparaison des résultats provisoires

La confrontation des résultats provisoires conduit à des conclusions légèrement différentes.

Comme on pouvait s'y attendre, l'écart absolu moyen entre les prévisions de l'enquête-investissements d'automne et les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels est plus élevé que celui enregistré sur la base des

Tableau 7

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE : COMPARAISON DES RESULTATS DE LA STATISTIQUE ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES RESULTATS PROVISOIRES DE L'ENQUETE-INVESTISSEMENTS ET DE LA STATISTIQUE-TVA

(Sur la base de données à prix courants)

	Statistique annuelle des investissements industriels	Enquête-investissements de la Banque Nationale ¹		Statistique-TVA	
	Pourcentage de variation annuelle (a)	Pourcentage de variation annuelle (prévision) (b)	Ecart absolu en points de pourcentage par rapport aux résultats de la statistique annuelle (a) - (b)	Pourcentage de variation sur les neuf premiers mois de l'année (données provisoires) (c)	Ecart absolu en points de pourcentage par rapport aux résultats de la statistique annuelle (a) - (c)
1977	- 7,0	- 15,3	8,3	- 3,4	3,6
1978	- 1,2	- 2,7	1,5	+ 1,5	2,7
1979	+ 10,7	+ 8,0	2,7	+ 7,6	3,1
1980	+ 23,4	+ 22,1	1,3	+ 23,4	0,0
1981	- 3,1	- 2,3	0,8	- 12,2	9,1
1982	+ 16,8	+ 9,1	7,7	+ 17,9	1,1
1983	+ 5,3	+ 1,0	4,3	- 0,6	5,9
Moyenne pour l'ensemble de la période 1977-1983 ..	—	—	3,8	—	3,6

¹ Résultats de l'enquête-investissements d'automne de l'année t.

résultats définitifs de l'enquête-investissements : il passe de 2,1 à 3,8 points de pourcentage, ce qui peut encore être considéré comme une marge d'erreur acceptable.

L'écart est très voisin de celui qui a été calculé pour les données de la statistique-TVA. Ce dernier se chiffre, en effet, à 3,6 points de pourcentage, contre 5 sur la base des résultats définitifs. A priori, l'enquête-investissements d'automne de l'année en cours ne constituerait donc pas un meilleur indicateur prévisionnel à très court terme que les données de la statistique T.V.A.

Quant aux résultats purement prévisionnels de l'enquête-investissements, c'est-à-dire ceux de l'enquête d'automne de l'année qui précède l'année étudiée et ceux de l'enquête du printemps de l'année étudiée, ils ne peuvent constituer une base fiable pour l'élaboration de prévisions d'investissements que s'ils se rapprochent des chiffres des réalisations ou si, à défaut de s'en rapprocher, ils font apparaître des biais caractéristiques qui permettent, après leur élimination, d'obtenir des prévisions proches des réalisations. Cet aspect des enquêtes fait l'objet de la troisième partie de cet article.

III. L'utilisation de l'enquête-investissements de la Banque pour la prévision des dépenses d'investissement dans l'industrie manufacturière

1. Remarques préalables

Alors que le chapitre II s'attachait à comparer les différentes sources statistiques disponibles, le chapitre III est consacré à l'analyse des résultats successifs émanant d'une seule source : l'enquête-investissements de la Banque. Il porte essentiellement sur les révisions qui affectent les prévisions relatives à l'évolution des investissements.

Ce genre d'analyse doit, en principe, s'appuyer sur un nombre suffisamment élevé d'observations, sous peine d'être faussée par l'une ou l'autre donnée accidentelle. Or, le champ d'observation de l'enquête-investissements, ainsi que les méthodes de calcul des résultats, ne sont homogènes que depuis le printemps de 1977. En d'autres termes, on ne dispose de la gamme complète des résultats relatifs à une année — c'est-à-dire les prévisions formulées à l'automne de l'année antérieure, au printemps et à l'automne de l'année sous revue, ainsi que les réalisations indiquées au printemps de l'année suivante — que pour sept années : les années 1978 à 1984. Des facteurs accidentels risquent dès lors de perturber les conclusions d'ensemble.

Nonobstant cette difficulté, l'analyse montre que les révisions ne sont pas aléatoires.

2. Analyse de cohérence

2.1 *Aperçu global*

Le tableau 8 reprend l'ensemble des prévisions et réalisations relatives à l'évolution des investissements dans l'industrie manufacturière au cours des années 1978 à 1984.

En plus des prévisions et réalisations — qui sont exprimées sous forme de pourcentage de variation annuelle des investissements — il fournit, enquête par enquête, les écarts en points de pourcentage, entre, d'une part, les prévisions, et, d'autre part, les réalisations. Ces écarts mesurent la marge d'imprécision propre aux prévisions formulées dans le cadre des enquêtes successives.

Tableau 8

COHERENCE INTERNE DES RESULTATS DE L'ENQUETE-INVESTISSEMENTS DE LA BANQUE

Résultats relatifs à l'année	Evolution des investissements dans l'industrie manufacturière selon les données de l'enquête-investissements effectuée en/au :						
	Automne t - 1		Printemps t		Automne t		Printemps t + 1
	Pourcentage de variation annuelle des investissements en t : prévisions (1)	Ecart, en points de pourcentage, entre prévisions et réalisations (1) - (4)	Pourcentage de variation annuelle des investissements en t : prévisions (2)	Ecart, en points de pourcentage, entre prévisions et réalisations (2) - (4)	Pourcentage de variation annuelle des investissements en t : prévisions (3)	Ecart, en points de pourcentage, entre prévisions et réalisations (3) - (4)	Pourcentage de variation annuelle des investissements en t : réalisations (4)
1978	+ 3,0	+ 5,6	+ 2,6	+ 5,2	- 2,7	- 0,1	- 2,6
1979	- 12,8	- 24,6	+ 10,6	- 1,2	+ 8,0	- 3,8	+ 11,8
1980	+ 19,1	- 9,8	+ 31,1	+ 2,2	+ 22,1	- 6,8	+ 28,9
1981	+ 4,3	+ 7,4	+ 1,8	+ 4,9	- 2,3	+ 0,8	- 3,1
1982	- 5,8	- 23,9	+ 4,5	- 13,6	+ 9,1	- 9,0	+ 18,1
1983	- 6,9	- 10,7	- 7,2	+ 11,0	+ 1,0	- 2,8	+ 3,8
1984	+ 1,9	- 8,5	+ 11,5	+ 1,1	+ 10,4	0,0	+ 10,4
Moyenne des écarts absolus pour la période 1978-1984	—	12,9	—	5,6	—	3,3	—

On constate tout d'abord que les résultats de l'enquête effectuée durant l'automne de l'année précédant celle sur laquelle portent les prévisions, anticipent mal les résultats définitifs pour cette année ; l'écart absolu moyen entre les deux jeux de résultats est de 12,9 points ; pour les années 1979 et 1982, les écarts avoisinent les 25 points de pourcentage.

Les prévisions formulées dans le cadre de l'enquête-investissements du printemps de l'année sous revue fournissent, par contre, une information beaucoup plus précise puisque la marge d'imprécision moyenne tombe à 5,6 points de pourcentage. De plus, les écarts année par année sont généralement très faibles, les seules années 1982 et 1983 faisant exception et pesant à la hausse sur la moyenne.

Enfin, les prévisions formulées dans le cadre de l'enquête-investissements d'automne de l'année sous revue marquent un nouveau progrès : la marge d'imprécision moyenne ne se chiffre plus qu'à 3,3 points de pourcentage.

Ces données confirment donc ce qu'on était en droit d'attendre : plus on se rapproche du terme de l'année sous revue, plus les prévisions d'investissement y relatives gagnent en précision. En d'autres termes, les prévisions suivent généralement un cheminement régulier : les révisions qui les affectent ne font pas l'objet de revirements temporaires, mais présentent une certaine continuité, soit à la hausse, soit à la baisse.

2.2 *Caractéristiques propres des trois jeux de résultats prévisionnels*

2.2.1 *Prévisions formulées à l'automne de l'année précédant l'année sous revue*

Les premières prévisions pèchent, en règle générale, par excès de prudence : dans cinq cas sur sept, elles ont annoncé une évolution des investissements nettement moins dynamique que celle que les réalisations ont fait apparaître. Dans les deux autres cas, les prévisions ont au contraire été trop optimistes, mais l'écart entre celles-ci et les réalisations a été plus faible.

Il semblerait donc que les prévisions formulées dans le cadre de l'enquête-investissements d'automne de l'année précédant l'année sous revue doivent être généralement regardées comme des résultats minima, en deçà desquels les entreprises, considérées globalement, ne descendront pas ou descendront peu.

Quant à l'imprécision qui les entache, elle suggère que les entreprises ne sont pas encore en mesure de projeter valablement leurs investissements de l'année à venir, à quelque trois mois du début de celle-ci ; cette hypothèse est d'ailleurs étayée par la fréquence élevée de participants à l'enquête d'automne qui ne fournissent pas de prévisions pour l'année à venir, soit quelque 25 p.c. en moyenne.

Les écarts, généralement importants, entre les premières prévisions et les réalisations peuvent avoir de multiples causes. La principale réside vraisemblablement dans l'incertitude croissante qui pèse sur les perspectives économiques. D'une part, les cycles conjoncturels sont moins prononcés que par le passé, et de ce fait, les tendances de la conjoncture sont plus difficiles à apprécier. D'autre part, l'environnement des entreprises a été fort affecté, au cours des années récentes, par d'importantes mesures de politique économique, telles, en Belgique, la dévaluation du franc de février 1982 et les mesures qui l'ont accompagnée. Il va de soi que de telles mesures peuvent modifier, parfois du jour au lendemain, les données que les entreprises prennent en compte pour établir leurs projets d'investissement et entraîner des révisions importantes des programmes d'investissement. Mais d'autres causes jouent aussi, qu'il s'agisse de causes générales, comme la rapidité avec laquelle apparaissent et se propagent les innovations technologiques, ou de causes plus ponctuelles, tels les arrêts de travail consécutifs à des incidents techniques, les grèves dans les entreprises fournissant des biens d'équipement ou les retards dans la construction de bâtiments industriels occasionnés par de mauvaises conditions climatiques.

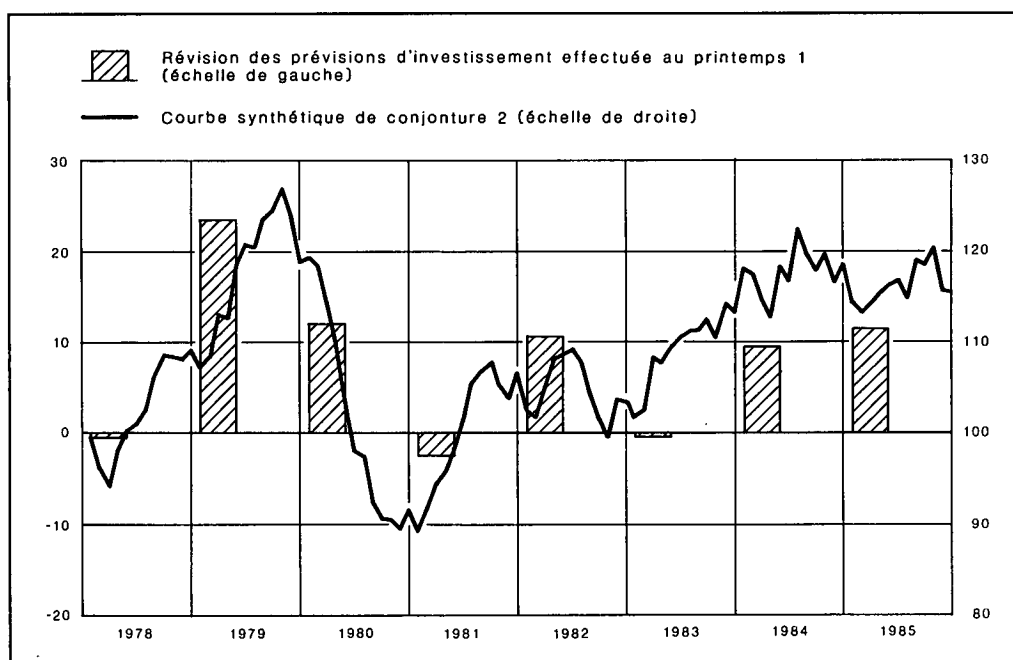
2.2.2 *Prévisions formulées au printemps de l'année sous revue*

Comme on l'a mis en évidence au point 2.1, l'enquête-investissements du printemps donne déjà, contrairement à la précédente, une assez bonne idée de l'évolution des investissements au cours de l'année.

Les prévisions du printemps de 1982 et 1983 interdisent cependant de généraliser ce constat. Dans un cas comme dans l'autre, les prévisions du printemps ont été sensiblement révisées à la hausse par la suite. L'ampleur des révisions relatives à l'année 1982 peut être due, entre autres, aux conséquences

de la dévaluation du franc belge en février 1982, peut-être encore mal perçues au moment de l'enquête de printemps. D'une part, le relèvement des prix unitaires, exprimés en francs belges, des biens d'équipement n'a peut-être pas ou pas suffisamment été pris en compte. D'autre part, l'effet, sur le volume des investissements, de l'amélioration de la situation financière des entreprises du secteur exposé peut lui aussi avoir été sous-estimé dans un premier temps. L'écart entre les prévisions du printemps et les réalisations s'explique aussi, pour l'année 1982, par des facteurs ponctuels, à savoir les modifications qui ont affecté l'agencement dans le temps de très gros programmes d'investissement, en particulier, en sidérurgie et en assemblage automobile.

REVISIONS AU PRINTEMPS DES PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS ET COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE



¹ Ecart, en points de pourcentage, entre le pourcentage de variation annuelle des investissements au cours de l'année t annoncé par l'enquête du printemps de l'année t et celui annoncé par l'enquête d'automne de l'année t-1.

² Juillet 1974 - juin 1981 = 100.

De manière générale, il semble cependant que la détermination des budgets d'investissement pour une année donnée, intervienne entre l'automne de l'année antérieure et le printemps de l'année sous revue. A l'appui de cette hypothèse, on signalera que la quasi-totalité des participants à l'enquête-investissements fournissent des prévisions à cette époque, alors qu'ils ne sont encore que quelque 75 p.c. à le faire lors de l'enquête-investissements précédente.

Dès lors que les décisions d'investissement paraissent, pour une large part, tomber entre octobre de l'année antérieure et mai de l'année sous revue, il est intéressant d'examiner les révisions enregistrées entre ces deux enquêtes à la lumière des développements conjoncturels.

Le graphique met en parallèle l'évolution de la conjoncture dans l'industrie manufacturière telle que permet de l'appréhender la courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque, et les révisions qui ont affecté les prévisions d'investissements dans cette industrie entre l'enquête d'automne de l'année précédant celle sous revue et l'enquête du printemps de cette année.

On observe une nette corrélation entre le sens et l'intensité des révisions, d'une part, et la tendance de la conjoncture au cours de l'année antérieure d'autre part. Ainsi, à l'année de conjoncture fortement descendante — de 1980 — a fait suite une révision à la baisse des intentions d'investissements (mai 1981). Par contre, aux années de conjoncture ascendante — 1978, 1979, 1981, 1983 et, dans une moindre mesure, 1984 — ont fait suite des révisions à la hausse des intentions d'investissements (mai 1979, mai 1980, mai 1982, mai 1984, mai 1985). Il semblerait donc que, conformément à la théorie de l'accélérateur, la décision d'investir dans l'industrie manufacturière soit en partie liée à l'évolution de la conjoncture, et, partant, de la production au cours de l'année antérieure.

2.2.3 *Prévisions formulées à l'automne de l'année sous revue*

Les prévisions formulées alors que l'année sous revue est en voie d'achèvement confirment, en règle générale, les tendances qui ressortaient déjà des résultats de l'enquête-investissements du printemps. Leur principale caractéristique est, à l'instar de celles formulées un an plus tôt, de pécher par excès de prudence. On constate en effet que les prévisions d'automne sont généralement plus négatives ou moins positives que les résultats définitifs. Cela tient vraisemblablement au fait que ces prévisions sont, contrairement à celles du printemps, déjà fortement influencées par les réalisations de la partie déjà écoulée de l'année ; le chef d'entreprise, ou le cadre dirigeant, qui les établit est sans doute enclin à prolonger les réalisations dont il a déjà connaissance ; or, on enregistre traditionnellement au second semestre de l'année la réalisation d'une part plus importante des investissements annuels qu'au premier ⁽¹⁾, saisonnalité dont il n'est vraisemblablement pas tenu compte à l'occasion de l'extrapolation des réalisations déjà connues.

En définitive, le principal intérêt de l'enquête-investissements d'automne réside dans le fait qu'elle tient nécessairement mieux compte que les précédentes de l'étalement dans le temps des programmes pluriannuels d'investissements qui, on l'a vu, peuvent affecter singulièrement le profil des évolutions annuelles. L'exemple déjà cité des modifications apportées dans le courant de l'année à l'exécution de gros projets d'investissements en sidérurgie et dans l'assemblage automobile, est, à cet égard, illustratif.

⁽¹⁾ Cf. le profil saisonnier des investissements dans l'industrie manufacturière évoqué au point II.3.

3. Synthèse

L'analyse des révisions ayant affecté, au cours des années 1978 à 1984, les prévisions d'investissements dans l'industrie manufacturière, n'a pas permis de mettre en évidence l'existence de biais tout à fait systématiques dans les résultats prévisionnels des enquêtes-investissements. Dans les limites des recherches effectuées, on a néanmoins pu dégager des enseignements utiles pour l'interprétation des résultats prévisionnels.

Ainsi, a-t-on constaté que les premières prévisions, à savoir celles formulées à l'automne de l'année précédant l'année sous revue, pèchent par excès de prudence. Il s'ensuit qu'au cas où elles annoncent une évolution positive des investissements dans l'industrie manufacturière, il existe une forte probabilité qu'une telle évolution se produise; on dispose donc, dans un tel cas, d'une indication de tendance particulièrement précoce. Partant des premières prévisions, il semble que l'on puisse en outre supputer avec une certaine fiabilité les révisions qui les affecteront par la suite; celles-ci paraissent en effet liées à l'évolution de la conjoncture au cours de la dernière année écoulée. Grâce aux données de la conjoncture, on peut donc tenter d'établir un lien entre les premières et les deuxièmes prévisions, durant la période qui les sépare. Une fois les deuxièmes prévisions connues, c'est-à-dire au printemps de l'année sous revue, on dispose de chiffres généralement très proches des réalisations finales. D'éventuelles perturbations peuvent cependant encore affecter les programmes d'investissement. On l'a constaté, durant la période considérée, pour les années 1982 et 1983. Ces perturbations ne sont pas nécessairement imprévisibles, dans la mesure où elles résultent de changements fondamentaux et connus des données sur lesquelles les entreprises fondent leurs prévisions.

Sous réserve du léger biais pessimiste dont ils sont entachés, les résultats de l'enquête-investissements d'automne permettent de lever encore certaines incertitudes en la matière.

CONCLUSIONS

Cet article a essentiellement permis de mettre en évidence les caractéristiques propres, et partant, les avantages comparatifs des quatre sources statistiques disponibles concernant les investissements dans l'industrie manufacturière.

Eu égard à son contenu tant théorique (concept et surtout cadre d'élaboration) que pratique (sources et méthodes d'estimation), la formation brute de capital fixe fait incontestablement autorité: elle doit être considérée comme la statistique de référence pour toute analyse macroéconomique de l'investissement dans l'industrie manufacturière, qu'il s'agisse d'analyses de comportement ou de structure. L'exploitation de cette source se heurte cependant à certaines limites; s'agissant de données très agrégées et unidimensionnelles, celles-ci ne se prêtent guère aux investigations microéconomiques; en outre, leur périodicité — annuelle — et leur disponibilité tardive font qu'elles se prêtent mal à des analyses de type conjoncturel. Il en va de même pour la statistique annuelle des investissements industriels; elle recouvre en outre des notions et champ d'observation plus restreints. Mais elle présente en contrepartie deux avantages: en premier lieu, elle fournit des résultats

beaucoup plus détaillés ; en second, elle assure le lien entre les estimations relatives à la formation brute de capital fixe et les deux autres indicateurs, la statistique-TVA et l'enquête-investissements, qui ont pour principale caractéristique commune d'être disponibles dans des délais compatibles avec les exigences inhérentes à l'élaboration d'estimations et de prévisions macroéconomiques à court terme.

La confrontation des résultats de la statistique-TVA, d'une part, et de l'enquête-investissements, d'autre part, avec ceux de la statistique annuelle des investissements industriels a fait apparaître des différences assez grandes selon que l'on utilise les données de l'enquête-investissements de l'automne de l'année étudiée ou celles du printemps qui suit cette année. Les résultats de cette enquête de printemps sont plus proches des données de la statistique annuelle des investissements industriels que ceux qui sont fournis à la même époque par la statistique T.V.A. ⁽¹⁾. Leur utilisation comme proxy pour l'évaluation de l'évolution récente de la formation brute de capital fixe des industries manufacturières est donc pleinement justifiée sous réserve de garder à l'esprit des différences, notamment de définition, qu'accusent les deux sources. En revanche, les prévisions qui ressortent de l'enquête-investissements d'automne de l'année en cours ne fournissent pas, en général, une meilleure indication que les statistiques TVA disponibles des résultats de la statistique des investissements industriels.

Les données de l'enquête-investissements de l'automne qui précède l'année étudiée, et, celles de l'enquête-investissements de printemps de cette même année appellent, quant à elles, les constatations suivantes : les résultats des enquêtes-investissements de l'automne nécessitent, pour être utilisés sans trop de risques d'erreurs, des corrections préalables — nécessairement toujours hasardeuses — qui tiennent compte du contexte conjoncturel prévalant l'année où ces prévisions sont formulées ; en revanche ceux de l'enquête-investissements de printemps donnent souvent, si pas toujours, une indication assez précise de l'évolution qui apparaîtra lors des résultats définitifs.

Il a paru utile de compléter dorénavant les informations contenues au Chapitre I « Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture » de la partie « Statistiques » du Bulletin par un tableau I.5 intitulé « Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière ». Ce tableau fournirait, d'une part, les données des prévisions successives des investissements annuels dans cette industrie telles qu'elles résultent des différentes enquêtes-investissements de la Banque et, d'autre part, les données des réalisations telles qu'elles apparaissent, dans la statistique établie sur la base des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée et dans la statistique annuelle des investissements industriels élaborée par l'Institut National de Statistique.

Il convient cependant de garder à l'esprit que l'enquête-investissements, telle qu'elle se présente actuellement, devrait permettre d'établir autre chose que des prévisions ; elle fournit aussi une gamme étendue de résultats quantitatifs et qualitatifs dont l'exploitation devrait enrichir, dans un proche avenir, l'analyse tant macro que microéconomique des comportements en matière d'investissement dans l'industrie manufacturière.

⁽¹⁾ Cette conclusion ne s'applique bien entendu qu'au champ restreint que constitue la formation brute de capital fixe des industries manufacturières.

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Département des Etudes

Boulevard de Berlaimont 5 - 1000 BRUXELLES

Tél. (02) 219 46 00 (02) 219 46 10

Le secret des réponses est garanti

La rapidité de l'information étant la principale raison d'être des enquêtes sur la conjoncture nous vous saurions gré de renvoyer un **exemplaire** du questionnaire pour le 15 mai au plus tard.
L'autre exemplaire est destiné à vos dossiers.

**ENQUETE SUR L'EVOLUTION
DES INVESTISSEMENTS****Une notice explicative est imprimée au verso**

Renvoyer la partie en dessous du pointillé

75

0186	001	Région (voir au verso) :	Code :
		

1. PERSONNEL AU 31 DECEMBRE 1985

1.1. Nombre d'ouvriers et assimilés, et d'apprentis agréés

selon vos
déclarations
à l'O.N.S.S.501

1.2. Nombre d'employés

502 **2. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS REPARTIS SELON LEUR NATURE**Montants, en *milliers* de francs, des investissements effectués en

	1984	1985	1986* (estimation)
2.1. Investissements corporels, leasing inclus (1) .	000 <input type="text"/>	100 <input type="text"/>	200 <input type="text"/>
dont :			
2.1.1. Terrains et constructions (2)	004 <input type="text"/>	104 <input type="text"/>	204 <input type="text"/>
2.1.2. Machines, outillage, matériel roulant, mobilier	009 <input type="text"/>	109 <input type="text"/>	209 <input type="text"/>
2.2. Biens d'investissement corporels, obtenus en leasing (inclus dans le 2.1) (3)	010 <input type="text"/>	110 <input type="text"/>	210 <input type="text"/>

(*) Si vous ne pouvez pas répondre à cette question, laissez la case en blanc; si vous avez décidé de ne pas investir, indiquez 0.

NOTICE EXPLICATIVE

CODE REGIONAL (ne concerne pas les entreprises de construction et l'industrie pétrolière).

Veuillez indiquer le code de la région à laquelle se rapportent les investissements. S'ils se rapportent à plusieurs régions, veuillez remplir un questionnaire pour chacune des régions en cause. Des questionnaires supplémentaires vous seront envoyés sur simple demande.

Code	Région
10	les provinces flamandes (Flandres orientale et occidentale, Anvers, Limbourg) et l'arrondissement de Louvain et de Hal-Vilvorde;
21	Bruxelles (19 communes);
50	les provinces wallonnes (Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur) et l'arrondissement de Nivelles.

Question 2.1. : Annexe 3 des comptes annuels, chapitre III, code 816 (à l'exclusion des acomptes de la rubrique 27).

- [1] — Par « investissements corporels », il convient d'entendre les biens de capital fixe (sont exclus : les stocks, les encours de fabrication, les immobilisations incorporelles et financières, les dépenses courantes de réparation et d'entretien), **neufs et usagés, d'une durée d'utilisation supérieure à un an, livrés à votre entreprise au cours de l'année considérée, et destinés à un siège d'exploitation établi en Belgique.**

Les biens de capital fixe produits par votre entreprise et les travaux d'aménagement et de construction qu'elle a exécutés **pour compte propre** doivent être inclus dans les investissements.

Par contre, les reprises résultant d'opérations de fusion ou d'absorption ne doivent pas être prises en compte.

- Les biens de capital fixe doivent être **évalués** au prix de revient total, c'est-à-dire au prix franco destination, majoré des éventuels frais d'installation et droits d'entrée. (Concernant les biens produits ou les travaux exécutés pour compte propre, il convient d'entendre par prix de revient, le coût de la main-d'œuvre et des matières premières et, si possible, les frais généraux correspondant à cette production ou à cette exécution de travaux.)

NE DOIVENT PAS ETRE COMPRIS dans les montants déclarés :

- les frais de financement;
- la T.V.A. déductible;
- les acomptes à valoir et les paiements de biens d'investissement livrables ultérieurement.

Toutefois, cette dernière exclusion ne s'applique pas aux **IMMEUBLES** et **AUTRES CONSTRUCTIONS**, pour lesquels il convient de **DECLARER TOUTES DES DEPENSES ENGAGEES PENDANT L'ANNEE CONSIDEREE, QUE LES CONSTRUCTIONS SOIENT DEJA ACHEVEES OU NON.**

- [2] Achats et aménagements de terrains bâtis ou non bâtis, achats, transformations et constructions de bâtiments et autres travaux de construction, quelle qu'en soit la destination (industrielle, administrative, sociale, ...).

Question 2.2. : Annexe 3 des comptes annuels, chapitre III, code 816, rubrique 25.

- [3] Valeur d'achat des biens d'investissement que votre entreprise a reçus en leasing **durant** l'année considérée, avec ou sans option d'achat. Par valeur d'achat, il convient d'entendre le montant de la dépense qu'aurait dû consentir votre entreprise pour acheter les biens d'investissement qu'elle a reçus en leasing.

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Département des Etudes

Boulevard de Berlaimont 5 - 1000 BRUXELLES
Tél. (02) 219 46 00 (02) 219 46 10

Le secret des réponses est garanti

La rapidité de l'information étant la principale raison d'être des enquêtes sur la conjoncture nous vous saurions gré de renvoyer un exemplaire du questionnaire pour le 7 novembre au plus tard.
L'autre exemplaire est destiné à vos dossiers.

**ENQUETE SUR L'EVOLUTION
DES INVESTISSEMENTS
VOLET A**

Une notice explicative est imprimée au verso

Renvoyer la partie en dessous du pointillé

79

0286	001	Région (voir au verso) :	Code :
		

1. PERSONNEL AU 30 JUIN 1986

1.1. Nombre d'ouvriers et assimilés, et d'apprentis agréés

selon vos
déclarations
à l'O.N.S.S.501

1.2. Nombre d'employés

502 **2. INVESTISSEMENTS CORPORELS, LEASING INCLUS [1]**Montants, en *milliers* de francs, des investissements effectués en

	1985	1986 (estimation)	1987* (prévision)
2.1. MONTANTS	100 <input type="text"/>	200 <input type="text"/>	300 <input type="text"/>
2.2 REPARTITION [2] SELON LA FINALITE ECONOMIQUE			
2.2.1. Investissements de remplacement. . .	111 <input type="text"/>	211 <input type="text"/>	311 <input type="text"/>
2.2.2. Investissements d'extension	112 <input type="text"/>	212 <input type="text"/>	312 <input type="text"/>
2.2.3. Autres	117 <input type="text"/>	217 <input type="text"/>	317 <input type="text"/>
2.3. FINANCEMENT			
2.3.1. Recours à l'épargne interne de l'entreprise	119 <input type="text"/>	219 <input type="text"/>	319 <input type="text"/>
2.3.2. Augmentation de capital par émission d'actions	120 <input type="text"/>	220 <input type="text"/>	320 <input type="text"/>
2.3.3. Fonds empruntés auprès de tiers. . .	125 <input type="text"/>	225 <input type="text"/>	325 <input type="text"/>
2.3.4. Biens d'investissement corporels, obtenus en leasing [3]	110 <input type="text"/>	210 <input type="text"/>	310 <input type="text"/>
3. INVESTISSEMENTS INCORPORELS [4]			
MONTANTS	129 <input type="text"/>	229 <input type="text"/>	329 <input type="text"/>

(*) Si vous ne pouvez pas répondre à ces questions, laissez la case en blanc; si vous avez décidé de ne pas investir, indiquez 0.

ENQUETE SUR L'EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

VOLET B

4. INCIDENCE DES INVESTISSEMENTS SUR LE NOMBRE DE POSTES DE TRAVAIL (5)

	1985	1986	1987
4.1. Nombre de postes équivalant à un temps plein créés	136	236	336
4.2. Nombre de postes équivalant à un temps plein supprimés	139	239	339
4.3. Les investissements n'ont aucune incidence sur l'emploi (Indiquez X dans la case appropriée)	140	240	340

} en liaison avec les investissements

5. DETERMINANTS DE L'INVESTISSEMENT EN 1986

Abstraction faite des investissements de remplacement, veuillez indiquer par une croix le degré d'importance des facteurs qui ont amené votre entreprise à investir en Belgique en 1986.

		Important	Pas important
5.1. L'insuffisance des capacités de production installées.	400	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9
5.2. L'introduction de nouveaux produits	401	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9
5.3. L'introduction de nouvelles techniques de production	402	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9
5.4. La recherche d'une diminution des coûts de production	403	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9
5.5. Les subsides publics et/ou les incitants fiscaux	404	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9
5.6. Le niveau de coût du crédit	405	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9
5.7. La disponibilité de fonds propres	406	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 9

NOTICE EXPLICATIVE

CODE REGIONAL (ne concerne pas les entreprises de construction et l'industrie pétrolière).

Veillez indiquer le code de la région à laquelle se rapportent les investissements. S'ils se rapportent à plusieurs régions, veuillez remplir un questionnaire pour chacune des régions en cause. Des questionnaires supplémentaires vous seront envoyés sur simple demande.

Code	Région
10	les provinces flamandes (Flandres orientale et occidentale, Anvers, Limbourg) et l'arrondissement de Louvain et de Hal-Vilvorde;
21	Bruxelles (19 communes);
50	les provinces wallonnes (Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur) et l'arrondissement de Nivelles.

Question 2.1. : Annexe 3 des comptes annuels, chapitre III, code 816 (à l'exclusion des acomptes de la rubrique 27).

- [1] — Par « investissements corporels », il convient d'entendre les biens de capital fixe (sont exclus : les stocks, les encours de fabrication, les immobilisations incorporelles et financières, les dépenses courantes de réparation et d'entretien), **neufs et usagés, d'une durée d'utilisation supérieure à un an, livrés à votre entreprise au cours de l'année considérée, et destinés à un siège d'exploitation établi en Belgique.**

Les biens de capital fixe produits par votre entreprise et les travaux d'aménagement et de construction qu'elle a exécutés **pour compte propre** doivent être inclus dans les investissements.

Par contre, les reprises résultant d'opérations de fusion ou d'absorption ne doivent pas être prises en compte.

- Les biens de capital fixe doivent être **évalués** au prix de revient total, c'est-à-dire au prix franco destination, majoré des éventuels frais d'installation et droits d'entrée. (Concernant les biens produits ou les travaux exécutés pour compte propre, il convient d'entendre par prix de revient, le coût de la main-d'œuvre et des matières premières et, si possible, les frais généraux correspondant à cette production ou à cette exécution de travaux.)

NE DOIVENT PAS ETRE COMPRIS dans les montants déclarés :

- les frais de financement;
- la T.V.A. déductible;
- les acomptes à valoir et les paiements de biens d'investissement livrables ultérieurement.

Toutefois, cette dernière exclusion ne s'applique pas aux **IMMEUBLES** et **AUTRES CONSTRUCTIONS**, pour lesquels il convient de **DECLARER TOUTES DES DEPENSES ENGAGEES PENDANT L'ANNEE CONSIDEREE, QUE LES CONSTRUCTIONS SOIENT DEJA ACHEVEES OU NON.**

Question 2.2. :

- [2] Un investissement de remplacement peut entraîner une extension des capacités de production; inversement, un investissement d'extension peut entraîner la mise hors service de certains équipements. Pour répartir les investissements, veuillez ignorer ces **effets secondaires** et classer **en remplacement** les investissements décidés dans le **but principal de remplacer** des équipements usagés, et **en extension**, les investissements décidés dans le **but principal d'accroître** la capacité de production. Sont réputés « autres », les investissements dont il n'est vraiment pas possible de déterminer la finalité économique première, ou ceux qui n'ont pas de lien direct avec les capacités de production (exemple : investissements anti-pollution, investissements sociaux, ...).

Question 2.3.4. : Annexe 3 des comptes annuels, chapitre III, code 816, rubrique 25.

- [3] La question 2.3.4. porte sur les **seuls** biens d'investissement corporels que votre entreprise a obtenus en leasing **au cours** de l'année considérée. Ils doivent être évalués par la partie du montant total des versements échelonnés qui correspond à la reconstitution en capital, majorée, le cas échéant, de la somme payée au début du contrat.

Question 3. : Annexe 3 des comptes annuels, chapitre III, code 802 (à l'exclusion de la rubrique acomptes versés).

- [4] Par « investissements incorporels » il convient d'entendre les frais de recherche supportés par votre entreprise, les concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques, etc. ..., ainsi que le goodwill et les plus-values d'apport résultant d'opérations de fusion ou d'absorption. **Ne doivent pas** être compris dans les montants déclarés les acomptes versés sur immobilisations incorporelles.

Question 4. :

- [5] Dans votre réponse, veuillez considérer qu'un poste à mi-temps équivaut à 0,5 poste à plein temps, qu'un poste à temps partiel à 80 p.c. équivaut à 0,8 poste à plein temps, etc...

Formation brute de capital fixe : notions, sources et méthodes d'estimation.

Concept créé pour les besoins de la comptabilité nationale, la formation brute de capital fixe doit répondre aux exigences de cohérence propres à celle-ci. Ces exigences conduisent, notamment, à ne comptabiliser dans l'optique « Utilisation du produit national brut » de laquelle relève la formation brute de capital fixe, que les seules dépenses génératrices de revenus ⁽¹⁾. Il s'ensuit que la formation brute de capital fixe couvre par essence les achats de biens de capital fixe nouvellement produits mais non les achats de biens de capital fixe existants.

Or, l'entreprise n'établit pas de différence de nature selon qu'un bien d'investissement est neuf ou usagé ; tous deux concourent au même titre à la production de biens et services. C'est la raison pour laquelle, les instituts de statistique recensent, d'une part, les achats de biens de capital fixe neufs et usagés et, d'autre part, les ventes de biens de capital fixe usagés. Ce faisant, il suffit de soustraire les secondes des premiers pour éliminer les dépenses non génératrices de revenus puisque les achats de biens usagés par les uns sont alors annulés par les ventes correspondantes recensées auprès des autres ⁽²⁾.

Le tableau A confronte l'évolution respective des investissements et des désinvestissements ⁽³⁾ qui ressort de la statistique annuelle des investissements industriels.

On constate que les désinvestissements ont connu au cours de la période 1977-1983 une évolution très erratique, sans lien apparent avec l'évolution des investissements. Aussi ont-ils représenté un pourcentage variable de ceux-ci. Leur déduction a dès lors parfois affecté sensiblement le pourcentage de variation annuelle des investissements ; la correction la plus prononcée a concerné les résultats de l'année 1980 : la statistique annuelle indique, pour cette année, une progression des investissements de 23,4 p.c. ; une fois les désinvestissements soustraits, cette progression s'élève à 35,6 p.c.

⁽¹⁾ C'est la raison pour laquelle les terrains non bâtis, bien qu'ils constituent des biens durables susceptibles d'être utilisés pendant une durée supérieure à un an dans le processus de production, sont d'emblée exclus de la formation brute de capital fixe.

⁽²⁾ En fait, la compensation ne se fait que partiellement au niveau des entreprises de l'industrie manufacturière. Un certain nombre d'entre elles achètent ou vendent en effet à des entreprises relevant d'autres branches, ou encore à des unités économiques relevant d'autres secteurs institutionnels (ménages, administrations publiques, reste du monde). La compensation n'est donc parfaite qu'à un niveau nécessairement fort agrégé ; la formation brute de capital fixe de l'industrie manufacturière comprend donc, outre les acquisitions de biens de capital fixe neufs, les achats nets (achats moins ventes) de biens de capital fixe usagés à d'autres branches et secteurs.

⁽³⁾ Les désinvestissements recouvrent, en plus des ventes de biens de capital fixe usagés, les mises au rebut d'actifs fixes consécutives à des désaffectations, démolitions ou destructions accidentelles.

Tableau A

**INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE
MANUFACTURIERE**

	Investissements		Désinvestissements			Investissements corrigés [(a) - (b)] ¹	
	Montant total	Pourcentage de variation annuelle	Montant total	Pourcentage de variation annuelle	Importance relative par rapport aux investissements	Montant total	Pourcentage de variation annuelle
	(milliards de francs)		(milliards de francs)		$\frac{(b)}{(a)} \times 100$	(milliards de francs)	
	(a)		(b)				
1977	72,4	- 7,0	9,2	+ 25,6	12,7	63,2	- 10,3
1978	71,6	- 1,2	12,3	+ 34,4	17,2	59,3	- 6,3
1979	79,2	+ 10,7	17,5	+ 42,2	22,1	61,7	+ 4,2
1980	97,8	+ 23,4	14,1	- 19,4	14,5	83,7	+ 35,6
1981	94,8	- 3,1	13,6	- 4,2	14,3	81,2	- 2,9
1982	110,8	+ 16,8	11,9	- 12,2	10,7	98,9	+ 21,7
1983	116,6	+ 5,3	17,1	+ 43,9	14,7	99,5	+ 0,6

Source : Institut National de Statistique : statistique annuelle des investissements industriels ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

¹ Faute de disposer des données nécessaires, la déduction des désinvestissements a été opérée au niveau global et non, comme le veut la méthode utilisée par l'Institut National de Statistique, au niveau des sous-secteurs. Il n'a donc pas été tenu compte des pondérations implicites attachées à ces derniers. Dès lors, les données relatives aux « investissements corrigés » constituent de simples ordres de grandeur et ne peuvent prétendre refléter avec exactitude l'ampleur des corrections apportées au titre des désinvestissements.

La déduction des désinvestissements constitue la première étape de l'élaboration de la formation brute de capital fixe. Elle constitue sans doute aussi la plus importante cause de discordance entre les estimations relatives à la formation brute de capital fixe et les résultats définitifs provenant des autres sources.

Ces discordances se manifestent notamment dans les cas d'absorption ou de filialisation de sociétés. Celles-ci donnent en effet lieu dans certains cas à des transferts onéreux d'immobilisations corporelles. La statistique-TVA y est tout particulièrement sensible ⁽¹⁾ : la taxe sur la valeur ajoutée étant, par définition, un impôt lié à la circulation juridique des biens, toutes les cessions de biens meubles corporels tombant dans son champ d'application sont recensées dans la statistique, que ces biens soient neufs ou usagés. Par contre, de telles opérations ne sont pas recensées par l'enquête-investissements, du moins, lorsqu'elles résultent de la filialisation de sociétés puisqu'il faut un certain temps avant que les sociétés nouvellement créées soient interrogées.

Les autres corrections que subissent les résultats de la statistique annuelle des investissements industriels, en vue de leur transposition, en formation brute de capital fixe, tendent à pallier les lacunes de cette statistique, notamment en

⁽¹⁾ La création en 1979 de la S.A. VALFIL comme filiale de Cockerill en fournit une illustration ; la société VALFIL fut constituée à l'époque en vue d'achever et d'exploiter un laminoir dont la construction, entamée par Cockerill avant la crise, avait ensuite été suspendue. L'apport par Cockerill de l'encours de construction à sa filiale a initialement été enregistré comme un investissement dans la statistique-TVA, alors qu'il ne s'agissait plus d'un investissement au sens de la comptabilité nationale. L'Institut National de Statistique a toutefois rapidement éliminé cette opération de façon à rendre les chiffres de la statistique TVA compatibles avec les données émanant des autres sources.

ce qui concerne son champ d'observation. Elles sont énumérées ci-après dans leur ordre chronologique ⁽¹⁾ :

- le résultat obtenu après déduction des désinvestissements est extrapolé, pour chaque sous-secteur, à l'aide d'un coefficient établi à partir des données d'emploi ⁽²⁾. Cette extrapolation se justifie par le fait que la statistique annuelle ne couvre que les établissements ayant occupé au moins vingt travailleurs à un moment quelconque de l'année sous revue. Elle a pour effet d'introduire un premier élément d'estimation non négligeable dans la détermination de la formation brute de capital fixe. En effet, dans certains sous-secteurs qui comprennent de nombreux établissements de petite taille, le coefficient d'extrapolation est assez élevé; il est, par exemple, de 1,60 pour les sous-secteurs de l'industrie textile;
- les résultats extrapolés par sous-secteur sont uniformément augmentés de 7,5 p.c.; on estime, en effet, que les investissements réalisés pour compte propre sont systématiquement sous-estimés, d'où la nécessité de réévaluer les résultats de la statistique. Il est à noter que le pourcentage de réévaluation étant constant d'année en année, cette correction affecte les niveaux mais non les pourcentages de variation annuelle de la formation brute de capital fixe;
- Les résultats réévalués sont complétés à l'aide des résultats d'une statistique annuelle distincte, également établie par l'Institut National de Statistique, et qui porte sur les établissements dits nouveaux qui, au cours de l'année sous revue, ont déjà effectué des investissements, mais n'exercent pas encore l'activité pour laquelle ils ont été créés, raison pour laquelle ils ne sont pas assujettis à la statistique annuelle générale.

Ces investissements ont, à certaines périodes — notamment celle marquée par l'afflux d'investissements étrangers en Belgique — exercé une incidence importante sur la formation brute de capital fixe. Pour la période 1976-1983, leur part relative moyenne — exprimée en pour cent de la formation brute de capital fixe, s'est chiffrée à 4,7; en 1976, la formation brute de capital fixe des établissements nouveaux avait encore représenté 9,8 p.c. de la formation brute de capital fixe totale des industries manufacturières, mais, pour les années 1981 à 1983, leur part était tombée à 2,6 p.c.

- Les résultats obtenus au terme de l'étape précédente donnent pour chaque sous-secteur l'ensemble de la formation brute de capital fixe des établissements qui en relèvent. Il reste alors à les compléter par les investissements des indépendants qui exercent une activité artisanale.

Pour estimer ceux-ci, on part de l'hypothèse que l'investissement par indépendant est, pour chaque sous-secteur où l'on dénombre des indépendants,

⁽¹⁾ Il est à noter que toutes les corrections, à commencer par la soustraction des désinvestissements, sont apportées à un niveau très désagrégé : l'Institut National de Statistique distingue 101 sous-secteurs.

⁽²⁾ Les coefficients d'extrapolation correspondent au rapport entre l'emploi total recensé dans le sous-secteur considéré, tel qu'il ressort de l'enquête mensuelle sur la production industrielle — à laquelle sont, en principe, soumis tous les établissements industriels —, et l'emploi recensé dans ce sous-secteur dans le cadre de la statistique annuelle des investissements industriels.

identique à l'investissement par personne occupée réalisé dans les établissements de ce sous-secteur, tel qu'il résulte des estimations effectuées selon le processus décrit ci-avant. Il suffit alors de multiplier l'investissement par personne occupée par le nombre d'indépendants recensés et d'ajouter le résultat pour obtenir la formation brute de capital fixe totale par sous-secteur des industries manufacturières.

Cette méthode introduit bien entendu un deuxième élément d'estimation dans l'élaboration de la formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière. Son incidence n'est pas non plus négligeable : les investissements du secteur artisanal ainsi estimés ont en effet représenté jusqu'à 7,3 p.c. — en 1979 — de la formation brute de capital fixe des industries manufacturières. En moyenne, pour la période 1976-1983, ils ont représenté 5,4 p.c. de celle-ci.

- La formation brute de capital fixe des industries manufacturières publiée dans les comptes nationaux s'obtient par simple addition des données par sous-secteur.

Tableau B

**INDUSTRIES MANUFACTURIERES :
COMPARAISON DES RESULTATS DE LA STATISTIQUE ANNUELLE DES
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES DONNEES DES COMPTES
NATIONAUX RELATIVES A LA FORMATION INTERIEURE BRUTE DE CAPITAL
FIXE**

	Données exprimées en milliards de francs		Pourcentages de variation annuelle	
	Investissements ¹	Formation intérieure brute de capital fixe ²	Investissements	Formation brute de capital fixe
1977	72,4	81,2	- 7,0	- 13,1
1978	71,6	79,4	- 1,2	- 2,2
1979	79,2	83,6	+ 10,7	+ 5,2
1980	97,8	109,2	+ 23,4	+ 30,6
1981	94,8	100,9	- 3,1	- 7,6
1982	110,8	122,4	+ 16,8	+ 21,3
1983	116,6	127,7	+ 5,3	+ 4,3

¹ Source : Institut National de Statistique : statistique annuelle des investissements industriels.

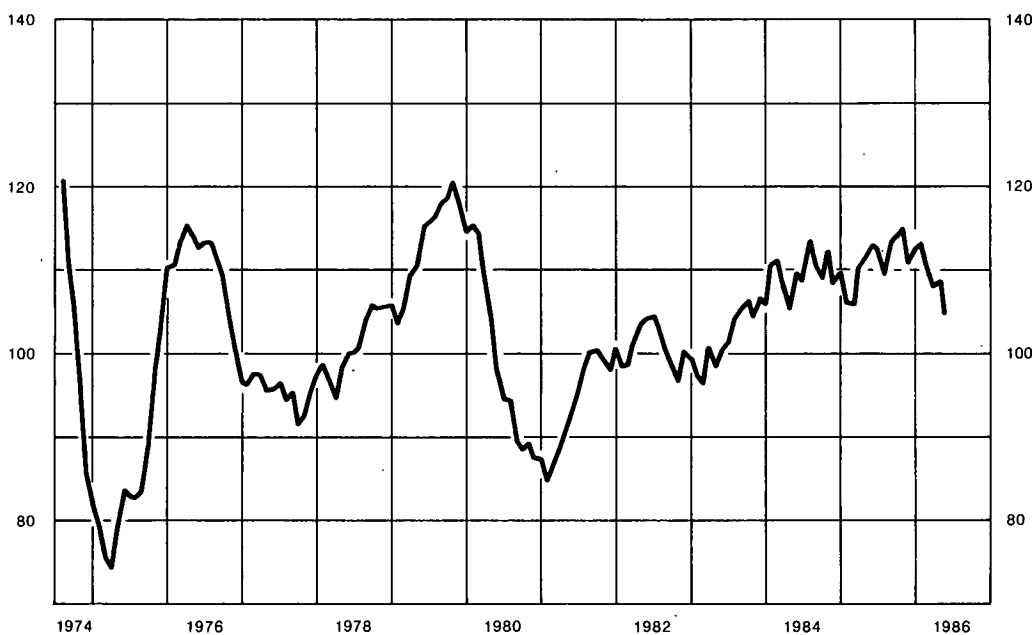
² Source : Institut National de Statistique : comptes nationaux 1984.

La confrontation directe des résultats de la statistique annuelle des investissements industriels et des données des comptes nationaux permet d'apprécier l'incidence globale des diverses corrections précitées.

Suivant que ces corrections exercent des effets cumulatifs ou compensatoires, le résultat de départ est plus ou moins modifié. Pour les années 1977 à 1983, la fourchette des corrections va de - 6,1 (1977) à + 7,2 (1980) points de pourcentage. Ces chiffres montrent bien que les résultats de la statistique annuelle, et incidemment ceux de l'enquête-investissements de la Banque et de la statistique-TVA, ne peuvent en aucun cas être directement comparés aux données relatives à la formation brute de capital fixe.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE MAI 1986
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé en mai de 3,51 points. Elle se situe de la sorte à 104,73 points, contre 108,24 points en avril.

Le recul trouve son origine dans l'industrie manufacturière et dans le commerce et est vraisemblablement imputable aux mouvements de grève. En effet, seuls les indicateurs relatifs à l'activité en cours sont en repli tandis que ceux qui concernent les perspectives sont restés pratiquement stables.

Dans l'industrie de la construction, qui n'a été que peu affectée par les mouvements de grève, la conjoncture s'est encore légèrement améliorée, mis à part que les perspectives dans ce secteur se dégradent.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
III. — Agriculture et pêche.		5. Cours de change effectifs	X - 5
1. Agriculture	III - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Pêche maritime	III - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
IV. — Industrie.		2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
1. Production industrielle	IV - 1	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
3. Energie	IV - 3	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
4. Métallurgie	IV - 4	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
5. Construction	IV - 5	1. Encours :	
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	a) au 31 décembre 1982	XII - 1a
V. — Services.		b) au 31 décembre 1983	XII - 1b
1. Transports :		2. Mouvements en 1983	XII - 2
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Navigation maritime	V - 1b	a) au 31 décembre 1982	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) au 31 décembre 1983	XII - 3b
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	4. Mouvements en 1983 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Bilans :	
4. Chambres de compensation :		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Nombre d'opérations	V - 4a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Montant des opérations	V - 4b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VI. — Revenus.		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	4. Stock monétaire :	
VII. — Indices de prix.		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
1. Matières premières	VII - 1	b) Total	XIII - 4b
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
3. Prix à la consommation en Belgique :		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	— Destination économique apparente	XIII - 6
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		— Forme et localisation	XIII - 7
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.338,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	60,8	62,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	236,0	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	350,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	607,0	623,3	663,4
5. Corrections et compléments	59,8	64,7	69,4	74,1	79,1	93,8	108,6	118,3
Ajustement statistique	- 4,6	8,6	- 7,3	2,0	- 24,7	2,1	33,2	35,8
<i>Total ...</i>	<i>1.655,1</i>	<i>1.779,2</i>	<i>1.902,0</i>	<i>2.074,6</i>	<i>2.157,0</i>	<i>2.296,1</i>	<i>2.410,5</i>	<i>2.568,9</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	47,1	50,7	46,4	48,7	57,2	64,3	74,9	72,9
2. Professions libérales ¹	84,4	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,9	134,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	218,3	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	238,6	250,7
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,9	20,4	23,3
Ajustement statistique	- 1,0	1,8	- 1,5	0,4	- 4,7	0,4	6,5	6,8
<i>Total ...</i>	<i>360,6</i>	<i>383,4</i>	<i>389,6</i>	<i>395,3</i>	<i>408,1</i>	<i>433,8</i>	<i>468,3</i>	<i>488,5</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	179,6	196,7	232,7	274,7	318,0	358,5	386,8	445,3
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	66,7	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,6	142,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,5	63,0	61,5	67,0	80,0	106,6	130,5	161,6
<i>Total ...</i>	<i>304,8</i>	<i>333,5</i>	<i>372,7</i>	<i>426,7</i>	<i>496,9</i>	<i>573,8</i>	<i>642,9</i>	<i>749,7</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	11,1	24,6	25,9	21,5	9,8	30,9	47,6	57,7
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,1	135,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,4	31,5	33,2
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,2	- 4,3	0,7
<i>Total ...</i>	<i>2,3</i>	<i>- 1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>20,4</i>	<i>30,8</i>	<i>45,6</i>	<i>27,2</i>	<i>33,9</i>
G. Intérêts de la dette publique	-116,2	-136,7	-164,6	-211,5	-289,0	-367,2	-395,5	-451,9
Revenu national net au coût des facteurs	2.294,1	2.463,9	2.620,9	2.816,7	2.901,1	3.125,9	3.315,1	3.581,9
H. Amortissements	262,3	281,4	302,5	312,2	332,1	366,6	402,2	421,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.556,4	2.745,3	2.923,4	3.128,9	3.233,2	3.492,5	3.717,3	4.003,4
I. Impôts indirects	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	476,0	505,2	522,2
J. Subventions	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,2
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

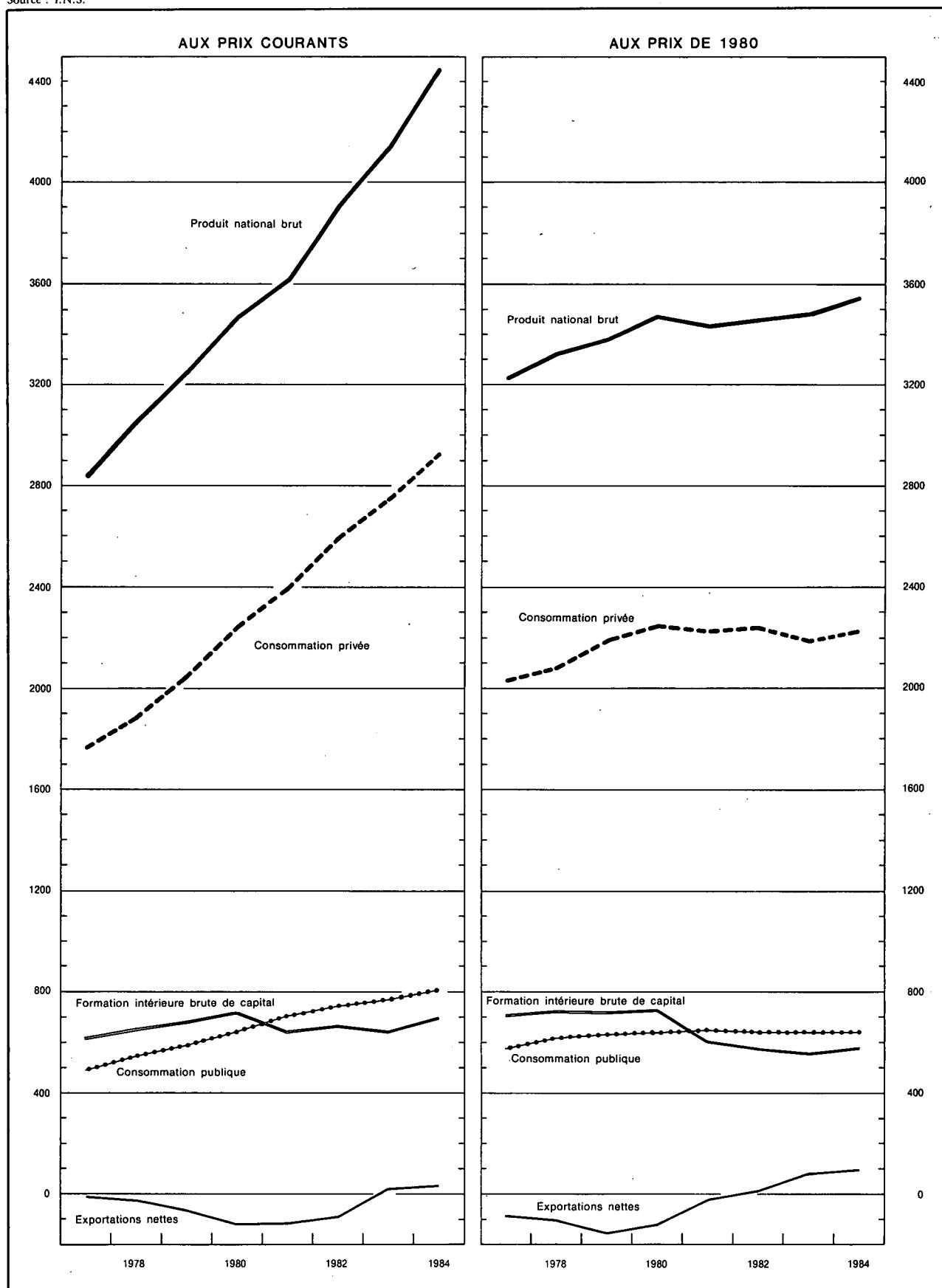
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Agriculture, sylviculture et pêche	71,4	78,6	75,6	79,4	88,6	97,9	111,1	112,3
2. Industries extractives	18,2	17,2	15,9	18,8	20,1	25,3	25,4	26,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	135,5	147,0	151,1	157,4	164,8	186,4	201,6	216,5
b) Textiles	37,5	37,1	37,7	40,6	39,2	40,9	46,7	51,7
c) Vêtements et chaussures	24,1	23,1	23,4	22,7	22,9	25,8	26,9	27,3
d) Bois et meubles	36,6	36,4	37,7	40,3	39,5	40,1	41,6	42,8
e) Papier, impression, édition	39,4	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	51,4	55,6
f) Industrie chimique et activités connexes	74,2	82,6	101,5	99,9	90,0	104,4	114,7	126,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	38,4	37,7	41,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux	41,4	51,4	59,4	54,8	54,4	60,6	68,4	80,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	236,3	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	274,9	283,3
j) Industries non dénommées ailleurs ...	100,6	108,0	116,0	122,5	121,6	130,8	144,8	157,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	763,3	805,5	849,6	869,9	839,3	933,5	1008,7	1.082,8
4. Construction	212,9	228,5	233,7	263,0	229,8	237,9	241,3	244,4
5. Electricité, gaz et eau	86,1	93,5	105,7	110,1	120,9	121,2	146,3	165,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	539,2	569,2	609,8	665,1	696,3	777,7	839,5	887,3
b) Services financiers et assurances	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	214,0	231,6
c) Immeubles d'habitation	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	780,9	840,5	910,7	994,2	1.084,1	1.211,4	1.287,7	1.376,6
7. Transports et communications	215,7	234,8	255,5	279,6	285,1	301,8	316,4	354,6
8. Services	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,8	1.136,8	1.201,5	1.268,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,5	5,6	5,8
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-63,1	-67,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-30,3	-32,0	-34,8	-47,3	-53,6	-66,7	-70,7	-75,2
Ajustement statistique	-5,8	-10,1	-10,6	0,3	10,9	10,3	-10,3	-8,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.838,3	3.052,3	3.258,8	3.508,9	3.636,6	3.953,2	4.199,9	4.486,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,1	10,1	-3,5	-18,3	-22,9	-38,3	-36,7	-27,6
Produit national brut aux prix du marché ..	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	349,4	365,3	379,8	399,8	413,6	469,8	514,0	559,8
2. Boissons	79,4	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,9	124,8
3. Tabac	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4
4. Vêtements et effets personnels	137,1	143,9	156,1	173,2	175,8	198,3	205,4	209,3
5. Loyers, taxes, eau	167,7	187,2	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	340,9
6. Chauffage et éclairage	91,5	100,4	118,2	138,3	164,5	182,3	187,8	207,0
7. Articles ménagers durables	185,0	186,7	192,8	216,0	218,4	227,6	228,7	239,4
8. Entretien de la maison	75,8	82,1	88,2	94,8	100,1	107,5	114,7	121,1
9. Soins personnels et hygiène	183,5	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	305,6	323,8
10. Transports	194,7	212,1	233,4	254,7	274,5	301,0	327,6	352,3
11. Communications : P.T.T.	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,3	27,2
12. Loisirs	152,0	163,4	176,7	194,4	208,0	230,1	249,0	268,0
13. Enseignement et recherches	3,7	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6
14. Services financiers	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	116,2	127,0
15. Services divers	15,3	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,9	24,6
16. Dépenses personnelles à l'étranger	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0
Ajustement statistique	8,5	- 0,2	14,5	- 2,0	14,6	- 10,2	- 23,9	- 27,2
Total ...	1.764,1	1.887,5	2.048,0	2.212,3	2.388,6	2.591,8	2.739,1	2.930,3
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,6	564,6	591,6
2. Achats courants de biens et services	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	154,1	158,4
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2
4. Loyer payé	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,4	6,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6
6. Amortissement mobilier et matériel	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2
Total ...	489,1	543,9	588,1	643,6	702,8	741,9	767,7	802,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4
2. Industries extractives	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	4,5
3. Industries manufacturières	81,2	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	127,7	142,3
4. Construction	12,6	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	10,1
5. Electricité, gaz et eau	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	43,4
6. Commerce, banques, assurances	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,2
7. Immeubles d'habitation	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,5
8. Transports et communications	61,7	73,6	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	98,5
9. Pouvoirs publics et enseignement	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	115,5	106,5
10. Autres services	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5
11. Variations de stocks	7,9	8,4	19,9	29,2	- 6,1	- 1,5	- 25,2	- 2,4
Ajustement statistique	2,9	- 0,1	4,8	- 0,7	3,9	- 2,6	- 5,6	- 6,5
Total ...	614,0	655,2	686,2	756,9	642,0	667,2	641,0	697,0
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	326,5	386,1
2. Exportations de biens et services	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.713,7	3.004,1	3.374,1
Exportations totales ...	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.118,9	3.330,6	3.760,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	363,2	413,7
4. Importations de biens et services	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,4	2.952,0	3.317,5
Importations totales ...	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.204,9	3.315,2	3.731,2
Exportations nettes ...	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 86,0	15,4	29,0
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

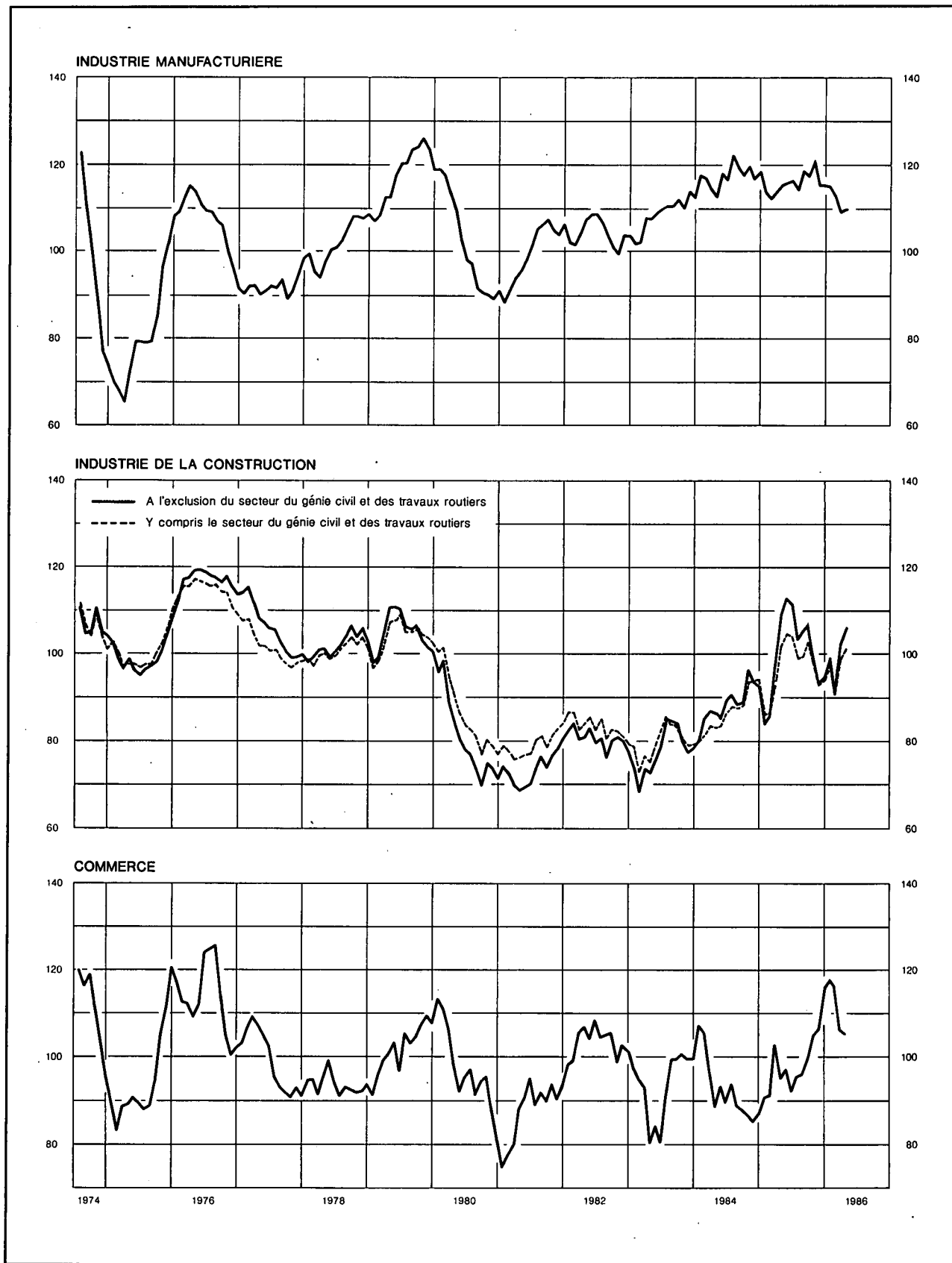
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	93	96	99	100	98	102	101	103
2. Boissons	89	91	94	100	96	98	97	95
3. Tabac	107	96	100	100	98	105	102	103
4. Vêtements et effets personnels	92	90	94	100	98	104	101	97
5. Loyers, taxes, eau	90	93	97	100	104	106	108	110
6. Chauffage et éclairage	93	101	105	100	98	95	92	95
7. Articles ménagers durables	90	89	91	100	98	98	92	93
8. Entretien de la maison	96	97	99	100	100	102	100	100
9. Soins personnels et hygiène	92	96	98	100	104	106	108	107
10. Transports	95	98	102	100	98	99	99	100
11. Communications : P.T.T.	87	89	96	100	107	108	110	111
12. Loisirs	92	91	96	100	101	107	107	108
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	77	85	94	100	110	115	108	107
15. Services divers	93	99	105	100	98	97	98	101
16. Dépenses personnelles à l'étranger	82	84	95	100	105	93	92	93
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	92	83	94	100	116	139	164	169
<i>Total ...</i>	92	94	98	100	100	101	99	100
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	98	100	102	101	102	103
2. Achats courants de biens et services	94	103	102	100	101	96	97	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	85	91	95	100	97	92	89	88
<i>Total ...</i>	91	96	98	100	101	100	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	105	119	107	100	88	90	89	92
2. Industries extractives	72	86	103	100	93	101	136	128
3. Industries manufacturières	81	77	78	100	90	103	102	110
4. Construction	112	108	113	100	110	84	62	68
5. Electricité, gaz et eau	108	110	110	100	93	94	89	90
6. Commerce, banques, assurances	90	91	100	100	89	94	97	105
7. Immeubles d'habitation	110	117	101	100	59	55	54	53
8. Transports et communications	78	90	90	100	111	104	93	92
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	91	89	92	100	88	80	69	63
10. Enseignement	100	94	95	100	98	90	89	74
11. Autres services	93	85	101	100	94	87	88	93
<i>Total ...</i>	93	96	96	100	80	79	73	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	52	59	66	100	156	169	129	145
2. Exportations de biens et services	86	89	96	100	103	105	109	114
Exportations totales ...	82	86	93	100	108	111	111	116
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	49	62	100	153	171	132	143
4. Importations de biens et services	86	90	98	100	99	98	98	103
Importations totales ...	82	86	95	100	104	105	101	107
Produit national brut aux prix du marché	92	95	97	100	99	100	100	101

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1983 Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	110,02	106,36	105,19	108,75	101,87

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1983 Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	101,45	122,26	100,29	116,14	118,46	106,52	116,39	110,02

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985			1986		1985			1986		1985			1986	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
Ensemble des industries	- 26	- 23	- 20	- 24	- 31	- 24	- 29	- 27	- 29	- 35	+ 17	+ 5	+ 8	+ 8	+ 6
I. Biens de consommation	- 22	- 18	- 14	- 11	- 22	- 15	- 17	- 6	- 14	- 25	+ 31	+ 15	+ 10	+ 11	+ 7
II. Biens d'investissement	- 36	- 29	- 31	- 38	- 46	- 33	- 42	- 45	- 47	- 55	+ 4	- 1	+ 1	+ 6	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 28	- 28	- 21	- 27	- 31	- 30	- 33	- 32	- 33	- 36	+ 12	+ 5	+ 5	+ 8	+ 6
Industrie textile	- 28	- 31	- 26	- 31	- 41	- 30	- 32	- 24	- 35	- 45	+ 18	+ 16	+ 9	+ 14	+ 15
dont : Laine	- 30	- 55	- 36	- 34	- 60	- 30	- 68	- 32	- 37	- 63	+ 24	+ 21	+ 8	+ 15	+ 21
Coton	- 49	- 33	- 25	- 42	- 53	- 47	- 32	- 24	- 50	- 66	+ 17	+ 18	+ 13	+ 14	+ 14
Bonneterie	+ 10	- 8	- 13	- 6	- 20	- 10	+ 8	+ 17	+ 10	- 10	+ 13	+ 12	+ 5	+ 13	+ 14
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 37	- 28	- 28	- 21	- 14	- 21	- 25	- 16	- 23	- 23	+ 17	+ 8	+ 5	0	+ 6
dont : Chaussures	- 38	- 58	- 60	- 48	- 29	- 37	- 59	- 72	- 88	- 34	+ 20	- 7	- 14	- 12	- 7
Habillement	- 36	- 20	- 21	- 14	- 10	- 19	- 24	- 13	- 18	- 22	+ 17	+ 12	+ 8	+ 3	+ 7
Industrie du bois et du meuble en bois	- 35	- 28	- 18	- 24	- 23	- 41	- 22	- 21	- 32	- 29	+ 31	+ 28	+ 20	+ 24	+ 9
dont : Bois	- 16	- 12	+ 5	- 6	- 14	- 28	- 15	- 3	- 24	- 9	+ 17	+ 3	- 6	- 2	- 2
Meubles en bois	- 48	- 39	- 34	- 38	- 31	- 48	- 26	- 32	- 37	- 40	+ 41	+ 45	+ 40	+ 43	+ 17
Papiers et cartons	- 58	- 33	- 33	- 31	- 26	- 79	- 35	- 34	- 33	- 60	+ 18	+ 8	+ 7	+ 8	+ 2
dont : Production de papier et carton	- 70	- 47	- 63	- 55	- 48	- 89	- 38	- 43	- 41	- 80	+ 31	+ 31	+ 34	+ 31	+ 21
Transformation de papier et carton	- 48	- 23	- 10	- 14	- 9	- 52	- 26	- 11	- 11	- 2	+ 8	- 9	- 14	- 9	- 12
Industrie du cuir	+ 1	- 41	- 30	- 64	- 92	- 9	- 84	- 89	- 65	- 95	+ 56	+ 18	+ 53	+ 51	- 6
Transformation de matières plastiques	- 12	- 4	- 9	- 37	- 8	- 7	- 7	- 6	- 41	- 11	+ 34	+ 3	- 1	+ 8	+ 21
Raffinage de pétrole	-100	+ 22	+ 25	+ 29	+ 86	-100	+ 40	+ 11	+ 15	+ 86	- 19	- 26	- 55	- 42	- 40
Production et première transformation des métaux	- 33	- 42	- 32	- 39	- 49	- 39	- 46	- 50	- 41	- 47	+ 10	- 1	+ 9	+ 8	+ 7
dont : Métaux ferreux	- 32	- 44	- 31	- 36	- 45	- 40	- 54	- 58	- 45	- 48	+ 4	+ 1	+ 14	+ 1	+ 1
Métaux non ferreux	- 36	- 34	- 40	- 58	- 65	- 36	- 5	- 9	- 21	- 42	+ 24	- 5	- 3	+ 24	+ 20
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 16	- 7	- 20	- 27	- 30	+ 4	- 13	- 24	- 30	- 55	+ 11	+ 8	- 7	+ 7	+ 12
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 19	- 4	- 16	- 27	- 29	- 12	- 7	- 23	- 31	- 66	+ 14	+ 1	- 17	+ 2	+ 8
Industrie chimique	+ 10	0	+ 4	+ 4	- 1	+ 15	+ 3	+ 7	+ 5	- 2	- 4	+ 1	+ 4	+ 3	+ 1
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 39	+ 13	+ 19	+ 19	0	+ 13	+ 13	+ 9	+ 10	0	+ 39	+ 37	- 2	+ 16	- 19
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 24	- 10	- 26	- 25	- 35	- 14	- 21	- 29	- 27	- 23	+ 32	+ 7	- 9	+ 2	+ 8
Construction de machines et de matériel mécanique	- 12	- 28	- 28	- 36	- 38	- 18	- 42	- 40	- 41	- 37	- 25	- 11	0	- 11	- 4
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 23	- 57	- 98	- 99	-100	+ 29	- 65	- 83	-100	-100	+ 20	+ 6	+ 1	0	+ 2
Machines-outils	+100	+ 41	+ 59	+ 7	0	+ 80	+ 7	0	0	0	-100	—	—	—	-100
Machines textiles	- 57	- 53	- 17	0	0	- 58	- 58	- 18	0	0	—	—	—	—	—
Moteurs, compresseurs, pompes	- 22	- 18	- 15	- 26	- 23	- 5	- 14	- 17	- 20	- 18	+ 13	+ 2	- 4	- 7	+ 10
Construction électrique et électronique	- 63	- 51	- 42	- 44	- 69	- 55	- 58	- 60	- 61	- 88	+ 28	+ 8	+ 25	+ 23	+ 19
dont : Construction électrique d'équipement	- 76	- 53	- 41	- 50	- 59	- 69	- 67	- 73	- 80	- 85	+ 19	0	+ 28	+ 26	+ 29
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 29	- 41	- 40	- 30	- 99	- 25	- 39	- 36	- 27	-100	+100	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	+ 38	+ 25	0	0	0	+ 38	+ 13	0	+ 40	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 77	- 75	- 64	- 54	- 76	- 92	- 94	- 85	- 74	- 78	0	+ 10	- 25	- 1	- 33
dont : Construction navale	- 97	- 92	- 79	- 82	- 95	-100	-100	- 95	- 97	-100	—	—	—	—	—
Construction de cycles et motocycles	- 51	- 55	- 27	+ 59	+ 16	- 44	- 71	- 23	+ 63	- 12	0	+ 10	- 25	- 1	- 33

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Ensemble des industries	3	4	9	7	18	82	81	75	77	71	2	4	4	4	2	9	7	8	9	3
I. Biens de consommation	4	6	15	11	23	82	86	69	74	63	2	3	6	5	4	7	1	10	10	1
II. Biens d'investissement	4	7	5	3	17	83	75	80	80	72	3	8	4	5	2	10	14	8	9	5
III. Biens intermédiaires	2	3	7	2	12	77	80	76	82	76	1	1	2	1	1	8	7	6	6	2
Industrie textile	5	9	16	9	27	78	78	71	78	65	3	4	2	1	2	7	5	5	7	2
dont : Laine	8	11	12	21	40	66	72	76	63	57	5	2	0	2	1	9	2	2	12	2
Coton	3	4	4	4	11	87	92	88	90	86	1	1	1	1	2	5	2	5	4	1
Bonneterie	0	1	28	1	40	72	72	50	72	39	7	16	5	2	6	8	7	5	12	6
Industrie des chaussures et de l'habillement	7	11	8	11	23	73	72	76	78	49	7	6	7	2	12	1	1	4	1	2
dont : Chaussures	0	29	0	46	33	91	62	91	54	49	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0
Habillement	9	7	10	4	21	69	75	73	83	49	8	7	9	2	15	1	2	3	1	3
Industrie du bois et du meuble en bois	8	6	10	13	19	77	83	77	76	66	0	1	3	2	1	7	7	6	4	3
dont : Bois	10	5	19	22	32	59	75	56	58	48	0	0	4	2	0	15	16	14	9	5
Meubles en bois	7	7	6	8	10	90	89	90	89	78	0	2	2	1	2	1	1	0	0	1
Papiers et cartons	3	0	1	1	18	83	89	92	91	79	0	1	1	2	3	10	4	6	3	2
dont : Production de papier et carton	6	7	0	0	29	73	84	90	98	66	0	0	0	0	0	21	4	10	2	0
Transformation de papier et carton	2	0	2	1	9	90	93	93	87	89	0	1	2	3	5	2	4	4	3	3
Industrie du cuir	0	29	12	12	8	86	71	76	88	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	1	27	0	10	72	87	73	75	90	0	0	0	0	0	28	12	0	25	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	0	0	3	78	79	77	87	78	0	0	1	1	0	3	3	2	0	0
dont : Métaux ferreux	0	0	1	0	4	77	85	82	91	81	0	0	1	1	0	2	1	0	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	84	48	48	68	64	0	0	0	0	0	5	11	11	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	3	3	9	0	12	76	75	65	75	68	0	11	1	1	0	21	21	19	18	12
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	4	11	0	9	82	74	62	73	68	0	12	1	1	0	17	22	20	21	14
Industrie chimique	0	0	0	1	0	93	96	96	95	95	0	0	0	0	0	1	1	1	1	2
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	29	2	78	22	3	0	27	0	0	0	0	0	0	78	97	71	71	22
Fabrication d'ouvrages en métaux	6	9	13	11	15	70	67	56	56	71	1	7	6	3	3	20	15	21	25	0
Construction de machines et de matériel mécanique	7	9	3	4	23	78	73	84	81	73	11	13	9	11	3	9	9	8	8	3
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	1	0	1	100	99	99	100	99	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	100	22	22	22	22	0	78	78	78	78	0	78	78	78	78	0
Machines textiles	18	18	16	16	74	82	82	84	84	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	12	24	2	1	19	77	65	86	78	75	0	0	0	9	6	0	0	0	0	8
Construction électrique et électronique	4	4	4	6	15	92	92	78	79	69	0	0	16	15	0	4	4	16	13	2
dont : Construction électrique d'équipement	1	1	0	3	13	93	93	93	94	83	0	0	4	3	0	6	6	4	0	4
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	1	1	11	100	99	60	60	50	0	0	39	39	0	0	1	39	39	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	38	38	38	100	100	62	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	6	6	0	33	94	94	94	100	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	99	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	36	36	0	85	64	64	64	100	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1985				1986	1985				1986	1985			1986	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
Ensemble des industries	+ 31	+ 31	+ 26	+ 24	+ 28	78,7	79,1	80,6	79,8	79,1	3,46	3,40	3,30	3,27	3,21
I. Biens de consommation	+ 31	+ 37	+ 27	+ 17	+ 19	82,0	81,8	83,6	84,1	82,8	2,52	2,43	2,45	2,49	2,53
II. Biens d'investissement	+ 42	+ 31	+ 34	+ 40	+ 46	73,3	75,5	76,1	74,3	73,4	5,16	5,07	4,90	4,78	4,54
III. Biens intermédiaires	+ 27	+ 22	+ 22	+ 35	+ 36	77,3	77,6	80,1	72,4	74,6	3,22	3,30	3,18	3,18	3,27
Industrie textile	+ 28	+ 26	+ 33	+ 31	+ 31	77,5	76,6	75,8	76,7	75,1	2,15	2,05	2,06	2,05	1,98
dont : Laine	+ 24	+ 15	+ 31	+ 34	+ 23	81,8	78,6	79,7	80,5	78,5	2,07	1,94	1,92	1,90	1,88
Coton	+ 40	+ 29	+ 35	+ 35	+ 37	76,3	75,5	74,4	73,2	73,6	2,14	2,08	2,17	2,07	2,01
Bonneterie	+ 24	+ 28	+ 29	+ 23	+ 21	73,1	74,6	72,8	75,9	72,6	2,67	2,19	2,21	2,32	2,18
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 29	+ 32	+ 46	+ 46	+ 40	84,0	81,5	84,9	82,4	82,3	2,02	1,74	1,94	1,89	2,30
dont : Chaussures	+ 64	+ 25	+ 33	+ 40	+ 54	84,0	74,4	82,2	80,9	76,7	1,83	1,28	1,47	1,49	2,16
Habillement	+ 23	+ 33	+ 49	+ 46	+ 37	84,0	83,0	85,4	82,7	83,5	2,06	1,84	2,04	1,97	2,33
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 43	+ 43	+ 27	+ 40	+ 40	79,0	81,9	83,4	82,0	82,2	1,44	1,64	1,55	1,52	1,63
dont : Bois	+ 27	+ 33	+ 13	+ 25	+ 25	82,0	82,6	84,7	80,8	81,4	1,78	2,13	2,00	1,91	2,09
Meubles en bois	+ 54	+ 51	+ 37	+ 50	+ 51	76,8	81,4	82,4	82,8	82,7	1,20	1,29	1,22	1,24	1,30
Papiers et cartons	+ 33	+ 29	+ 37	+ 41	+ 45	86,4	84,2	85,3	82,9	83,2	1,54	1,31	1,27	1,51	1,55
dont : Production de papier et carton	+ 24	+ 33	+ 55	+ 63	+ 64	93,5	89,9	91,9	86,2	87,9	1,89	1,43	1,28	1,65	1,75
Transformation de papier et carton	+ 40	+ 25	+ 23	+ 25	+ 28	81,0	79,8	80,3	80,3	79,6	1,27	1,22	1,27	1,40	1,40
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 61	+ 72	+ 22	91,0	87,8	88,2	87,0	87,3	2,77	2,12	2,07	2,22	1,99
Transformation de matières plastiques	- 18	+ 25	- 4	- 22	+ 33	82,0	79,2	84,0	84,3	78,6	2,67	2,76	2,90	2,58	3,07
Production et première transformation des métaux	+ 42	+ 23	+ 22	+ 59	+ 56	70,7	72,4	77,1	60,0	65,8	1,87	1,90	1,71	1,78	1,88
dont : Métaux ferreux	+ 49	+ 26	+ 25	+ 67	+ 67	68,5	70,3	75,9	55,5	62,6	1,76	1,81	1,57	1,65	1,77
Métaux non ferreux	+ 11	+ 8	+ 8	+ 17	+ 2	81,9	83,1	83,1	82,6	81,7	2,38	2,39	2,43	2,41	2,45
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 28	+ 16	+ 17	+ 45	+ 28	78,1	81,2	82,4	81,7	79,8	1,98	1,87	1,70	1,85	1,77
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 26	+ 15	+ 16	+ 47	+ 27	76,7	80,2	81,5	80,7	79,0	1,87	1,79	1,60	1,76	1,70
Industrie chimique	+ 12	+ 14	+ 14	+ 4	+ 3	79,6	80,3	80,3	81,3	80,8	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 18	- 23	+ 31	- 19	- 19	99,6	99,6	100,0	98,6	99,1	2,20	2,16	2,14	2,30	2,43
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 41	+ 34	+ 33	+ 32	+ 38	77,7	81,1	81,4	75,5	75,0	4,04	3,64	3,67	3,77	3,96
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 24	+ 26	+ 17	+ 18	+ 40	75,7	75,5	76,8	74,6	73,9	5,13	4,88	4,65	4,68	4,57
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 80	+ 57	+ 50	+ 52	+ 49	75,9	76,0	70,5	55,0	68,0	6,65	6,33	6,87	6,88	6,95
Machines-outils	- 78	- 78	- 78	- 78	0	97,7	96,6	97,7	97,7	96,6	7,66	7,66	6,81	6,96	6,55
Machines textiles	+ 57	+ 51	0	0	0	84,4	85,5	89,8	90,5	90,8	5,43	5,33	5,20	5,87	5,47
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 35	+ 44	+ 40	+ 16	+ 53	65,6	66,3	67,1	69,7	70,5	3,54	3,48	3,58	3,67	3,75
Construction électrique et électronique	+ 68	+ 55	+ 37	+ 20	+ 35	73,1	72,3	77,8	79,7	79,5	5,79	6,59	6,52	6,38	6,02
dont : Construction électrique d'équipement	+ 68	+ 47	+ 61	+ 52	+ 57	66,5	65,5	72,6	74,4	74,1	5,24	6,47	6,24	5,86	5,82
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 76	+ 75	0	- 39	0	82,3	81,7	85,0	87,3	87,3	7,34	7,20	7,51	7,96	6,84
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	- 38	- 38	90,7	91,5	91,5	93,1	94,1	2,60	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 68	+ 82	+ 85	+ 81	+ 82	66,3	64,7	61,8	62,5	60,8	12,36	10,67	9,99	9,08	6,93
dont : Construction navale	+ 73	+ 94	+ 85	+ 91	+ 94	67,2	63,7	60,7	61,7	53,2	10,76	7,81	7,11	4,91	1,33
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 31	+ 64	+ 20	+ 15	80,7	81,5	74,3	77,8	83,2	2,12	2,26	1,88	2,32	2,48

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prédiction de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prédiction de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prédiction des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985			1986		1985			1986		1985			1986	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
Ensemble des industries	- 13	- 3	- 7	- 2	- 6	- 10	- 9	- 10	- 9	- 9	+ 20	+ 15	+ 15	+ 6	- 1
I. Biens de consommation	- 22	+ 4	+ 1	+ 11	+ 20	- 8	- 3	- 2	- 7	- 3	+ 17	+ 26	+ 23	+ 16	+ 12
II. Biens d'investissement	- 3	- 3	- 11	- 6	- 21	- 10	- 12	- 13	- 4	- 8	+ 28	+ 25	+ 27	+ 15	+ 3
III. Biens intermédiaires	- 18	- 6	- 12	- 13	- 17	- 14	- 16	- 17	- 18	- 17	+ 20	+ 7	+ 1	- 7	- 18
Industrie textile	- 10	- 8	- 13	- 7	- 14	0	- 12	- 8	- 13	- 16	+ 12	+ 6	+ 10	- 10	- 10
dont : Laine	- 19	- 8	- 23	- 27	- 33	- 14	- 20	- 14	- 25	- 34	+ 14	+ 4	+ 18	- 9	- 12
Coton	- 9	- 1	- 12	- 12	- 33	+ 7	0	- 5	- 21	- 24	+ 6	- 5	- 2	- 22	- 21
Bonneterie	+ 9	- 17	- 28	+ 18	+ 26	+ 10	- 23	- 13	+ 5	+ 3	+ 33	+ 24	+ 18	+ 11	+ 8
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 32	- 10	- 17	- 5	- 9	- 15	- 9	- 4	- 5	+ 2	+ 33	+ 28	+ 29	+ 24	+ 20
dont : Chaussures	- 51	- 9	- 15	- 13	- 18	- 10	- 16	- 17	+ 9	+ 14	+ 15	+ 40	+ 15	+ 11	0
Habillement	- 28	- 10	- 17	- 4	- 7	- 15	- 8	- 1	- 8	0	+ 36	+ 27	+ 32	+ 27	+ 24
Industrie du bois et du meuble en bois	- 14	- 1	- 13	- 6	+ 3	- 13	- 12	- 13	- 8	- 9	+ 14	+ 28	+ 31	+ 22	+ 11
dont : Bois	- 16	- 2	- 8	- 3	- 5	- 6	+ 3	- 12	- 6	- 1	+ 23	+ 40	+ 40	+ 30	+ 14
Meubles en bois	- 14	0	- 18	- 8	+ 8	- 18	- 20	- 13	- 9	- 14	+ 8	+ 19	+ 26	+ 16	+ 10
Papiers et cartons	- 43	- 20	- 20	- 1	- 3	- 22	- 11	- 23	+ 3	+ 3	+ 13	- 23	- 26	- 3	- 3
dont : Production de papier et carton	- 68	- 23	- 41	- 14	- 35	- 25	- 12	- 50	+ 7	- 5	- 25	- 47	- 51	0	+ 11
Transformation de papier et carton	- 25	- 17	- 4	+ 8	+ 22	- 19	- 10	- 4	+ 1	+ 10	+ 42	- 7	- 7	- 6	- 12
Industrie du cuir	- 14	- 24	+ 11	- 9	- 14	- 6	- 57	- 45	- 54	- 84	- 7	- 35	+ 13	- 17	0
Transformation de matières plastiques	+ 9	- 5	+ 10	+ 15	+ 4	+ 11	- 13	+ 6	- 16	- 12	+ 6	+ 22	+ 31	+ 18	- 38
Raffinage de pétrole	+ 22	- 13	- 4	- 8	+ 18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 34	- 5	- 21	- 27	- 28	- 29	- 29	- 31	- 30	- 29	+ 25	+ 5	- 11	- 20	- 34
dont : Métaux ferreux	- 35	- 5	- 24	- 31	- 31	- 34	- 33	- 36	- 35	- 34	+ 32	+ 16	- 7	- 19	- 42
Métaux non ferreux	- 25	- 6	- 3	- 11	- 16	- 2	- 5	- 9	- 6	- 5	- 11	- 42	- 26	- 25	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 12	+ 3	- 1	+ 7	+ 9	- 13	- 14	- 25	- 6	- 5	+ 32	+ 31	+ 41	+ 28	+ 8
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 10	+ 6	+ 2	+ 6	+ 8	- 14	- 15	- 27	- 5	- 1	+ 37	+ 36	+ 39	+ 33	+ 9
Industrie chimique	+ 6	+ 2	+ 4	+ 6	+ 3	+ 1	0	+ 1	0	0	+ 9	+ 4	+ 2	- 7	- 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 57	+ 50	+ 54	+ 70	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 24	+ 2	- 1	- 12	- 8	- 13	- 4	- 17	- 15	- 1	+ 45	+ 23	+ 17	+ 15	+ 23
Construction de machines et de matériel mécanique	- 11	- 21	- 17	- 23	- 28	+ 12	0	- 3	+ 4	- 5	+ 17	+ 23	+ 27	+ 19	+ 11
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 41	- 65	- 52	- 98	- 97	+ 41	- 50	- 15	+ 2	- 98	0	+ 40	+ 50	0	0
Machines-outils	0	0	+ 7	0	0	+ 100	+ 41	+ 7	0	0	+ 78	+ 59	+ 48	+ 85	0
Machines textiles	- 57	- 36	- 2	- 5	0	0	+ 17	+ 32	+ 17	0	+ 18	0	0	+ 5	0
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 3	- 8	- 4	0	- 5	- 3	+ 14	+ 6	- 1	+ 8	- 1	- 3	+ 12	+ 4	+ 1
Construction électrique et électronique	- 22	+ 10	- 4	+ 20	- 13	- 31	- 24	- 16	- 15	- 30	+ 25	+ 18	+ 17	- 3	- 2
dont : Construction électrique d'équipement	- 8	+ 16	- 10	+ 11	- 28	- 37	- 30	- 11	- 1	- 11	+ 37	+ 24	+ 24	+ 1	- 2
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 68	- 12	+ 18	+ 30	+ 11	- 19	- 4	- 37	- 58	- 76	0	+ 7	- 9	- 15	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 34	+ 38	+ 42	+ 63	0	+ 25	+ 38	+ 25	+ 38	0	+ 47	+ 17	+ 34	0
Construction d'autre matériel de transport	- 21	- 35	- 24	- 21	- 64	- 10	- 6	- 3	- 26	- 35	+ 16	+ 28	+ 39	+ 4	- 21
dont : Construction navale	+ 1	- 6	+ 1	- 18	- 76	- 10	+ 4	+ 3	- 67	- 67	- 12	+ 5	+ 24	- 25	- 74
Construction de cycles et motocycles	- 21	- 83	- 38	+ 56	+ 21	- 36	- 45	- 27	+ 53	0	+ 33	+ 46	+ 54	0	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1983 Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1983 Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1983 Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985			1986		1985			1986	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 23	- 21	- 20	- 20	- 25	+ 19	+ 8	+ 6	+ 8	+ 8
I. Biens de consommation	- 19	- 18	- 18	- 10	- 20	+ 28	+ 10	+ 9	+ 12	+ 3
II. Biens d'investissement	- 42	- 37	- 37	- 48	- 56	+ 23	+ 9	+ 5	+ 11	+ 14
III. Biens intermédiaires	- 11	- 14	- 8	- 7	- 8	+ 5	+ 6	+ 3	+ 4	+ 7
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 37	- 28	- 24	- 21	- 26	+ 24	+ 17	+ 11	+ 13	+ 14
Industrie de la transformation du bois	- 39	- 31	- 25	- 29	- 30	+ 39	+ 39	+ 30	+ 35	+ 15
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 34	- 32	- 25	- 26	+ 1	- 9	+ 6	+ 1	- 5	- 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 1	0	+ 2	- 3	+ 2	0	+ 1	+ 2	+ 2	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	- 3	- 1	- 21	- 24	+ 4	- 3	- 5	+ 6	+ 15
Industrie des fabrications métalliques	- 30	- 29	- 31	- 31	- 44	+ 27	+ 5	+ 2	+ 5	+ 6
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 39	- 36	- 38	- 44	- 45	+ 9	+ 2	+ 7	+ 8	+ 9
I. Biens de consommation	- 37	- 38	- 44	- 43	- 33	+ 13	+ 12	+ 6	+ 8	+ 6
II. Biens d'investissement	- 42	- 21	- 40	- 37	- 31	+ 8	0	- 8	+ 10	+ 15
III. Biens intermédiaires	- 38	- 44	- 33	- 46	- 56	+ 7	+ 2	+ 11	+ 2	0
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 58	- 60	- 67	- 68	- 79	- 3	+ 20	+ 11	+ 10	- 5
Industrie de la transformation du bois	- 3	- 44	- 33	- 36	+ 2	- 8	+ 11	+ 10	- 8	- 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 57	- 29	- 43	- 43	- 66	+ 46	+ 15	+ 24	+ 14	+ 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 7	- 1	- 1	- 4	- 2	- 4	- 4	- 8	- 11	- 11
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 42	+ 6	- 48	- 18	- 15	+ 10	+ 14	- 19	+ 17	+ 19
Industrie des fabrications métalliques	- 42	- 35	- 39	- 45	- 41	+ 27	+ 3	+ 20	+ 18	+ 26
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 43	- 35	- 33	- 25	- 46	+ 6	+ 23	+ 33	+ 40	+ 51
I. Biens de consommation	- 44	- 37	- 40	- 35	- 55	- 3	+ 26	+ 40	+ 48	+ 29
II. Biens d'investissement	- 17	- 7	- 1	+ 33	- 11					
III. Biens intermédiaires										
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 100	- 46			- 65	- 47	- 45		- 24	- 38
Industrie des fabrications métalliques	- 39	- 33	- 35	- 22	- 48	+ 2	+ 26	+ 45	+ 51	+ 61

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)					
	1985				1986	1985				1986	1985			1986		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	
REGION FLAMANDE																
Ensemble des industries ²	+ 35	+ 34	+ 29	+ 25	+ 34	79,5	80,3	81,5	80,5	80,1	3,67	3,44	3,32	3,27	3,20	
I. Biens de consommation	+ 32	+ 33	+ 22	+ 16	+ 21	82,9	84,3	84,5	85,0	85,7	2,88	2,84	2,86	2,98	2,91	
II. Biens d'investissement	+ 51	+ 42	+ 40	+ 39	+ 51	73,0	75,2	77,2	75,0	73,8	5,87	5,32	4,94	4,63	4,37	
III. Biens intermédiaires	+ 26	+ 31	+ 29	+ 25	+ 35	82,9	81,1	82,4	81,4	80,4	4,09	4,09	4,01	4,02	4,14	
dont :																
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 30	+ 31	+ 39	+ 34	+ 33	80,2	80,2	80,2	79,6	79,4	2,12	2,04	2,11	2,15	2,26	
Industrie de la transformation du bois	+ 46	+ 49	+ 31	+ 45	+ 44	78,3	82,2	83,2	81,8	82,0	1,52	1,73	1,60	1,59	1,74	
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 19	+ 39	+ 33	+ 39	+ 28	86,2	83,1	85,7	83,7	85,0	1,96	1,47	1,43	1,75	1,76	
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 40	+ 36	+ 29	+ 39	+ 31	72,7	80,7	82,2	79,5	76,2	2,74	2,65	2,26	2,36	2,56	
Industrie des fabrications métalliques	+ 41	+ 35	+ 29	+ 20	+ 33	79,0	79,4	81,0	80,2	80,3	5,25	4,83	4,61	4,47	4,18	
REGION WALLONNE																
Ensemble des industries ²	+ 48	+ 41	+ 45	+ 55	+ 47	73,5	73,1	73,7	73,7	74,9	2,96	2,85	2,71	2,88	2,94	
I. Biens de consommation	+ 64	+ 56	+ 64	+ 85	+ 71	73,5	72,8	73,9	74,7	69,8	1,66	1,57	1,31	1,27	1,31	
II. Biens d'investissement	+ 43	+ 42	+ 39	+ 52	+ 38	73,8	73,6	74,0	75,0	77,6	4,58	4,32	4,31	4,65	4,75	
III. Biens intermédiaires	+ 44	+ 18	+ 23	+ 66	+ 67	69,1	71,3	75,4	57,5	63,0	1,62	1,65	1,46	1,46	1,51	
dont :																
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 11	+ 14	+ 33	+ 44	+ 57	71,9	73,4	60,2	63,6	60,7	2,59	1,73	1,48	1,28	1,16	
Industrie de la transformation du bois	+ 85	+ 84	+ 35	+ 89	+ 80	67,8	65,6	69,7	73,1	71,2	1,12	1,47	1,48	1,45	1,48	
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 43	+ 15	+ 43	+ 40	+ 75	88,4	85,1	86,1	82,1	80,7	1,28	1,40	1,22	1,26	1,32	
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 27	+ 30	+ 32	+ 74	+ 32	83,6	86,8	85,5	85,2	84,5	2,00	1,75	1,66	1,85	1,73	
Industrie des fabrications métalliques	+ 53	+ 52	+ 45	+ 49	+ 45	70,9	69,9	72,0	72,3	75,5	4,77	4,59	4,55	4,88	5,00	
BRUXELLES (19 communes)																
Ensemble des industries ²	+ 50	+ 14	+ 50	+ 67	+ 62	75,7	81,8	79,5	79,1	79,5	3,49	5,98	5,67	4,74	4,55	
I. Biens de consommation	+ 54	- 8	+ 52	+ 73	+ 73	79,3	82,6	78,6	79,3	79,0	4,50	8,04	7,60	6,35	6,09	
II. Biens d'investissement	+ 63	+ 83	+ 65	+ 60	+ 65	57,0	78,1	76,5	77,0	78,8	1,28	1,56	1,47	1,66	1,36	
III. Biens intermédiaires																
dont :																
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 12	+ 27	- 11		- 15	84,4	79,8	85,0		83,7	1,65	1,67		1,69	1,26	
Industrie des fabrications métalliques	+ 59	+ 7	+ 59	+ 77	+ 76	75,5	82,3	77,9	78,6	78,9	4,06	7,11	6,70	5,65	5,40	

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985			1986		1985			1986		1985			1986	
	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril	Avril	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Avril
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 6	- 6	- 8	0	- 4	- 5	- 10	- 5	- 7	- 11	+ 16	+ 14	+ 18	+ 5	- 1
I. Biens de consommation	- 12	- 1	- 3	+ 13	+ 19	- 10	- 11	- 9	- 9	- 13	+ 11	+ 20	+ 21	+ 9	+ 6
II. Biens d'investissement	- 1	- 12	- 17	- 12	- 30	- 10	- 15	- 4	- 4	- 19	+ 27	+ 28	+ 34	+ 12	- 2
III. Biens intermédiaires	- 3	- 7	- 2	- 1	- 6	0	- 4	- 2	- 6	- 6	+ 15	- 1	+ 1	- 4	- 9
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 13	- 5	- 10	- 6	- 3	- 9	- 12	- 5	- 11	- 4	+ 20	+ 13	+ 21	+ 5	+ 3
Industrie de la transformation du bois	- 14	- 3	- 15	- 13	+ 5	- 16	- 14	- 15	- 10	- 12	+ 10	+ 26	+ 27	+ 17	+ 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 16	- 18	- 23	+ 4	+ 6	- 12	- 8	- 18	- 7	+ 5	+ 32	- 6	- 13	- 4	- 5
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 8	- 4	+ 6	+ 6	+ 1	+ 5	- 2	+ 5	- 1	- 1	+ 9	+ 5	+ 8	- 3	- 13
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 1	- 8	- 13	- 2	- 1	+ 11	- 11	- 25	- 6	+ 2	+ 31	+ 38	+ 38	+ 15	+ 3
Industrie des fabrications métalliques	- 7	- 8	- 10	+ 3	- 11	- 10	- 12	- 5	- 7	- 23	+ 20	+ 23	+ 25	+ 8	- 2
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 26	- 8	- 18	- 19	- 22	- 20	- 19	- 25	- 19	- 16	+ 19	+ 12	+ 9	- 1	- 12
I. Biens de consommation	- 30	- 19	- 31	- 6	- 6	0	+ 1	- 6	- 7	- 13	+ 7	- 2	+ 41	+ 21	+ 5
II. Biens d'investissement	- 13	0	- 9	- 7	- 6	- 9	- 10	- 21	- 10	- 2	+ 7	+ 12	+ 17	+ 6	- 1
III. Biens intermédiaires	- 38	- 10	- 20	- 27	- 31	- 34	- 32	- 37	- 29	- 29	+ 28	+ 15	- 3	- 14	- 28
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 36	- 24	- 54	- 43	- 61	+ 4	- 4	- 10	- 18	- 33	+ 13	- 12	- 8	- 23	- 19
Industrie de la transformation du bois	- 62	+ 5	- 3	+ 11	+ 3	- 3	+ 2	- 10	+ 6	- 2	+ 8	+ 14	+ 50	+ 56	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 53	- 5	- 14	- 12	- 34	- 28	- 19	- 32	+ 13	- 14	- 1	- 37	- 36	+ 15	+ 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 1	+ 2	0	+ 10	+ 18	- 3	- 13	- 14	- 15	- 13	+ 8	+ 12	+ 5	- 8	- 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 31	+ 2	- 14	+ 13	+ 28	+ 5	- 4	- 37	- 1	0	- 4	+ 19	+ 55	+ 22	0
Industrie des fabrications métalliques	- 19	- 9	- 15	- 13	- 16	- 16	- 8	- 16	- 12	- 3	+ 8	+ 7	+ 7	+ 4	+ 6
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	- 21	+ 15	+ 2	+ 21	- 2	- 35	- 6	+ 4	- 1	- 11	+ 28	+ 53	+ 54	+ 35	+ 23
I. Biens de consommation	- 5	+ 37	+ 15	+ 19	+ 12	- 45	+ 4	+ 14	- 8	- 11	+ 16	+ 67	+ 61	+ 32	+ 9
II. Biens d'investissement	- 41	- 28	- 2	+ 45	+ 10	+ 8	- 40	- 12	+ 41	+ 1	+ 49	+ 5	+ 33	+ 37	+ 53
III. Biens intermédiaires															
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	- 47	- 28		- 25	- 20	- 35	- 33		- 12	- 26	- 33	- 58		- 26	+ 2
Industrie des fabrications métalliques	- 16	+ 24	+ 13	+ 27	+ 9	- 39	- 5	+ 11	+ 3	- 9	+ 27	+ 59	+ 62	+ 37	+ 21

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1983 Avril	77,97	74,18	75,12	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	82,85	77,28	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	79,80	85,47	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	90,18	89,73	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	98,69	86,23	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	91,04	87,35	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	87,77	79,20	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	82,35	72,27	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	81,53	72,58	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	87,19	74,58	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	98,19	80,23	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	99,50	87,69	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	93,30	85,98	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	85,16	96,85	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	88,16	105,06	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	91,71	103,28	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	92,80	93,15	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	97,49	85,43	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	105,28	93,27	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	109,46	89,97	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	108,45	113,79	124,18	103,01	102,32	86,29	106,36	92,49	95,95	89,52	86,98	91,41	101,87

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1985			1986	
	Avril	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 35	+ 7	- 28	- 25	+ 31
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 32	+ 6	- 33	- 26	+ 30
Bâtiments non-résidentiels	+ 39	+ 9	- 20	- 23	+ 36
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+ 33	+ 4	- 18	- 13	+ 27
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 46	- 44	- 56	- 56	- 37
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 35	- 35	- 48	- 52	- 27
Bâtiments non-résidentiels	- 67	- 59	- 71	- 65	- 54
Génie civil et travaux routiers	- 61	- 59	- 60	- 53	- 46
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 10	- 16	- 26	- 8	- 11
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 7	- 21	- 28	- 8	- 12
Bâtiments non-résidentiels	- 17	- 6	- 24	- 8	- 8
Génie civil et travaux routiers	- 20	- 29	- 28	- 16	- 12
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 10	+ 22	+ 19	+ 15	+ 6
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 14	+ 23	+ 20	+ 15	+ 2
Bâtiments non-résidentiels	+ 2	+ 16	+ 16	+ 15	+ 12
Génie civil et travaux routiers	- 12	- 7	+ 1	- 4	- 9

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1983					
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984					
Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985					
Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986					
Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,98	113,04	103,06	107,86	105,19

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

**I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE
DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE**

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0			
1986	+ 11,9					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858
population active ²	4.056	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 26	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1
Hommes	- 10	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18
Femmes	+ 36	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 38	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	.
Hommes	+ 19	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	.
Femmes	+ 19	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 12	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	.
Hommes	- 29	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	.
Femmes	+ 16	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	.
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 8	+ 1	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 5	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0
— industrie ⁶	- 41	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9
— construction	+ 2	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 5	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	+ 9
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 20	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	+ 7
2.2 les services non-marchands ⁹								
2.3 l'étranger ¹⁰	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1
3. Chômage (1 - 2) ¹¹ :								
Total	+ 34	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1
Hommes	+ 6	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3
Femmes	+ 27	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obliga- toirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,1	—	13,2	4,2		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,2	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	40,6	27,2	588,1	14,1	—	11,4	6,7		
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	25,0	25,1	552,2	14,1	—	11,1	7,0		
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9		
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4		
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7		
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,4	32,8	14,2	18,7		
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,8	44,3	12,7	20,7		
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,5	49,2	14,4	20,5		
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2		
1985 Mai	142,8	298,8	38,9	27,0	21,0	528,5	13,5	33,6	14,1	18,7		
Juin	130,6	287,7	37,2	30,3	20,1	505,9	13,2	38,3	14,0	19,7		
Juillet	132,7	293,4	36,7	71,5	20,6	554,9	12,9	42,6	10,3	17,9		
Août	129,5	292,2	36,4	89,5	20,3	567,8	12,6	44,4	9,6	19,2		
Septembre	127,2	288,9	35,5	91,2	21,2	564,0	12,7	45,9	18,3	24,9		
Octobre	125,1	287,5	34,9	84,6	20,8	552,8	12,5	47,9	18,7	20,5		
Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,4	49,2	15,0	21,2		
Décembre	124,7	288,5	34,4	74,2	20,6	542,4	12,7	50,5	9,6	19,8		
1986 Janvier	138,6	292,9	34,4	54,5	20,0	540,4	12,7	51,7	16,7	19,6		
Février	138,4	289,1	33,8	41,0	18,9	521,2	12,5	53,9	13,2	18,8		
Mars	134,8	285,6	33,4	32,9	18,0	504,7	12,4	55,4	18,2	19,2		
Avril	128,7	283,1	33,1	28,7	17,0	490,6	12,3	57,0	16,7	18,2		
Mai	123,2	281,9	33,0	27,1	16,5	481,7	12,2	58,2	12,6	18,8		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	178	182	179	166	170	187	177	180
Autres céréales panifiables	24	21	19	15	14	16	16	16
Céréales non panifiables	197	195	193	191	177	170	168	149
Betteraves sucrières	110	116	117	130	124	109	117	118
Autres plantes industrielles	12	10	10	9	12	14	17	16
Pommes de terre	35	36	38	34	37	34	36	41
Autres plantes et racines tuberculifères	21	19	18	16	17	15	15	15
Prés et prairies	721	710	702	697	691	686	678	669
Cultures maraîchères	25	19	18	23	28	25	25	27
Cultures fruitières	13	12	12	11	11	11	11	11
Divers	111	112	112	117	123	133	136	148
Total ...	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150
Avoine	136	119	109	109	153	80	92	94
Orge	765	767	807	752	745	670	873	685
Autres céréales	155	140	124	120	138	123	155	125
Betteraves sucrières	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952
Pommes de terre	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.532
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	971	981	976	969	968	984	994	970
Autres bovidés	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.123
Porcs	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.294
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	879	919	952	974	941	979	1.036	1.033

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

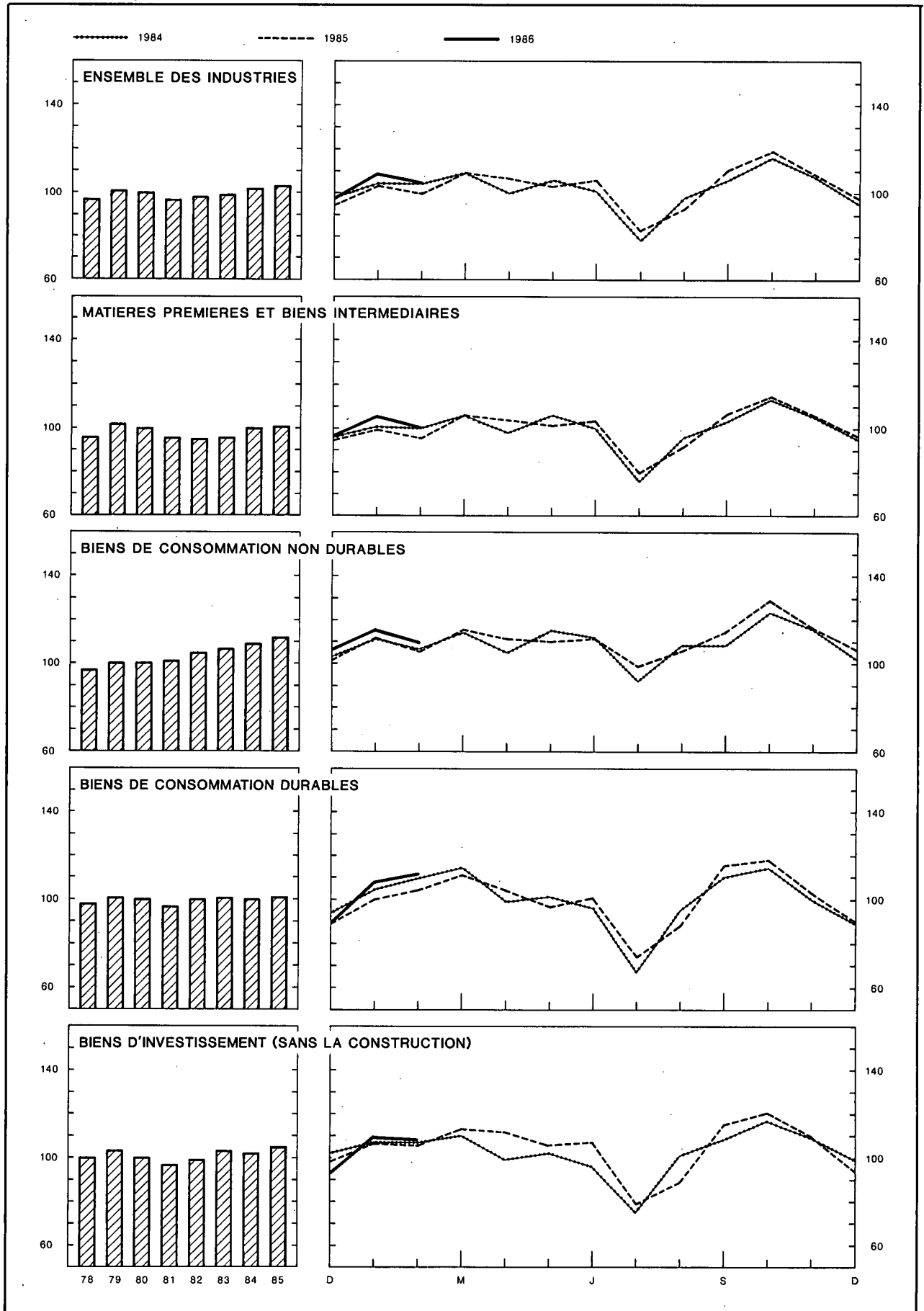
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Poissons de fond	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7
Poissons pélagiques	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1
Crustacés et mollusques	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7
Total ...	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :			Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³	
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables			Biens d'investissement
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	112	100	105	90	93
1985 4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	91	103	110	109	108	90	91
2 ^e trimestre	102	103	93	101	110	99	99	93	93
3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	106	105	93	103	112	101	107	95	98
3 ^e trimestre	96	96	80	94	106	93	96	85	87
4 ^e trimestre	109	109	83	106	117	102	108	96	99
1985 Février	100	101	74	96	106	104	106	81	84
Mars	109	110	91	106	116	111	111	96	99
Avril	107	107	99	104	113	104	110	96	97
Mai	105	104	89	102	111	97	106	93	98
Juin	106	106	90	103	112	101	106	96	99
Juillet	83	84	62	80	99	73	79	69	72
Août	93	93	80	93	106	91	94	85	86
Septembre	111	111	98	108	114	114	115	101	102
Octobre	119	119	107	115	129	116	120	108	110
Novembre	108	110	74	105	116	103	110	95	94
Décembre	98	99	69	96	106	89	94	85	94
1986 Janvier	109	110	82	106	116	108	110	91	95
Février	105	106	74	101	110	112	108	83	84

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étréage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	.	99	116	106	75	104	96	94	113	110	51
1983 4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	104	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	97	117	99	101	98	112	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	108	120	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	107	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	119	109	37
3 ^e trimestre	94	109	84	90	89	113	97	77	88	83	93	107	115	55
4 ^e trimestre	109	121	89	.	99	132	119	79	107	104	93	110	106	58
1985 Février	106	115	83	99	102	100	102	57	109	91	105	106	106	58
Mars	110	127	97	104	105	113	107	76	114	101	118	125	111	42
Avril	109	124	93	102	106	116	95	84	111	103	93	117	106	24
Mai	105	118	97	102	100	114	101	81	103	96	76	115	112	38
Juin	109	118	95	95	106	115	100	84	110	107	85	126	107	49
Juillet	82	98	77	63	70	108	90	64	70	62	69	88	110	53
Août	87	107	86	98	91	112	97	80	79	80	92	109	107	56
Septembre	114	122	90	108	108	118	102	86	114	107	116	126	129	57
Octobre	122	132	90	119	114	150	117	86	120	114	109	129	108	57
Novembre	109	120	92	102	97	132	120	78	107	100	94	107	107	58
Décembre	95	109	86	.	88	113	119	73	95	99	76	95	103	57
1986 Janvier	112	121	86	.	107	113	118	70	116	95	102	133	104	66
Février	109	118	90	.	100	103	115	51	111	98	125	123	103	64

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984	1.560	1.221	219	626	191	769	494	492	525	1.201	4.321	
1985	*1.356	*1.261	*212	*665	*212	779	497	*478	518	*1.200	4.515	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574	
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142	
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903	
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664	
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697	
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208	
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105	
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	*493	503	*1.268	5.052	
1986 1 ^{er} trimestre						1.026					5.230	
1985 Mars	1.106	1.217	204	641	199	1.130	508	497	608	1.522	4.545	
Avril	629	1.197	225	620	192	775	489	487	592	1.177	4.050	
Mai	1.020	1.152	224	537	211	623	513	505	506	1.131	4.313	
Juin	1.297	1.157	203	553	227	458	491	482	477	1.296	4.260	
Juillet	1.401	989	216	461	147	348	502	417	375	1.000	3.844	
Août	1.478	1.263	223	709	149	371	505	461	417	934	4.115	
Septembre	1.521	1.172	212	580	188	411	488	499	539	1.215	4.357	
Octobre	1.528	1.270	241	672	206	660	512	*521	601	*979	4.972	
Novembre	1.548	1.224	209	692	240	977	492	*482	456	*1.658	5.113	
Décembre	1.543	1.261	199	668	203	863	510	*477	451	*1.168	5.070	
1986 Janvier						1.036	508	*448	557	*1.224	5.315	
Février						1.154			535		5.186	
Mars						887					5.188	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	891		* 21,7	* 58,3	* 80,1	* 80,1
1983 4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	20,2	55,4	75,6	72,7
2 ^e trimestre	1.009	725	18,9	49,6	68,5	70,9
3 ^e trimestre	850	606	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	700	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	892	669	* 21,4	* 59,8	* 81,1	* 78,5
2 ^e trimestre	940	740	* 21,8	* 61,5	* 83,3	* 82,8
3 ^e trimestre	840	623	* 19,3	* 49,2	* 68,5	* 68,8
4 ^e trimestre	892		* 24,5	* 62,9	* 87,3	* 90,1
1984 Décembre	881	617	30,3	60,9	91,2	78,9
1985 Janvier	868	647	* 21,1	* 60,0	* 81,1	* 73,6
Février	814	632	* 19,9	* 59,1	* 79,0	* 77,5
Mars	994	727	* 23,1	* 60,2	* 83,3	* 84,3
Avril	930	721	* 22,2	* 56,0	* 78,1	* 80,1
Mai	974	737	* 21,4	* 68,9	* 90,3	* 82,7
Juin	917	761	* 21,9	* 59,7	* 81,6	* 85,8
Juillet	757	497	* 14,8	* 39,1	* 54,0	* 57,1
Août	861	610	* 19,9	* 47,3	* 67,2	* 63,6
Septembre	901	761	* 23,1	* 61,2	* 84,4	* 85,9
Octobre	* 909	674	* 24,9	* 64,9	* 89,8	* 94,2
Novembre	* 923	689	* 21,0	* 62,5	* 83,5	* 85,7
Décembre	* 843		* 27,6	* 61,2	* 88,8	* 90,5

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : *Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région)*; autres données : *I.N.S. : Statistiques industrielles*.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	* 55
1983 4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.423	1,9	1.150	0,4	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre	2,1	2,5	1.552	2,4	1.482	0,5	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre	2,1	2,3	1.453	2,0	1.276	0,4	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre	1,7	2,1	1.260	1,9	1.083	0,3	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—
1984 Décembre	1,5	2,4	1.378	2,3	1.265	0,3	0,4	1.779	0,6	2.230	57
1985 Janvier	2,1	2,2	1.440	1,3	782	0,3	0,4	1.540	0,4	1.468	* 56
Février	1,9	2,4	1.489	1,2	713	0,3	0,4	1.214	0,3	1.284	* 55
Mars	2,5	3,0	1.767	2,8	1.832	0,4	0,4	2.210	0,5	3.194	* 55
Avril	2,5	3,0	1.963	3,4	2.037	0,4	0,5	2.371	0,5	1.410	* 55
Mai	2,4	2,7	1.833	3,3	2.085	0,4	0,6	1.597	0,6	2.083	* 55
Juin	2,6	2,9	1.885	2,4	1.498	0,5	0,7	3.070	0,4	1.554	* 55
Juillet	2,8	2,6	1.598	1,6	1.084	0,5	0,7	2.508	0,3	1.427	* 55
Août	2,1	2,4	1.500	2,7	1.704	0,5	0,6	2.101	0,6	1.732	* 55
Septembre	1,7	2,3	1.419	3,0	1.879	0,4	0,6	2.384	0,7	2.504	* 55
Octobre	2,1	2,3	1.439	3,0	1.780	0,4	0,7	2.744	0,7	2.159	* 55
Novembre	1,4	1,7	1.071	2,4	1.357	0,4	0,5	1.877	0,7	2.134	* 55
Décembre	2,2	2,5	1.446	1,8	1.022	0,3	0,5	2.396	0,4	1.353	* 55

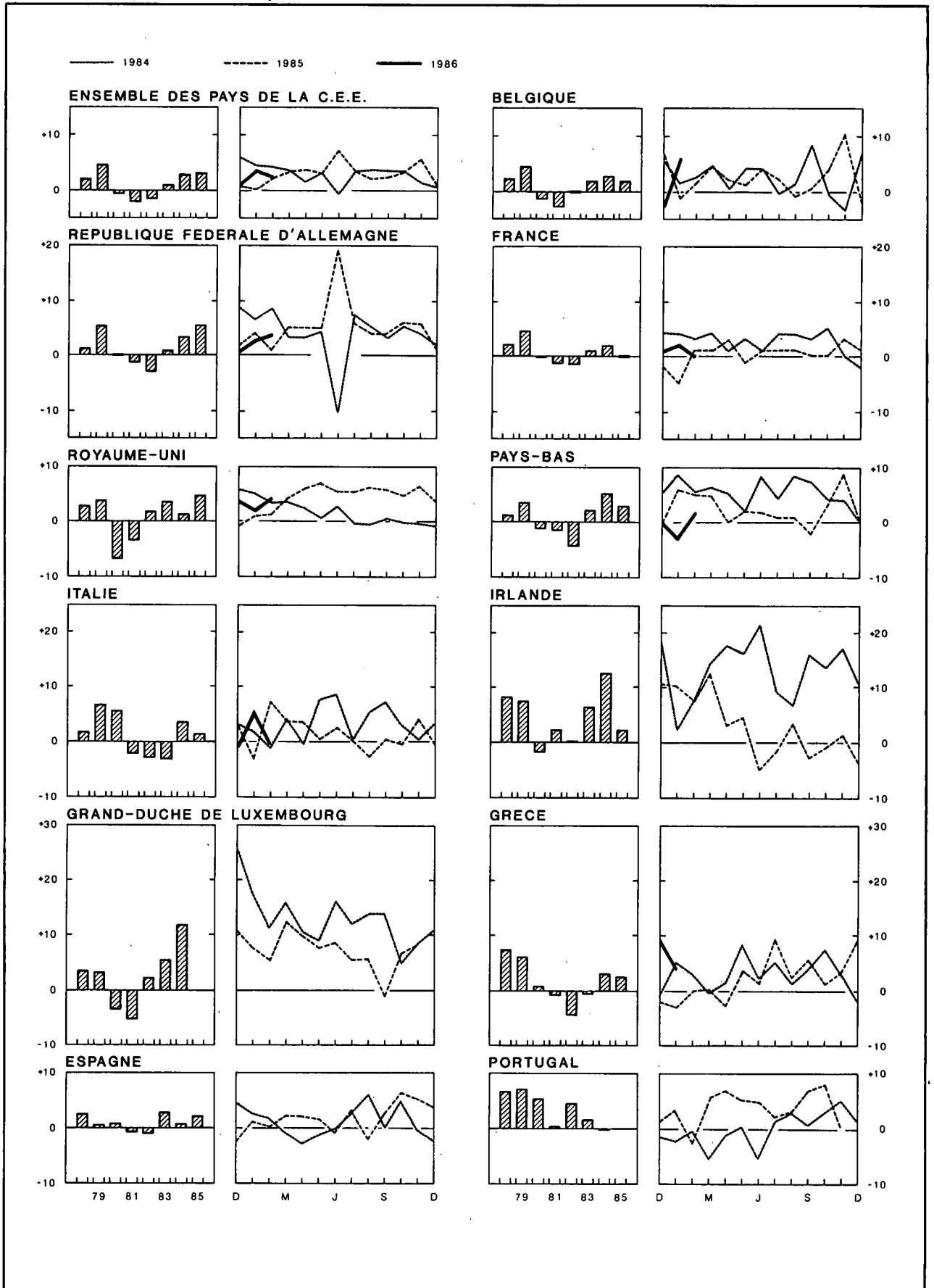
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le mois correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Républi- que Fédé- rale d'Allema- gne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1978	96	97	95	96	103	98	89	95	100	93	98	89
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	101	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	99	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	103	96	95	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	109	102	94	101	107
1984	100	102	100	100	103	101	96	123	114	97	101	107
1985	103	104	105	100	108	104	97	126	100	100	104	.
1983 4 ^e trimestre	99	101	99	99	104	97	93	113	109	95	101	106
1984 1 ^{er} trimestre	100	101	99	100	104	101	94	117	110	97	101	105
2 ^e trimestre	98	101	95	98	102	102	95	125	111	97	100	106
3 ^e trimestre	101	103	101	100	103	102	97	122	116	98	102	108
4 ^e trimestre	101	102	102	100	104	100	96	129	118	97	102	109
1985 1 ^{er} trimestre	102	102	103	100	106	106	97	129	120	96	103	107
2 ^e trimestre	103	104	104	100	108	103	97	126	121	98	101	112
3 ^e trimestre	104	104	106	102	108	102	96	121	120	104	104	112
4 ^e trimestre	104	106	107	101	109	104	96	127	.	102	107	.
1985 Février	102	102	102	100	106	105	99	125	115	97	102	105
Mars	103	106	103	101	108	107	99	136	124	95	102	108
Avril	102	102	103	100	109	101	96	127	122	94	101	112
Mai	103	102	104	100	109	103	97	128	117	101	102	113
Juin	104	107	106	99	108	105	99	125	123	99	100	111
Juillet	104	103	108	102	108	101	96	120	122	107	106	110
Août	103	101	105	102	108	104	94	120	122	100	102	111
Septembre	104	107	105	100	109	100	98	124	117	104	104	115
Octobre	105	105	108	101	108	102	95	125	122	104	111	117
Novembre	106	110	109	103	110	110	99	131	128	100	106	110
Décembre	102	105	103	99	108	99	95	125	.	101	104	.
1986 Janvier	104	105	106	99	108	104	96	.	.	101	.	.
Février	105	.	106	100	110	107	99	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	375	66
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.095	1.600	1.084	472	91
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	371	78
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475	88
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	576	95
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404	84
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	* 556	654	5.688	1.513	935	393	82
1985 Mars	559	742	6.556	1.689	1.335	449	96
Avril	546	688	6.080	1.645	1.163	474	95
Mai	568	719	6.438	1.713	1.203	474	96
Juin	561	707	6.273	1.528	1.179	545	99
Juillet	535	656	5.777	1.536	1.121	589	100
Août	501	589	5.069	1.331	986	608	100
Septembre	554	670	6.079	1.551	1.223	553	98
Octobre	597	779	6.725	1.609	1.262	486	92
Novembre	555	733	6.260	1.495	1.105	384	84
Décembre	539	705	5.980	1.583	1.008	402	83
1986 Janvier	549	656	5.890	1.683	1.155	412	78
Février	* 541	618	5.406	1.506	772	329	76
Mars	* 579	687	5.767	1.349	877	439	92

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf (col. (1)), I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (mil- liers de tonnes de jauge bru- tes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (mil- liers de tonnes de jauge bru- tes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (mil- liers de tonnes de jauge bru- tes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745 ¹	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.371	345	212	8.224	437
1985	9.969	* 3.831	* 3.177		* 1.784	* 582		* 377	* 252		
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052		1.976	621		437	312		
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189										
1985 Mars	10.160	3.756	3.795	1.842	1.249	612	3.705	308	206	7.837	447
Avril	9.774	3.926	3.117	1.594	1.485	444	3.458	368	226	7.776	380
Mai	10.005	3.442	3.008	2.076	2.046	764	3.877	363	224	9.409	512
Juin	10.469	3.757	3.237	1.981	1.617	511	3.567	557	315	8.615	452
Juillet	10.046	3.847	3.079	1.695	902	270	3.705	348	253	6.716	326
Août	10.193	3.475	2.548	2.048	1.726	601	3.564	319	188	8.889	457
Septembre	10.136	3.973	3.418	1.967	2.028	626	3.657	488	326	8.476	449
Octobre	10.716	4.335	3.358	2.041	2.408	911	3.972	382	342	9.044	504
Novembre	9.427	3.866	2.764	2.166	1.949	562	3.645	588	283	7.473	447
Décembre	10.143	3.574	3.034		1.570	389		341	310		
1986 Janvier	9.968										
Février	9.591										
Mars	11.009										

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985 *	2.236	1.447	62	239	100	98	73
1983 4 ^e trimestre	829	401	39	129	58	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1985 1 ^{er} trimestre	663	296	37	79	46	42	40
2 ^e trimestre	2.172	1.381	76	207	131	123	82
3 ^e trimestre	5.182	3.683	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1984 Décembre	795	449	33	118	36	36	33
1985 Janvier	557	240	29	34	31	33	35
Février	646	300	36	103	41	37	35
Mars	787	347	46	101	66	56	50
Avril	1.839	1.217	84	121	108	94	65
Mai	2.230	1.393	77	246	141	125	77
Juin	2.446	1.532	66	255	143	151	103
Juillet	7.457	5.708	100	881	167	243	101
Août	6.125	4.174	113	528	191	186	95
Septembre	1.963	1.166	65	199	124	108	107
Octobre	1.093	441	49	172	93	75	94
Novembre	850	395	47	106	60	34	63
Décembre	836	455	34	128	38	34	46

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : *Statistiques du commerce.*

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	* 125	136	125	50	* 133	* 132	* 127	* 125	* 129	* 91
1983 4 ^e trimestre	130	137	129	54	128	147	133	127	131	100
1984 1 ^{er} trimestre	121	122	118	52	126	112	109	133	123	92
2 ^e trimestre	129	129	123	52	134	139	123	127	131	97
3 ^e trimestre	120	127	124	53	128	122	121	118	123	90
4 ^e trimestre	138	143	131	53	140	154	139	135	140	102
1985 1 ^{er} trimestre	115	128	119	49	* 124	* 110	* 108	* 124	* 119	* 85
2 ^e trimestre	* 129	137	123	51	* 136	* 139	* 126	* 130	* 133	* 93
3 ^e trimestre	* 120	129	125	50	* 129	* 119	* 127	* 119	* 124	* 87
4 ^e trimestre	* 137	149	134	49	* 142	* 159	* 146	* 129	* 141	* 99
1985 Janvier	* 113	127	120	49	* 123	* 120	* 100	* 120	* 118	* 85
Février	* 106	118	111	48	* 117	* 86	* 102	* 118	* 110	* 78
Mars	* 125	139	126	51	* 133	* 124	* 122	* 134	* 130	* 91
Avril	* 126	139	121	54	* 130	* 146	* 123	* 129	* 131	* 91
Mai	* 132	137	125	51	* 141	* 139	* 125	* 129	* 135	* 94
Juin	* 130	137	123	49	* 136	* 132	* 131	* 131	* 133	* 93
Juillet	* 118	134	127	54	* 128	* 121	* 126	* 118	* 124	* 87
Août	* 117	130	129	51	* 131	* 105	* 124	* 118	* 122	* 85
Septembre	* 126	123	118	44	* 128	* 130	* 131	* 121	* 127	* 89
Octobre	* 133	145	126	56	* 135	* 158	* 135	* 132	* 138	* 96
Novembre	* 125	140	129	45	* 136	* 144	* 124	* 119	* 130	* 91
Décembre	* 152	162	148	46	* 156	* 174	* 179	* 135	* 156	* 109
1986 Janvier	119	138	124	38	* 128	* 129	* 109	* 132	* 126	* 88

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1982 2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1982 2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
1985 Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336
Mai	2	294	7	15.799	16.975	1	33.078	1.258	34.336
Juin	2	359	7	14.771	17.062	2	32.203	1.241	33.444
Juillet	2	382	8	16.478	17.352	3	34.225	1.335	35.560
Août	2	283	7	14.461	15.281	1	30.035	1.039	31.074
Septembre	2	286	7	15.641	16.433	2	32.371	1.107	33.478
Octobre	2	350	8	17.157	18.561	1	36.079	1.288	37.367
Novembre	2	279	6	15.442	16.742	1	32.472	1.037	33.509
Décembre	2	300	7	17.518	19.336	1	37.164	1.253	38.417
1986 Janvier	2	388	8	16.887	19.080	1	36.366	1.174	37.540
Février	2	283	8	14.591	17.146	1	32.031	1.011	33.042
Mars	2	318	8	15.348	17.678	1	33.355	983	34.338
Avril	1	375	9	18.692	18.838	2	37.917	1.117	39.034

b) Montant des opérations

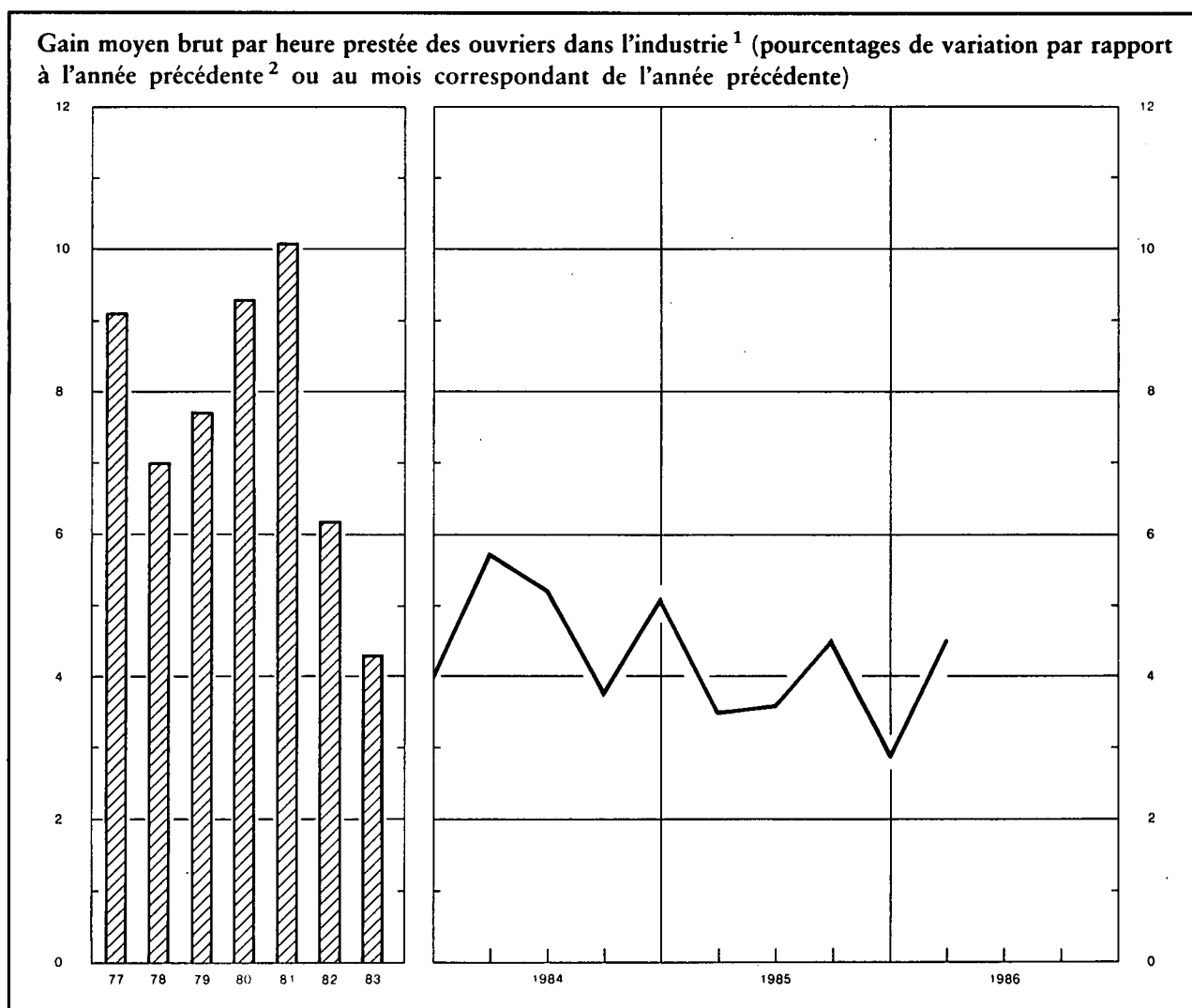
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
1985 Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489
Mai	322	6	1.020	863	5.435	1.003	8.649	734	9.383
Juin	336	8	870	758	5.108	947	8.027	665	8.692
Juillet	353	6	966	776	5.490	1.004	8.594	703	9.297
Août	318	5	923	629	5.532	769	8.176	619	8.795
Septembre	324	5	1.011	717	6.044	944	9.045	653	9.698
Octobre	291	6	909	766	5.978	1.037	8.987	689	9.676
Novembre	254	5	710	751	4.967	903	7.590	603	8.193
Décembre	338	5	961	687	6.359	1.002	9.352	750	10.102
1986 Janvier	295	6	1.134	813	6.640	1.162	10.050	745	10.795
Février	271	5	1.095	816	6.457	985	9.629	684	10.313
Mars	292	8	1.359	839	6.582	977	10.057	696	10.753
Avril	296	6	1.563	925	7.315	1.367	11.472	774	12.246

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.
Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,8	! 202,2	191,5	187,6
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	198,5	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	198	195	200	208	203,1	199,5	189,2	185,4
Juin	201	195	201	211	204,1	! 200,5	190,0	186,3
Septembre	202	198	203	212	! 207,3	! 203,7	193,1	189,3
Décembre	209	199	205	219	208,7	204,9	193,5	189,5
1986 Mars	* 207	* 199	* 205	* 222	208,7	204,9	193,5	189,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1983	1983	1984	1984	1985	1983	1983	1984	1984	1985
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	267	272	282	283	290	65,7	67,2	68,9	69,5	71,3
Industrie extractive	297	308	321	320	328	66,2	73,8	68,2	72,1	74,2
Bâtiment et génie civil	270	273	279	281	286	61,9	64,2	65,9	65,7	67,1
Industrie manufacturière	265	270	280	282	289	66,0	66,9	69,1	69,6	71,4
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	275	278	289	288	297	64,9	65,6	67,2	66,6	68,3
Construction de machines et de matériel mécanique	273	279	292	293	300	65,1	66,3	69,4	70,0	71,6
Construction électrique et électronique	272	273	286	286	294	68,2	68,9	71,8	72,0	73,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	280	284	295	299	305	65,0	65,9	68,9	68,4	71,0
Construction d'autre matériel de transport .	278	280	293	297	307	67,7	68,4	71,0	70,8	73,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	247	257	269	269	276	60,2	60,9	63,8	64,0	65,5
Métallurgie de base	327	335	353	343	359	78,7	79,0	82,7	83,3	86,0
Industrie chimique	309	320	328	331	338	74,4	76,4	77,9	79,6	80,5
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	250	258	267	268	273	60,5	61,9	64,5	65,3	66,2
Industrie textile	227	230	236	239	246	58,6	59,3	60,7	61,6	63,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	274	281	291	294	301	69,1	70,0	71,7	71,8	73,7
Industrie du bois	245	247	255	258	261	53,3	54,3	56,5	56,7	58,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .	203	206	213	215	219	47,3	48,4	49,4	50,4	51,3
Industrie du papier, imprimerie et édition .	281	290	300	302	311	62,8	63,9	66,0	67,1	68,9
Raffineries de pétrole	429	435	425	446	460	99,8	99,6	100,8	102,6	107,9
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	79,4	80,3	82,9	84,9	85,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	219,3	132,7	227,5
1985 Mai	197,6	113,8	107,3	94,0	111,3	113,4	118,7	111,5	138,6	107,9	246,5	118,0	258,8
Juin	196,8	111,4	105,9	92,1	108,6	112,6	115,6	109,5	133,0	105,8	246,6	119,0	258,8
Juillet	196,9	111,6	102,4	89,2	102,3	109,8	118,6	113,3	134,5	109,3	246,8	120,5	258,8
Août	196,1	110,4	99,8	81,2	94,3	112,1	118,5	113,5	132,1	111,2	246,2	123,6	257,8
Septembre	195,3	109,2	100,1	81,1	91,2	113,8	116,2	113,9	127,8	105,9	245,6	118,0	257,7
Octobre	195,6	109,3	100,8	81,9	89,5	115,4	115,8	114,3	127,2	104,3	246,0	123,1	257,7
Novembre	196,7	112,0	105,8	86,7	89,3	122,1	116,7	114,6	125,5	109,8	246,2	124,6	257,7
Décembre	198,5	116,6	114,2	89,1	92,4	135,9	118,4	117,8	128,4	106,6	246,4	127,0	257,7
1986 Janvier	196,2	119,8	120,5	87,6	92,0	148,9	119,2	120,1	126,9	107,4	240,8	129,3	251,4
Février	177,4	119,1	117,3	85,5	88,0	145,5	120,5	123,5	125,1	108,0	211,5	133,1	218,9
Mars	174,5	121,3	119,1	85,2	87,1	149,4	123,0	127,1	128,8	106,7	205,5	135,7	212,2
Avril	148,6	120,0	115,7	81,9	86,5	144,9	123,3	128,3	128,7	105,3	165,2	132,7	168,3
Mai	*130,6	118,6	112,4	86,0	86,3	136,2	123,4	131,2	125,8	103,3	*137,6	133,6	*138,0

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végré- taux	Indice général	Matières premières	Demi- produits	Produits finis	Indigènes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de construction
Coefficient de pondération ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
1985 Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0
Mai	160,6	156,0	151,1	160,5	161,7	178,1	166,9	149,1	157,2	182,0	186,7	140,6	168,6	177,4	161,1
Juin	161,3	160,3	153,2	166,9	161,5	178,7	166,0	148,9	156,8	182,3	185,9	140,3	167,3	177,0	161,1
Juillet	159,9	155,9	153,1	158,5	160,8	176,6	166,0	148,6	156,9	178,7	185,5	139,5	166,8	176,4	161,1
Août	157,8	150,2	151,9	148,6	159,7	172,8	165,0	148,6	156,2	175,0	185,7	138,6	162,8	176,3	162,0
Septembre	157,9	153,3	150,2	156,1	159,0	171,3	164,0	148,6	155,8	173,2	186,0	138,2	161,2	175,6	162,0
Octobre	156,5	152,5	148,4	156,2	157,5	168,2	162,1	148,3	155,2	169,1	182,9	137,3	158,9	174,2	162,0
Novembre	156,2	154,5	151,8	156,8	156,6	165,8	160,9	148,4	154,7	166,6	181,9	136,2	157,4	173,6	162,0
Décembre	155,8	155,0	151,0	158,8	156,0	165,3	160,6	147,6	154,5	164,1	178,9	136,4	156,9	173,8	162,0
1986 Janvier	154,8	152,4	148,9	155,7	155,4	163,6	160,1	147,4	154,4	161,0	176,1	136,1	156,2	175,0	162,5
Février	152,3	147,3	147,6	147,0	153,5	160,4	157,5	146,8	153,1	157,3	172,4	135,3	151,1	174,8	162,5
Mars	151,2	145,3	147,7	143,1	152,6	159,8	156,2	146,0	152,1	156,4	168,9	135,0	151,3	174,3	162,5
Avril	149,6	141,9	142,7	140,9	151,5	157,1	155,7	145,4	152,3	151,0	166,0	134,8	148,8	174,8	163,1

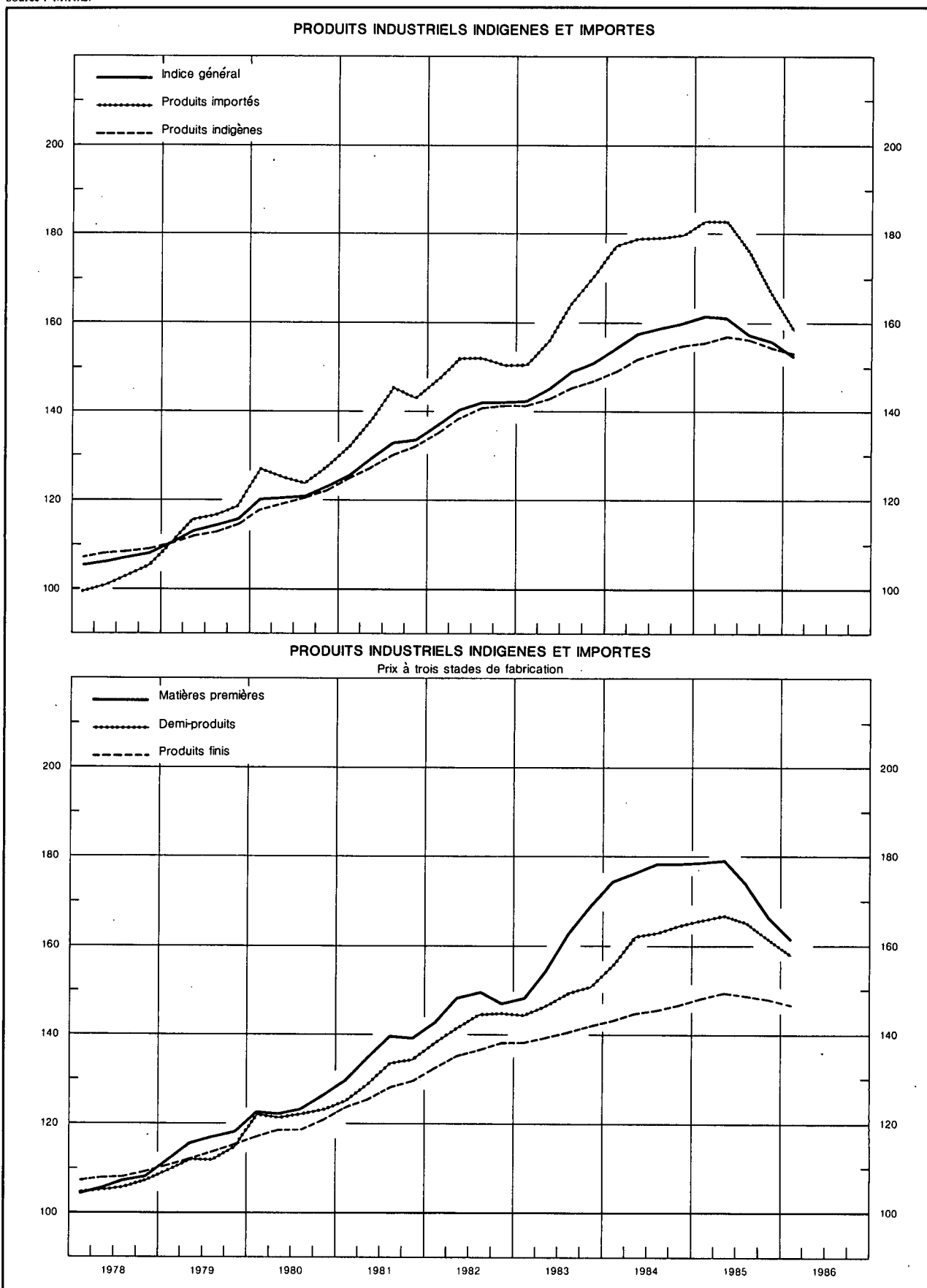
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

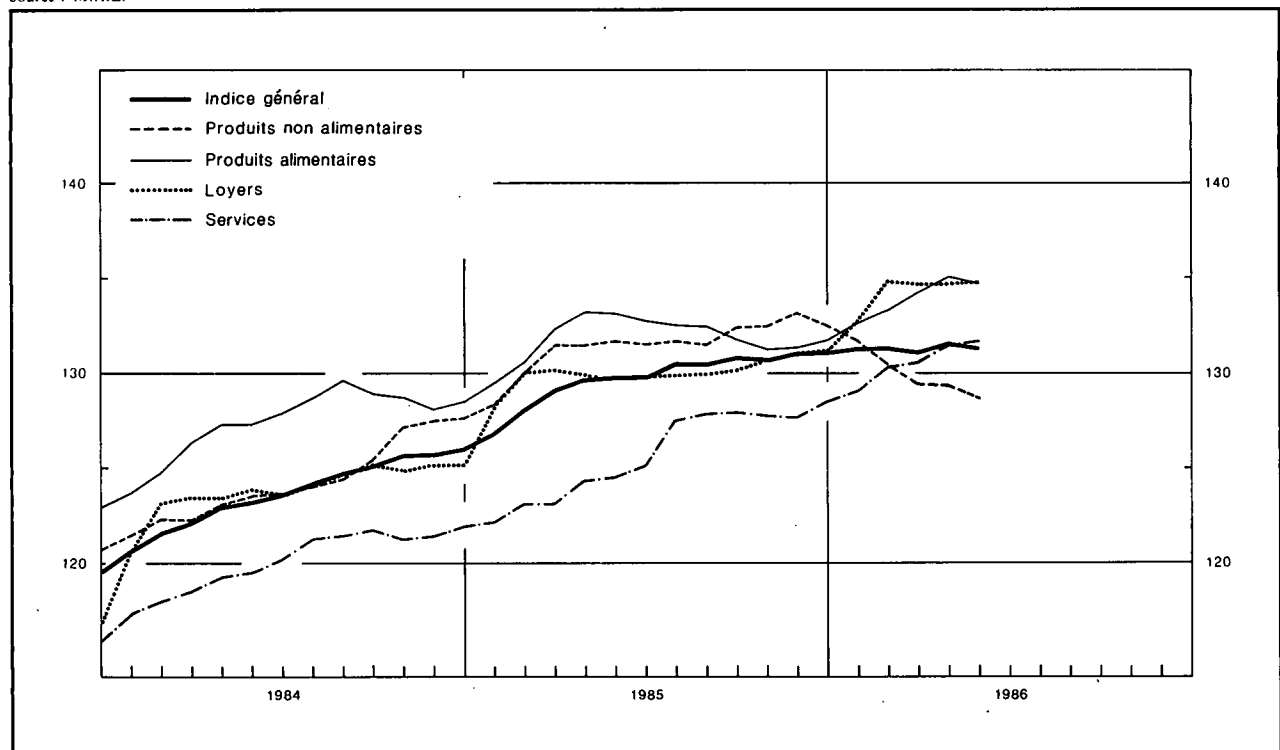
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100 ¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1984 4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
2 ^e trimestre	129,79	133,02	131,56	124,65	129,84
3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
4 ^e trimestre	130,98	131,45	132,72	128,00	130,99
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	133,40	130,58	130,01	134,11
1985 Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78
Juin	129,85	132,73	131,55	125,10	129,82
Juillet	130,56	132,52	131,65	127,55	129,93
Août	130,56	132,42	131,50	127,86	129,96
Septembre	130,83	131,76	132,39	127,92	130,19
Octobre	130,76	131,24	132,50	127,81	130,66
Novembre	131,07	131,35	133,16	127,71	131,07
Décembre	131,11	131,77	132,51	128,47	131,26
1986 Janvier	131,27	132,64	131,76	129,13	132,74
Février	131,37	133,34	130,51	130,36	134,86
Mars	131,17	134,23	129,48	130,54	134,72
Avril	131,58	135,02	129,41	131,44	134,70
Mai	131,28	134,70	128,74	131,66	134,80

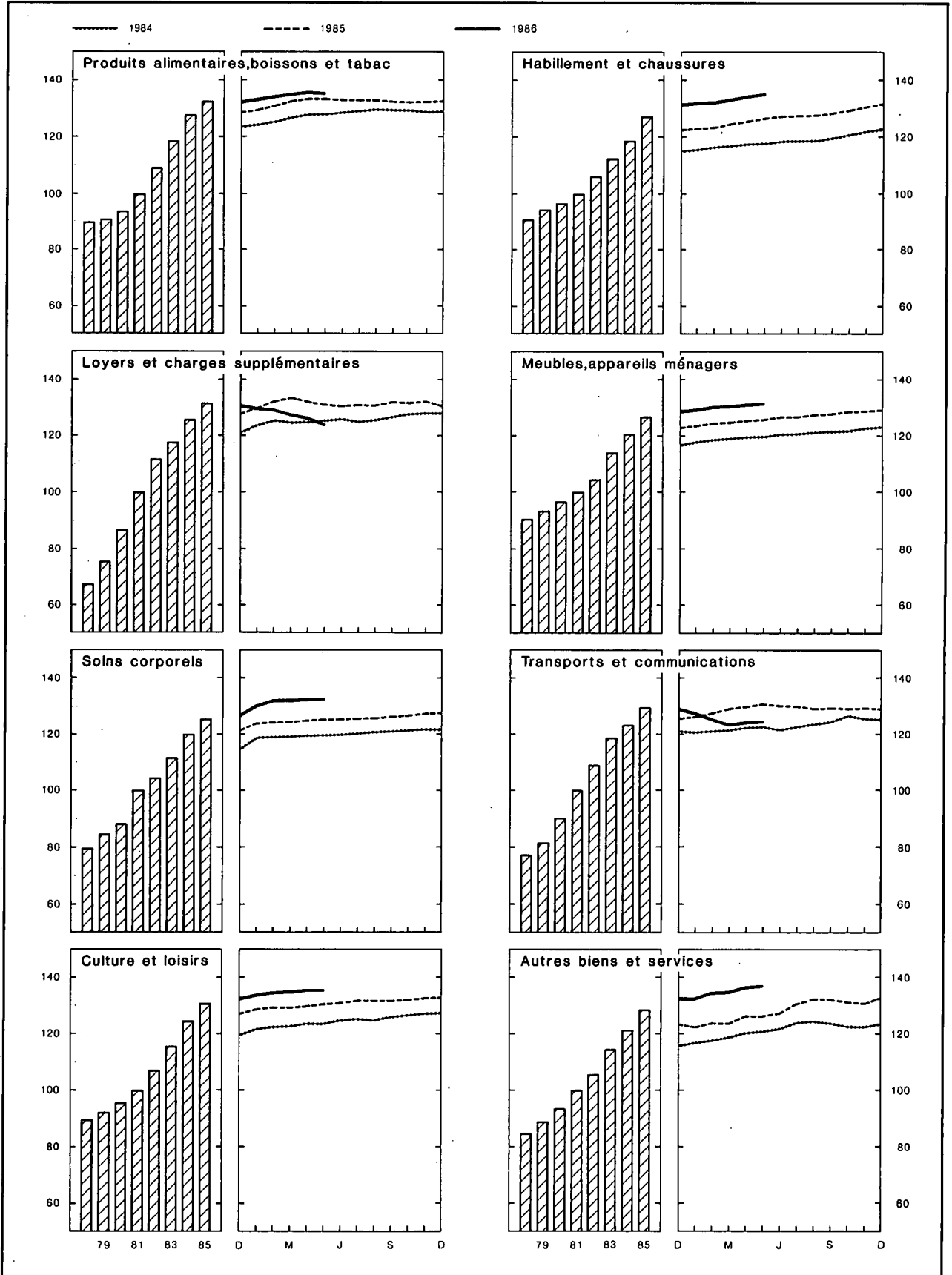
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1984 3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
1985 Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34
Juin	129,85	133,16	127,16	130,29	126,34	125,47	130,56	130,59	127,33
Juillet	130,56	133,11	127,37	130,65	126,69	125,96	130,34	131,68	131,73
Août	130,56	133,11	127,60	130,56	127,24	126,01	129,54	131,73	132,34
Septembre	130,83	132,52	128,42	131,87	127,75	126,31	129,89	131,63	132,10
Octobre	130,76	132,12	129,79	131,52	128,25	126,93	129,70	131,93	131,37
Novembre	131,07	132,30	130,96	131,99	128,62	127,40	129,88	132,49	130,92
Décembre	131,11	132,78	131,75	130,41	129,05	127,50	129,32	132,64	132,65
1986 Janvier	131,27	133,64	132,03	129,78	129,54	130,62	127,92	133,97	132,59
Février	131,37	134,32	132,32	129,10	130,07	132,28	125,86	134,45	134,47
Mars	131,17	135,17	133,46	127,53	130,55	132,28	123,97	134,96	134,64
Avril	131,58	135,94	134,54	126,02	131,00	132,45	124,41	135,79	136,72
Mai	131,28	135,69	135,39	123,91	131,56	132,57	124,55	135,53	137,15

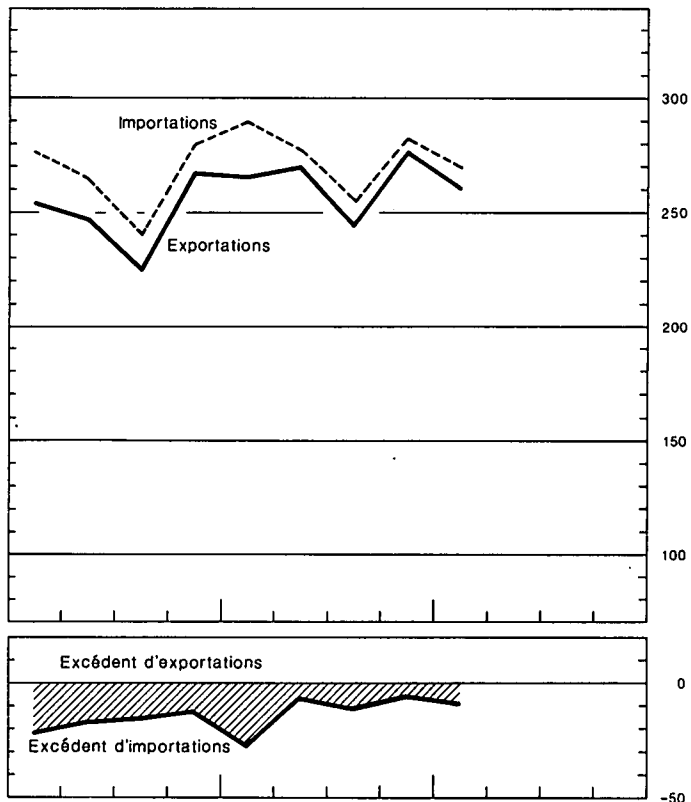
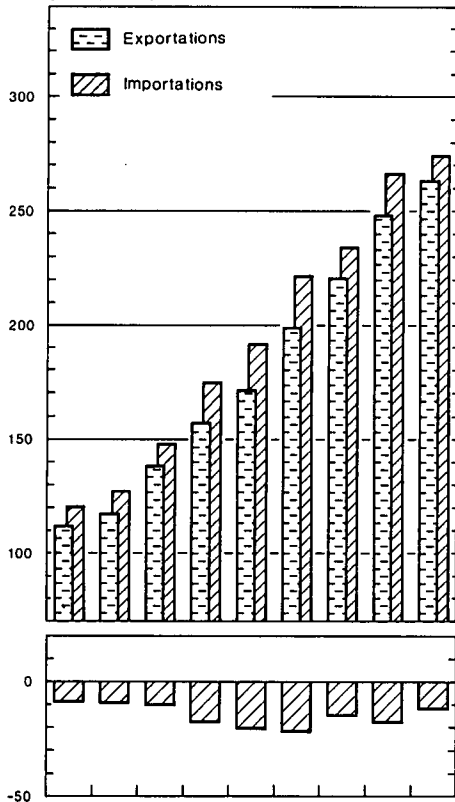
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à 1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

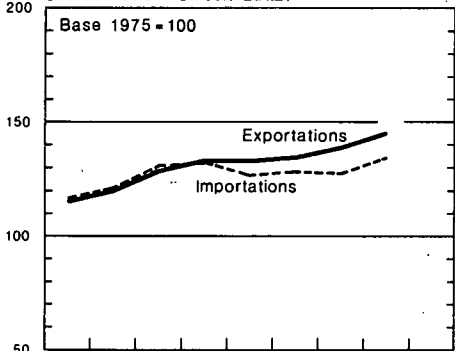
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

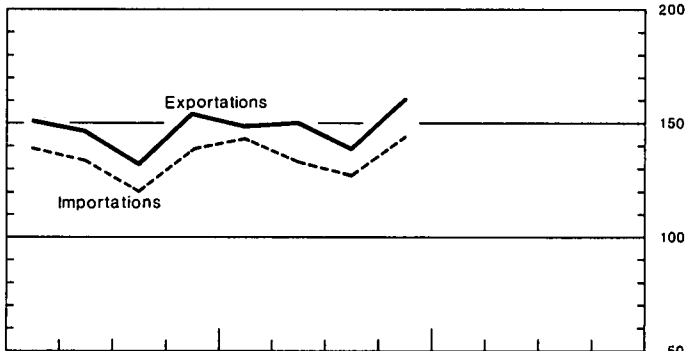
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

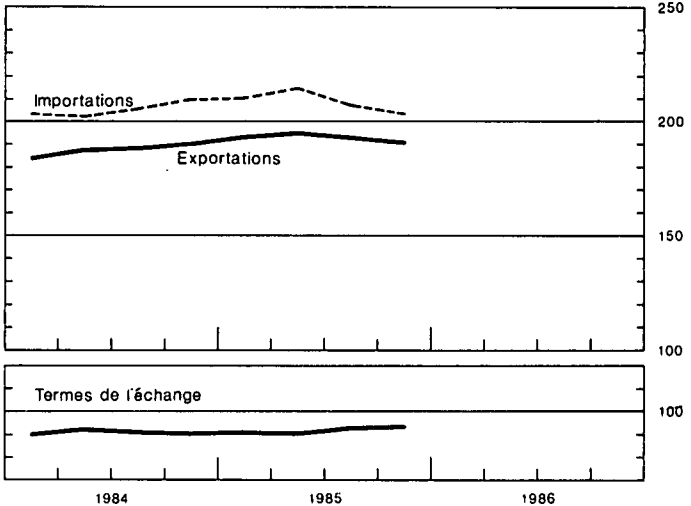
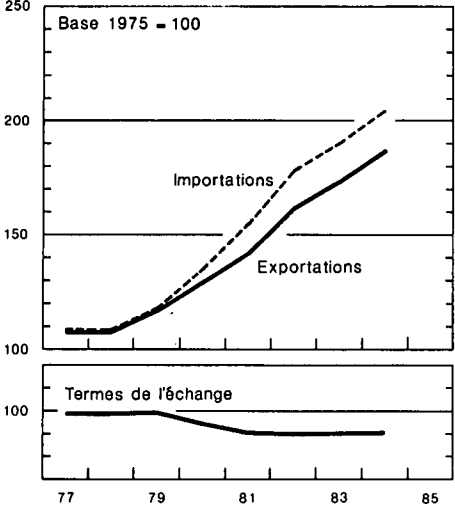


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



77

79

81

83

85

1984

1985

1986

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,3	263,6	- 12,7	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1984 1 ^{er} trimestre	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,7	248,1	- 17,6	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,3	244,5	- 10,8	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,1	276,5	- 5,6	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	269,6	261,3	- 8,3	97					
1985 3 premiers mois	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
4 premiers mois	289,0	263,6	- 25,4	91					
5 premiers mois	286,7	265,7	- 21,0	93					
6 premiers mois	283,9	266,8	- 17,1	94	138,3	150,1	213,2	194,5	91,2
7 premiers mois	279,4	265,4	- 14,0	95					
8 premiers mois	274,3	257,8	- 16,5	94					
9 premiers mois	274,4	259,3	- 15,1	95	135,0	146,5	211,4	194,2	91,9
10 premiers mois	277,8	263,7	- 14,1	95					
11 premiers mois	277,3	263,2	- 14,1	95					
12 mois	276,3	263,6	- 12,7	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986 1 ^{er} mois	280,5	257,8	- 22,7	92					
2 premiers mois	274,0	259,9	- 14,1	95					
3 premiers mois	269,6	261,3	- 8,3	97					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1983 4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1985 2 premiers mois	69,63	18,32	18,30	41,86	12,99	12,65	15,51	16,17	11,30	5,45	3,80	2,62	1,19	3,21	0,69	0,38	0,84	1,20	0,56	0,19	15,54	252,40
3 premiers mois	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
4 premiers mois	71,43	19,27	20,04	44,26	12,66	13,11	16,83	14,85	11,60	5,72	4,17	2,83	1,30	3,37	0,80	0,57	1,00	1,33	0,67	0,30	16,66	262,77
5 premiers mois	73,50	19,50	19,99	44,58	12,78	13,27	16,75	14,02	11,86	5,71	4,20	2,82	1,31	3,36	0,85	0,60	1,03	1,32	0,70	0,34	16,24	264,73
6 premiers mois	73,90	19,52	20,03	44,64	12,69	13,49	16,56	14,03	11,76	5,77	4,26	2,84	1,32	3,46	0,90	0,64	1,04	1,33	0,71	0,35	16,21	265,45
7 premiers mois	72,26	19,13	19,93	44,63	12,47	13,55	16,47	14,66	11,96	5,73	4,21	2,81	1,29	3,46	0,91	0,64	1,02	1,34	0,72	0,36	15,92	263,47
8 premiers mois	70,25	18,56	19,12	44,00	12,05	13,70	15,81	14,65	11,65	5,61	4,06	2,78	1,26	3,36	0,91	0,66	0,98	1,32	0,72	0,36	15,38	257,19
9 premiers mois	70,64	18,62	19,27	43,88	12,13	13,86	16,08	15,01	11,69	5,70	4,13	2,82	1,26	3,40	0,93	0,69	0,97	1,35	0,72	0,38	15,37	258,90
10 premiers mois	72,06	18,86	19,80	44,54	12,13	14,13	16,35	15,44	11,84	5,82	4,27	2,87	1,27	3,47	0,96	0,71	1,02	1,35	0,74	0,38	15,39	263,40
11 premiers mois	72,48	18,80	19,80	44,17	11,91	14,11	16,36	15,53	11,81	5,82	4,28	2,86	1,26	3,46	0,96	0,71	1,01	1,34	0,74	0,38	15,31	263,10
12 mois	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986 1 ^{er} mois	71,64	19,45	18,65	44,41	9,71	13,33	14,14	14,16	11,08	6,07	3,88	2,78	1,24	3,61	0,85	0,52	1,07	1,21	0,68	0,33	18,45	257,27
2 premiers mois	73,32	18,51	19,83	44,12	9,77	13,89	14,52	14,75	10,88	5,98	4,19	2,82	1,16	3,51	0,82	0,50	1,00	1,22	0,67	0,27	17,37	259,10

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés																Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général	
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables			durables				
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1983 4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1983	1984				1985			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	209,9	222,4	221,9	225,2	228,9	229,2	235,5	224,1	217,6
Biens de consommation	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	169,0	176,8	173,9	177,3	178,6	182,9	181,0	181,7	178,0
Biens d'équipement	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,9	169,8	168,4	173,4	173,9	175,0	174,5	174,7	173,8
Ensemble ...	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	193,7	203,4	202,5	206,1	210,1	211,5	214,9	207,8	203,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	152,1	158,5	163,6	166,3	166,9	168,5	171,4	170,9	168,8
Fabrications métalliques	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	175,4	180,2	180,2	182,6	188,4	189,0	194,3	193,2	194,5
Métaux non ferreux	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9	222,8	221,5	228,9	215,6	201,6
Textiles	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	148,6	153,3	155,2	159,8	160,1	165,4	165,7	167,3	164,2
Produits chimiques	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	171,9	181,6	178,5	179,9	179,1	181,4	185,2	185,4	179,8
Industrie houillère	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	209,2	217,1	221,4	222,5	232,6	237,0	237,9	238,5	231,1
Industrie pétrolière	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	370,2	376,2	377,2	381,8	396,0	406,6	396,3	398,9	372,9
Verres et glaces	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	142,4	144,3	144,1	145,3	145,9	144,1	146,8	149,4	148,6
Produits agricoles	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	158,1	164,4	169,4	165,1	160,6	161,1	165,6	157,5	161,9
Ciments	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	192,7	190,5	199,1	185,1	191,9	197,3	189,0	186,1	184,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	199,2	198,8	201,0	208,4	217,2	208,5	204,3	211,6	216,3
Carrières	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	191,5	197,9	200,5	196,4	195,6	195,3	201,3	199,5	199,9
Céramiques	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	239,2	242,4	241,1	240,6	244,7	242,6	239,2	244,3	252,1
Bois et meubles	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	159,3	158,1	158,8	159,9	160,7	159,3	157,2	155,3	155,3
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	196,4	226,3	237,9	234,3	241,3	245,7	255,6	249,7	227,3
Papier et livres	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	150,0	153,7	156,2	159,9	162,5	165,2	165,0	166,0	163,9
Tabacs manufacturés	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	205,8	209,5	204,1	213,1	209,7	222,3	224,6	224,6	227,7
Caoutchouc	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	183,5	184,9	186,5	187,8	187,1	190,5	196,8	199,6	193,6
Industries alimentaires	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	143,7	148,0	149,0	146,6	150,2	148,9	151,0	146,5	139,8
Divers	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	215,8	213,8	239,1	243,7	250,3	270,6	251,0	251,7	237,1
Ensemble ...	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	179,3	184,7	186,8	188,4	190,7	193,4	195,5	193,8	190,6
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	92,6	90,8	92,2	91,4	90,8	91,4	91,0	93,3	93,6

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1983	1984				1985			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	134,3	135,7	130,6	115,9	134,4	139,6	125,6	121,1	136,7
Biens de consommation	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	138,7	152,7	139,3	133,0	145,0	150,5	144,1	139,9	152,8
Biens d'équipement	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	126,6	127,1	135,9	121,9	145,0	136,7	149,3	137,5	159,4
Ensemble ...	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	135,8	139,6	134,3	121,4	139,2	143,0	133,5	128,4	143,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	106,0	109,1	111,8	94,2	110,8	110,6	115,0	95,9	112,2
Fabrications métalliques	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	144,3	145,4	139,2	116,1	149,9	146,5	151,6	129,1	161,3
Métaux non ferreux	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	145,3	129,7	134,1	118,1	135,7	150,2	138,8	129,9	139,6
Textiles	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	148,0	147,9	140,2	123,7	155,8	140,4	144,8	125,4	155,2
Produits chimiques	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	200,3	207,5	200,9	185,2	207,5	213,7	218,3	201,7	219,7
Industrie houillère	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	153,6	156,5	170,2	175,5	222,8	179,5	186,0	194,7	194,2
Industrie pétrolière	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	127,8	130,3	117,0	121,6	110,3	105,6	71,1	107,3	116,3
Verres et glaces	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	199,1	195,5	200,2	183,0	207,8	189,6	197,1	182,3	200,8
Produits agricoles	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	159,6	165,4	162,6	176,4	183,0	155,6	164,2	181,5	181,0
Ciments	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	231,1	220,8	245,3	253,2	239,6	136,5	260,6	245,6	240,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	116,0	103,7	117,1	112,2	115,2	69,7	117,1	111,5	100,9
Carrières	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	123,9	112,8	131,1	127,4	132,0	100,4	132,1	130,0	135,3
Céramiques	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	137,9	136,6	148,3	137,3	150,0	117,6	147,3	137,6	144,0
Bois et meubles	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	161,2	156,1	158,5	134,7	175,8	150,5	169,6	146,2	186,4
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	89,3	90,7	98,4	79,7	100,7	99,9	95,9	84,4	94,0
Papier et livres	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	175,9	176,2	177,3	159,7	184,9	175,7	176,4	167,2	189,6
Tabacs manufacturés	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	159,8	119,3	107,6	126,3	117,0	131,0	126,9	103,0	133,5
Caoutchouc	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	140,3	142,7	136,8	127,9	145,1	147,7	150,9	136,8	158,4
Industries alimentaires	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	241,1	236,1	231,1	229,0	255,1	230,3	248,3	235,7	269,7
Divers	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	147,9	143,9	130,4	104,6	126,9	128,3	125,7	108,7	127,6
Ensemble ...	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	151,8	151,6	146,7	132,8	154,5	149,7	150,4	139,5	160,8

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,5	50,0	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	-19,2
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,2	47,2	+ 7,0	47,3	34,4	-12,9
3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	-19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,7	-11,4	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	-18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,2	51,2	+ 8,0	50,4	36,8	-13,6
3 ^e trimestre	52,8	48,0	- 4,8	36,2	44,6	+ 8,4	47,9	36,6	-11,3
4 ^e trimestre	61,0	50,0	-11,0	44,6	55,4	+10,8	51,2	40,4	-10,8
1986 1 ^{er} trimestre	61,2	49,9	-11,3	42,4	54,0	+11,6	48,3	38,8	- 9,5
1985 3 premiers mois	59,1	47,7	-11,4	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	-18,7
1986 3 premiers mois	61,2	49,9	-11,3	42,4	54,0	+11,6	48,3	38,8	- 9,5
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,5	182,1	- 6,4
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,6	171,9	- 3,7
3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,8	180,5	-15,3
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,3	0,0	173,1	169,5	- 3,6
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,7	26,7	0,0	197,4	194,3	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,0	23,1	+ 0,1	193,2	191,0	- 2,2
1985 3 premiers mois	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,8	180,5	-15,3
1986 3 premiers mois	10,6	15,8	+ 5,2	23,0	23,1	+ 0,1	193,2	191,0	- 2,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, depuis 1981, Grèce et depuis 1986, Espagne et Portugal.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,6	16,7	+ 1,1	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1984 1 ^{er} trimestre	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,0	7,1	- 1,9
1986 1 ^{er} trimestre	14,5	13,5	- 1,0	6,8	1,9	- 4,9	10,0	7,2	- 2,8
1985 3 premiers mois	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
1986 3 premiers mois	14,5	13,5	- 1,0	6,8	1,9	- 4,9	10,0	7,2	- 2,8
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,3	228,6	- 9,7	28,0	26,2	- 1,8	8,9	6,7	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,7	214,5	- 7,2	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,2	233,0	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	8,6	6,9	- 1,7
3 ^e trimestre	218,0	212,3	- 5,7	25,3	24,5	- 0,8	11,2	5,8	- 5,4
4 ^e trimestre	248,3	243,2	- 5,1	25,2	24,1	- 1,1	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	237,4	230,3	- 7,1	25,1	22,5	- 2,6	6,5	6,3	- 0,2
1985 3 premiers mois	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
1986 3 premiers mois	237,4	230,3	- 7,1	25,1	22,5	- 2,6	6,5	6,3	- 0,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1970-1980. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	* 1984		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	2.747,4	2.821,3	- 73,9
1.12 Travail à façon	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	102,9	44,0	+ 58,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	25,5	—	+ 25,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	154,8	140,3	+ 14,5
1.3 Autres frais de transport	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	78,3	75,3	+ 3,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	96,1	112,9	- 16,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	1.071,1	1.074,6	- 3,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	68,9	14,3	+ 54,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	24,4	19,0	+ 5,4
1.72 Autres	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	224,8	244,2	- 19,4
Total 1	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	4.594,2	4.545,9	+ 48,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	31,4	41,4	- 10,0
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	40,6	81,5	- 40,9
Total 2	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	72,0	122,9	- 50,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	4.666,2	4.668,8	- 2,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	257,2	169,1	+ 88,1
3.12 Avoirs	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	0,1	6,8	- 6,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	1,9	0,2	+ 1,7
Total 3	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	259,2	176,1	+ 83,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	—	1,9	- 1,9
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	11,9	4,9	+ 7,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	3,7	1,8	+ 1,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 96,5	—	113,2	- 113,2
4.2312 Investissements directs ..	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	28,8	45,1	- 16,3
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	3,7	4,5	- 0,8
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	—	5,8	- 5,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	—	1,2	- 1,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	59,6	38,8	+ 20,8
4.2323 Immeubles	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	18,8	—	+ 18,8
Total 4	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 46,9	131,7	219,4	- 87,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	+ 5,9	—	13,3	- 13,3
Total 1 à 5	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	- 34,2	5.057,1	5.077,6	- 20,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	—	—	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	—	—	+ 20,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	—	—	- 33,4
6.2122 Monnaies étrangères	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	- 63,9	—	—	- 54,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	—	—	- 2,7
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	—	—	- 18,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	—	—	+ 67,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1983			* 1984				* 1985	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 0,5	- 24,8	- 22,0	- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 36,7	+ 1,9	- 4,9
1.12 Travail à façon	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6
1.3 Autres frais de transport	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	- 4,3	- 2,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 4,2	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	- 11,4	- 7,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,8	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 13,7	+ 14,9
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,3
1.72 Autres	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4
Total 1	+ 47,8	+ 16,8	+ 11,8	- 6,3	+ 31,8	+ 1,7	+ 21,1	+ 15,7	+ 13,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 5,3	- 15,5	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,8	- 7,4
Total 2	- 19,0	- 8,0	- 17,2	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,4	- 9,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 28,8	+ 8,8	- 5,4	- 20,7	+ 18,0	- 10,0	+ 10,1	+ 5,3	+ 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 0,7	- 18,9	+ 2,4	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	- 14,8	+ 21,0	- 28,1
3.12 Avoirs	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,2	- 0,4	0,0	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1
Total 3	- 1,4	- 20,8	0,0	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	- 15,7	+ 20,9	- 28,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 11,8	- 10,5	- 17,2
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7	+ 2,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 14,3	+ 5,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 15,7	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 30,5	- 18,9	- 37,0
4.2312 Investissements directs ..	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7
4.2313 Immeubles	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3
4.2314 Autres	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	- 8,2	- 3,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1
4.2322 Investissements directs ..	+ 1,9	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 16,3	+ 9,3
4.2323 Immeubles	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,0
4.2324 Autres	- 13,6	- 10,8	+ 3,9	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,9	+ 22,4
Total 4	- 24,0	- 21,9	- 3,2	- 23,2	- 63,2	+ 0,8	- 2,1	- 13,8	- 8,6
5. Erreurs et omissions	+ 23,0	+ 14,3	+ 14,2	- 17,1	- 1,8	- 0,4	+ 6,0	- 4,5	+ 1,0
Total 1 à 5	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	+ 7,9	- 32,4
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 14,5	- 39,2
6.2122 Monnaies étrangères	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	- 10,6	+ 17,5	+ 1,3
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0
6.222 Autres	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1985			1985		
	* 1 ^{er} trimestre			* 2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	764,3	762,4	+ 1,9	711,2	716,1	- 4,9
1.12 Travail à façon	24,9	12,8	+ 12,1	28,3	14,8	+ 13,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,5	—	+ 3,5	0,7	—	+ 0,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	40,5	35,0	+ 5,5	41,7	36,1	+ 5,6
1.3 Autres frais de transport	16,9	17,9	- 1,0	20,5	21,0	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	18,3	22,6	- 4,3	27,7	30,2	- 2,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	331,6	343,0	- 11,4	311,1	318,3	- 7,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	18,5	4,8	+ 13,7	18,7	3,8	+ 14,9
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,0	4,8	+ 1,2	6,3	5,0	+ 1,3
1.72 Autres	60,8	66,3	- 5,5	58,9	66,3	- 7,4
Total 1	1.285,3	1.269,6	+ 15,7	1.225,1	1.211,6	+ 13,5
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	9,8	10,4	- 0,6	9,4	11,5	- 2,1
2.2 Transferts publics	12,3	22,1	- 9,8	12,9	20,3	- 7,4
Total 2	22,1	32,5	- 10,4	22,3	31,8	- 9,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.307,4	1.302,1	+ 5,3	1.247,4	1.243,4	+ 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	63,0	42,0	+ 21,0	14,7	42,8	- 28,1
3.12 Avoirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,1	- 0,1	1,7	1,6	+ 0,1
Total 3	63,0	42,1	+ 20,9	16,4	45,2	- 28,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	10,5	- 10,5	—	17,2	- 17,2
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,8	1,1	+ 0,7	7,2	4,5	+ 2,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	1,1	15,4	- 14,3	7,6	2,3	+ 5,3
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	18,9	- 18,9	—	37,0	- 37,0
4.2312 Investissements directs ..	13,7	4,7	+ 9,0	13,7	12,0	+ 1,7
4.2313 Immeubles	0,9	0,8	+ 0,1	1,0	1,3	- 0,3
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	—	8,2	- 8,2	—	3,6	- 3,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	3,2	—	+ 3,2	7,1	—	+ 7,1
4.2322 Investissements directs ..	19,7	3,4	+ 16,3	12,6	3,3	+ 9,3
4.2323 Immeubles	1,4	0,5	+ 0,9	1,5	0,5	+ 1,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	7,9	—	+ 7,9	22,4	—	+ 22,4
Total 4	49,7	63,5	- 13,8	73,1	81,7	- 8,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	4,5	- 4,5	1,0	—	+ 1,0
Total 1 à 5	1.420,1	1.412,2	+ 7,9	1.337,9	1.370,3	- 32,4
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 5,1	—	—	- 9,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 6,5	—	—	+ 0,1
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 14,5	—	—	- 39,2
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 17,5	—	—	+ 1,3
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 2,0	—	—	0,0
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,5	—	—	+ 4,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 7,8	—	—	+ 10,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1984	* 1985	* 1984			* 1985				* 1986
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janv.-Févr.	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janv.-Févr.
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 72,8	+ 38,6	- 22,2	+ 0,9	- 20,1	- 6,0	- 24,3	- 3,7	- 3,8	- 13,6
1.12 Travail à façon	+ 58,9	+ 45,7	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 9,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 8,1	+ 11,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 25,5	+ 12,8	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 0,4	+ 0,7	+ 8,8	+ 0,2	+ 6,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 14,5	+ 26,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 3,4	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 4,1
1.3 Autres frais de transport	+ 3,0	- 5,1	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 0,2	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 2,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,8	- 23,0	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	- 3,1	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 3,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 3,5	- 11,9	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	- 6,1	- 7,2	+ 3,3	+ 3,4	- 1,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 54,6	+ 59,0	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 9,3	+ 14,9	+ 13,5	+ 16,9	+ 8,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 4,9	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,3
1.72 Autres	- 19,4	- 18,1	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 2,7	- 7,4	- 3,0	- 2,2	- 2,2
Total 1	+ 49,4	+ 51,9	+ 7,4	+ 14,6	+ 37,7	+ 5,0	- 5,9	+ 22,6	+ 28,2	+ 9,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 10,0	- 7,4	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,9	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 1,4
2.2 Transferts publics	- 40,9	- 31,6	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 5,6	- 7,4	- 4,9	- 9,5	- 6,9
Total 2	- 50,9	- 39,0	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 6,5	- 9,5	- 7,1	- 12,0	- 8,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 1,5	+ 12,9	- 6,4	+ 2,9	+ 26,7	- 1,5	- 15,4	+ 15,5	+ 16,2	+ 0,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 88,1	+ 25,8	+ 33,8	+ 12,1	- 14,8	+ 22,6	- 28,1	- 2,1	+ 35,0	+ 27,0
3.12 Avoirs	- 6,7	- 5,3	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,7	- 2,9	0,0	+ 1,2	+ 0,3	0,0	+ 0,1	- 1,5	- 1,4	- 0,4
Total 3	+ 83,1	+ 17,6	+ 32,1	+ 10,5	- 15,7	+ 22,6	- 28,8	- 4,1	+ 29,6	+ 26,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 3,0	- 4,8	- 9,7	+ 10,8	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7	- 0,1
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,0	- 3,8	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,4	+ 2,7	- 3,1	- 4,1	- 1,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 1,9	- 14,2	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 9,0	+ 5,3	- 1,1	- 4,1	- 3,2
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 113,2	- 119,9	- 27,6	- 19,6	- 30,5	- 12,6	- 37,0	- 27,5	- 36,5	- 19,6
4.2312 Investissements directs ..	- 16,3	- 13,7	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,2	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	+ 6,2
4.2313 Immeubles	- 0,8	- 0,9	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2
4.2314 Autres	- 5,8	+ 4,5	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	- 4,4	- 3,6	+ 4,9	+ 11,4	- 7,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	- 1,2	+ 20,5	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 5,9
4.2322 Investissements directs ..	+ 20,8	+ 56,9	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 8,1	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,1
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,5
4.2324 Autres	+ 18,8	0,0	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	- 13,0	+ 22,4	- 25,1	- 5,2	- 7,9
Total 4	- 88,8	- 71,5	- 38,8	- 12,1	- 18,7	- 20,4	+ 10,8	- 54,4	- 22,8	- 27,2
5. Erreurs et omissions	- 13,3	+ 1,3	- 1,8	- 0,4	+ 6,0	- 20,1	+ 1,0	+ 10,0	- 5,2	+ 4,9
Total 1 à 5	- 20,5	- 39,7	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	- 19,4	- 32,4	- 33,0	+ 17,8	+ 4,7
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,9	- 8,1	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 6,7	- 9,1	- 0,3	- 3,8	- 0,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 20,8	- 7,0	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 10,2	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	- 5,4
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 33,4	- 23,0	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 17,7	- 39,2	+ 25,7	+ 5,0	+ 20,2
6.2122 Monnaies étrangères	- 54,6	+ 1,8	- 36,0	- 29,7	- 10,6	- 28,1	+ 1,3	- 24,1	+ 7,1	- 6,8
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 2,7	+ 0,1	0,0	+ 10,7	- 8,7	+ 1,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 0,5
6.222 Autres	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 18,9	+ 4,9	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,4	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 4,1
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 67,2	- 8,4	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 28,5	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 1,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note 1.

³ Voir tableau IX-1, note 2.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1982	1983	* 1984	* 1985	* 1985			* 1986
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janv.- Fevr.
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 110,2	- 22,1	- 2,6	.	+ 4,0	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 112,8	- 42,6	- 1,5	+ 12,9	- 15,4	+ 15,5	+ 16,2	+ 0,9
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 17,6	- 28,8	- 4,1	+ 29,6	+ 26,1
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 103,9	+ 92,4	+ 68,1	+ 22,9	+ 21,8	+ 2,9	- 2,8	+ 37,0
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9	0,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 10,1	+ 5,0	+ 8,2	- 6,0	+ 10,2
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,6	- 20,5	+ 1,1	.	- 19,4	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7	- 0,1
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 2,9	- 28,9	- 85,8	- 66,7	+ 8,6	- 54,9	- 17,1	- 27,1
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 8,8	- 74,2	- 280,0	- 16,7	- 18,1	+ 71,9	+ 31,0	- 48,9
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	- 210,6	+ 120,5	- 71,3	- 111,7	- 109,9
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	- 25,7	+ 93,6	+ 279,2	+ 26,2	+ 11,3	- 77,6	- 3,7	+ 62,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	- 128,3	+ 86,0	+ 133,3	+ 125,7
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 23,0	+ 39,2	- 25,7	- 5,0	- 20,2
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 22,2	+ 1,3	+ 18,8	- 29,4	+ 20,9	- 9,9	- 25,2	- 61,3
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 118,0	- 40,5	- 26,4	- 43,2	- 18,1	+ 27,0	- 32,4	- 47,0
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 25,8	- 20,9	- 38,1	+ 1,6	- 13,1	- 4,8	+ 3,6	+ 45,5
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 9,1	+ 5,9	- 13,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 10,0	- 5,2	+ 4,9
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	+ 1,8	- 0,1	+ 0,8	+ 3,7
Total 1 à 7⁴ ...	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 10,7	- 32,3	+ 5,6	+ 1,5
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	- 4,5	- 1,6	- 2,3	+ 1,8
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0
8.32 Autres	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 15,5	- 24,7	+ 3,2	- 1,9
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,1	- 1,2	+ 1,6
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LX^e année, tome II, n° 3, septembre 1985 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1983 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais ²	1 Ecu ³
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985 Année	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
du 1-1 au 19-7 ...	63,32	20,10	25,03	6,59	75,94	3,19	46,54	17,80	6,99	23,89	35,93	5,61	286,19	6,98	9,65	35,90	1,36	62,80	44,93
du 22-7 au 31-12 .	54,48	20,26	24,76	6,64	76,80	3,01	39,74	18,00	6,76	24,60	33,57	5,59	288,41	6,80	9,46	32,95	1,03	62,81	44,89

¹ Pour les périodes composant les années 1977 à 1984, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	—
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	—
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
1985 Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10
Juin	61,72	20,15	24,81	6,61	79,02	3,16	45,13	17,88	6,97	24,01	35,36	5,61	286,74	7,00	9,69	35,27	1,24	63,12	45,24
Juillet	58,77	20,14	24,33	6,62	80,87	3,09	43,46	17,89	6,92	24,31	34,96	5,61	286,70	6,95	9,64	34,73	1,17	63,15	45,30
du 1 ^{er} au 19 ..	59,43	20,13	24,45	6,62	80,72	3,13	43,92	17,88	6,94	24,15	35,11	5,60	286,62	6,96	9,66	34,93	1,18	63,14	45,34
du 22 au 31 ..	57,35	20,16	24,10	6,62	81,17	3,01	42,48	17,93	6,87	24,66	34,65	5,61	286,86	6,92	9,61	34,32	1,14	63,15	45,22
Août	56,48	20,23	23,81	6,62	78,25	3,02	41,61	17,99	6,80	24,64	34,43	5,59	287,96	6,85	9,51	34,00	1,10	63,00	45,04
Septembre	57,43	20,23	24,29	6,63	78,26	3,02	41,88	17,99	6,84	24,60	34,07	5,58	288,06	6,89	9,55	33,41	1,07	62,86	45,03
Octobre	53,60	20,27	24,96	6,65	76,23	3,00	39,21	17,98	6,74	24,72	33,17	5,59	288,50	6,78	9,43	32,56	1,00	62,72	44,82
Novembre	52,39	20,23	25,75	6,64	75,49	2,99	38,05	17,96	6,72	24,63	32,87	5,59	287,78	6,72	9,41	32,26	0,99	62,54	44,66
Décembre	51,26	20,39	25,30	6,67	74,13	2,99	36,76	18,11	6,68	24,37	32,88	5,62	290,27	6,70	9,35	31,97	0,94	62,78	44,74
1986 Janvier	49,95	20,44	24,95	6,66	71,17	3,00	35,49	18,14	6,58	24,16	32,67	5,58	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Février	47,76	20,47	25,89	6,67	68,25	3,01	33,99	18,12	6,46	24,44	32,51	5,55	291,25	6,56	9,10	31,32	0,87	61,93	44,27
Mars	46,36	20,48	25,98	6,66	67,96	3,01	33,05	18,14	6,41	24,32	32,54	5,54	291,81	6,50	9,05	31,13	0,84	61,90	44,25
Avril	46,28	20,39	26,47	6,43	69,33	2,98	33,37	18,09	6,40	24,37	32,20	5,53	290,44	6,48	9,05	30,90	0,84	61,96	43,93
du 1 ^{er} au 3 ...	48,27	20,44	26,96	6,65	70,77	3,01	34,67	18,14	6,53	24,53	32,61	5,54	291,42	6,61	9,19	31,62	0,86	61,86	44,43
du 7 au 30 ...	45,95	20,38	26,38	6,40	69,09	2,97	33,15	18,08	6,38	24,35	32,13	5,53	290,28	6,46	9,03	30,78	0,83	61,98	43,84
Mai	45,62	20,42	27,29	6,41	69,26	2,98	33,20	18,13	6,37	24,57	32,14	5,52	290,42	6,11	8,92	30,73	0,82	62,12	43,93

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
		(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
1985 1 ^{er} trimestre	63,17	65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
2 ^e trimestre	61,69	62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
3 ^e trimestre	59,11	57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
4 ^e trimestre	56,55	52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
1986 1 ^{er} trimestre	54,05	48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
1985 Mai	61,99	62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87
Juin	61,54	61,72	62,04	62,09	+ 1,00	+ 1,00
Juillet	59,92	58,77	59,24	59,31	+ 0,92	+ 0,83
Août	58,36	56,48	57,11	57,15	+ 1,86	+ 1,32
Septembre	59,03	57,43	57,86	57,86	+ 1,04	+ 0,89
Octobre	57,09	53,60	53,99	54,00	+ 0,70	+ 0,64
Novembre	56,61	52,39	52,72	52,64	+ 0,39	+ 0,39
Décembre	55,86	51,26	51,54	51,55	+ 0,97	+ 0,86
1986 Janvier	54,84	49,95	50,62	50,61	+ 2,48	+ 1,61
Février	53,91	47,76	48,28	48,32	+ 2,88	+ 1,69
Mars	53,29	46,36	46,93	46,96	+ 2,95	+ 2,02
Avril	53,26	46,28	46,66	46,73	+ 1,71	+ 1,46
Mai	53,22	45,62	45,86	45,92	+ 0,82	+ 0,82

¹ Formule = $\frac{\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}}{\text{Cours du marché au comptant}} \times 100 \times 4$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 22 JUILLET 1985 AU 4 AVRIL 1986**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,8320	2,52208	8,12857	2,23840	1520,60	6,86402	0,724578
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3601,40	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3391,77	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	3194,30	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	64020,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	60291,5	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	56786,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	19863,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	18706,9	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	17618,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		72131,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	67932,5	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		63978,0	299,850	31,6455
100 liras italiennes	3,13050	0,176100	0,567600	0,156300		0,479300	0,0505956
	2,94831	0,165861	0,534563	0,147205	—	0,451402	0,0476508
	2,77650	0,156200	0,503500	0,138650		0,425150	0,0448775
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	23522,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	22153,2	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	20863,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	222829,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	209860,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	197646,0	926,250	

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 6 AVRIL 1986

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,6761	2,40935	7,91896	2,13834	1496,21	6,96280	0,712956
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64191	18,5430	5,00730	3637,40	16,3046	1,66951
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,69	15,9419	1,63237
		5,39368	17,7270	4,78698	3226,31	15,5872	1,59605
100 florins Pays-Bas	1854,03		336,154	90,7700	65938,0	295,566	30,2645
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	29,5912
	1772,45		321,364	86,7800	58486,0	282,562	28,9329
100 couronnes danoises	564,100	31,1174		27,6172	20061,6	89,9263	9,20800
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,00315
	539,300	29,7482		26,4021	17794,4	85,9696	8,80286
100 marks allemands	2088,99	115,235	378,758		74294,7	333,026	34,1002
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,5	325,617	33,3416
	1997,08	110,168	362,093		65898,2	318,373	32,5998
100 lires italiennes	3,09952	0,170982	0,561977	0,151749		0,494121	0,0505956
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0476508
	2,74923	0,151658	0,498465	0,134599		0,438278	0,0448775
100 francs français	641,550	35,3905	116,320	31,4097	22816,6		10,4725
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	10,2395
	613,323	33,8334	111,202	30,0277	20238,0		10,0117
100 punts irlandais	6265,45	345,627	1135,99	306,750	222829,0	998,831	
	6126,06	337,938	1110,72	299,926	209860,0	976,610	—
	5989,77	330,420	1086,01	293,254	197646,0	954,883	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
1985 Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52
Juin	45,23	+ 0,55	+ 1,77	+ 0,59	- 1,25	+ 1,18	+ 1,97	+ 41	+ 14	- 42	+ 16	+ 38	- 19	- 50
Juillet	45,30	+ 0,64	+ 1,63	+ 0,54	- 0,58	+ 1,37	+ 2,02	+ 42	+ 11	- 34	+ 21	+ 27	- 28	- 51
Août	45,05	+ 1,20	+ 1,33	+ 1,04	+ 2,37	+ 1,44	+ 1,84	+ 44	- 14	- 19	- 8	- 34	- 28	- 41
Septembre	45,04	+ 1,19	+ 1,14	+ 1,01	+ 2,34	+ 1,53	+ 1,61	+ 42	- 16	- 12	- 9	- 33	- 36	- 32
Octobre	44,82	+ 1,13	+ 1,32	+ 1,21	+ 1,85	+ 1,76	+ 1,36	+ 46	- 8	- 16	- 16	- 27	- 42	- 18
Novembre	44,67	+ 1,03	+ 1,34	+ 0,99	+ 1,55	+ 1,60	+ 1,09	+ 38	- 11	- 24	- 12	- 25	- 43	- 13
Décembre	44,73	+ 1,85	+ 1,86	+ 1,80	+ 1,40	+ 2,04	+ 1,48	+ 62	- 26	- 25	- 32	- 15	- 40	- 8
1986 Janvier	44,51	+ 2,02	+ 1,10	+ 2,05	+ 1,70	+ 1,99	+ 0,56	+ 66	- 30	+ 13	- 42	- 18	- 32	+ 36
Février	44,27	+ 1,91	+ 0,64	+ 2,17	+ 1,99	+ 2,08	+ 0,09	+ 68	- 22	+ 36	- 45	- 22	- 33	+ 60
Mars	44,25	+ 2,04	+ 0,51	+ 2,24	+ 2,09	+ 1,94	+ 0,07	+ 69	- 27	+ 43	- 47	- 23	- 25	+ 61
Avril	43,94	+ 0,04	+ 0,19	+ 0,09	+ 1,83	+ 1,93	+ 1,00	+ 28	+ 28	+ 18	+ 34	- 25	- 72	- 18
Mai	43,93	+ 0,02	+ 0,05	- 0,06	+ 1,94	+ 2,15	+ 1,41	+ 30	+ 30	+ 26	+ 46	- 25	- 82	- 35

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 22 juillet 1985 au 4 avril 1986					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 6 avril 1986					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	33,62	1,49
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	18,81	1,83
Livre sterling	0,0878	69,2923 ³	6,0839	13,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,36	5,44
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,63	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,81	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,77	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,2606	0,5336	1,22	2,22
Drachme grecque	1,15	0,321955 ³	0,3702	0,85	—
Total ...			43,6761	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : *Statistiques financières internationales.*

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
1985 Mai	95,7	92,4	88,6	146,8	121,0	155,3	65,2	78,7	45,1	111,5	65,9	138,3	77,0	82,0
Juin	95,8	92,5	88,8	145,1	121,6	155,8	65,3	79,9	45,4	112,3	66,3	139,6	77,5	82,5
Juillet	96,6	93,3	89,9	139,9	123,5	156,9	66,7	83,3	44,6	114,4	66,9	144,4	78,7	83,4
Août	97,8	94,6	90,8	136,9	126,1	157,4	67,8	81,7	44,4	116,4	67,0	148,7	80,0	83,9
Septembre	97,5	94,4	90,5	138,5	125,3	159,0	67,6	81,2	44,1	115,9	67,0	147,8	79,4	83,6
Octobre	99,0	95,9	91,5	130,9	127,5	170,3	68,9	80,4	44,6	117,7	67,3	151,0	81,4	84,1
Novembre	99,7	96,7	92,0	128,6	127,7	178,2	69,2	80,0	44,6	118,4	67,6	151,1	82,0	84,0
Décembre	100,1	97,1	92,2	127,2	129,8	177,2	70,0	79,2	44,8	120,1	67,8	150,7	83,2	84,6
1986 Janvier	101,2	98,1	93,6	125,4	131,5	177,9	70,6	75,8	44,1	121,2	67,6	150,8	83,7	84,6
Février	102,5	99,3	93,4	120,5	133,0	189,3	71,5	74,2	45,9	122,4	67,2	154,1	84,6	85,1
Mars	103,1	99,9	94,0	117,9	134,0	192,8	72,0	74,5	46,3	123,5	67,4	154,8	85,5	85,3
Avril	103,8	100,4	94,8	117,6	133,9	197,1	69,6	76,2	46,0	123,7	67,4	155,4	85,3	85,0
Mai	*104,2	*100,8												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système

monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n° 4, octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes <i>cédées</i> aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 1 ^{er} mois	137,0	139,4	197,5	199,9	- 60,5	1,1	16,3	- 15,2	- 75,7
2 premiers mois	234,8	242,0	375,3	382,5	- 140,5	2,1	28,1	- 26,0	- 166,5
3 premiers mois	328,9	340,1	559,8	571,0	- 230,9	3,2	40,6	- 37,4	- 268,3
4 premiers mois	476,1	491,2	718,2	733,3	- 242,1	4,4	57,2	- 52,8	- 294,9
5 premiers mois	572,3	591,3	876,4	895,4	- 304,1	5,4	68,3	- 62,9	- 367,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, *cédés* comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (12)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (12) = (7) à (11)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			
1977	- 161,7	- 1,5	—	- 48,6	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
								Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	—	- 56,9	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	—	- 79,3	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	—	- 80,4	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	—	- 89,6	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982	- 486,8	- 8,8	—	- 110,1	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	—	- 52,1	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	—	- 75,2	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
12 mois	- 510,0	+ 4,8	—	- 96,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 3 premiers mois	- 222,8	+ 7,9	—	- 23,5	- 238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
5 premiers mois	- 328,5	+ 6,0	—	- 39,7	- 362,2	+ 166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+ 195,9
6 premiers mois	- 419,3	+ 9,9	—	- 48,5	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
7 premiers mois	- 439,6	+ 2,6	—	- 56,5	- 493,5	+ 259,8	0,0	+ 36,1	+ 178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+ 233,7
8 premiers mois	- 466,0	+ 3,0	—	- 65,6	- 528,6	+ 266,8	0,0	+ 56,5	+ 184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+ 261,8
9 premiers mois	- 506,1	+ 2,4	—	- 71,8	- 575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
10 premiers mois	- 503,6	+ 4,4	—	- 79,5	- 578,7	+ 396,2	0,0	+ 18,0	+ 158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+ 182,5
11 premiers mois	- 542,3	+ 7,2	—	- 86,3	- 621,4	+ 399,1	0,0	+ 38,8	+ 189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+ 222,3
12 mois	- 491,4	+ 14,5	—	- 94,2	- 571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 9,5	—	- 7,0	- 73,2	+ 96,7	0,0	- 64,4	+ 13,7	+ 27,4	0,0	- 0,2	- 23,5
2 premiers mois	- 166,5	+ 2,5	- 12,8	- 11,5	- 188,3	+ 125,0	0,0	- 52,0	+ 103,4	+ 19,2	- 6,8	- 0,5	+ 63,3
3 premiers mois	- 268,3	+ 6,8	- 12,8	- 21,3	- 295,6	+ 203,4	0,0	- 53,2	+ 138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
4 premiers mois	- 294,9	+ 11,5	- 14,9	- 32,7	- 331,0	+ 197,3	0,0	- 49,6	+ 158,9	+ 39,0	- 14,1	- 0,5	+ 133,7
5 premiers mois	- 367,0	+ 2,3	- 17,8	- 39,7	- 422,2	+ 334,9	0,0	- 40,6	+ 123,9	+ 19,1	- 14,1	- 1,0	+ 87,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-268,3	-14,0	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
5 premiers mois	-367,0	-34,2	-401,2	+282,7	+133,6	+416,3	0,0	-32,2	+ 17,1	- 15,1
6 premiers mois .....	.	.	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
7 premiers mois .....	.	.	-478,8	+271,6	+220,6	+492,2	0,0	-26,1	+ 12,7	- 13,4
8 premiers mois .....	.	.	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois .....	.	.	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois .....	.	.	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois .....	.	.	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois .....	.	.	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois .....	.	.	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois .....	.	.	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois .....	.	.	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois .....	.	.	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois .....	.	.	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé (colonnes (2) et (3) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent

compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

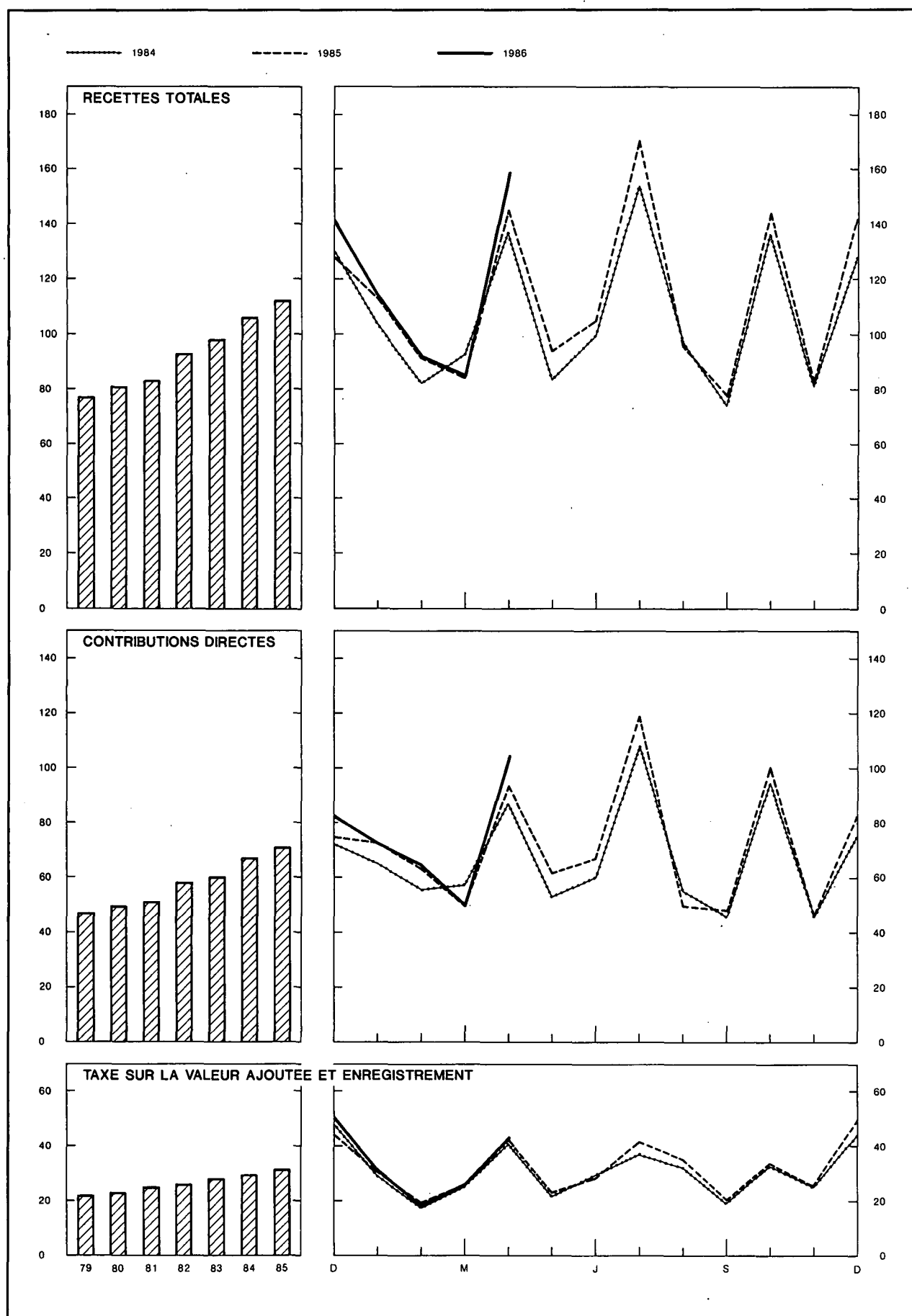
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales (7) = (5) + (6)	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes (11) = (6) + (10)
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total (5) = (1) + (3) + (4)			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total (10) = (1) + (8) + (9)	
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,2	75,0	286,1	2,9	289,0	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
1985 Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3
Mai	61,4	0,3	8,8	22,8	93,0	0,9	93,9	10,8	24,8	97,0	97,9
Juin	66,7	1,1	8,8	28,2	103,7	1,0	104,7	10,7	30,0	107,4	108,4
Juillet	118,9	40,7	8,9	41,8	169,6	1,0	170,6	10,8	43,7	173,4	174,4
Août	49,8	0,4	9,7	35,1	94,6	1,2	95,8	11,2	37,0	98,0	99,2
Septembre	47,6	1,6	8,9	20,4	76,9	1,1	78,0	10,6	22,3	80,5	81,6
Octobre	100,3	41,6	8,7	33,8	142,8	1,1	143,9	10,5	35,7	146,5	147,6
Novembre	45,9	0,4	9,9	25,9	81,7	1,0	82,7	11,8	27,8	85,5	86,5
Décembre	82,7	30,9	7,8	49,8	140,3	1,1	141,4	9,6	51,9	144,2	145,3
1986 Janvier	72,7	1,4	9,3	31,7	113,7	1,1	114,8	11,0	34,1	117,8	118,9
Février	64,4	0,1	8,7	18,3	91,4	0,9	92,3	10,4	20,7	95,5	96,4
Mars	49,9	1,5	8,5	26,0	84,4	0,9	85,3	10,4	28,4	88,7	89,6
Avril	104,8	50,2	9,7	43,3	157,8	1,1	158,9	11,6	45,7	162,1	163,2

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1985			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1985			1986		
				Février	Mars	Avril	Février	Mars	Avril
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	851,0	.	.	62,8	49,4	92,8	64,4	49,9	104,8
précompte immobilier	2,0	.	.	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	126,7	140,3	- 13,6	9,3	9,1	12,0	9,2	10,1	12,2
versements anticipés	156,4	167,0	- 10,6	0,0	0,3	38,4	0,1	1,5	50,2
impôts de sociétés (rôles)	- 3,9	—	- 3,9	0,5	0,6	- 0,3	- 0,9	- 0,4	0,1
impôts de personnes physiques (rôles)	19,4	30,5	- 11,1	2,0	1,9	1,7	2,0	0,7	1,2
précompte professionnel	526,5	506,3	+ 20,2	49,3	35,5	38,9	52,3	35,8	38,8
divers	23,9	.	.	1,6	2,0	2,0	1,6	2,1	2,2
II. Douanes et accises	107,1	.	.	8,6	8,4	9,4	8,7	8,5	9,7
III. T.V.A. et enregistrement	375,0	.	.	19,5	25,5	42,2	18,3	26,0	43,3
B. Recettes en capital³	12,3	.	.	0,8	1,0	1,0	0,9	0,9	1,1
Total ² ...	1.345,4	.	.	91,7	84,3	145,4	92,3	85,3	158,9
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.390,4	.	.	96,6	88,2	149,3	96,4	89,6	163,2

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, 1^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(838,8)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(22,6)	(0,0)	(914,2)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	15,0	68,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(35,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(64,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	18,2	462,2
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers		19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5		0,0		0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	0,0	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	7,8	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	409,1
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)
Total ...	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	6,1	10,0	—	6,0	6,8	—	—	28,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	0,0	8,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	19,7	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	169,1
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total ...	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,6	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total ...	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		19,4	0,0	0,0	9,4		298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	—	466,5
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	736,2	22.615,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—			1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8						816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	84,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	203,9
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	765,5	176,8	0,0	1.536,4
Divers	0,0	10,9	75,1		223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.091,2)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(9,0)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.200,8)
Total ...	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	4,4	3.217,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0		0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0	0,0	14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(39,0)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(73,9)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	7,4	2,4	0,0	68,0
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	48,1	3.856,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	0,7	0,0	0,0	44,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	6,6	844,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	0,0	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	36,8	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,2	10,3	0,0	214,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	—	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	3,2	4.337,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,8	0,0	0,0	21,2	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	0,0	—	—	4.505,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	128,8	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7	
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	11,9	2,8	0,0	0,0	430,5	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	—	0,0	472,1	
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	31,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	357,5	
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	20,1	10,7	0,0	460,7	
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(66,2)	
Total	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	202,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	2,9	2,6	—	9,2	0,5	—	15,2	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	
Total	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	7,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	17,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5	
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	0,0	2,0	17,3	0,0	107,0	
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	0,0	0,0	0,9	—	—	—	—	—	96,5	
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	32,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	502,6	
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5	
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(13,0)	
Total	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	0,6	0,0	16,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	18,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)
Total	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6	
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8	
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	11,6	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(3,6)	
Total	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0
Secteurs indéterminés et ajustements	—	24,4	0,0	0,0	9,9	—	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3
Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	804,9	25.813,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—			+ 0,4	+ 10,0	—	+ 1,3	- 1,5	+ 0,6	+ 2,6	+ 13,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 3,3						+ 16,0	—	- 0,6	+ 3,0		0,0	+ 21,7
Obligations	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,1	+ 3,7	—	+ 1,6	0,0	+ 11,3	0,0	+ 15,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	+ 0,2		0,0	—	+ 2,7	+ 42,8	+ 6,6	0,0	+ 52,3
Divers	0,0	+ 0,9	- 10,9		+ 21,7	+ 48,8	0,0	—	+ 0,8	0,0	+ 0,2	0,0	+ 59,9
(Actions et parts)	(+ 204,6)	(+ 1,4)	(+ 19,2)	(.)	(0,0)	(+ 0,6)	(+ 2,0)	(-)	(+ 4,5)	(0,0)	(+ 7,1)	(0,0)	(+ 239,4)
Total ...	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 49,3	+ 29,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 2,6	+ 162,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 6,3	—	- 0,2	- 0,2		0,0	- 6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 3,8	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 7,3
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	- 2,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 2,2	+ 2,3	+ 0,2	0,0	+ 14,6
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,4	- 0,8	0,0	- 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 6,8	- 6,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0		+ 0,5	+ 0,8	—	0,0	+ 6,7	+ 0,1	0,0	+ 8,1
Divers	+ 4,3	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,0	+ 5,4	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(+ 0,8)	(+ 4,0)	(+ 1,4)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,2)	(0,0)	(+ 9,3)
Total ...	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 12,2	+ 9,8
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 5,1	0,0	—	+ 1,6	0,0	+ 1,9	- 2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 7,2
Certificats à un an au plus		+ 2,7	—	- 0,1	+ 0,2	+ 21,6	+ 143,8	- 4,0	+ 17,6	- 21,1	0,0	0,0	+ 160,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 34,4	+ 2,0	—	+ 1,4	0,0	+ 0,6	+ 82,8	+ 8,5	+ 64,9	+ 43,1	+ 13,7	0,0	+ 251,4
Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,1	—	0,0	0,0	+ 56,6	+ 27,1	0,0	+ 15,2	+ 15,3	+ 1,0	0,0	+ 115,1
Divers		- 0,1	—	0,0	- 14,5	0,0	- 0,2	0,0	- 0,9	- 0,5	- 0,1	0,0	- 16,3
Total ...	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 1,1	+ 518,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 3,1	—	—	+ 14,8	0,0	0,0	+ 17,9
Obligations accessibles à tout placeur	- 3,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 2,5	+ 1,6	- 3,0	0,0	- 7,4
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,7	+ 9,0	0,0	+ 6,2	+ 6,1	+ 1,3	+ 4,2	+ 29,5
Autres emprunts à plus d'un an		+ 1,8					0,0	—	+ 7,4	+ 25,7	0,0	0,0	+ 34,9
Divers	+ 2,2	+ 0,3	+ 0,9		0,0		+ 3,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 7,2
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 4,2	+ 82,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,2	—	—	—	—	—	- 0,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 2,2	0,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 2,7	0,0	+ 13,3
Réserves de sécurité sociale	- 3,8	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	—	- 2,9
Divers	+ 10,9	+ 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	- 3,8	—	- 3,1	0,0	- 1,0	- 1,9	+ 3,7
Total ...	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	- 1,9	+ 13,9
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 1,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 1,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,1	—			- 0,1	+ 7,4	—	+ 0,2	+ 2,9		+ 0,9	+ 11,2
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 99,3	—	+ 3,6	0,0		0,0	+ 102,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³							+ 439,7	—	—	—	—	—	+ 439,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 5,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 5,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	- 15,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 15,8
Obligations	+ 93,8 ⁴	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 64,3	0,0	+ 11,8	+ 3,0	+ 2,3 ⁴	0,0	+ 175,2
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique		—	+ 0,2	—	—	—	+ 9,1	—	—	—	—	+ 32,8	+ 42,1
Divers	+ 32,6	+ 2,0	+ 2,3		- 0,7		- 3,5	—	+ 9,5	- 0,9	0,0	+ 97,4	+ 138,7
(Actions et parts)	(- 1,3) ⁴	(0,0)	(+ 0,5)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,0)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(+ 1,7) ⁴	(0,0)	(+ 6,6)
Total ...	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 131,1	+ 887,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 68,9	+ 0,5	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	.	-	0,0	+ 3,4	- 1,2	- 0,8	0,0	+ 73,7
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 3,7	- 3,1	0,0	+ 0,7	0,0	-	0,0	+ 1,3
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 759,8	-	-	-	0,0	-	-	+ 759,8
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 9,5	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	+ 12,4	+ 2,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 39,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 33,8	+ 0,5	-	0,0	0,0	-	-	+ 7,7	+ 0,7	0,0	0,0	0,0	+ 42,7
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 63,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 63,0
Dépôts à plus d'un an	+ 6,4	-	-	-	0,0	-	0,0	-	0,3	-	0,0	0,0	+ 6,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	-	-	0,0	0,0	-	+ 0,3	-	+ 0,7	+ 1,0	- 0,2	0,0	+ 56,9
Divers	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	- 4,6	- 1,8	0,0	+ 45,2	+ 38,8
(Actions et parts)	(+ 7,4)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 2,0)	(0,0)	(+ 1,6)	(.)	(+ 0,1)	(.)	(+ 11,1)
Total	+193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 57,6	+1.084,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 21,0	-	0,0	0,0	-	-	+ 21,0
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	- 3,2	- 7,4	-	+ 3,2	- 6,3	-	-	- 13,7
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	- 0,4	- 0,4
Total	-	-	0,0	0,0	-	- 3,2	+ 13,6	-	+ 3,2	- 6,3	-	- 0,4	+ 6,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 12,2	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,1	-	+ 0,8	+ 2,3	- 4,6	- 0,6	+ 10,5
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,2	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	-	-	-	-	-	- 1,3	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	-	-	-	-	+ 9,6	-	-	-	-	-	0,0	+ 9,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 40,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 40,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,6	- 0,8	+ 0,1	- 0,7	- 3,6	+ 5,0	0,0	-	- 0,3	+ 1,1	+ 7,0	0,0	+ 11,4
Dépôts à plus d'un an	+ 8,7	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	-	-	-	-	-	-	+ 9,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 69,1	0,0	-	0,0	0,0	-	1,8	-	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5	0,0	+ 68,3
Réserves mathématiques	- 0,6	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5	-	- 0,6
Divers	+ 8,4	- 0,1	+ 0,3	+ 3,3	0,0	- 2,0	+ 5,6	0,0	- 0,1	+ 0,1	+ 0,0	+ 12,0	+ 27,5
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 2,8)	(.)	(+ 1,7)	(.)	(+ 4,9)
Total	+147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 11,4	+180,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,7	0,0	-	+ 0,2	+ 0,1	.	0,0	-	- 0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 2,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,7	-	0,0	- 0,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	- 0,6	- 0,2	-	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 0,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 29,5	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 29,5
Autres dépôts à un an au plus	- 1,4	- 2,7	-	+ 3,7	+ 1,9	- 0,8	- 0,2	-	0,0	0,0	- 0,9	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 74,5	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	- 2,2	- 7,7	+ 1,3	- 1,5	+ 8,6	- 0,9	0,0	+ 70,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 5,1	+ 10,2	-	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,8	0,0	+ 20,9
Divers	- 0,1	- 0,1	+ 6,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 15,2	-	+ 0,5	- 0,9	0,0	+ 12,2	+ 33,8
(Actions et parts)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 0,1)	(+ 2,8)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,1)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,9)
Total	+108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 12,2	+163,0
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 0,1
Réserves mathématiques	+ 59,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 59,9
Divers	+ 0,5	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	-	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 1,9
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)
Total	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 61,7
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	.	+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	-	+ 180,9
Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 230,8	+ 3.350,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	18,2	462,2
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	121,0	7.835,2
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	—	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	437,7	—	466,5
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	10.744,7	736,2	22.615,3
Solde des créances et des dettes ...	2.661,8	- 344,2	- 2.904,2	- 697,0	29,1	- 1.254,7	949,8	64,6	- 0,2	19,1	10,2	- 58,5	35,2	269,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	419,4	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	2.785,2	4,4	3.217,7
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	2.429,0	48,1	3.856,5
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	733,8	6,6	844,7
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	972,3	69,5	132,6	15,6	263,5	1.453,5	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.682,1
7. Etranger	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	188,0	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	4.144,1	3,2	4.337,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	—	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	7.222,5	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	12.268,8	804,9	25.813,6
Solde des créances et des dettes	3.100,8	-343,2	-3.496,3	-740,4	19,5	-1.459,6	1.179,6	73,1	0,0	16,9	19,1	-77,7	31,4	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 13,2	+ 49,3	+ 9,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 96,9	+ 2,6	+ 162,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 7,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 5,2	+ 12,2	+ 9,8
3. Etat (Trésor)	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 32,6	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 403,7	+ 1,1	+ 518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 73,1	+ 4,2	+ 82,0
5. Sécurité sociale	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 9,3	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	+ 5,6	- 1,9	+ 13,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 56,6	+ 6,6	- 9,7	+ 3,0	+ 7,6	+ 64,1	+ 119,0	+ 288,1	+ 5,5	+ 116,6	+ 139,4	+ 34,9	+ 584,5	+ 18,2	+ 785,8
7. Etranger	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	+ 109,1	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 647,7	+ 131,1	+ 887,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+ 197,7	+ 763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 65,5	+ 57,6	+ 1.084,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	+ 10,5	- 0,4	+ 6,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 146,2	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 9,7	+ 11,4	+ 180,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 116,4	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 31,5	+ 12,2	+ 163,0
12. Autres institutions ¹	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 60,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,5	+ 0,7	+ 61,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 510,0	- 2,7	+ 7,1	+ 9,5	- 3,1	+ 520,8	+ 775,9	+ 95,4	+ 1,3	+ 14,8	+ 5,2	+ 1,0	+ 117,7	+ 81,5	+ 1.495,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 5,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	+ 142,6	—	+ 180,9
15. Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 699,5	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 1.492,5	+ 230,8	+ 3.350,4
Solde des créances et des dettes ..	+ 510,0	+ 1,0	- 518,2	- 69,5	- 9,6	- 86,3	+ 39,8	+ 8,9	+ 0,2	- 2,2	+ 8,9	- 19,2	- 3,4	+ 49,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e an-

née, tome I, janvier 1977, LI^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)	
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres intermédiaires financiers ¹⁰
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1977	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	* 1.555,4	* 159,9	1.108,9	1.116,6	* 56,5	165,1	4,2	222,3	* - 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	* 1.615,6	* 190,9	1.146,7	1.154,5	* 54,1	169,8	12,5	224,5	* - 186,1
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	* 1.622,5	* 177,5	1.112,3	1.122,6	* 51,6	188,0	13,9	* 239,6	* - 239,5
Décembre	964,6	1.016,8	481,4	123,6	2.586,4	- 723,1	* 1.622,5	* 183,0	1.185,9	1.195,1	* 50,9	182,2	17,2	* 240,4	* - 172,6

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créateur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5
— Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8
— Autres	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0
3. Ecus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4
4. Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3	15,5	8,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0	29,4	30,1
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2	303,7	287,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1	4,4	4,1
c) sur les banques de dépôts	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4	12,4	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	7,3	9,5	5,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0
b) effets commerciaux	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	46,2	45,5	40,2	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2
c) avances	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5
b) autres	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4	64,5	85,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	80,5	12,0	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	6,7	5,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	7,0	5,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	12,1	13,5	14,0	14,8	14,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,4	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	373,0	395,7	375,8	379,9	*373,0
— monnaie scripturale ⁵	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	267,8	264,2	275,2	250,8	248,2
TOTAL DU PASSIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86	30-4-86	31-5-86
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	23,8	23,9	23,2	23,0	23,0	23,0	22,7	22,8	23,0	22,3	22,5	22,5	22,5
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	18,6	18,8	18,7	18,9	17,7	16,0	15,6	16,0	16,0	14,6	14,8	14,5	14,7
— Autres	1,8	1,7	1,8	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	3,6	6,0	6,0	6,0	6,0
3. Ecus	182,4	182,4	175,7	175,7	175,7	156,6	156,6	157,9	146,2	146,2	145,4	143,4	143,4
4. Accords internationaux	1,4	1,2	1,6	1,7	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,8	2,6	2,7	2,5
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	10,4	15,1	11,1	10,4	9,3	14,1	11,7	15,5	14,6	11,3	8,2	10,7	4,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	50,4	45,9	35,4	26,1	24,0	31,1	30,3	29,4	28,9	29,0	30,1	30,9	87,3
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	347,0	347,2	325,7	316,6	312,2	303,0	299,0	303,7	292,0	289,4	287,8	288,9	339,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,7	0,8	0,9	1,3	1,5	1,3	1,2	1,0	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,9	3,8	3,7	3,7	4,1	4,1	4,5	4,4	3,9	4,3	4,1	3,8	3,7
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	1,7	0,6	0,0	0,0	0,4	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	7,8	3,5	0,4	0,2	4,1	0,0
c) avances	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	168,4	169,8	174,5	185,9	188,0	187,2	185,3	182,2	160,6	168,8	168,5	166,1	138,2
b) autres	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,5
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	77,3	69,5	75,6	69,7	78,4	71,7	63,8	64,5	70,0	78,2	85,9	72,4	116,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2	642,1	626,7	688,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86	30-4-86	31-5-86
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,7	5,3	6,2	5,7	5,9	6,0	7,6	6,7	6,1	5,4	5,4	4,9	5,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,0	5,6	6,5	6,0	6,2	6,3	7,9	7,0	6,4	5,7	5,7	5,2	5,4
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	12,9	13,5	12,1	11,7	14,0	12,4	11,5	14,8	11,8	11,7	* 14,8	* 12,0	* 12,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,0	0,2	0,5	0,0	0,1	0,1	0,4	0,1	0,0	* 0,1	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	386,7	395,7	380,4	379,3	375,8	373,3	373,0	379,9	366,5	369,3	* 373,0	* 375,5	* 392,3
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,0	0,0	- 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	278,4	264,2	267,9	271,7	275,2	262,7	248,4	250,8	234,0	244,5	* 248,2	* 233,7	* 278,9
TOTAL DU PASSIF ...	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2	642,1	626,7	688,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,4	2,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1
Total des créances sur l'étranger	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,6	2,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7	1,5	2,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1	0,4	1,5
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	4,8	1,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	82,8	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2	82,3	83,6
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	15,0	14,9	14,9	14,9	*15,0	*15,0	*15,0	* 15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1	42,4	47,1
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,3	0,4
b) effets commerciaux	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,8	2,7
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0	0,2
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	12,2 ⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	15,4	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9	14,6	11,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,1 ⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8	4,1	4,5
b) envers les organismes publics	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1	2,3	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1	11,6	6,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3	14,4
— monnaie scripturale	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	92,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5	95,6	102,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	38,3	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5	37,8	37,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9	23,2	19,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5	4.090,2
b) en francs belges	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,0	220,2
Total des créances sur l'étranger	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1	4.664,9
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8	12,5	12,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4
b) sur les organismes publics	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,9	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1	11,5	6,8
c) sur les banques de dépôts	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	492,6	452,6	450,3	437,1	500,4	498,1	* 529,2	* 520,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9	564,5	556,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	476,0	501,0	482,3	499,2	550,2	585,2	* 611,0	* 617,0
— autres	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	178,9	214,2	233,0	249,1	296,4	284,5	* 262,9	* 263,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	30,7	16,8	23,9	25,6	35,4	33,5	* 35,2	* 39,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	10,2	6,2	14,4	14,7	14,1	21,0	* 22,9	* 22,2
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	* 76,5	* 74,0
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0	16,0	15,5
b) effets commerciaux	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0	190,3	191,2
c) avances	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7	904,9	966,6
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	22,3	20,7	20,0	23,2	21,9	21,0	* 19,3	* 18,7
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	* 32,1	* 31,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	11,6	16,8
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
— autres	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	139,6	101,1	95,7	98,6	125,1	124,9	* 138,2	* 132,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	63,3	61,4	58,6	56,3	53,2	53,0	* 53,5	* 61,3
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	* 61,4	* 63,5
D. Autres	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	447,9	451,3	491,8	544,0	529,5	547,7	* 531,7	* 581,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9
b) en francs belges ¹	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4	505,3	531,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5	5.686,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	1,6	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7
b) envers les organismes publics	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	2,9	1,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
— autres	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	491,9	451,6	449,5	436,3	499,5	497,2*	528,3*	519,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	370,8	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1*	413,3*	427,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,3	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5	2,0	2,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	484,0
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2
D. Autres	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	459,2	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0*	589,0*	579,3
TOTAL DU PASSIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	57,4	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	33,9	36,8	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	4.119,6	
b) en francs belges	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,2	220,3	
Total des créances sur l'étranger	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	4.970,8	
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	
b) sur les organismes publics	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	11,6	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	16,0	12,7	
c) sur les banques de dépôts	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	499,5	457,7	450,4	442,7	504,8	501,7	* 534,0	* 522,5	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	632,0	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	683,8	677,2	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	501,9	526,8	508,0	524,9	577,5	612,6	* 638,4	* 644,4	
— autres	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	216,4	251,7	270,5	286,6	333,9	322,0	* 300,4	* 300,9	
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	68,8	64,4	62,6	87,6	69,8	91,6	* 77,6	* 86,4	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	10,8	6,8	15,1	15,4	14,8	21,7	* 23,6	* 22,9	
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	* 76,5	* 74,0	
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	16,3	17,6	
b) effets commerciaux	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	191,1	201,7	
c) avances	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	877,7	919,7	904,9	966,6	
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	22,8	21,2	20,4	23,6	22,3	21,3	* 19,5	* 18,9	
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	* 32,1	* 31,7	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	
b) autres	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	13,9	17,2	
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	
— autres	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	139,6	101,1	95,7	99,3	125,6	125,0	* 139,2	* 132,4	
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	63,6	61,7	58,9	56,6	53,5	53,3	* 53,8	* 61,6	
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	* 61,4	* 63,5	
D. Autres	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	541,3	553,0	592,2	635,9	613,7	631,1	* 624,7	* 656,9	
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.968,5 ⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées, qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	Colonne du tableau XIII.1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	80,6	12,0	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	
b) en francs belges ¹	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	511,2	537,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	5.693,9	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	4,1	5,2	
b) envers les organismes publics	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	5,2	2,6	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	
— autres	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	497,8	457,0	460,4	443,6	504,3	500,3	539,9	526,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	390,1	394,3	(1)
— monnaie scripturale ³	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	463,3	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	* 509,1	* 530,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	40,2	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	* 40,5	* 40,2	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	(2)
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	* 484,0	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	(3)
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	(14)
D. Autres	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	729,1	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	* 864,2	* 830,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

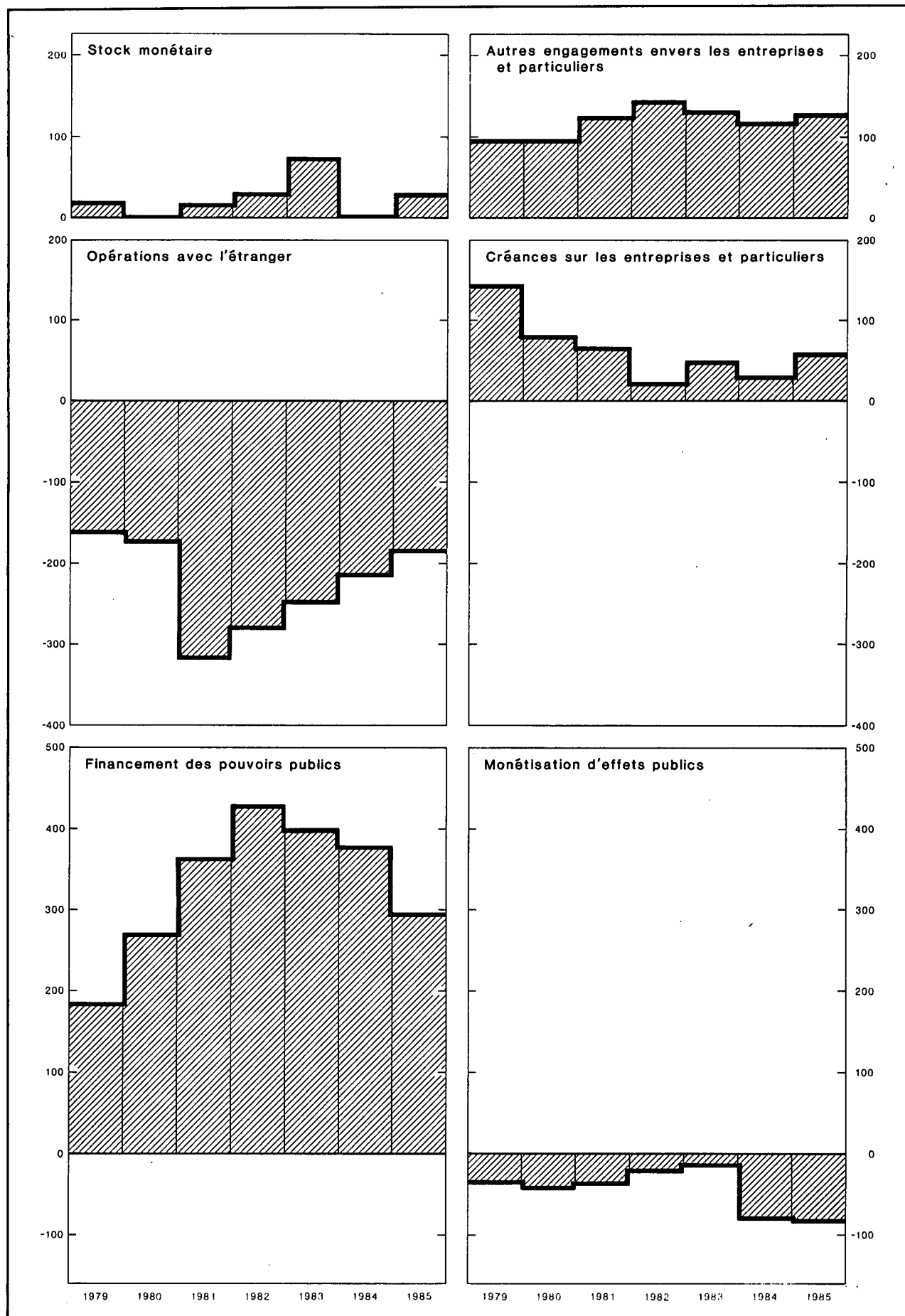
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹		Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹	
		En francs belges				En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires			par l'intermédiaire du Fonds des Rentes
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(5) = (1) à (4) = (6) à (16)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
1978	+ 43,4	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,4	+ 86,9	+ 55,4	- 14,2	+ 158,5	* - 188,2	+ 62,2	* - 2,3	+ 10,8	- 0,8	* + 311,0	* - 14,9	* - 77,7	- 6,5	* + 41,1	* + 23,8
1983 4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	- 0,3	+ 3,3	- 1,5	+ 88,5	+ 1,4	- 12,0	- 15,3	+ 31,2	+ 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	- 1,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 175,3	+ 15,2	- 14,6	- 4,6	- 21,7	- 7,6
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	* - 36,3	- 16,4	* + 0,0	- 5,2	+ 0,8	* + 130,3	* - 38,6	* - 12,7	- 2,4	+ 18,1	* + 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	* - 67,5	+ 37,9	* - 1,5	+ 9,2	- 0,1	* + 116,9	* + 27,9	* - 21,1	- 2,8	+ 4,5	* - 28,8
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	* - 54,1	- 31,9	* - 0,7	+ 0,6	- 2,5	* + 51,0	* - 10,8	* - 24,6	+ 10,3	* + 16,8	* - 2,0
4 ^e trimestre	+ 24,9	+ 44,4	+ 13,6	- 5,6	+ 77,3	* - 30,3	+ 72,6	* - 0,1	+ 6,2	+ 1,0	* + 12,8	* + 6,6	* - 19,3	- 11,6	* + 1,7	* + 37,7

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total (8) = (3) + (7)		
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Avril	15,5	387,0	389,6	0,3	121,8	401,8	523,9	913,5	40,9	954,4
Mai	15,6	399,5	402,3	0,4	102,5	404,0	506,9	909,2	44,7	953,9
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Juillet	15,1	392,5	395,5	0,3	104,6	410,7	515,6	911,1	50,2	961,3
Août	14,7	391,0	393,9	0,2	103,8	399,2	503,2	897,1	40,5	937,6
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Octobre	14,3	385,7	387,6	0,2	105,2	400,2	505,6	893,2	45,0	938,2
Novembre	14,3	384,5	387,3	0,2	98,0	407,4	505,6	892,9	40,2	933,1
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	*427,8	*530,2	*924,5	*40,2	964,7
1986 Janvier	14,3	378,3	380,7	0,3	131,2	*426,0	*557,5	*938,2	*44,7	982,9
Février	14,2	381,0	383,5	0,3	98,1	*413,6	*512,0	*895,5	*52,9	948,4
Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	106,9	*431,5	*538,7	*928,1	*48,1	976,2

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1977	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983 Septembre	388,3	457,6	98,0	555,6	943,9	34,5	15,2	49,7	993,6
Décembre	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Mars	379,8	449,3	105,4	554,7	934,5	40,3	11,7	52,0	986,5
Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,3	459,3	110,5	569,8	955,1	56,2	7,9	64,1	1.019,2
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,8	73,6	1.117,5
Septembre	382,3	489,2	118,1	607,3	989,6	40,6	12,2	52,8	1.042,4
Décembre	383,5	510,5	108,7	619,2	1.002,7	40,1	15,2	55,3	1.058,0

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 55,9	- 21,4
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	* - 188,2	+ 102,5	- 31,6
1983 4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	- 109,2	+ 22,7	- 13,8
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2
4 ^e trimestre	317,2	- 929,6	- 612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4
1985 1 ^{er} trimestre	328,2	- 936,3	- 608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	* + 20,1	- 5,2	* - 36,3	+ 24,3	+ 2,8
2 ^e trimestre	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	* + 19,9	+ 9,2	* - 67,5	+ 15,1	- 23,3
3 ^e trimestre	306,0	- 962,9	- 656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	* + 16,2	+ 0,6	* - 54,1	+ 4,6	- 32,7
4 ^e trimestre	296,7	- 1.019,8	- 723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	* - 12,9	+ 6,2	* - 30,3	+ 58,6	+ 21,6

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des réserves de transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	- 8,4
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,7
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,4	145,4	30,0	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
1985 Mai	58,2	44,2	182,4	50,4	1,4	336,6	6,0	0,0	23,6	29,6	- 167,8	139,2	+ 2,9
Juin	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 6,8
Juillet	58,2	43,7	175,7	35,4	1,6	314,6	6,5	0,0	23,6	30,1	- 153,6	130,9	- 6,1
Août	58,2	44,5	175,7	26,1	1,7	306,2	6,0	0,0	23,6	29,6	- 153,5	123,1	- 17,1
Septembre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 9,1
Octobre	58,2	41,5	156,6	31,1	1,5	288,9	6,3	0,0	23,6	29,9	- 153,1	105,9	- 12,9
Novembre	58,2	40,8	156,6	30,3	1,4	287,3	7,9	0,0	23,6	31,5	- 138,5	117,3	+ 13,5
Décembre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1986 Janvier	58,2	42,6	146,2	28,9	1,5	277,4	6,3	0,0	23,6	29,9	- 127,2	120,3	+ 0,8
Février	58,2	42,9	146,2	29,0	1,8	278,1	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,3	121,5	+ 0,7
Mars	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 0,9
Avril	58,2	43,0	143,4	30,9	2,7	278,2	5,2	0,0	23,6	28,8	- 125,4	124,0	+ 1,2
Mai	58,2	43,1	143,4	87,3	2,5	334,5	5,4	0,0	23,6	29,0	- 181,5	124,0	+ 55,7

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ⁵ ..	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars ⁵	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ⁵ .	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre . *	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	.	816,9	.	977,8	2.172,9

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) =	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
C. Total												
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
B. Crédits à l'étranger											
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
C. Total											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
1983 Décembre ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
1984 Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
1984 Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
1984 Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
1985 Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
1985 Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
1985 Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
1983 Décembre ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
1984 Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
1984 Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
1984 Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
1985 Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
1985 Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
1985 Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
C. Total												
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
1983 Décembre ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
1984 Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
1984 Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
1984 Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
1985 Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
1985 Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
1985 Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Encaisse en or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8
Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0
Écus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9
Monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4
Avance au F.M.I.	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—
Banques	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9
Fonds publics	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2
Total de l'actif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Billets en circulation	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—
Valeurs à payer	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5
Autres accords	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9
Réserve extraordinaire	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Total du passif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1985 4 mars	1986 10 mars	1985 5 avril	1986 7 avril	1985 6 mai	1986 5 mai	1985 10 juin	1986 9 juin
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	24,2	22,2	23,9	22,5	24,0	22,5	23,8	22,3
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	22,4	14,6	22,3	14,8	19,8	14,5	18,9	14,7
Ecus	184,1	146,2	184,1	143,9	182,4	143,4	182,4	143,4
Monnaies étrangères	40,1	29,3	30,4	30,0	38,5	33,8	48,4	78,5
Monnaies étrangères, Ecus et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	25,6	17,7	25,6	18,1	21,0	18,0	21,0	18,0
Autres	0,0	2,4	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,6	2,0	1,7	2,6	1,6	2,7	1,3	2,4
Avances au F.M.I.	0,8	6,0	1,8	6,0	1,8	6,0	1,7	5,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	20,7	0,0	0,0	0,0	1,2	2,8	6,1	46,9
Effets de commerce	13,0	9,9	20,4	17,7	11,7	7,0	10,4	8,2
Avances sur nantissement	0,0	0,0	11,4	23,2	0,0	0,1	0,0	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b ..	150,8	170,8	149,6	144,4	174,4	182,5	169,0	150,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,8	1,2	0,8	1,1	0,8	1,0	0,7	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,5	4,3	3,4	4,0	3,5	3,8	3,8	3,7
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	14,3	16,2	14,1	16,2	14,1	16,2	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	3,4	4,4	3,4	4,4	3,4	4,4	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	19,8	21,0	20,1	21,4	20,1	21,5	20,1	—
Divers	20,1	29,7	19,5	16,5	18,8	19,4	24,2	30,6
	677,9	630,6	665,2	620,5	669,8	632,3	682,2	679,5
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	21,2	21,9	19,6	20,5	18,8	19,9	18,1	19,2
PASSIF								
Billets en circulation	386,1	381,5	389,5	387,8	394,1	394,4	400,4	408,1
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	1,8	1,2	2,0	2,4	2,1	1,5	1,6	1,5
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	13,5	24,2	13,7	12,3	12,9	16,7	14,3	27,3
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	3,5	4,3	3,4	4,0	3,5	3,8	3,8	3,7
Autres accords	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	184,1	144,9	184,1	143,4	182,4	143,4	182,4	143,4
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères, Ecus et or à livrer	12,0	2,5	0,0	1,1	0,8	2,8	4,0	46,9
Caisse de Pensions du Personnel	19,8	21,0	20,1	21,4	20,1	21,5	20,1	—
Divers	19,2	11,1	14,4	8,2	16,0	8,4	17,7	8,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	13,9	15,8	13,9	15,8	13,9	15,8	13,9	15,8
	677,9	630,6	665,2	620,5	669,8	632,3	682,2	679,5
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	21,2	21,9	19,6	20,5	18,8	19,9	18,1	19,2
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
1985 Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97
Avril	1.251	262,0	85,3	511,9	923,0	477,9	923,0	2.835,8	97
Mai	1.251	260,6	95,8	551,0	1.049,2	567,4	1.049,2	3.216,8	96
Juin	1.252	253,6	91,4	536,5	1.021,6	532,2	1.021,6	3.111,9	97
Juillet	1.254	281,9	82,6	520,2	925,2	544,2	925,2	2.914,8	96
Août	1.258	225,2	86,1	431,0	788,0	432,6	788,0	2.439,6	97
Septembre	1.259	227,0	87,7	433,4	840,5	446,4	840,5	2.560,8	97
Octobre	1.260	262,5	83,4	520,3	936,0	507,7	936,0	2.900,0	97
Novembre	1.259	223,4	85,8	472,6	913,8	457,6	913,8	2.757,8	97
Décembre	1.257	259,4	89,8	488,3	807,1	463,1	807,1	2.565,6	96
1986 Janvier	1.254	307,3	94,7	536,2	1.099,3	530,2	1.099,3	3.265,0	97
Février	1.256	259,5	94,6	511,9	1.063,4	521,0	1.063,4	3.159,7	97
Mars	1.243	267,3	92,6	468,1	940,9	475,6	940,9	2.825,5	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 28 févr.	1986 28 févr.	1985 31 mars	1986 31 mars
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,0	14,2	18,5	16,2	12,8	12,4	13,4	13,5
Prêts au jour le jour	63,2	90,4	146,6	175,0	227,7	141,6	143,3	179,3
Banquiers	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.720,5	2.393,8	2.757,3	2.533,2
Maison-mère, succursales et filiales	795,6	949,9	1.133,1	1.338,9	1.368,1	1.332,7	1.259,2	1.361,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	41,9	49,4	64,2	68,4	66,2	76,2	69,4	111,0
Portefeuille-effets	663,6	823,5	885,9	938,1	903,2	997,5	913,3	1.033,3
a) Effets publics	408,4	562,9	569,7	644,5	587,5	691,5	596,3	726,7
b) Effets commerciaux ^a	255,2	260,6	316,2	293,6	315,7	306,0	317,0	306,6
Reports et avances sur titres	1,5	2,1	2,8	4,3	2,9	5,8	2,3	9,2
Débiteurs par acceptations	68,9	69,5	60,8	54,8	63,8	53,6	66,4	53,4
Débiteurs divers	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.974,1	2.149,6	1.870,7	2.018,5	1.951,6
Valeurs mobilières	713,2	914,7	1.122,7	1.423,1	1.215,3	1.466,5	1.234,7	1.505,0
a) Fonds publics belges	612,3	735,6	828,8	985,5	881,4	1.016,6	898,3	1.035,2
b) Autres titres d'emprunt	99,7	177,2	289,7	419,0	330,1	432,9	332,7	452,1
c) Actions et parts de sociétés	0,9	1,6	2,5	2,2	2,1	2,2	2,0	2,2
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	1,7	16,4	1,7	14,8	1,7	15,5
Valeurs de la réserve légale	2,8	3,3	3,7	3,8	3,8	3,9	3,7	3,9
Participations	35,3	43,3	47,2	33,4	48,7	33,8	48,9	33,3
a) Filiales	21,5	28,8	31,9	17,3	33,2	17,8	32,9	17,3
b) Autres participations	13,8	14,5	15,3	16,1	15,5	16,0	16,0	16,0
Frais de constitution et de premier établissement	1,5	1,6	1,9	2,2	1,9	2,3	1,9	2,3
Immeubles	23,5	24,4	24,6	25,7	24,7	26,0	25,0	26,3
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,8	1,9	1,8
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	5,4	6,9	8,4	10,0	8,7	10,2	8,6	9,9
Divers	177,3	193,2	264,6	266,8	294,4	254,3	254,2	245,4
Total de l'actif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.114,3	8.683,2	8.822,1	9.074,0
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	122,3	123,9	83,7	82,3	82,9	70,1	83,0	69,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,1	0,5	1,4	0,1	1,0	0,1	0,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

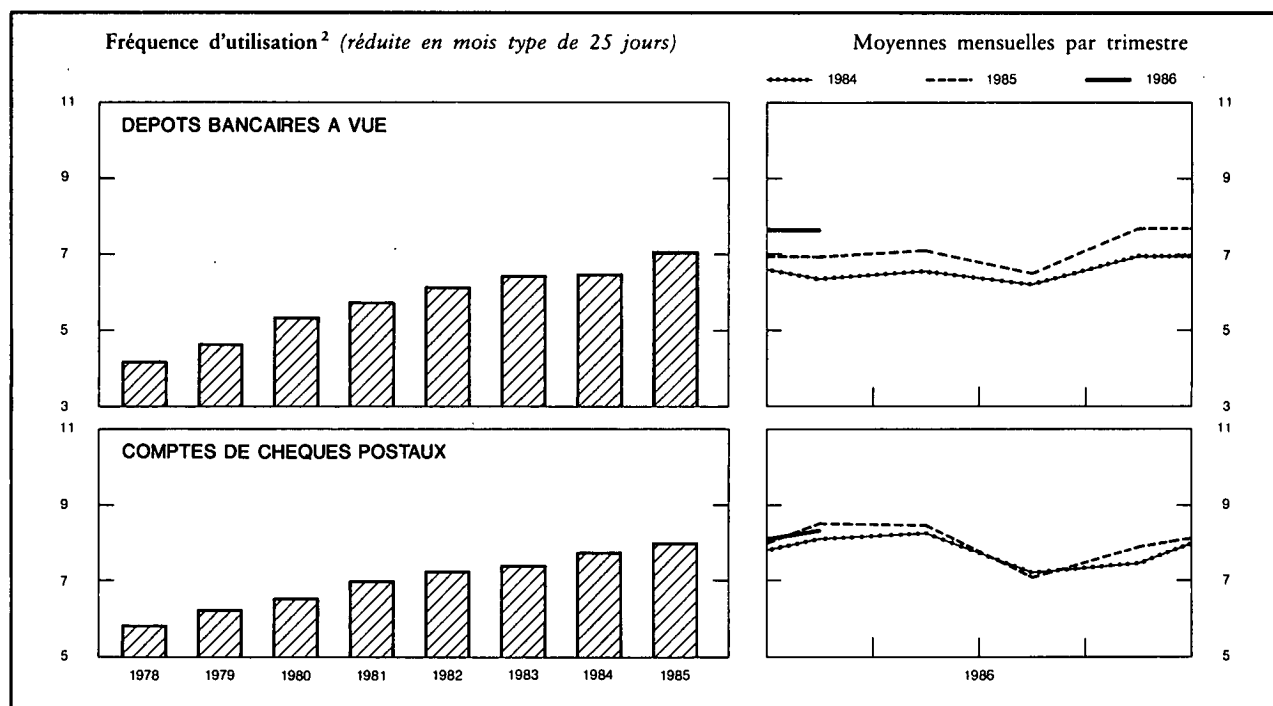
Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 28 févr.	1986 28 févr.	1985 31 mars	1986 31 mars
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	7,5	10,9	8,9	5,6	5,3	6,4	25,2
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,8	7,3	8,4	8,2	5,4	5,2	6,0	6,0
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,7	0,2	2,5	0,7	0,2	0,1	0,4	19,2
Emprunts au jour le jour	130,9	168,1	257,7	330,6	295,3	297,6	217,2	284,7
a) Couverts par des sûretés réelles	10,4	8,1	5,5	8,5	3,2	4,0	5,6	3,6
b) Non couverts par des sûretés réelles	120,5	160,0	252,2	322,1	292,1	293,6	211,6	281,1
Banquiers	3.062,7	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.565,2	4.271,9	4.430,5	4.455,4
Maison-mère, succursales et filiales	526,6	701,7	921,4	931,8	1.166,4	894,8	1.061,0	938,8
Acceptations	68,9	69,5	61,1	54,8	63,8	53,6	66,4	53,4
Autres valeurs à payer à court terme	34,7	39,3	51,5	61,9	52,3	67,2	50,4	92,0
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	6,2	8,1	7,4	7,2	7,2	7,1	7,6
Dépôts et comptes courants	1.620,8	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.069,3	2.130,4	2.103,6	2.263,2
a) A vue	422,7	489,6	504,5	557,8	508,2	543,3	497,9	575,0
b) A un mois au plus	347,9	403,1	485,1	495,0	514,7	497,6	501,2	522,3
c) A plus d'un mois	419,9	469,5	505,0	507,6	512,9	477,6	568,2	546,4
d) A plus d'un an	14,0	10,6	10,7	15,2	11,4	14,3	11,4	14,8
e) A plus de deux ans	27,9	44,4	42,7	49,8	44,0	49,4	43,5	56,3
f) Carnets de dépôts	387,1	426,8	466,4	536,9	476,4	546,1	479,7	546,3
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,5	1,5	2,0	1,7	2,1	1,7	2,1
Obligations et bons de caisse	293,9	352,3	390,8	444,0	402,3	451,3	409,9	457,3
Montants à libérer sur titres et participations	1,6	1,5	1,7	1,4	1,5	1,5	1,7	1,6
Divers	195,4	201,1	259,1	304,1	290,9	309,0	276,1	296,5
<i>Total de l'exigible</i>	5.947,8	6.988,1	8.120,9	8.663,9	8.919,8	8.489,8	8.630,3	8.875,7
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	27,1	40,7	58,2	49,3	64,6	48,3	61,3	49,9
<i>Non exigible :</i>								
Capital	54,7	65,8	68,4	77,6	68,3	78,1	69,2	79,0
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	5,1	5,5	5,3	5,5	5,4	5,0	6,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,8	3,3	3,7	3,8	3,7	3,9	3,7	3,9
Réserve disponible	26,8	29,5	31,5	35,0	31,7	35,5	31,7	36,0
Autres réserves	9,5	11,3	11,7	11,5	11,7	11,5	11,7	11,9
Provisions	7,4	8,0	8,8	10,5	9,0	10,7	9,2	10,9
<i>Total du non exigible</i>	103,6	123,0	129,6	143,7	129,9	145,1	130,5	148,4
<i>Total du passif</i>	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.114,3	8.683,2	8.822,1	9.074,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
1985 Avril	2.252,6	755,4	3.008,0	7,35	7,35	7,63
Mai	2.413,0	992,9	3.405,9	7,08	7,38	9,06
Juin	2.172,3	899,1	3.071,4	6,55	6,55	8,65
Juillet	2.221,3	677,2	2.898,5	7,14	6,61	7,21
Août	1.944,7	654,6	2.599,3	6,37	6,12	6,69
Septembre	2.185,4	738,0	2.923,4	6,78	6,78	7,39
Octobre	2.273,0	784,6	3.057,6	7,78	7,21	8,27
Novembre	2.266,3	835,0	3.101,3	6,89	7,17	8,51
Décembre	2.948,0	697,6	3.645,6	8,64	8,64	6,91
1986 Janvier	2.588,9	868,2	3.457,1	8,10	7,79	8,21
Février	2.505,2	994,7	3.499,9	7,46	7,77	9,23
Mars	2.450,2	806,0	3.256,2	7,51	7,51	7,60
Avril	2.547,7			8,00	7,69	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

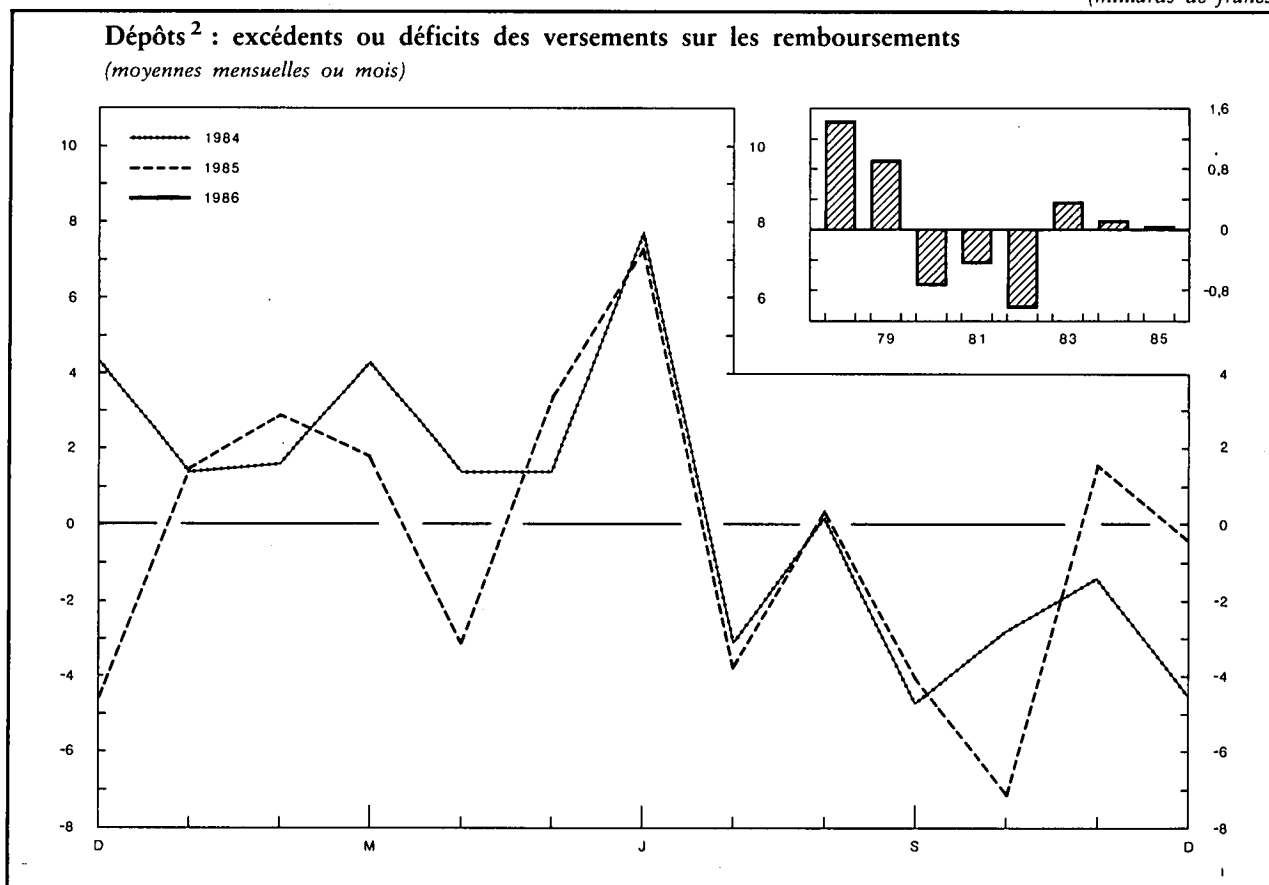
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
				valeur nominale					
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Janvier	27,3	—	175,9	0,0	0,0	21,7	0,0	5,6	175,9
Février	33,0	—	209,9	0,0	0,0	26,6	15,0	0,0	199,4
Mars	31,3	—	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Avril	29,6	—	231,7	0,0	0,0	52,3	0,0	0,0	202,9
Mai	30,4	—	231,4	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	197,1
Juin	30,4	—	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Juillet	29,3	—	224,5	0,0	0,0	62,3	0,0	0,0	190,6
Août	27,9	—	244,9	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	203,9
Septembre	28,1	—	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Octobre	28,4	—	206,5	0,0	0,0	55,2	0,0	0,0	172,9
Novembre	26,3	—	227,2	0,0	0,0	50,5	0,9	0,0	194,0
Décembre	26,6	—	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.603,2	1.602,6	0,6	514,4	256,3	770,7
1983 4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	425,4	431,3	- 5,9	514,4	256,3	770,7
1984 Décembre	137,2	141,7	- 4,5	489,8	230,8	720,6
1985 Janvier	133,8	132,3	1,5	491,3	232,8	724,1
Février	128,7	125,8	2,9	494,2	234,6	728,8
Mars	134,2	132,4	1,8	496,0	236,6	732,6
Avril	137,8	140,9	- 3,1	492,9	239,6	732,5
Mai	134,2	130,8	3,4	496,3	241,8	738,1
Juin	141,3	134,0	7,3	503,6	248,1	751,7
Juillet	127,6	131,3	- 3,7	499,9	249,4	749,3
Août	113,9	113,5	0,4	500,3	251,7	752,0
Septembre	126,3	130,3	- 4,0	496,3	253,1	749,4
Octobre	140,8	147,9	- 7,1	489,2	254,0	743,2
Novembre	126,2	124,6	1,6	490,8	255,0	745,8
Décembre	158,4	158,8	- 0,4	514,4	256,3	770,7

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues ; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1985 les intérêts capitalisés s'élèvent à 24,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	0,4	1,2
Banquiers	47,9	60,3	57,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3	2,8
Portefeuille-effets	132,8	134,7	139,4
a) effets publics	(119,7)	(121,7)	(124,0)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)	(15,4)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7	0,6
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3	0,1
Débiteurs divers	345,1	361,3	370,4
Valeurs mobilières	206,0	238,6	293,4
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)	(281,2)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)	(12,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)	(—)
Participations	0,8	1,6	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3	9,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	0,8
Divers	28,3	36,2	42,8
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8	—
Total de l'actif ...	782,6	854,5	925,1
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Banquiers	51,2	56,7	69,8
Acceptations	0,2	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9	1,6
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0	552,1
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)	(469,0)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)	(83,1)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5	230,8
Divers	33,2	44,0	50,4
Total de l'exigible ...	763,5	835,4	905,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	19,1	18,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	—	1,0
Total du passif ...	782,6	854,5	925,1

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	—	—	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6	0,2
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1	22,7
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5	1,4
— autres	0,1	0,5	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0	1,3
Valeurs disponibles	0,0	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0	2,3
Total de l'actif ...	56,9	61,3	64,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	—	0,7
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8	12,7
Perte reportée	0,0	0,0	—
Bénéfice reporté	—	—	0,1
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	29,7	31,9	34,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5	13,2
Autres provisions techniques	0,0	—	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1	0,2
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	—	0,1
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,0	1,6	1,8
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3	64,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1
2. garantis par banques et organismes financiers ..	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3
Crédits commerciaux	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6
Autres ¹	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2
2. autres ²	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8
Débiteurs divers	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6
Divers	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,8
Total de l'actif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1
EXIGIBLE :									
Obligations	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2
Bons de caisse	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5
Dépôts et emprunts divers	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9
Effets réescomptés	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0
Créditeurs divers	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8
Provisions pour charge et risques divers	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,8
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4
2. Autres ³	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,9
Total du passif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 28 févr.	1986 28 févr.	1985 31 mars	1986 31 mars
Caisse, B.N.B, Chèques Postaux	2,8	2,5	3,0	3,1	3,0	2,8	2,6	2,7
Prêts au jour le jour	0,8	2,3	5,7	2,5	6,1	1,0	2,7	0,9
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	31,9	36,3	42,5	41,8	48,0	44,9	48,9	46,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	5,6	4,6	8,2	7,4	6,7	6,2	6,4	7,7
Effets de commerce et factures	8,2	7,7	6,5	5,0	6,4	5,0	7,3	5,0
Débiteurs par acceptations	0,8	1,4	1,6	0,2	0,9	0,8	0,7	0,8
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	69,2	87,1	99,9	120,0	102,7	126,3	103,9	130,2
Portefeuille-titres et participations	340,7	442,8	518,3	608,4	523,8	612,7	536,3	620,1
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(60,6)	(53,7)	(59,1)	(57,0)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(234,0)	(299,5)	(247,0)	(301,1)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(168,7)	(179,9)	(169,1)	(181,5)
c) Obligations de sociétés belges	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(24,0)	(24,6)	(24,1)	(24,5)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(12,1)	(13,1)	(12,1)	(13,1)
e) Autres valeurs	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(24,4)	(41,9)	(24,9)	(42,9)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	254,0	262,3	258,9	265,7	257,5	272,9	258,6	274,8
Actionnaires ou sociétaires	3,3	3,1	2,9	2,7	2,8	2,7	2,8	2,7
Débiteurs divers	3,4	5,2	7,4	6,9	8,6	6,6	7,8	6,5
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Total du disponible et réalisable	721,1	855,7	955,3	1.064,0	966,9	1.082,2	978,4	1.098,3
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,5	7,9	8,5	9,2	8,5	9,4	8,5	9,5
Leasing immobilier	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Matériel et mobilier	0,8	1,2	1,6	1,9	1,6	1,8	1,7	1,9
Leasing mobilier	0,8	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,8	11,1	10,7	11,8	10,7	11,9	10,8	12,1
Comptes transitoires ¹	24,0	33,0	38,9	49,5	41,6	51,4	37,6	43,2
Total de l'actif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	1.019,2	1.145,5	1.026,8	1.153,6
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	696,8	825,7	927,9	1.040,4	939,3	1.057,2	949,6	1.070,9
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	684,4	812,1	913,9	1.023,8	924,9	1.038,9	935,1	1.052,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1985 28 févr.	1986 28 févr.	1985 31 mars	1986 31 mars
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	416,7	475,3	544,9	506,2	549,6	517,0	552,5	517,4
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	85,5	112,6	127,7	142,1	131,5	148,5	132,6	150,0
c) de cinq ans ou plus	174,6	216,8	228,8	250,4	231,8	259,7	233,2	260,7
Réserves techniques	0,8	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,1	6,5	6,4	6,7	6,5	8,4	6,5	8,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	1,9	2,4	2,8	1,7	2,5	1,6	2,5
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,4	0,3
b) auprès de la B.N.B.	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,2	2,3	2,0	107,2	2,7	92,2	3,1	96,9
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Récomptes	4,8	5,0	0,0	0,6	0,0	0,9	0,0	0,9
Mobilisation d'actifs	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,3	2,9	3,3	3,4	1,7	2,4	2,2	2,2
Créditeurs divers	1,8	1,7	2,0	2,3	1,9	2,3	1,8	2,9
Provisions pour charges	4,1	5,3	6,0	4,9	6,0	4,4	6,2	4,4
Divers	0,4	0,4	0,3	2,4	0,8	4,1	0,8	4,2
Total de l'exigible	700,3	831,3	924,2	1.029,4	934,5	1.042,7	941,1	1.051,1
Fonds propres :								
a) capital	9,6	14,1	16,7	20,9	16,9	21,5	16,9	21,7
b) réserve légale	0,8	1,0	1,2	1,3	1,2	1,3	1,2	1,0
c) autres réserves	12,6	13,9	15,6	18,8	15,8	18,9	16,1	19,2
Comptes de redressements d'actifs	5,8	6,6	8,0	9,9	8,0	9,9	8,0	9,9
Comptes transitoires ¹	25,8	32,9	39,2	45,0	42,8	51,2	43,5	50,7
Total du passif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	1.019,2	1.145,5	1.026,8	1.153,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Créditeurs	Débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3	
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2	
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3	
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1	
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1	
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7	
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3	
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7	
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6	
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1	
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4	
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6	
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9	
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4	
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9	
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1	
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2	
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9	
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6	
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4	
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6	
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3	
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5	
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8	
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1	
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0	
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9	
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2	
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 473,4	+ 485,0	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 487,7	+ 502,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 491,3	+ 482,9	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 586,9	+ 580,3	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 573,2	+ 579,3	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 689,3	+ 695,4	
1984	+ 9,7	+ 14,5	+ 5,2	+ 19,7	+ 3,1	+ 32,5	+ 560,7	+ 593,2	
1985	- 8,8	+ 14,2	- 4,9	+ 9,3	+ 3,9	+ 4,4	+ 796,7	+ 801,1	
1983 4 ^e trimestre ...	+ 4,7	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,6	+ 2,0	+ 201,1	+ 203,1	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,4	+ 20,9	+ 5,7	+ 26,6	+ 1,9	+ 26,1	+ 171,2	+ 197,3	
2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 0,9	- 4,8	- 5,7	+ 1,2	+ 10,8	+ 239,6	+ 250,4	
3 ^e trimestre ...	- 8,8	- 0,1	+ 5,8	+ 5,7	+ 0,4	- 2,7	+ 64,7	+ 62,0	
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 5,4	- 1,5	- 6,9	- 0,4	- 1,7	+ 85,2	+ 83,5	
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 22,3	- 0,3	+ 22,0	+ 0,8	+ 12,4	+ 248,7	+ 261,1	
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,9	+ 16,8	+ 11,9	+ 0,2	+ 32,0	+ 289,7	+ 321,7	
3 ^e trimestre ...	- 20,8	+ 1,7	- 14,4	- 12,7	+ 0,6	- 32,9	+ 98,4	+ 65,5	
4 ^e trimestre ...	+ 2,5	- 4,9	- 7,0	- 11,9	+ 2,3	- 7,1	+ 159,9	+ 152,8	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2, 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5, 6}	Actifs à plus d'un an ^{5, 7}	Total	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1978	+ 48,3	+ 176,5	+ 175,7	+ 400,5	0,0	+ 15,5	+ 15,5	+ 57,4	+ 473,4
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 208,1	+ 386,2	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 487,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 260,3	+ 376,3	+ 46,4	+ 21,7	+ 68,1	+ 46,9	+ 491,3
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 213,9	+ 354,9	+ 115,3	+ 36,7	+ 152,0	+ 80,0	+ 586,9
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 300,5	+ 473,9	+ 30,7	+ 48,4	+ 79,1	+ 20,2	+ 573,2
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 356,0	+ 578,2	- 13,8	+ 82,9	+ 69,1	+ 42,0	+ 689,3
1984	- 8,8	+ 235,9	+ 225,2	+ 452,3	- 9,4	+ 103,0	+ 93,6	+ 14,8	+ 560,7
1985	+ 47,6	+ 236,3	+ 298,6	+ 582,5	- 23,3	+ 97,0	+ 73,7	+ 140,5 ¹⁰	+ 796,7
1983 4 ^e trimestre	+ 20,0	+ 91,7	+ 69,3	+ 181,0	+ 7,7	+ 32,1	+ 39,8	- 19,7	+ 201,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 29,4	+ 97,0	+ 44,1	+ 111,7	+ 23,5	+ 30,3	+ 53,8	+ 5,7	+ 171,2
2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 19,8	+ 50,8	+ 138,5	- 12,5	+ 26,5	+ 14,0	+ 87,1	+ 239,6
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 75,3	+ 45,9	+ 69,3	- 4,0	+ 17,4	+ 13,4	- 18,0	+ 64,7
4 ^e trimestre	+ 4,6	+ 43,8	+ 84,4	+ 132,8	- 16,4	+ 28,8	+ 12,4	- 60,0	+ 85,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 6,5	+ 109,2	+ 76,5	+ 179,2	+ 7,2	+ 14,2	+ 21,4	+ 48,1	+ 248,7
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 6,8	+ 120,9	+ 209,4	- 12,9	+ 27,5	+ 14,6	+ 65,7	+ 289,7
3 ^e trimestre	- 54,3	+ 53,6	+ 30,6	+ 29,9	- 9,4	+ 25,2	+ 15,8	+ 52,7 ¹¹	+ 98,4
4 ^e trimestre	+ 13,1	+ 80,3	+ 70,6	+ 164,0	- 8,2	+ 30,1	+ 21,9	- 26,0 ¹¹	+ 159,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les six derniers mois non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³				Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total							dont : Après de organismes principalement monétaires ⁷	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 61,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 183,1	+ 72,5	+ 52,8	+ 235,9	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 226,5
1985	+ 162,9	+ 29,1	+ 18,1	+ 1,7	+ 211,8	+ 88,8	+ 24,5	+ 236,3	- 17,2	- 6,1	- 23,3	+ 213,0
1983 4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,4	+ 3,7	- 0,8	+ 87,9	+ 35,5	+ 3,8	+ 91,7	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 99,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,0	+ 59,9	+ 3,5	+ 1,3	+ 83,7	+ 35,6	+ 13,3	+ 97,0	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 120,5
2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 18,3	+ 1,5	+ 3,4	+ 12,2	- 3,0	+ 7,6	+ 19,8	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 7,3
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 50,4	+ 0,1	- 0,4	+ 55,3	+ 41,1	+ 20,0	+ 75,3	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 71,3
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 31,0	+ 0,7	- 3,3	+ 31,9	- 1,2	+ 11,9	+ 43,8	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 27,4
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 60,5	+ 1,9	+ 3,9	+ 90,5	+ 44,6	+ 18,7	+ 109,2	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 116,4
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 52,9	+ 2,2	+ 3,2	- 19,4	- 24,0	+ 12,6	- 6,8	- 11,6	- 1,3	- 12,9	- 19,7
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,7	+ 5,4	0,0	+ 47,7	+ 28,2	+ 5,9	+ 53,6	- 11,3	+ 1,9	- 9,4	+ 44,2
4 ^e trimestre .	+ 89,0	+ 0,8	+ 8,6	- 5,4	+ 93,0	+ 40,0	- 12,7	+ 80,3	- 1,7	- 6,5	- 8,2	+ 72,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983 Septembre	1.166,1	543,8	78,1	11,7	1.799,7	804,4	126,5	1.926,2
Décembre	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	608,1	85,3	12,2	1.971,3	875,5	149,9	2.121,2
Juin	1.291,3	589,8	86,8	15,6	1.983,5	872,5	147,3	2.130,8
Septembre	1.296,5	640,2	86,9	15,2	2.038,8	913,6	148,8	2.187,6
Décembre	1.362,0	609,2	87,6	11,9	2.070,7	912,4	139,2	2.209,9
1985 Mars	1.386,2	669,7	89,5	15,8	2.161,2	957,0	145,6	2.306,8
Juin	1.414,3	616,8	91,7	19,0	2.141,8	933,0	134,3	2.276,1
Septembre	1.435,9	637,5	97,1	19,0	2.189,5	961,2	130,1	2.319,6
Décembre	1.524,9	638,3	105,7	13,6	2.282,5	1.001,2	124,6	2.407,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1978	+ 164,5	+ 10,3	+ 0,9	+ 175,7	+ 13,9	+ 1,6	+ 15,5	+ 191,2
1979	+ 203,4	+ 3,8	+ 0,9	+ 208,1	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 219,1
1980	+ 257,5	+ 1,8	+ 1,0	+ 260,3	+ 28,6	- 6,9	+ 21,7	+ 282,0
1981	+ 210,3	+ 1,2	+ 2,4	+ 213,9	+ 41,2	- 4,5	+ 36,7	+ 250,6
1982	+ 281,6	+ 20,1	- 1,2	+ 300,5	+ 57,0	- 8,6	+ 48,4	+ 348,9
1983	+ 292,4	+ 50,7	+ 12,9	+ 356,0	+ 82,5	+ 0,4	+ 82,9	+ 438,9
1984	+ 207,5	+ 18,8	- 1,1	+ 225,2	+ 106,7	- 3,7	+ 103,0	+ 328,2
1985	+ 293,3	+ 8,7	- 3,4	+ 298,6	+ 91,8	+ 5,2	+ 97,0	+ 395,6
1983 4 ^e trimestre ...	+ 35,1	+ 31,7	+ 2,5	+ 69,3	+ 31,7	+ 0,4	+ 32,1	+ 101,4
1984 1 ^{er} trimestre ...	+ 41,9	+ 2,5	- 0,3	+ 44,1	+ 30,5	- 0,2	+ 30,3	+ 74,4
2 ^e trimestre ...	+ 46,4	+ 4,9	- 0,5	+ 50,8	+ 26,5	0,0	+ 26,5	+ 77,3
3 ^e trimestre ...	+ 45,8	- 0,6	+ 0,7	+ 45,9	+ 18,9	- 1,5	+ 17,4	+ 63,3
4 ^e trimestre ...	+ 73,4	+ 12,0	- 1,0	+ 84,4	+ 30,8	- 2,0	+ 28,8	+ 113,2
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 77,0	+ 1,1	- 1,6	+ 76,5	+ 19,5	- 5,3	+ 14,2	+ 90,7
2 ^e trimestre ...	+ 115,3	+ 7,2	- 1,6	+ 120,9	+ 25,0	+ 2,5	+ 27,5	+ 148,4
3 ^e trimestre ...	+ 31,0	+ 0,1	- 0,5	+ 30,6	+ 21,0	+ 4,2	+ 25,2	+ 55,8
4 ^e trimestre ...	+ 70,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 70,6	+ 26,3	+ 3,8	+ 30,1	+ 100,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 67,2	+ 37,3	+ 79,6	+ 69,1	+ 45,2	+ 27,8	+ 1,4	+ 178,8	+ 135,6	+ 314,4
1985	- 0,7	+ 15,8	+ 106,3	+ 53,7	+ 79,7	+ 78,5	+ 41,3	+ 35,2	+ 0,4	+ 242,4	+ 167,8	+ 410,2
1983 4 ^e trimestre	+ 1,5	- 12,3	+ 68,6	+ 4,9	+ 23,0	+ 12,2	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	- 30,0 ⁴	+ 108,3	+ 21,6	+ 129,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,1	+ 48,5	+ 15,2	+ 9,1	+ 6,3	+ 1,0	+ 77,6	+ 32,6	+ 110,2
2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 7,5	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 74,7	+ 20,3	+ 95,0
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,6	+ 8,1	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	+ 0,5	+ 32,5	+ 33,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 1,0	+ 13,4	+ 15,5	+ 26,6	+ 19,8	+ 9,8	+ 0,4	+ 26,0	+ 50,2	+ 76,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,1	+ 35,9	+ 15,2	+ 6,4	+ 8,8	+ 1,2	+ 91,5	+ 38,3	+ 129,8
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,6	+ 9,8	+ 22,4	+ 6,7	+ 34,4	+ 15,0	+ 11,1	- 0,7	+ 64,3	+ 67,2	+ 131,5
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,5	- 0,2	+ 4,6	+ 11,5	+ 8,6	+ 1,6	+ 5,8	- 0,2	- 17,9	+ 18,8	+ 0,9
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 7,8	+ 51,7	+ 13,6	+ 25,6	+ 20,3	+ 18,3	+ 9,5	+ 0,1	+ 104,5	+ 43,5	+ 148,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)		(12) = (10) + (11)
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983 Septembre	373,4	120,5	1.281,5	379,4	721,5	1.024,5	373,2	308,5	47,9	2.870,1	1.760,3	4.630,4
Décembre	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,4	793,0	1.051,9	409,8	349,3	18,9	3.055,7	1.814,5	4.870,2
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,6	800,5	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.133,1	1.834,8	4.967,9
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,2	808,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.138,2	1.867,3	5.005,5
Décembre	370,0	99,9	1.425,0	421,6	824,1	1.105,8	445,9	370,8	19,3	3.164,9	1.917,5	5.082,4
1985 Mars	361,3	112,8	1.469,0	434,7	860,0	1.121,0	452,3	379,6	20,5	3.255,4	1.955,8	5.211,2
Juin	385,5	121,4	1.479,1	457,1	866,7	1.155,4	467,3	390,7	19,8	3.320,0	2.023,0	5.343,0
Septembre	368,2	107,9	1.486,0	461,7	878,2	1.164,0	468,9	396,5	19,6	3.309,2	2.041,8	5.351,0
Décembre	369,3	115,7	1.533,9	475,3	903,8	1.184,3	487,2	406,0	19,7	3.409,9	2.085,3	5.495,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	86,2
	* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	102,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	- 3,6
	* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,2	6,1	46,1	55,8	- 5,0
	* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,6	7,0	31,6	126,4	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
	* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3
	* 1985	—	16,8	- 16,8	49,5	32,7	8,9	12,7	- 3,8	28,9	12,1
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
	* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7
	* 1985	30,0	4,6	25,4	53,8	79,2	10,0	0,2	9,8	89,0	6,6
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	0,0
	* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	0,0
	* 1985	—	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	9,8	- 7,8	- 14,4	0,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	
	* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	179,0	22,8	156,2	397,3	
	* 1985	665,5	252,7	412,8	103,3	516,1	148,1	48,5	99,6	615,7	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)		(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	383,0	5,2	388,2	3.921,0
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	418,1	5,1	423,3	4.136,4
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
1985 Mai	1.905,3	156,0	1.133,6	89,0	3.283,9	661,0	364,8	1.025,8	4.309,7	445,4	5,6	451,0	4.760,7
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Juillet	1.899,8	156,1	1.224,2	92,1	3.372,2	622,9	372,2	995,1	4.367,3	439,8	5,6	445,4	4.812,7
Août	1.893,1	156,1	1.258,0	90,2	3.397,4	612,0	383,7	995,7	4.393,1	438,4	5,2	443,6	4.836,7
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Octobre	2.040,0	156,1	1.203,8	93,8	3.493,7	587,9	392,5	980,4	4.474,1	434,6	5,2	439,8	4.913,9
Novembre ..	2.037,6	156,1	1.245,4	84,2	3.523,3	573,2	393,7	966,9	4.490,2	452,2	5,1	457,3	4.947,5
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Janvier	2.029,0	156,0	1.176,8	116,2	3.478,0	557,7	460,6	1.018,3	4.496,3	497,5	5,1	502,6	4.998,9
Février	2.149,6	156,0	1.163,1	83,1	3.551,8	511,5	509,8	1.021,3	4.573,1	496,4	4,6	501,0	5.074,1
Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1
Avril	2.150,5	156,0	1.157,2	109,8	3.573,5	537,3	517,1	1.054,4	4.627,9	551,7	4,7	556,4	5.184,3
Mai	2.148,9	103,7	1.323,0	116,4	3.692,0	552,1	481,5	1.033,6	4.725,6	551,3	4,7	556,0	5.281,6

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,1 milliard.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 4 premiers mois	+ 394,9	+ 1,3	- 3,4	+ 97,2 ⁴	+ 95,1 ⁴	+ 299,8
1986 4 premiers mois	+ 269,7	+ 0,3	- 23,8	0,0	- 23,5	+ 293,2
1985 5 premiers mois	+ 495,8	+ 1,6	- 4,2	+ 97,2 ⁴	+ 94,6 ⁴	+ 401,2
1986 5 premiers mois	+ 367,0	- 14,2	- 8,7	0,0	- 22,9	+ 389,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B. ; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984 *	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984 *	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984 *	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.687,5	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
1984	47,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	653,2
Total										
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1
1984	1.734,7	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.928,7

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

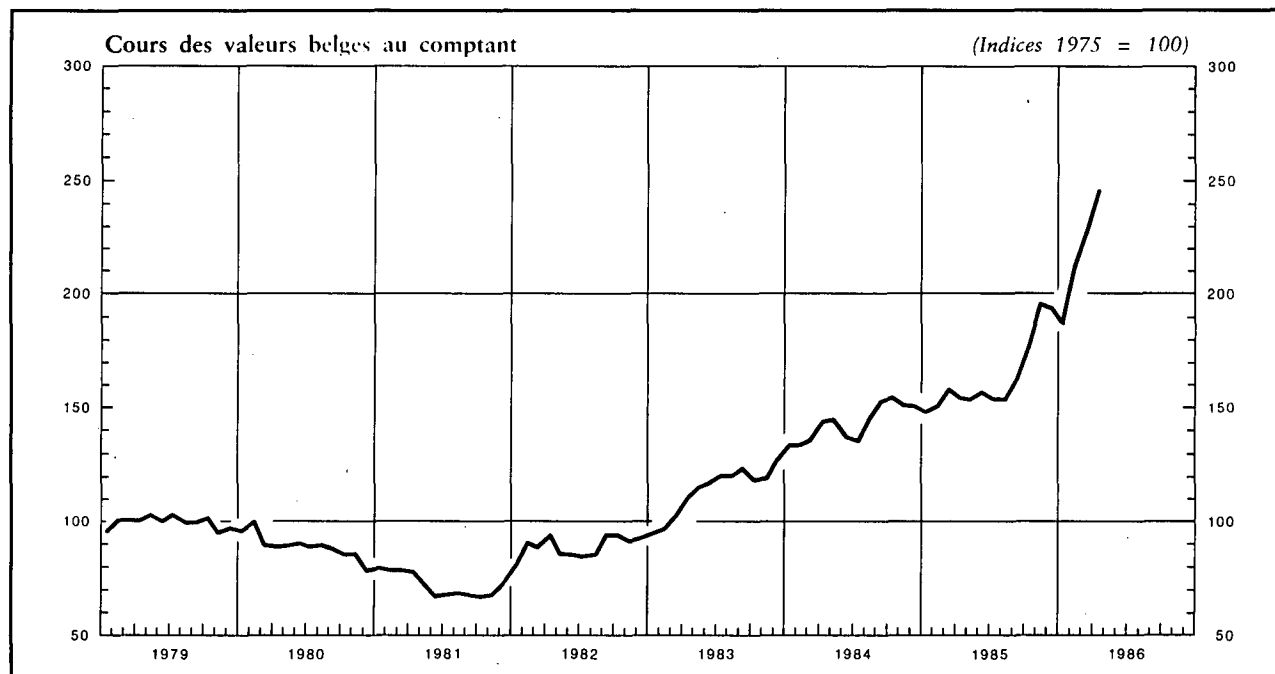
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOUSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1985	454	163	160	.	.	305	397
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	152	152	4,6	3,4	352	394
2 ^e trimestre	357	155	153	4,7	3,6	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	.	.	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	.	.	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	.	.	516	423
1985 Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405
Mai	392	154	153	4,5	3,4	248	409
Juin	423	157	152	5,0	4,1	262	414
Juillet	258	154	150	5,0	4,1	226	404
Août	252	154	150	4,8	3,9	239	395
Septembre	400	163	159	.	.	240	392
Octobre	861	177	171	.	.	322	378
Novembre	842	196	190	.	.	457	395
Décembre	732	194	189	.	.	412	386
1986 Janvier	449	188	183	.	.	488	413
Février	900	213	207	.	.	479	419
Mars	962	228	222	.	.	582	437
Avril	1.065	246	237	.	.	625	450

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	77,2	3,9
1977	50	23,7	23,4	5,1	0,0	2,8	0,1	102,4	5,6
Sociétés financières et immobilières⁵									
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	103,7	7,1
1977	2.633	92,8	55,4	10,5	4,6	7,0	0,2	121,2	8,4
Industries des fabrications métalliques									
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
1977	1.591	57,4	42,8	11,4	4,3	4,7	0,1	6,4	0,5
Métallurgie du fer									
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1
1977	86	29,2	19,3	0,3	7,3	0,2	0,0	1,0	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite 1)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
1977	888	15,9	14,8	1,5	2,0	0,3	0,0	0,9	0,1
Industrie alimentaire									
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
1977	724	26,2	21,9	3,7	1,7	1,2	0,0	1,5	0,1
Industrie chimique									
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	8,1	0,6
1977	738	64,6	50,8	8,1	5,4	5,3	0,1	9,0	0,6
Electricité									
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2
1977	13	45,0	10,6	6,8	0,0	5,9	0,1	64,6	5,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite 2)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
1977	14	4,0	0,2	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total général^{6 7}									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9
1977 1 ^{er} mois	205	6,0	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	525	20,9	13,7	2,6	1,2	0,9	2,2
3 premiers mois	2.105	52,3	37,7	7,3	3,0	3,2	3,5
4 premiers mois	5.308	133,5	100,3	19,3	12,9	8,9	5,1
5 premiers mois	11.938	352,4	209,4	47,0	27,7	23,2	7,0
6 premiers mois	17.192	456,6	300,2	64,7	35,5	31,6	8,7
7 premiers mois	18.190	483,7	315,9	69,4	37,9	33,2	10,2
8 premiers mois	18.563	486,1	320,3	70,5	38,3	33,4	11,1
9 premiers mois	19.112	493,6	326,3	71,8	39,5	33,8	12,4
10 premiers mois	19.729	502,3	335,0	72,8	41,0	34,1	14,6
11 premiers mois	20.199	513,3	344,7	74,6	41,3	34,8	15,7
12 mois	20.793	525,2	354,4	77,1	42,7	36,2	19,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³					
		(1)	(2)	(3)	Bénéfices			Pertes	(4)	(5)	(6)	(7)
					(milliards de francs)							
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2					
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2					
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4					
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3					
1975	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3					
1976 3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2					
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4					
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5					
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5					
1977 1 ^{er} mois	3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
2 premiers mois	4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2					
3 premiers mois	13	0,9	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2					
4 premiers mois	24	1,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2					
5 premiers mois	71	24,3	16,0	3,7	0,4	3,5	0,3					
6 premiers mois	128	38,8	34,5	4,7	0,8	4,5	0,4					
7 premiers mois	143	39,8	35,1	4,8	0,8	4,6	0,5					
8 premiers mois	145	40,2	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5					
9 premiers mois	149	40,3	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5					
10 premiers mois	158	41,4	36,2	4,9	0,8	4,7	0,6					
11 premiers mois	164	41,7	36,7	4,9	0,8	4,7	0,6					
12 mois	169	44,0	37,1	5,1	0,8	4,8	0,6					

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4
1977 1 ^{er} mois	208	6,5	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	529	21,7	13,8	2,6	1,2	0,9	2,4
3 premiers mois	2.118	53,2	38,0	7,3	3,0	3,2	3,7
4 premiers mois	5.332	134,6	100,8	19,3	12,9	8,9	5,3
5 premiers mois	12.009	376,7	225,4	50,7	28,1	26,7	7,3
6 premiers mois	17.320	495,4	334,7	69,4	36,3	36,1	9,1
7 premiers mois	18.333	523,5	351,0	74,2	38,7	37,8	10,7
8 premiers mois	18.708	526,3	356,0	75,3	39,1	38,0	11,6
9 premiers mois	19.261	533,9	362,0	76,6	40,3	38,4	12,9
10 premiers mois	19.887	543,7	371,2	77,7	41,8	38,8	15,2
11 premiers mois	20.363	555,0	381,4	79,5	42,1	39,5	16,3
12 mois	20.962	569,2	391,5	82,2	43,5	41,0	20,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	34,5	16,0	8,7	7,3	14,9	22,2	56,7	79,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979	* .	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
C. — Total général									
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	34,5	16,0	9,1	6,9	14,9	21,8	56,3	79,5

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1983 3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,2	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
1984 Novembre	13,4	13,3	0,0	13,3
Décembre	37,2	21,1	0,4	21,5
1985 Janvier	5,1	2,6	0,0	2,6
Février	3,3	1,5	0,0	1,5
Mars	13,1	8,1	2,0	10,1
Avril	13,5	11,9	4,0	15,9
Mai	19,4	8,3	1,5	9,8
Juin	13,3	6,2	0,0	6,2
Juillet	8,8	3,8	0,0	3,8
Août	5,4	3,8	0,0	3,8
Septembre	25,4	15,1	0,0	15,1
Octobre	21,0	9,8	0,0	9,8
Novembre	17,0	17,2	0,0	17,2

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	345,3	371,5	374,6	1,9	1.525,3	2.715,3	120,3
1985	0,0	0,2	1.246,3	1.246,5	434,6	368,9	376,5	388,1	1,5	1.574,6	2.821,1	109,1
1983 Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	468,8	319,6	349,3	345,8	1,6	1.485,1	2.588,6	106,5
Décembre ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Mars ⁵	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	443,1	328,2	371,0	370,2	2,6	1.515,1	2.634,2	120,5
Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	443,4	335,3	368,1	371,6	2,2	1.520,6	2.669,6	118,1
Septembre ⁵	0,2	0,3	1.144,5	1.145,0	439,5	340,9	367,1	369,7	2,0	1.519,2	2.664,2	117,3
Décembre	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	345,3	371,5	374,6	1,9	1.525,3	2.715,3	120,3
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	349,4	367,0	376,3	2,0	1.521,0	2.693,8	118,6
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,4	1.207,7	430,1	356,1	364,7	383,9	1,5	1.536,3	2.744,0	113,1
Septembre	0,1	0,2	1.173,5	1.173,8	439,1	362,1	365,8	387,1	1,7	1.555,8	2.729,6	112,1
Décembre	0,0	0,2	1.246,3	1.246,5	439,6	368,9	376,5	388,1	1,5	1.574,6	2.821,1	109,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985 *	1982	1983	1984	1985 *
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	31,4	35,6	41,3	80,7	26,2	29,2	33,3	50,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	12,5	13,2	13,6	39,4	6,8	7,8	7,7	15,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	174,3	200,7	216,7	202,5	89,7	97,3	100,3	92,0
Textile, habillement et cuir	83,4	89,8	100,5	102,9	47,1	47,9	54,0	54,4
Industrie chimique ⁴	240,5	252,6	264,5	261,7	91,6	85,8	89,4	81,4
Métallurgie de base	186,9	158,6	134,2	123,4	123,3	101,1	69,5	54,7
Fabrications métalliques	349,5	362,4	392,6	413,0	174,5	173,4	169,7	177,6
Produits minéraux non métalliques et bois	96,6	102,7	103,3	107,4	56,1	60,4	60,1	57,2
Papier, carton et imprimerie	41,4	42,6	49,3	57,3	25,1	25,7	28,7	30,3
Pétrole	77,4	81,2	87,6	141,3	17,6	17,8	19,3	21,6
Diamant et orfèvrerie	65,0	70,1	69,2	55,3	45,3	49,9	46,8	33,5
Autres	1,9	1,9	3,3	2,7	1,2	1,2	1,5	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,5	108,2	105,8	109,3	70,2	69,3	65,4	66,8
Production et distribution d'énergie et d'eau	122,8	115,1	125,5	126,5	53,6	45,0	43,2	43,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	61,4	72,1	88,5	102,0	35,3	45,2	52,5	60,8
Commerce de détail	74,7	81,8	87,7	120,2	46,7	52,3	54,6	79,4
Transports, entrepôts et communications	150,5	158,0	167,1	196,2	106,1	105,4	114,7	131,4
Services financiers ⁵	128,4	149,3	181,4	209,7	44,8	55,6	60,7	79,3
Autres services aux entreprises ⁶	48,2	48,3	67,6	66,3	27,7	29,6	35,7	33,5
Autres services aux particuliers ⁷	153,4	174,5	171,0	147,7	129,8	148,9	143,7	128,2
Total	2.209,7	2.318,7	2.470,7	2.665,5	1.218,7	1.248,8	1.250,8	1.292,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endossant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur ; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
Communauté Economique Européenne ...	477,0	511,8	601,6	679,5	271,2	263,4	274,1	290,1
Royaume-Uni	97,7	127,7	210,3	286,7	36,5	29,3	74,3	104,8
République Fédérale d'Allemagne	181,3	137,8	132,9	119,2	105,1	78,1	46,0	41,7
France	73,0	90,5	95,7	91,1	42,1	60,6	65,7	52,3
Pays-Bas	42,6	48,4	52,8	77,2	18,4	18,7	20,3	29,2
Italie	43,1	55,3	65,9	61,1	35,8	41,9	45,1	33,8
Luxembourg	10,1	19,5	19,7	27,4	6,8	8,5	7,2	17,6
Danemark	17,5	18,7	12,3	6,1	15,5	14,4	6,7	2,9
Irlande	6,1	8,0	6,5	6,0	5,5	6,9	4,0	4,2
Grèce	5,6	5,9	5,5	4,7	5,5	5,0	4,8	3,6
Autre pays d'Europe	155,4	187,7	216,2	178,8	118,3	137,9	149,2	108,4
dont : Espagne	58,7	81,7	95,3	64,9	55,9	73,7	83,4	55,3
Suisse	38,3	40,4	50,6	48,4	12,4	11,1	13,3	11,9
Norvège	6,2	6,1	6,3	4,3	4,9	3,0	3,6	1,5
Suède	18,2	21,3	15,7	13,3	13,8	15,7	7,5	4,6
Etats-Unis et Canada	97,7	133,7	240,8	335,6	31,9	34,1	71,7	93,7
Pays exportateurs de pétrole	92,8	84,0	85,6	80,4	71,0	71,2	74,3	65,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	244,5	273,2	301,8	275,6	191,0	231,4	237,8	192,0
dont : Brésil	55,0	59,6	64,1	71,0	51,0	54,7	61,5	51,3
Mexique	64,6	78,4	79,5	58,7	59,4	72,7	76,9	54,3
Autres pays d'Afrique	50,0	58,9	65,4	54,5	37,7	41,8	50,0	39,0
dont : Afrique du Sud	6,6	6,1	6,3	4,1	3,1	4,3	4,8	3,6
République du Zaïre	8,7	8,5	13,2	15,9	8,7	6,3	11,2	11,5
Australie et Nouvelle Zélande	38,6	54,0	87,0	86,4	23,5	34,7	60,9	50,3
Autres pays d'Asie	58,5	78,9	137,2	154,6	35,1	43,5	59,2	49,9
dont : Japon	9,2	29,9	68,9	79,2	8,3	10,4	15,5	11,4
Total	1.214,5	1.382,2	1.735,6	1.845,4	779,7	858,0	977,2	888,4

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
1985 Mai	6,8	0,1	3,3	6,2	0,3	2,1	1,6	10,2
Juin	7,7	0,0	2,7	6,5	0,6	2,0	1,3	10,4
Juillet	8,5	0,0	2,6	4,5	1,2	4,0	1,4	11,1
Août	8,1	0,0	2,0	4,6	1,4	2,7	1,4	10,1
Septembre	6,8	0,0	2,6	5,0	0,8	2,3	1,3	9,4
Octobre	6,1	0,0	2,5	4,7	0,1	2,2	1,6	8,6
Novembre	5,6	0,0	3,0	5,3	0,0	2,0	1,3	8,6
Décembre	8,1	0,0	3,4	4,8	0,1	4,9	1,7	11,5
1986 Janvier	6,1	0,0	3,1	5,2	0,3	3,0	0,7	9,2
Février	6,8	0,0	2,7	5,5	0,1	2,4	1,5	9,5
Mars	6,9	0,0	4,1	4,4	1,4	3,6	1,6	11,0
Avril	4,2	2,1	2,6	6,7	0,0	1,0	1,2	8,9
Mai	7,9	0,0	3,0	5,0	0,0	4,0	1,9	10,9

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

VIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
1985 Mai	116,7	12,9	103,8	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Juillet	118,8	12,9	105,9	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Août	118,8	11,8	107,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Octobre	121,6	21,1	100,5	20,0	0,0	20,0	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Novembre ..	121,6	18,2	103,4	20,0	0,0	20,0	10,5	0,6	9,9	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Janvier	123,6	20,1	103,5	20,3	1,0	19,3	10,7	0,8	9,9	212,7	62,4	22,0
Février	123,6	16,2	107,4	20,3	1,0	19,3	10,7	0,9	9,8	212,7	62,4	22,0
Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Avril	125,8	15,9	109,9	20,7	0,4	20,3	10,9	0,5	10,4	216,6	63,9	22,4
Mai	125,8	11,0	114,8	20,7	0,1	20,6	10,9	0,0	10,9	216,6	63,9	22,4

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre....	9,00
23 décembre....	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1983 4 ^e trimestre ...	9,49
1984 1 ^{er} trimestre ...	10,38
2 ^e trimestre ...	10,67
3 ^e trimestre ...	9,61
4 ^e trimestre ...	9,20
1985 1 ^{er} trimestre ...	8,74
2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
1985 Mai	8,69
Juin	8,91
Juillet	8,77
Août	8,70
Septembre	8,67
Octobre	8,49
Novembre	8,23
Décembre	8,51
1986 Janvier	8,54
Février	8,42
Mars	9,06
Avril	8,25
Mai	8,16

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984 Mars	—	11,25	—
				Juin	10,90	—	—
				Septembre	10,40	—	—
				Décembre	10,15	—	—
				1985 Mars	—	—	—
				Mai	8,55	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	8,65	8,65
				Août	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Janvier	—	—	—
				Février	—	—	—
				Mars	—	—	—
				Avril	—	—	—
				Mai	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00				
1983	8,65	9,90	9,75				
1984 Mars	10,15	10,90	10,50				
Juin	10,40	10,90	10,50				
Septembre	10,40	10,90	10,50				
Décembre	9,90	10,90	10,50				
1985 Mars	9,90	10,90	10,50				
Mai	8,40	9,40	9,00				
Juin	8,15	9,15	8,75				
Juillet	—	9,40	8,75				
Août	8,90	9,90	9,25				
Septembre	8,40	9,40	8,75				
Octobre	7,90	8,90	8,50				
Novembre	7,65	8,65	8,25				
Décembre	8,65	9,65	9,25				
1986 Janvier	8,65	9,65	9,25				
Février	8,65	9,65	9,25				
Mars	8,65	9,65	9,25				
Avril	7,65	8,65	8,00				
Mai	6,90	7,90	7,25				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1978	5,17	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	1985 Mai	8,84
1979	7,96	2 ^e trimestre	9,87	Juin	8,00
1980	11,11	3 ^e trimestre	9,72	Juillet	6,97
1981	11,41	4 ^e trimestre	9,52	Août	8,00
1982	11,41	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Septembre	7,91
1983	8,07	2 ^e trimestre	8,73	Octobre	8,26
1984	9,45	3 ^e trimestre	7,61	Novembre	7,91
1985	8,25	4 ^e trimestre	7,51	Décembre	6,60
		1986 1 ^{er} trimestre	7,86	1986 Janvier	8,10
				Février	8,47
				Mars	7,20
				Avril	8,67
				Mai	6,44

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1978 12 décembre ...	6	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1980 9 décembre ...	6	6	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1984 13 mars	12,25	12,35	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	12 juin	12,10	12,10	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	11 septembre ..	11,10	11,10	6
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	11 décembre ...	10,75	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	1985 12 mars	6	6	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	14 mai	9,65	6	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	11 juin	9,10	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	9 juillet	9,10	6	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	13 août	9,60	9,70	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	10 septembre ...	9,50	9,60	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	8 octobre	9,35	9,50	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	12 novembre ...	8,65	8,65	6
1985 Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40	10 décembre ...	8,65	6	6
Juin	8,75	8,90	8,90	8,90	8,97	1986 14 janvier	9,60	9,60	6
Juillet	9,25	9,25	9,50	8,90	8,90	11 février	9,60	9,60	6
Août	9,10	9,25	9,50	9,60	9,58	11 mars	9,00	8,90	6
Septembre	8,85	9,00	9,15	9,35	9,46	8 avril	8,00	7,80	6
Octobre	8,60	8,70	8,80	8,85	9,12	13 mai	7,60	7,50	6
Novembre	8,60	8,60	8,60	8,60	8,70				
Décembre	9,75	9,75	9,75	9,75	9,14				
1986 Janvier	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75				
Février	9,75	9,75	9,75	9,65	9,73				
Mars	9,75	9,75	9,75	9,25	9,41				
Avril	8,25	8,25	8,25	8,00	8,14				
Mai	7,60	7,60	7,60	7,60	7,90				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paratâtes d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	8,86 ²
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	11,86
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	11,77
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	11,61
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	10,67
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Août	10,19	10,14	10,50	10,48	10,30
Septembre	10,16	10,13	10,49	10,65	10,30
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
Novembre	9,42	9,48	9,65	9,72	9,55
Décembre	9,16	9,29	9,43	9,48	9,33
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Février	9,36	9,36	9,62	9,44	9,47
Mars	9,16	9,20	9,38	9,34	9,27
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Mai	7,24	7,15	7,46	7,43	7,33
Juin	7,71	7,61	7,93	7,97	7,79

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1977	6,75	7,75	8,50	9,00
1978 13 avril	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 30-06-1983 ...		8,50		4,00		12,25		20,00		5,00		4,00		5,50
1983 Septembre ...									9	5,50			22	5,00
Octobre					30	12,00								
Novembre ...														
1984 Février							15	19,00						
Avril	9	9,00												
Mai					10	11,75	7	18,50						
Juin			29	4,50	21	11,50								
Juillet					5	11,25								
Septembre ...					7	11,00	4	19,50						
Novembre ...	21	8,50			28	10,75								
Décembre ...	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Août					19	9,625								
Septembre ...			16	4,00					16	5,50				
Octobre					27	9,375								
Novembre ...					18	9,125	8	18,00						
1986 Janvier					18	8,75								
Février					21	8,50							30	4,50
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			10	4,00
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00					21	3,50
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1983	9,00		9,96		1985 Mai	12,25		9,76	
1984	9,38		10,09		Juin	12,25		9,58	
1985	11,31		9,49		Juillet	11,31		9,31	
1983 4 ^e trimestre	9,00		9,96		Août	11,31		9,20	
1984 1 ^{er} trimestre	8,50		10,78		Septembre	11,31		9,00	
2 ^e trimestre	8,94		12,36		Octobre	11,31		8,78	
3 ^e trimestre	10,38		12,27		Novembre	11,31		9,10	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Décembre	11,31		9,49	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		1986 Janvier	12,31		10,80	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		Février	12,31		11,80	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Mars	11,31		10,44	
4 ^e trimestre	11,31		9,49		Avril	10,31		9,27	
1986 1 ^{er} trimestre	11,31		10,44		Mai	9,81		8,58	

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 4 avril	1986 10 avril	1985 9 mai	1986 7 mai
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	320,5	331,9	381,6	410,3	422,4	399,3	428,9	417,5
Or	194,6	247,0	259,0	256,9	256,9	210,2	256,9	210,2
Disponibilités à vue à l'étranger	36,2	13,6	27,4	62,3	75,3	105,3	80,8	124,6
Ecus	76,5	58,2	80,1	73,2	71,8	66,4	72,9	65,3
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,2	13,1	15,1	17,9	18,4	17,4	18,3	17,4
Créances sur le Trésor	4,9	5,8	11,9	18,4	26,4	33,6	26,6	33,4
Monnaies divisionnaires	0,5	0,6	0,8	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1
Comptes courants postaux	0,7	0,8	0,3	0,5	0,2	0,2	0,3	0,1
Concours au Trésor Public ²	0,0	0,0	5,8	11,5	19,5	25,7	19,5	25,6
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	3,7	4,4	5,0	5,6	5,7	6,6	5,7	6,6
Créances provenant d'opérations de refinancement	153,2	286,8	253,7	259,5	192,1	141,7	187,7	161,2
Effets escomptés ⁴	72,8	86,0	86,1	87,8	88,1	80,2	86,5	80,2
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	49,8	167,8	119,3	117,9	82,7	39,9	69,2	56,3
Avances sur titres	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Effets en cours de recouvrement	30,5	32,8	48,0	53,5	21,0	21,4	31,8	24,5
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	56,3	66,1	77,6	74,4	75,2	64,5	74,5	64,5
Divers	7,4	6,8	7,5	8,8	9,0	9,6	8,8	9,9
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	725,1	648,7	726,5	686,5
PASSIF								
Billets en circulation	163,3	180,6	195,8	204,9	200,0	207,3	200,3	209,9
Comptes créditeurs extérieurs	9,0	10,3	12,6	14,7	15,2	11,5	15,2	13,0
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1,8	2,3	3,1	4,5	5,0	2,5	5,0	4,0
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	7,2	8,0	9,5	10,2	10,2	9,0	10,2	9,0
Compte courant du Trésor public	31,7	81,6	46,8	64,8	13,5	14,1	11,9	55,3
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	36,2	67,2	77,3	95,4	112,0	97,1	109,8	87,7
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	23,2	32,2	21,0	27,4	37,0	35,8	36,4	37,4
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	4,7	18,4	27,6	36,7	39,1	42,4	39,3	42,6
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	8,3	16,6	28,7	31,3	35,9	18,9	34,1	7,7
Ecus à livrer au FECOM	58,5	53,6	79,5	73,2	71,7	62,7	72,9	62,7
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	223,4	289,0	303,9	301,3	301,3	242,9	301,3	242,9
Capital et fonds de réserve	1,9	2,2	2,6	2,8	3,0	3,1	3,0	3,1
Divers	18,3	12,9	13,8	14,3	8,4	10,0	12,1	11,9
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	725,1	648,7	726,5	686,5
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,0	6,5	11,4	12,3	12,5	10,4	12,4	10,4
Acquisition de droits de tirage spéciaux	7,2	6,6	3,7	5,6	5,9	7,0	5,9	7,0
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	3,2	0,0	5,8	11,5	19,5	25,6	19,5	25,6
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	2,2	33,4	56,7	62,9	32,8	17,3	33,6	12,4
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	75,0	87,1	87,4	88,7	90,0	81,7	88,8	81,4
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	72,8	86,0	86,1	87,8	88,1	80,2	86,5	80,2
— Autres crédits	2,2	1,1	1,3	0,9	1,9	1,5	2,3	1,2
Crédits à court terme	45,4	123,1	61,3	54,1	48,0	21,1	33,3	42,7
— Crédits à l'exportation	13,9	21,5	6,4	13,9	15,5	7,0	9,7	15,6
— Autres crédits	31,5	101,6	54,9	40,2	32,5	14,1	23,6	27,1

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1985 April 10	1986 April 9	1985 May 8	1986 May 7
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.0	11.5	12.0	12.3	12.6	12.2	12.2	12.4
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.0	11.5	12.0	12.3	12.6	12.2	12.2	12.4
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	3.3	2.0	2.0	2.0	2.4	3.0	2.3	2.9
Other Securities	7.7	9.5	10.0	10.3	10.2	9.2	9.9	9.5
Total ...	11.0	11.5	12.0	12.3	12.6	12.2	12.2	12.4
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.6	0.2	4.2	3.9	3.9	0.1	5.5	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.7	0.8	0.7	0.9	0.7	0.9	0.8	0.9
Reserves and Other Accounts	2.2	1.5	! 1.7	1.7	1.5	1.5	1.5	1.5
Total ...	3.5	2.5	! 6.6	6.5	6.1	2.5	7.8	2.5
Government Securities	0.3	0.4	0.5	0.6	0.7	0.5	0.6	0.6
Advances and Other Accounts	1.4	0.5	1.0	0.7	0.7	0.6	0.9	0.6
Premises, Equipment and Other Securities	1.8	1.6	! 5.1	5.2	4.7	1.4	6.3	1.3
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	3.5	2.5	! 6.6	6.5	6.1	2.5	7.8	2.5

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 April 10	1986 April 9	1985 May 8	1986 May 7
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.6	4.7
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.5	0.5
Loans and securities	142.1	151.0	162.2	173.2	174.2	185.6	178.8	190.5
<i>Loans</i>	1.6	0.7	0.9	3.6	3.4	2.5	0.4	0.9
<i>Acceptances</i>	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.4	9.5	8.9	8.8	8.4	8.2	8.6	8.2
<i>U.S. Government securities</i>	130.9	139.3	152.0	160.8	162.4	174.9	169.8	181.4
Items in process of collection	10.6	13.0	11.6	6.8	7.3	7.4	7.0	7.7
Other assets	9.2	9.9	8.7	12.4	12.4	15.5	13.2	16.6
Total assets ...	176.8	190.1	198.6	208.5	210.2	224.9	215.2	231.1
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	131.9	142.0	157.1	168.3	167.0	178.8	167.0	179.8
Deposits	30.7	34.3	26.1	28.3	30.7	33.1	35.7	38.4
<i>Depository institutions</i>	25.2	26.5	21.4	21.8	28.0	29.5	27.4	33.8
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.3	5.0	3.7	5.3	2.2	2.9	7.5	4.0
<i>Foreign-official accounts</i>	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2
<i>Other</i>	0.7	2.5	0.8	0.9	0.3	0.4	0.5	0.4
Deferred credit items	8.9	8.8	10.0	6.0	6.4	6.9	6.2	6.7
Other liabilities and accrued dividends ...	2.7	2.3	2.5	2.7	2.4	2.1	2.5	2.1
Capital accounts	2.6	2.7	2.9	3.2	3.7	4.0	3.8	4.1
Total liabilities and capital accounts.....	176.8	190.1	198.6	208.5	210.2	224.9	215.2	231.1

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1983 dicembre	1984 dicembre	1984 ottobre	1985 ottobre	1984 novembre	1985 novembre
ATTIVO						
Oro	31,5	30,4	30,6	29,8	30,6	29,8
Crediti in oro (FECOM)	10,9	10,5	10,5	9,9	10,5	9,9
Cassa	2,4	2,5	0,8	1,7	2,7	1,3
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
ammassi	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
anticipazioni : in conto corrente	1,4	1,0	1,3	1,5	0,4	0,5
a scadenza fissa	0,0	0,0	2,1	0,6	0,0	0,4
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	3,3	0,0	2,1	0,0	2,1	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	13,1	13,3	13,3	12,0	13,3	12,0
altre attività	1,8	1,9	1,2	1,9	1,1	1,8
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	2,8	2,8	2,2	2,8	2,2
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	18,3	25,6	21,8	15,5	24,3	14,4
conti speciali	3,5	3,4	3,6	3,5	3,5	3,5
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	23,3	41,8	34,3	45,9	38,4	52,7
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	1,0	0,6	0,6	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	38,2	38,9	39,7	57,0	37,8	55,5
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,6	1,0	0,9	1,1	0,9	1,1
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,6	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
Altri conti e partite varie	1,4	1,2	8,0	0,8	1,4	4,2
Ratei e risconti	1,4	1,6	0,3	0,9	0,1	0,4
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	4,6	5,5	4,9	5,5
Totale attivo	166,2	181,0	183,2	194,9	179,7	200,2
PASSIVO						
Circolazione	38,4	43,2	36,7	41,1	37,9	42,5
Vaglia cambiari	0,4	0,5	0,3	0,4	0,5	0,5
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,4	0,4	0,9	0,4	1,4	2,2
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	54,8	63,7	62,7	75,7	63,5	76,1
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,4	3,4	3,6	3,5	3,4	3,5
Passività verso l'estero	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	13,1	13,3	13,3	12,0	13,3	12,0
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	0,9	0,3	0,2	0,3	0,2
Accantonamenti diversi	50,3	51,4	48,6	49,4	48,6	49,4
Fondi ammortamento diversi	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Partite varie	0,7	0,4	9,3	3,4	3,0	4,8
Ratei e risconti	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Fondo di riserva straordinario	0,3	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Utile netto da ripartire	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	1,3	0,0	4,8	5,8	5,1	6,0
Totale passivo e patrimonio	166,2	181,0	183,2	194,9	179,7	200,2
Depositanti di titoli e altri valori	334,6	434,5	418,4	539,8	416,5	553,8

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1985 7. April	1986 7. April	1985 7. Mai	1986 7. Mai
AKTIVA								
Währungsreserven	84,4	81,5	81,6	83,6	75,3	85,3	76,2	79,0
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	12,2	14,6	16,1	13,2	15,8	13,3	15,8	13,0
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	19,6	15,4	14,3	17,2	12,8	15,9	11,8	14,1
Devisen und Sorten	38,9	37,8	37,5	39,5	33,0	42,4	34,9	38,2
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	74,8	85,5	96,3	105,3	105,4	100,1	101,6	99,9
Inlandswechsel	46,7	46,6	47,8	44,1	49,5	44,0	49,1	42,8
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	9,1	16,2	25,7	41,6	39,8	35,3	36,8	37,1
Auslandswechsel	7,0	9,4	14,8	17,3	15,7	20,7	15,6	19,9
Lombardforderungen	12,0	13,3	8,0	2,3	0,4	0,1	0,1	0,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	10,1	9,6	11,1	8,9	15,4	14,8	15,7	12,5
Kassenkredite (Buchkredite)	1,4	0,9	2,4	0,2	6,7	6,1	7,0	3,8
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	5,4	7,8	4,3	4,1	4,1	4,5	4,0	4,6
Deutsche Scheidemünzen	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Postgiroguthaben	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Sonstige Aktiva	7,8	9,0	11,3	11,3	7,6	6,4	7,5	6,8
Ingesamt ...	186,3	197,1	208,2	216,9	211,7	214,7	208,6	206,3
PASSIVA								
Banknotenumlauf	88,6	96,1	100,6	105,4	101,0	104,6	98,6	105,9
Einlagen von Kreditinstituten	51,9	52,7	54,3	55,8	47,6	53,4	52,9	49,8
auf Girokonten	51,9	52,7	54,3	55,8	47,6	53,4	52,9	49,8
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,3	2,1	1,0	2,3	1,9	3,1	1,5	1,7
Bund	0,7	1,5	0,4	1,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,3	0,6	0,5	1,1	1,7	3,0	1,3	1,5
Andere öffentliche Einleger	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,5	3,2	2,8	1,6	2,5	3,3	3,0	2,3
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,9	2,6	2,1	0,7	2,0	2,8	2,5	1,8
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,7	0,9	0,5	0,5	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,6	6,3	6,5	8,8	5,9	6,3	5,6	6,4
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	12,0	9,8	11,4	14,6	13,2	15,1	13,6	16,4
Einlagen ausländischer Einleger	9,5	9,8	11,4	14,6	13,2	15,1	13,6	16,4
Sonstige	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	0,8
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,2	3,5	3,7	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3
Sonstige Passiva	21,2	23,4	27,9	25,1	35,9	25,6	29,7	19,7
Ingesamt ...	186,3	197,1	208,2	216,9	211,7	214,7	208,6	206,3

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1985 10 avril	1986 10 avril	1985 10 mai	1986 9 mai
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	31,9	32,7	38,9	38,1	35,7	35,3	36,2	35,7
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,1	2,5	2,4	2,4	0,2	0,1	0,2	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	0,1	0,2	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	1,6	2,4	2,7	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
autres	1,2	1,5	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Correspondants en Suisse	0,3	0,3	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,1	0,0	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Total	49,4	51,9	58,7	58,5	50,0	49,6	50,5	50,1
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,5	24,7	26,5	25,8	23,8	23,7	23,4	23,9
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,0	14,2	14,2	14,1	6,9	7,7	7,1	7,7
autres engagements à vue	1,7	1,0	1,2	2,6	1,6	1,7	2,0	1,9
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	8,9	11,9	16,7	15,9	17,6	16,4	17,9	16,5
Total	49,4	51,9	58,7	58,5	50,0	49,6	50,5	50,1

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1985 31 mars	1986 31 mars	1985 30 avril	1986 30 avril
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,0	5,1	5,0	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,5	1,2	0,5	0,9	0,5	0,7
Dépôts à terme et avances	14,0	18,0	14,7	18,1	15,3	18,7
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,3	16,4	12,5	16,1	13,5	15,8
à plus de 3 mois	1,7	1,6	2,1	1,9	1,7	2,8
Titres à terme	3,1	3,5	2,7	2,5	2,4	2,4
à 3 mois au maximum	1,9	2,4	1,5	1,3	1,4	1,1
à plus de 3 mois	1,2	1,1	1,2	1,2	1,0	1,3
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,7	27,8	22,9	26,6	23,2	26,9
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Fonds de réserve légale	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,3	4,4	4,3	4,4	4,3	4,4
à 3 mois au maximum	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	21,6	16,9	20,2	17,3	20,5
Banques centrales :						
à vue	0,3	0,8	0,3	0,9	0,4	0,8
à 3 mois au maximum	15,4	19,5	15,0	17,8	15,2	17,9
à plus de 3 mois	1,0	0,6	1,4	0,7	1,4	0,8
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,1	0,7	0,2	0,8	0,3	1,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,6	0,5	0,8	0,4	0,8
<i>Total du passif</i>	22,7	27,8	22,9	26,6	23,2	26,9
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

MAI 1986

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Voir aussi sous 6. Importations, - Exportations - Transit. Produits agricoles. Mesures CEE suite à l'accident de la centrale de Tchernobyl.

Aides aux investissements. Production de fourrages dans les régions défavorisées.

Arrêté ministériel du 16 avril 1986 octroyant une aide aux investissements collectifs pour la production des fourrages dans les régions défavorisées, *Moniteur* du 29 mai 1986, p. 7980.

Prix agricoles CEE.

Plusieurs numéros du Journal officiel datés de mai 1986 publient des règlements du Conseil fixant les prix applicables pour la campagne de commercialisation 1986/1987.

Production laitière. Abandon définitif. Indemnité.

Règlement (CEE) n° 1336/86 du Conseil, du 6 mai 1986, fixant une indemnité à l'abandon définitif de la production laitière, *Journal officiel* n° L 119 du 8 mai 1986, p. 21.

EMPLOI.

Primes à l'engagement. Adaptation des montants. Région bruxelloise.

Arrêté royal du 12 juillet 1985 modifiant, pour la Région bruxelloise, l'article 10 de l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, *Moniteur* du 3 mai 1986, p. 6320.

La prime à l'engagement de travailleurs ne peut dépasser 100.000 francs par travailleur pour les demandes introduites à partir du 1^{er} janvier 1981.

ENSEIGNEMENT.

Limitations des moyens financiers.

Voir aussi sous 4.2. Dépenses de l'Etat. Subventions aux universités.

Arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, *Moniteur* du 17 mai 1986, p. 7146.

Limitation, par un système d'enveloppes, des crédits destinés à couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement, et d'octroi gratuit de livres et de fournitures aux élèves.

Limitation des frais de fonctionnement de l'enseignement subventionné au niveau de l'année scolaire 1984-1985 pour les deux années qui suivent.

HOPITAUX ET ENTREPRISES DU SECTEUR MEDICAL.

Modification de la loi sur les hôpitaux.

Arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6464.

Modification du champ d'application des dispositions relatives à l'agrément et à la programmation ainsi qu'au financement des hôpitaux.

Introduction de dispositions relatives au statut pécuniaire du médecin hospitalier.

MARCHE DES CAPITAUX.

Fonds communs de placement. Règlement de la Commission bancaire. Arrêté d'approbation.

Arrêté ministériel du 22 avril 1986 portant approbation de l'arrêté de la Commission bancaire du 18 mars 1986 portant règlement relatif aux fonds communs de placement belges (fonds communs ouverts et à composition variable), *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6527.

Ce règlement de la Commission bancaire remplace celui du 3 avril 1958 qui avait le même intitulé (article 33); les gérants et dépositaires de fonds communs de placement ont jusqu'au 31 décembre 1986 pour s'y conformer (article 32).

Section 1. « Dispositions générales » (articles 1 à 4).

Sont visés les fonds communs de placement belges ouverts (le nombre de parts de copropriété est variable) et à composition variable (le gérant en détermine la composition dans le respect du règlement de gestion) (article 2).

Le règlement de gestion est déposé à la Commission bancaire dans la forme que celle-ci détermine (article 3).

Leur dénomination comprendra ou sera suivie immédiatement des mots « Fonds commun de placement belge » (article 4).

Section 2. « Du gérant » (articles 5 à 16).

Le gérant agit pour le compte et dans l'intérêt exclusif des participants (article 5, alinéa 2).

Lui sont interdites les opérations qui ont pour but de faciliter l'exercice du contrôle d'une société ou d'une association de droit privé quelconque par le gérant, le dépositaire, un participant ou un tiers (article 5, alinéa 3); il ne peut, pas plus que le dépositaire, se porter directement ou indirectement contrepartie d'opérations portant sur des valeurs mobilières faites pour le compte du fonds (article 8, § 2).

Pour le compte du fonds, lui sont interdites la participation à un syndicat financier et l'acquisition de titres d'une société en état de faillite, de concordat ou de sursis de paiement (article 9).

Les articles 7 et 8 imposent une limite maximale de 5 % à l'acquisition de titres d'une même société, de 10 % de valeurs non cotées en bourse ou non traitées sur un marché ouvert au public et contrôlé par des autorités boursières, et de 5 % de titres d'autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

Le gérant peut faire des opérations sur options de valeurs mobilières et de devises, à certaines conditions (article 7, § 6 et 7).

Il doit

— tenir une comptabilité séparée et un inventaire permanent pour chaque fonds (articles 10 à 12).

— publier un rapport annuel et un rapport semestriel, dont l'article 14 précise le contenu. Il est rémunéré par une commission de gestion déterminée par le règlement de gestion (article 15).

Section 3. « Du dépositaire » (articles 17 à 20).

Le gérant doit mettre en dépôt les avoirs indivis auprès d'un établissement de crédit privé ou public belge (article 17). Ce dépositaire est chargé d'accomplir, sur ordre du gérant, les actes de disposition matérielle des avoirs indivis du fonds; il délivre contre paiement les certificats de copropriété, les rembourse et acquitte le montant des coupons aux participants (article 19).

Section 4. « Des participants » (articles 21 à 28).

Principe de l'égalité de droits de tous les participants (article 21), modalités de fixation du prix d'entrée ou de sortie du fonds sur base de la valeur d'inventaire des avoirs indivis (articles 24 à 27). Le règlement de gestion prévoit si les revenus sont distribués ou capitalisés (article 28).

ORGANISMES FINANCIERS D'INTERET PUBLIC.

Banque Nationale de Belgique. Statuts. Modifications.

Arrêté royal du 7 avril 1986 approuvant des modifications apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique, *Moniteur* du 7 mai 1986, p. 6594.

Adaptations principalement dues à la loi du 5 décembre 1984 modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935.

Caisse des dépôts et consignations.

Arrêté ministériel du 2 mai 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 15 janvier 1986 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1986 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des dépôts et consignations, *Moniteur* du 31 mai 1986, p. 8114.

Sauf pour trois catégories de dépôts, le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements confiés à la Caisse des dépôts et consignations est fixé à 5,50 p.c. à partir du 1^{er} juin 1986.

Société régionale d'Investissement de Wallonie. Augmentation de capital.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mars 1986 portant approbation de la modification aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie, *Moniteur* du 28 mai 1986, p. 7910.

Le capital social est porté à 3 milliards de francs.

PRATIQUES DU COMMERCE.

Soldes. Période.

Arrêté royal du 5 mai 1986 relatif aux ventes en soldes, *Moniteur* du 13 mai 1986, p. 6804.

Remplace l'A.R. du 7 décembre 1973.

La période des soldes est fixée du 5 janvier au 4 février inclus et du 5 juillet au 4 août inclus, sauf à la Côte où elle est fixée du 1^{er} au 31 août inclus.

PRIX ET TARIFS.

Voir aussi Pratiques du commerce. Soldes. Période.

Gaz.

Arrêté ministériel du 27 mai 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 8 septembre 1961 réglementant les prix du gaz fourni par la distribution publique, *Moniteur* du 29 mai 1986, p. 7992.

Nouvelles formules de variation mensuelle du prix du gaz fourni par la distribution publique.

Téléphone. Raccordement et abonnement.

Arrêté royal du 29 avril 1986 modifiant l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social, *Moniteur* du 1^{er} mai 1986, p. 6226.

Arrêté royal du 29 avril 1986 modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1978 fixant les tarifs principaux en matière de télécommunications et les tarifs pour l'inspection des installations radio des bateaux de la navigation rhénane et intérieure, *Moniteur* du 1^{er} mai 1986, p. 6227.

Arrêté ministériel du 29 avril 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 1978 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur, *Moniteur* du 1^{er} mai 1986, p. 6229, et annexe, p. 6234.

STATISTIQUES.

Registre national des personnes physiques. Numéro d'identification. Autorisation d'utilisation par le Ministère des Finances.

Arrêté royal du 25 avril 1986 autorisant certaines autorités du Ministère des Finances à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 21 mai 1986, p. 7360.

TAUX D'INTERET.

Voir Organismes financiers d'intérêt public. Caisse des dépôts et consignations, et sous 3. Impôts sur les revenus. Carnets de dépôts et d'épargne. Franchise fiscale. Conditions.

TRANSPORT.

Transport rémunéré de personnes.

Arrêté royal du 25 mars 1986 fixant les conditions d'octroi des autorisations d'exploiter des services occasionnels de transports rémunérés de personnes, *Moniteur* du 27 mai 1986, p. 7641.

Transport routier.

Voir sous 5.1. Durée du travail. Transport routier.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Carnets de dépôts et d'épargne. Immunité fiscale. Conditions.

Arrêté royal du 13 mai 1986 modifiant, en matière de revenus de dépôts d'épargne, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 15 mai 1986, p. 6939.

Le taux de base est ramené à partir du 16 mai de 4,30 à 4 %.

La prime de fidélité et d'accroissement ne pourra plus dépasser 1,25 % (au lieu de 1,50 %) pour les dépôts reçus après le 13 mai.

PRELEVEMENTS CECA.

Instauration d'un privilège.

Recommandation 86/198/CECA de la Commission, du 13 mai 1986, relative à l'instauration d'un privilège pour les créances au titre des prélèvements sur la production du charbon et de l'acier, *Journal officiel* n° L 144 du 29 mai 1986, p. 40.

Extrait

Article 1^{er}. — Les Etats membres qui confèrent aux créances fiscales de l'Etat un privilège portant sur tout ou partie des biens du redevable confèrent le même privilège aux créances nées de l'application des prélèvements visés aux articles 49 et 50 du traité CECA, dans tous les cas de concours de créanciers prévus par leur législation nationale.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2 ETAT BELGE.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Législation de base. Modifications.

Arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6449.

Suppression du report automatique des crédits dissociés, sauf, en cas de nécessité, application d'une procédure à déterminer par le Roi. Maintien du report des crédits non-dissociés. Suppression du pouvoir du Roi de réduire le report des crédits de la partie non reconnue nécessaire à la réalisation de leur objet.

Arrêté royal n° 403 du 18 avril 1986 modifiant l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6453.

L'exécution des délibérations du Conseil des Ministres autorisant, en cas de circonstances exceptionnelles ou imprévues, l'engagement, l'ordonnancement ou le paiement des dépenses au-delà ou en l'absence de crédits budgétaires, sera désormais suspendue jusqu'au dépôt du projet de loi tendant à ouvrir les crédits nécessaires, lorsqu'elles portent sur au moins 300 millions de francs, ou 20 millions, si la dépense représente au moins 15 p.c. du crédit à charge duquel la dépense s'impute.

DEPENSES DE L'ETAT.

Fonds des bâtiments scolaires. Dotations et interventions. Limitation.

Arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 portant limitation des dotations pour les Fonds des Bâtiments scolaires, *Moniteur* du 10 mai 1986, p. 6706.

Subventions aux universités.

Arrêté royal n° 412 du 25 avril 1986 modifiant l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, *Moniteur* du 10 mai 1986, p. 6713.

Le montant des subventions sociales accordées pour l'année 1986 ne peut en aucun cas dépasser celui accordé en 1985.

4.3 COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Budget 1985. Deuxième ajustement.

Décret du Conseil de la Communauté française du 27 mars 1986 contenant le deuxième ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 15 mai 1986, p. 6941.

Budget 1986. Dépenses culturelles, Education nationale.

Décret du Conseil de la Communauté française du 27 mars 1986 pour les dépenses culturelles, Education nationale de l'année budgétaire 1986. Matière visée à l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution, *Moniteur* du 3 mai 1986, p. 6321.

Budget 1986.

Décret du Conseil de la Communauté française du 27 mars 1986 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986, *Moniteur* du 27 mai 1986, p. 7660.

COMMUNAUTE GERMANOPHONE.

Fonds spécial d'aide sociale. Répartition entre les centres publics d'aide sociale.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 10 janvier 1986 portant fixation, pour l'année 1986 des critères objectifs de répartition du fonds spécial d'aide sociale entre les centres publics d'aide sociale de la Communauté Germanophone, *Moniteur* du 10 mai 1986, p. 6721.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1 TRAVAIL.

CONGES ET INTERRUPTIONS DE CARRIERE.

Voir sous 5.2.1. Egalité de l'homme et de la femme.

DUREE DU TRAVAIL.

Transport routier.

Arrêté royal du 25 avril 1986 relatif à la durée du travail de certains ouvriers occupés dans les entreprises de transport de choses, *Moniteur* du 27 mai 1986, p. 7640.

MODERATION SALARIALE.

Voir sous 5.2.1. Cotisations sociales. Cotisation de modération salariale.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation de modération salariale.

Arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 instaurant une cotisation de sécurité sociale, appelée cotisation de modération salariale, et modifiant l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6443.

Report en 1987 du saut d'index à concurrence de 2 % tel que fixé pour 1986 par l'A.R. n° 278 dans la mesure où il n'aurait pu avoir lieu suite à la stagnation de l'évolution de l'index.

Instauration, à partir du 1^{er} janvier 1987, d'une cotisation de modération salariale due par les employeurs pour leur personnel assujéti à au moins un régime de sécurité sociale, sauf pour celui rémunéré directement à charge du budget de l'Etat. (La S.N.C.B. y sera soumise pour l'ensemble de son personnel.)

Cette cotisation sera de 5,85 % du montant de la rémunération du travailleur et des cotisations patronales, pourcentage à multiplier par la formule

$$\frac{\text{indice moyen du 4^e trimestre 1986}}{\text{indice moyen de l'année où la cotisation est due}}$$

Cotisation de solidarité. Secteur public. Recouvrement. Compétence de l'O.N.S.S.

Arrêté royal n° 404 du 18 avril 1986 modifiant la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6456.

L'Office national de sécurité sociale sera désormais chargé non plus seulement de la perception mais aussi du recouvrement de la cotisation de solidarité instaurée par la loi de redressement du 10 février 1981 à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public.

Cette cotisation est soumise aux mêmes règles que les cotisations de sécurité sociale en matière de contrôle, de détermination du juge compétent et de prescription en matière d'action en justice.

Cotisations patronales. Fonds pour l'emploi.

Arrêté royal n° 406 du 18 avril 1986 modifiant l'article 50 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6462.

La cotisation à verser en 1986 et 1987 par les employeurs qui ne sont pas liés par une convention collective est calculée sur la base de la masse salariale déclarée à l'O.N.S.S. respectivement pour 1984 et 1985.

Elle doit être versée dans les mêmes délais que les cotisations de sécurité sociale respectivement pour le troisième trimestre 1986 et pour le troisième trimestre 1987.

Cotisation spéciale. Isolés et familles sans enfants. Travailleurs du secteur public et privé.

Arrêté royal n° 405 du 18 avril 1986 modifiant l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6460.

Afin d'éviter une double retenue au cas où un attributaire d'allocations familiales diminuées ne fait plus partie du ménage de l'allocataire, ce dernier ne sera plus redevable de la cotisation de solidarité à charge des isolés et des familles sans enfants.

EGALITE DE L'HOMME ET DE LA FEMME.

Arrêté royal n° 410 du 18 avril 1986 modifiant la loi du 11 juillet 1973 améliorant dans certains régimes de sécurité sociale la situation de la mère salariée qui cesse temporairement d'être assujéti à la sécurité sociale, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6525.

Maintien des droits à la sécurité sociale de tous les travailleurs qui, pour élever leur enfant jusqu'à l'âge de trois ans, réduisent leurs prestations de travail de la moitié au moins.

Jusqu'ici, seuls les travailleurs féminins pouvaient bénéficier de ce régime.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Loi de 1963. Modifications diverses.

Arrêté royal n° 408 du 18 avril 1986 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6515.

Contrôle par l'I.N.A.M.I. de la conformité entre les circuits comptables et statistiques en assurance-maladie.

Pouvoir donné au Roi d'organiser le système du paiement direct (tiers-payant).

Définition plus précise des prestations à intervention personnelle majorée.

Assouplissement du régime de sanction des paramédicaux qui ne respectent pas leur obligation de tenir un registre de prestations.

VACANCES ANNUELLES.

Financement. Assimilation pour obligations militaires. Modification.

Arrêté royal n° 409 du 18 avril 1986 modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, *Moniteur* du 6 mai 1986, p. 6523.

Les pécules de vacances des jours assimilés pour obligations militaires seront désormais intégralement à charge du fonds alimenté par les retenues sur les pécules de vacances, et non plus à parts égales entre ce fonds et celui alimenté par les cotisations de sécurité sociale des employeurs.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS SUR LES PRODUITS DE BASE.

Bois tropicaux.

Loi du 3 février 1986, portant approbation de l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux et des Annexes, faits à Genève le 18 novembre 1983, *Moniteur* du 16 mai 1986, p. 7067.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS - TRANSIT.

Produits agricoles. Mesures CEE suite à l'accident de la centrale de Tchernobyl.

Recommandation 86/156/CEE de la Commission, du 6 mai 1986, adressée aux Etats membres concernant la coordination des mesures nationales prises à l'égard des produits agricoles suite aux retombées radioactives provenant d'Union soviétique, *Journal officiel* n° L 118 du 7 mai 1986, p. 28.

Taux de radioactivité maxima pour la commercialisation et l'exportation de produits agricoles au sein de la Communauté.

Décision 86/157/CEE de la Commission, du 7 mai 1986, portant suspension pour certains pays de l'inscription à la liste des pays tiers en provenance desquels les Etats membres autorisent l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches, *Journal officiel* n° L 120 du 8 mai 1986, p. 66.

Suspension jusqu'au 31 mai des importations d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, d'Union Soviétique et de Yougoslavie.

Règlement (CEE) n° 1388/86 du Conseil, du 12 mai 1986, relatif à la suspension des importations de certains produits agricoles originaires de certains pays tiers, *Journal officiel* n° L 127 du 13 mai 1986, p. 1.

Suspension jusqu'au 31 mai des importations de certains produits agricoles en provenance de ces mêmes pays.

Règlement (CEE) n° 1505/86 de la Commission, du 16 mai 1986, portant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 1388/86 du Conseil relatif à la suspension des importations de certains produits agricoles originaires de certains pays tiers, *Journal officiel* n° L 131 du 17 mai 1986, p. 45.

Modification et clarification de la liste des produits agricoles dont l'importation est suspendue par le précédent règlement.

Règlement (CEE) n° 1707/86 du Conseil, du 30 mai 1986, relatif aux conditions d'importation de produits agricoles originaires des pays tiers à la suite de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl, *Journal officiel* n° L 146 du 31 mai 1986, p. 88.

Ce règlement permet la reprise, à partir du 31 mai 1986, des importations suspendues jusqu'à cette date par le règlement (CEE) n° 1388/86 ci-dessus qu'il abroge, pour autant que des tolérances maximales soient respectées.

Il expire le 30 septembre 1986.

Produits sidérurgiques.

Décision 86/184/CECA de la Commission, du 2 avril 1986, fixant le niveau des livraisons de produits sidérurgiques CECA d'origine espagnole sur le reste du marché commun, Portugal exclu, *Journal officiel* n° L 132 du 21 mai 1986, p. 37.

Limitation pour 1986 à 850.000 tonnes.

Décision 86/185/CECA de la Commission, du 2 avril 1986, fixant le niveau des livraisons de produits sidérurgiques CECA d'origine portugaise sur le reste du marché commun, Espagne exclue, *Journal officiel* n° L 132 du 21 mai 1986, p. 38.

Limitation pour 1986 à 90.000 tonnes.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

333.46 - 333.451.1 - 333.110.
333.741. - 333.602. - 333.831.0

336.212.2 - 336.020. - 336.030.
336.032.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Evolutions monétaires et financières en 1985.
(Aspects et Documents, 44.)
Bruxelles, A.B.B., 1986, 56 p.

BULLETIN...

Une méthode d'évaluation des répercussions sur les recettes et dépenses des pouvoirs publics d'un changement dans le régime du précompte mobilier.

(In : *BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, Bruxelles, 3, 1986 03, p. 3-32.*)

BE 16F

336.301. - 336.310. - 333.715. - 333.131.6
333.660. - 333.634. - 333.631.
336.313. - 336.314. - 333.832.6

338.727.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les banques et la dette publique.
(Aspects et Documents, 45.)
Bruxelles, A.B.B., 1986, 50 p.

BULLETIN...

L'élevage porcin en Belgique.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 17, 1986 04 25, p. 1-5.*)

BE 33

343.535. - 347.736.

331.061.

BASTIN, J.

L'évolution des conceptions en matière de faillite.
(In : *ANNALES DE DROIT DE LIEGE, Liège, 3, 1986 05/06, p. 165-182.*)

BE 514

BUREAU DU PLAN.

Perspectives 1986-1990 de février 1986.
Bruxelles, Bureau du Plan, 1986, 93 p.

333.744.

334.151.25 - 333.662.

BOSSUYT, R.

Factoring.
(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S, Brussel, 1, 1986 02, p. 19-24.*)

BE 503

de MEYER, C.

Medium-term prospects for private use of the Ecu.
(In : *A.B.N. ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 114, 1986 04, p. 13-20.*)

NL 1

EUROPE...

Nouvelles technologies et changement social. L'automatisation industrielle.

(In : *EUROPE SOCIALE, Luxembourg, 1 sup., 1986, p. 1-153.*)

EEC 28F

JAMINON, R.

Facteurs explicatifs de faillites.

(In : *ANNALES DE DROIT DE LIEGE, Liège, 3, 1986 05/06, p. 197-207.*)

BE 514

351.2

333.633.0 - 336.207. - 339.312.6

GOBIN, C.

L'Etat belge et la problématique de l'environnement.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1109, 1986 02 14, p. 1-39.*)

BE 28E

KLEYNEN, G.

Quelle est la nature juridique et la portée du droit au « superdividende » revenant aux actions émises dans le cadre de l'arrêté royal n° 15 ?

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5377, 1986 04 26, p. 261-264.*)

BE 599

331.13

339.115. - 338.340. - 338.341.1
333.432.8

HENAU, B.

De Belgisch-Britse handelsbetrekkingen, 1919-1939.

(In : *REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIEDENIS, Gand/Gent, 3-4, 1985 07/12, p. 271-305.*)

BE 135

KOERNER, P. et al.

Im Teufelskreis der Verschuldung : der Internationale Währungsfonds und die Dritte Welt.

Hamburg, Junius Verlag, 1984, 262 p.

323.1 - 347.91

333.432.8 - 338.340. - 338.341.1

HENRARD, M.

Quelle(s) langue(s) dans l'entreprise ?

(In : *ORIENTATIONS, Bruxelles, 3, 1986 03, p. 69-75.*)

BE 120

L'HERITEAU, M.-F.

Le Fonds Monétaire International et les pays du Tiers Monde.

(Institut d'Etude du Développement Economique et Social - Tiers Monde.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1986, 277 p.

MARQUEZ, J. & McNEILLY, C.

Can debtor countries service their debts? Income and price elasticities for exports of developing countries.

(In : *INTERNATIONAL FINANCE DISCUSSION PAPERS*, Washington, 277, 1986 04, p. 1-51.)

US 25A

RUTS, D.

La profession d'expert comptable. Une étude comparative entre divers pays. (III et fin)

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 4, 1986 04, p. 21-23.)

BE 183A

347.720.0 - 347.725. - 347.728.0

339.325.1 - 339.230.

NIEUWE...

Het nieuwe vennootschappenrecht na de wet van 5 december 1984. (Verslagen en gesprekken van de studiedagen gehouden op 5 december 1984 te Antwerpen en op 8 december 1984 te Gent.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1985, VI + 255 p.

SAVAGE, R.

1981-1985 : Inkomens en koopkracht - enkele elementen ter beoordeling.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 3, 1986 03, p. 235-255.)

BE 71

658.42

OLIVIER, H.

La profession de reviseur d'entreprises et son organisation.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES*, Bruxelles, 3, 1986 03, p. 50-66.)

BE 140

321.2 - 331.01 - 331.062. - 331.31
333.844. - 336.61 - 339.21
323.3 - 332.630. - 332.810.

SCHOONBROODT, J.

Etat de besoin, besoin d'Etat ; l'anti-mythe politique.

Bruxelles, Vie Ouvrière, 1985, 272 p.

657.5

08 - 330.52

RUTS, D.

La profession d'expert comptable : une étude comparative entre divers pays. (I)

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 15-25.)

BE 183A

STENGERS, M.-L.

Le libéralisme de Jean Rey.

Bruxelles, Edit. du Centre Paul Hymans, 1985, 177 p.

THARAKAN, P.K.M.

The intra-industry trade of Benelux with the developing world.

(In : *WELTWIRTSCHAFTLICHES ARCHIV, Kiel, 1, 1986 01/03, p. 131-148.*)

DE 29

VANISTENDAEL, F.

Doelmatigheid en ondoelmatigheid van een hoge belastingdruk en een strategie voor een bedrijfsvriendelijk fiscaal klimaat.

(In : *ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT, Brussel, 3, 1986 03, p. 59-64.*)

BE 510

338.731.

van BERGEIJK, P. & KANA, I.

The effects of the falling oil price.

(In : *A.B.N. ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 114, 1986 04, p. 2-12.*)

NL 1

343.535. - 347.736.

VERMEIREN, L.

La fonction contentieuse des banques face à la faillite.

(In : *ANNALES DE DROIT DE LIEGE, Liège, 3, 1986 05/06, p. 223-232.*)

BE 514

330.543. - 338.047.

VANDEN BROECK, L.

Martens V : quatre ans de gestion des entreprises publiques.

(In : *SOCIALISME, Bruxelles, 193, 1986 01/02, p. 15-25.*)

BE 155C

333.633.2 - 347.728.3

WINKIN, J.

Les actions privilégiées sans droit de vote en droit belge : réalités et perspectives.

(In : *REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT, Bruxelles/Brussel, 4, 1986 04, p. 252-275.*)

BE 668

011. - 015. - 016.
655.

VAN DEN EECKHOUT, P. & WITTE, E.

Bronnen voor de studie van de hedendaagse Belgische samenleving.

Brussel, Studiecentrum voor de Informatiebronnen betr. de Maatschappijwetenschap. V.U.B., 1986, XI + 672 p.

382.242.4 - 333.402. - 333.78

WOEHLING, F.

Euro-marchés, multiplicateurs, et régulation monétaire.

(In : *S.E.D.E.I.S. - CHRONIQUES D'ACTUALITE, Paris, 4, 1986 04 15, p. 145-156.*)

FR 10B

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le
numéro de juillet 1985

{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays : FB 500,—.

Prenant cours à partir du
numéro de juillet 1985

{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 650,—.
Autres pays : voie normale : FB 650,—
voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPRE

Jusqu'au numéro de
juin 1985

{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays : FB 50,—.

A partir du numéro de
juillet 1985

{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 65,—.
Autres pays : voie normale : FB 65,—
voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer
- Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire
recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

LXI^e Année — Tome I — Janvier-juin 1986

*Numéro
du Bulletin*

BELGIQUE :

Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires	2
Une méthode d'évaluation des répercussions sur les recettes et dépenses des pouvoirs publics d'un changement dans le régime du précompte mobilier	3
Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique	6

GENERALITES :

Le développement de l'Ecu privé et la politique monétaire	4
---	---

Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale :

Résultats des mois de décembre 1985 à mai 1986	1 à 6
--	-------

STATISTIQUES

Principales abréviations utilisées.

Signes conventionnels.

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.

- | | |
|---|------------------------|
| 1. Répartition du produit national entre les facteurs de production . . . | I - 1 |
| 2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité . . | I - 2 |
| 3. Affectation du produit national : | |
| a) Estimations à prix courants | I - 3a |
| b) Estimations aux prix de 1980 | I - 3b |
| 4. Enquêtes sur la conjoncture : | |
| a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques | I - 4a |
| b) Industrie manufacturière : | |
| valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes . . | I - 4b.1 |
| résultats bruts par secteur | I - 4b.2 |
| valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs compo- | |
| santes | I - 4b.3 |
| résultats bruts par région | I - 4b.4 |
| c) Industrie de la construction : | |
| valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes . . | I - 4c.1 |
| résultats bruts par secteur | I - 4c.2 |
| d) Commerce : | |
| valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes . . | I - 4d |
| 5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière | I - 5 (¹) |

II. — Population, emploi et chômage.

- | | |
|--|--------|
| 1. Population, demande et offre d'emploi | II - 1 |
| 2. Chômage et emplois vacants | II - 2 |

III. — Agriculture et pêche.

- | | |
|-----------------------------|---------|
| 1. Agriculture | III - 1 |
| 2. Pêche maritime | III - 2 |

IV. — Industrie.

- | | |
|--|--------|
| 1. Production industrielle | IV - 1 |
| 2. Production manufacturière — Ventilation par secteur | IV - 2 |
| 3. Energie | IV - 3 |
| 4. Métallurgie | IV - 4 |
| 5. Construction | IV - 5 |
| 6. Production industrielle des pays de la C.E.E. | IV - 6 |

(¹) Depuis le numéro de juin.

V. — Services.

1. Transports :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a
b) Navigation maritime	V - 1b
c) Navigation intérieure	V - 1c
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2
3. Commerce intérieur :	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b
4. Chambres de compensation :	
a) Nombre d'opérations	V - 4a
b) Montant des opérations	V - 4b

VI. — Revenus.

1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2

VII. — Indices de prix.

1. Matières premières	VII - 1
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2
3. Prix à la consommation en Belgique :	
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a
b) Ventilation d'après le classement de l'Office statistique des Communautés européennes	VII - 3b

VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

1. Tableau général	VIII - 1
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
b) Volume	VIII - 4b
5. Orientation géographique	VIII - 5

IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.

1-2-3. Balance sur base des transactions :	
Chiffres annuels	IX - 1
Soldes trimestriels	IX - 2
Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
4. Balance sur base de caisse	IX - 4
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6

X. — Marché des changes.

1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
a) Chiffres annuels	X - 1a
b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
2. Droit de tirage spécial	X - 2
3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles.	X - 3
4. Système Monétaire Européen :	
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
5. Cours de change effectifs	X - 5

XI. — Finances publiques.

1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Résultats de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5

XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

1. Encours :	
a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
a) au 31 décembre 1982	XII - 1a ⁽¹⁾
b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
b) au 31 décembre 1983	XII - 1b ⁽¹⁾
2. Mouvements en 1982	XII - 2
2. Mouvements en 1983	XII - 2 ⁽¹⁾
3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
a) au 31 décembre 1982	XII - 3a ⁽¹⁾
b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
b) au 31 décembre 1983	XII - 3b ⁽¹⁾
4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels).	XII - 4
4. Mouvements en 1983 (totaux sectoriels).	XII - 4 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Depuis le numéro de mai.

XIII. — Organismes principalement monétaires.

1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Bilans :	
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
c) Banques de dépôts	XIII - 2c
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
4. Stock monétaire :	
a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
b) Total	XIII - 4b
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires .	XIII - 5a
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et parti- culiers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique.	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques.	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancai- res à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne — Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la C.G.E.R. - Entité I.	XIV - 5b
c) Bilans de la C.G.E.R. - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers **XV - 1**
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. **XV - 2**
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers — Actifs non monétaires à un an au plus :
 - a) Variations. **XV - 3a**
 - b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux. **XV - 3b**
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an **XV - 4**
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
 - a) Variations. **XV - 5a**
 - b) Encours **XV - 5b**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an **XVI - 1**
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public **XVI - 2**
3. Dettes du Trésor :
 - a) Situation officielle de la dette publique **XVI - 3a**
 - b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds **XVI - 3b**
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :
 - a) Ventilation par débiteurs **XVI - 4a**
 - b) Ventilation par détenteurs **XVI - 4b**

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement **XVII - 1**
2. Rendement des sociétés par actions : chiffres annuels **XVII - 2**
3. Rendement des sociétés par actions : chiffres cumulés **XVII - 3**
4. Emission des sociétés — données I.N.S. **XVII - 4**
5. Emission des sociétés — données B.N.B. **XVII - 5**
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges **XVII - 6**
7. Inscriptions hypothécaires **XVII - 7**

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la C.G.E.R., la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger — Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :
- a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) **XVII - 8a**
 - b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence) **XVII - 8b**

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Marché de l'argent au jour le jour. **XVIII - 1**
- 2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires. **XVIII - 2**
- 3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique. **XVIII - 3**

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

- 1. Banque Nationale de Belgique :
 - a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances **XIX - 1a**
 - b) Taux spéciaux. **XIX - 1b**
 - c) Taux moyen pondéré **XIX - 1c**
- 2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie **XIX - 2**
- 3. Taux de l'argent au jour le jour. **XIX - 3**
- 4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes **XIX - 4**
- 5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques **XIX - 5**
- 6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite **XIX - 6**
- 7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles **XIX - 7**
- 8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit **XIX - 8**

XX. — Banques d'émission étrangères.

- 1. Taux d'escompte **XX - 1**
- 2. Banque de France **XX - 2**
- 3. Bank of England **XX - 3**
- 4. Federal Reserve Banks **XX - 4**
- 5. Nederlandsche Bank **XX - 5**
- 6. Banca d'Italia **XX - 6**
- 7. Deutsche Bundesbank **XX - 7**
- 8. Banque Nationale Suisse **XX - 8**
- 9. Banque des Règlements Internationaux **XX - 9**

Liste des graphiques.

Produit national brut calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée .	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII - 3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principa- lement monétaires.	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux.	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements.	XIV - 5a
Cours des valeurs belges au comptant.	XVII - 1

LEGISLATION ECONOMIQUE

1. Généralités.
2. Réglementation économique et financière.
3. Réglementation fiscale.
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics.
5. Réglementation sociale.
6. Relations économiques et financières extérieures.
7. Divers.

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES
ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE**
